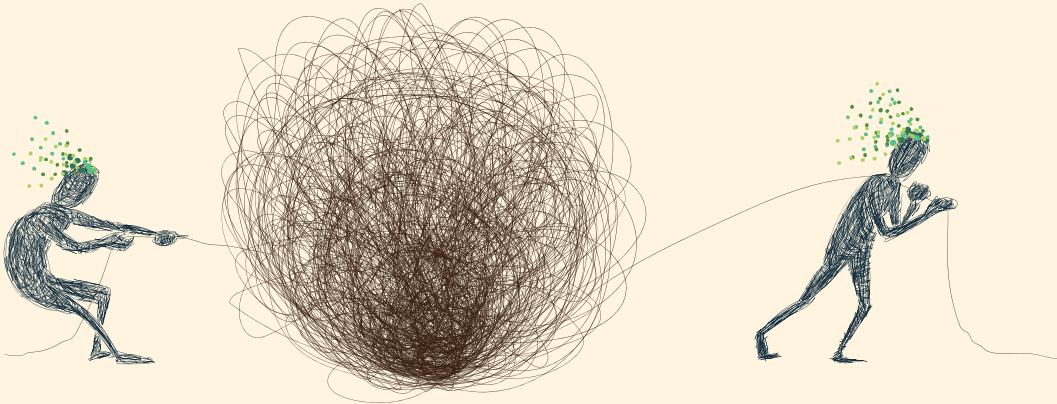


Consommation durable

Vers une. transition écologique.et solidaire





: lien consultable dans l'Internet

Table des matières

Introduction	5
Réflexion sur la précarité et la transition écologique	9
État des lieux des freins à l'action citoyenne	9
I. La petite histoire des tergiversations autour de la précarité et de la transition écologique	12
II. Les enquêtes en Wallonie et à Bruxelles ; échantillons et limites	17
A. L'enquête « Transition »	
B. L'enquête « précarité »	
III. Les personnes en situation précaire ont-elles déjà une place au sein du réseau en Transition ?	25
A. La transition est-elle déjà inclusive dans certaines parties de la Francophonie belge ?	
B. Les raisons qui expliquent l'absence des personnes en situation de précarité dans les initiatives de transition	
C. Les transitionneurs souhaitent-ils une transition plus juste socialement ?	
IV. Les freins des transitionneurs et des précarisés	31
A. Les freins des transitionneurs	
B. Les freins des précarisés, selon les précarisés	
V. Les préjugés sont aussi des freins	36
A. Préjugé N°1 : la transition, ça n'intéresse pas les personnes en situation précaire	
B. Préjugé N°2 : les personnes en difficulté sur le plan économique n'ont que faire de l'écologie, c'est loin de leurs préoccupations	
C. Préjugé N°3 : le pauvre est oisif, est limité intellectuellement, n'a qu'un pantalon et connaît souvent des problèmes de toxicomanie	
D. Préjugé N°4 : le pauvre mange mal, il n'est pas éduqué à l'alimentation saine	
E. Préjugé N°5 : le précarisé est piégé par la société de consommation. Il consomme pour avoir l'impression d'exister. Bref la consommation des précarisés est problématique	
F. Préjugé N°6 : les transitionneurs sont des bobos écolos qui n'ont pas la fibre sociale	
Conclusions	44
Faire sauter les freins. Répondre aux besoins des transitionneurs et des personnes en situation précaire	48
I. Pistes et conseils pour monter un projet écologique et solidaire	51
A. Élargir son groupe aux personnes en situation précaire	
B. Les projets d'appel pour attirer l'attention des précarisés	
C. Tacler les freins vécus par les personnes en situation précaire	

D.	Communiquer avec les précarisés et les mettre en confiance	
E.	Co-construire avec les précaires	
F.	Recruter des bénévoles	
G.	Trouver du financement	
II.	Que retenir ?	108
	Conclusions	111

Quelques projets inspirants 119

I.	Les projets sollicités par les personnes en situation précaires	121
A.	Classement des projets	
II.	Repères et témoignages	124
A.	Le Repair café	
B.	L'épicerie sociale	
C.	Le potager collectif	
D.	Le système d'échange de fruits et légumes	
E.	La bibliothèque d'objets	
F.	La bibliothèque de vélos pour enfants	
G.	Un GAC (groupe d'achat en commun), un SEL (système d'échanges local)	
H.	La cuisine de quartier	
	Conclusions	166
	Une mixité à tout prix ?	

Une articulation indispensable entre initiatives citoyennes et politiques de transition juste 169

I.	Décliner la « transition juste » en politique	171
A.	De la revendication syndicale à l'implémentation politique	
B.	Le Pacte vert européen et la transition juste	
C.	La transition juste dans le Hainaut ?	
D.	Pour une compréhension politique du concept	
II.	Transition citoyenne et rôles de l'État : deux dynamiques complémentaires	182
III.	Création d'un État social-écologique	185
IV.	Création d'un État partenaire	189
V.	Initiatives de transition, moteurs d'une transition juste ?	191
A.	La transition citoyenne a ses limites	
	Conclusions	198

Conclusion 200

Introduction

Pourquoi les personnes en situation précaire sont-elles si peu présentes dans les initiatives de transition ? Telle est la question que nous nous posons au sein de notre association (plus spécifiquement au sein d'ateliers en éducation permanente). Un rapprochement entre toutes ces personnes vivant dans l'insécurité et ceux que nous appelons les transitionneurs est-il seulement souhaitable ? Est-il désiré de part et d'autre ? Qu'est-ce qui empêche concrètement ces deux publics de se rencontrer et de construire ensemble de la résilience, une autre vision de la société, d'autres modèles de pensée, de consommer ?

Toutes ces questions faisaient aussi l'objet de réflexions au sein du mouvement Transition. C'est pourquoi Citoyenneté & Participation et le réseau francophone des initiatives de transition se sont associés en 2019 pour mener une première enquête parmi les transitionneurs.

Les résultats de cette première enquête ont été très riches sur le plan qualitatif grâce à des transitionneurs qui ont répondu avec beaucoup d'honnêteté. Ces résultats mettaient en évidence leurs freins (et ce qu'ils supposaient être les freins des personnes en situation précaire), leurs préjugés, mais aussi leurs motivations, leurs besoins et leurs très nombreux questionnements.

La nécessité de mener une seconde enquête s'est donc imposée naturellement auprès des personnes vivant une forme de précarité (financière, logement, santé, relationnelle, etc.). Voient-elles un intérêt à rejoindre une initiative de transition ? à quelles conditions ?

Ainsi, suite à l'épisode de la Covid-19, nous sommes partis à la rencontre de 168 personnes dans les rues, sur les marchés, dans des groupes en formation, dans des files d'attente pour des colis alimentaires, qui ont toutes fait preuve de beaucoup de patience pour nous fournir des réponses et des renseignements extrêmement éclairants sur leurs besoins.

À ce stade nous avons suffisamment d'éléments pour contrer les préjugés des uns et des autres - qui sont de véritables obstacles à la mixité sociale au sein des initiatives de transition¹- et faire état des besoins essentiels de chacun. Mais la tâche restait considérable. L'on ne pouvait se contenter d'écrire une énième publication sur les freins des uns et des autres (même s'il est nécessaire de les connaître, ça aide !) et se lamenter sur le caractère navrant de la situation.

¹ DUBOIS K., « Vers une transition écologique et solidaire ; Réflexion sur la précarité et la transition écologique. État des lieux des freins à l'action citoyenne », Bruxelles : CPCP, 2023.

Alors Citoyenneté & Participation s'est lancé dans tout un travail de recherche ; quelles solutions peut-on proposer aux porteurs de projets actuels et futurs pour lever des freins comme les problèmes de mobilité, de disponibilité, de garde d'enfants ? Quelles pistes peut-on proposer pour répondre aux besoins des transitionneurs et des personnes en situation précaire comme le réseautage ou la compatibilité entre bénévolat et allocations sociales ? Quels outils peut-on suggérer pour créer un climat de confiance au sein d'un groupe mixte et parler d'environnement sans être infantilisant ou au contraire scientiste ? Comment recruter du sang neuf pour booster le projet citoyen ? La nécessité s'est imposée de créer un guide pratique exposant toutes les réponses ou pistes de solutions que nous avons collectées afin de faciliter la vie des porteurs de projets qui auraient en ligne de mire la transition écologique mais aussi solidaire. Car l'un ne va pas sans l'autre. Pour paraphraser cette citation devenue célèbre : « l'écologie sans le social c'est du jardinage ! »², si le jardinage ne vous suffit plus, nous vous invitons à lire le guide pratique de Salomé Deguelle et Karin Dubois³

Mais une autre question taraudait également quelques transitionneurs ; quels projets organiser qui répondent à la fois à des objectifs écologiques et solidaires ? Où trouver de l'inspiration ? Nous nous sommes donc mis à rechercher des porteurs de projet qui avaient réussi ce pari et constaté le développement d'une mixité sociale ; dans certains cas, les personnes en situation précaire sont des utilisateurs qui deviennent progressivement des organisateurs de projets, dans d'autres ce sont eux qui portent le projet dès le lancement.

On a donc rencontré Tatjana, Aurélie, Sofie, Amélie, Mohammed, Youssef, Robert et Xavier qui ont très généreusement accepté de partager leurs expériences et leurs précieux conseils. Avec eux nous avons parlé de l'organisation d'une objethèque, d'une épicerie sociale, d'une cuisine de quartier, d'un potager collectif et d'une bibliothèque de vélos pour enfants.

² La citation originale est de Chico Mendes, défenseur de l'Amazonie : L'environnementalisme sans lutte des classes, c'est du jardinage !

³ DEGUELLE S. et DUBOIS K., « Vers une transition écologique et solidaire ; Faire sauter les freins. Répondre aux besoins des transitionneurs et des personnes en situation précaire », Bruxelles : CPCP, 2023.

Et vous pourrez constater en lisant cette analyse dédiée aux projets inspirants⁴ qu'il n'y a pas qu'une seule manière d'organiser un tel projet. On vous fournit une recette de base et les ingrédients, mais à vous d'accommoder celle-ci selon vos goûts.

Enfin, suite à tout ce travail orienté sur le pratico-pratique, il nous a semblé essentiel de prendre un peu de hauteur et de nous interroger sur la dimension politique des actions citoyennes. Car même si un projet est porté par des membres issus de milieux socio-économiques divers, il est malheureusement évident qu'il ne résoudra pas la charge des coûts socio-économiques engendrée par une transition énergétique qui est portée par les personnes qui vivent l'insécurité au quotidien. Comment donner de l'épaisseur et une autre dimension à son projet citoyen ? Quelles sont les conditions institutionnelles pour qu'un projet citoyen et local puisse devenir une piste concrète de solutions pour l'avenir ? Toute cette réflexion de Louise Vanhèse et Boris Fronteddu est à découvrir dans notre quatrième et dernière analyse, consacrée aux articulations entre initiatives citoyennes et politiques de transition juste⁵.

⁴ DUBOIS K., « Vers une transition écologique et solidaire ; Quelques projets inspirants », Bruxelles : CPCP, 2023.

⁵ FRONTEDDU B. et VANHÈSE L., « Vers une transition écologique et solidaire ; Une articulation indispensable entre initiatives citoyennes et politiques de transition juste », Bruxelles : CPCP, 2023.

Réflexion sur la précarité et la transition écologique État des lieux des freins à l'action citoyenne

Par Karin Dubois



Merci !

Aux membres du réseau Transition pour leur généreuse et riche collaboration.

À Manon Marescaux qui a géré l'enquête Transition et l'analyse des résultats.

À tous les acteurs de l'associatif et de la formation qui nous ont permis d'interviewer leur public.

Merci à tous ceux qui ont accepté de répondre à nos nombreuses questions.

Et merci à Louise Vanhèse et Boris Fronteddu qui ont courageusement arpenté les rues de Bruxelles et de Wallonie pour interviewer de nombreuses personnes et m'ont aidé à analyser les résultats de l'enquête Précarité.

Introduction

Ce guide est l'aboutissement de tout un processus qui a démarré quatre années auparavant. Il a donc déjà une histoire, celle d'un questionnement permanent sur le rapprochement probable entre les initiatives du mouvement en Transition¹ et les personnes en situation précaire.

L'écart entre les initiatives orientées vers les initiatives durables et le public avec qui nous travaillons en éducation permanente nous a donné à réfléchir. Nous n'avions cependant aucune idée du chemin que nous allions parcourir, encore moins de son aboutissement. Nous avons avancé dans nos démarches progressivement en gardant l'esprit ouvert et l'oreille attentive aux expériences des uns et des autres.

Nous avons mené une première enquête auprès du réseau en Transition (qui était aussi demandeur) afin de mieux cerner la situation et les besoins des bénévoles investis dans une initiative de Transition (bénévoles que nous appelons ici les *transitionneurs*) en posant une série de questions : la mixité sociale est-elle possible ? à quelles conditions ? que manque-t-il aux transitionneurs

¹ <https://www.reseautransition.be> ; mouvement né en Grande-Bretagne en 2006 à l'initiative de Rob Hopkins. L'idée est de regrouper des citoyens autour d'initiatives tendant à construire un nouveau monde plus résilient face aux enjeux climatiques, énergétiques, économiques et sociaux.

pour leur permettre d'être plus inclusifs ? Les résultats – très riches – nous ont permis de rebondir et d'élaborer un second questionnaire d'enquête que nous avons utilisé auprès de personnes vivant une ou plusieurs formes de précarité en Wallonie et en Région bruxelloise. Nous les avons questionnés sur les projets qui les motivent, sur la manière dont ils ont envie d'en être informés et avons tenté de mesurer à quel point ils se sentent concernés par l'écologie.

Tous les résultats issus de ces deux enquêtes, toutes les recherches que nous avons menées pour répondre aux besoins des transitionneurs et des précarisés, tous les contacts que nous avons pris avec des porteurs de projets inspirants feront l'objet de quatre publications.

Dans celle-ci nous allons nous pencher sur la réflexion qui nous a conduit à mener ces enquêtes en Wallonie et à Bruxelles, sur la place qu'occupent actuellement les personnes vivant une forme de précarité au sein du réseau en Transition et nous mettrons en évidence les freins ressentis tant par les transitionneurs que par les personnes en difficulté. Et nous ne manquerons pas de nous attarder sur quelques préjugés qui nous sont apparus comme étant des entraves assez conséquentes à la rencontre de ces deux publics.

Dans une deuxième analyse, nous nous pencherons sur la manière de faire sauter ces freins et sur les pistes possibles pour répondre aux besoins des uns et des autres.

La troisième publication sera, quant à elle, consacrée à des projets inspirants, à des initiatives qui suscitent le plus d'intérêt auprès des personnes connaissant une situation de précarité financière. Ce sont des projets qui répondent souvent à la fois à des impératifs écologiques mais aussi solidaires.

Une quatrième analyse viendra ensuite soutenir la réflexion des transitionneurs quant à l'impact environnemental de la consommation et aux combats politiques qui peuvent se mener de concert.

Bien sûr, nous ne sommes pas les seuls à nous intéresser aux liens entre convergences sociales et environnementales, loin de là. De nombreux acteurs de l'associatif et du mouvement en Transition, de même que des fondations se penchent de manière régulière sur ce sujet. Tous se posent les mêmes questions : comment y arriver ? Et dans quelles conditions ? Certains envisagent parfois quelques pistes d'actions. Nous faisons partie de ceux-là. Aussi nous ne prétendons pas que les quatre publications que nous consacrons à ce sujet sont la solution ultime pour faire se rencontrer les personnes précarisées et les adeptes de la sobriété volontaire dans des conditions optimales

pour chacun d'eux. Nous espérons cependant qu'elles soient un maillon dans la convergence des luttes sociales et environnementales, une étape de plus dans la réflexion qui ne cesse de progresser.

Nous sommes persuadés que ces guides pourront être utiles, et ce d'autant plus qu'ils émanent de quatre années de recherches et de nombreux questionnements qui ont jalonné son élaboration. Nous ne pouvions pas faire l'impasse sur cette réalisation en ayant dans les mains autant d'informations et de questionnements qui attendaient des réponses concrètes.

1. La petite histoire des tergiversations autour de la précarité et de la transition écologique

Il y a différentes manières de concevoir l'éducation permanente. Citoyenneté & Participation a fait le choix de travailler en faveur des personnes vivant une forme de précarité (financière, sociale, culturelle) afin, comme nous le préconise le décret du 17 juillet 2003, de « favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique des réalités de la société, des capacités d'analyse, de choix, d'action et d'évaluation et enfin des attitudes de responsabilité et de participation active à la vie sociale, économique, culturelle et politique »².

Aussi, nous travaillons depuis plus de vingt ans avec des personnes qui vivent au quotidien au moins une forme d'inégalité. Qu'elles soient des personnes qui n'ont pas bénéficié d'une distribution juste des revenus, qui n'ont pas eu accès à l'enseignement – en partie ou en totalité, à un logement décent, à la culture, aux livres, aux loisirs, qui ont des problèmes de santé, qui ne trouvent pas place dans une structure d'emploi valorisant les diplômés, qui ont un diplôme et/ou qui ont eu un emploi voire une vie assez confortable jusqu'à ce qu'ils rencontrent ce qu'on appelle un accident de parcours, des femmes qui ont dû quitter leur foyer avec ou sans enfants et qui s'efforcent de reconstruire leur vie, des personnes actives et des pensionnés qui ont du mal à joindre les deux bouts, etc.

² « Décret de la fédération Wallonie-Bruxelles relatif au développement de l'action d'Education permanente dans le champ de la vie associative », version coordonnée du 17 juillet 2003, Conseil de la Communauté française, [en ligne] : <http://www.educationpermanente.cfwb.be>, consulté le 3 mars 2022

Quand on est animateur en éducation permanente, on écoute leurs questionnements, leurs demandes d'informations, leurs indignations, leurs réflexions et leurs besoins. Ils sont aussi divers que les profils que nous rencontrons dans nos ateliers. Dans la thématique intitulée « consommation durable », on parle surtout de consommation car elle concerne tout le monde. Quant à l'aspect « durabilité », il n'a pas toujours fait l'unanimité. Mais nous percevons depuis quelques années une préoccupation grandissante pour les problèmes environnementaux et climatiques. Tout comme nous avons aussi pu constater un besoin progressif de nouvelles positives, rafraîchissantes et qui retissent des liens entre les personnes. Nous avons donc pris le pli de lier ces préoccupations en proposant un atelier traitant des initiatives citoyennes qui se mettent en place en Belgique ou ailleurs ; des projets qui prennent soin de l'humain, de la Terre, qui prônent le partage et suggèrent de s'éloigner du monde consumériste, des projets qui réparent le monde et le vivant, qui rassemblent, qui inspirent. Certains projets portés tantôt par des personnes inscrites dans le réseau des consommateurs responsables (RCR) ³ ou dans le réseau Transition, tantôt par des citoyens lambda. Et comme notre objectif consiste aussi à leur offrir de nouvelles opportunités, nous ne manquons pas de faire état de projets plus commerciaux ou institutionnels dont ils peuvent se saisir comme le Blablacar ou le système Cambio de la SNCB.

Pour la majeure partie des personnes, toutes ces initiatives sont des découvertes. Alors beaucoup s'étonnent « comment se fait-il qu'on ne soit pas au courant de ces projets ? », « est-ce que cela se passe aussi près de chez nous ? ». Alors on cherche des initiatives similaires dans la Région. Parfois on trouve, parfois pas. Quand on découvre un projet citoyen, certains osent s'y rendre, d'autres pas. De temps à autre des participants à nos ateliers y trouvent leur compte (comme c'est souvent le cas avec les repair cafés ou les gratifierias ⁴). Et d'autres sont déçus. Ils se jurent même parfois de ne plus y mettre les pieds tellement l'accueil est inhospitalier.

C'est là que nous percevons le choc entre les adeptes de la sobriété volontaire et ceux qui vivent cette simplicité de manière involontaire. C'est la déconvenue. Nous qui croyions naïvement au rapprochement des causes climatiques et sociales, on se rend compte tout à coup de l'épaisseur de la barrière

³ Rebaptisé aujourd'hui réseau de collectifs en recherche de résilience.

⁴ Les repair cafés sont des rencontres organisées pour réparer ensemble des objets et appareils défectueux. Les gratifierias sont des foires aux objets gratuits.

culturelle qui s'est érigée entre des porteurs de projets citoyens et des personnes en situation précaire qui devraient pourtant en bénéficier. Une réflexion sur les causes de ce choc culturel s'imposait.

En 2018, notre collaboratrice Dounia Tadli s'était penchée sur la question et a écrit cette analyse que nous vous recommandons : « Transition et simplicité volontaire, une solution pour ceux qui n'ont pas d'options ? »⁵. Elle faisait le point sur la question et soulevait que les classes plus aisées et/ou éduquées « recourent à la simplicité volontaire en signe de protestation, mais elles l'utilisent aussi comme moyen de se distinguer socialement, ce qui peut expliquer l'inhospitalité de ces mouvements plutôt homogènes à l'égard des personnes qui subissent une sobriété involontaire ». On reste entre personnes instruites, on partage les mêmes valeurs, on cultive l'entre soi.

On comprend aussi que toutes les activités proposées par les transitionneurs ne sont pas accessibles aux personnes moins aisées du fait que les individus qui disposent « d'un capital culturel plus important chercheront donc des activités qui marqueront une distance avec ceux qui ne peuvent pas suivre, notamment parce qu'ils ne font pas partie des réseaux d'interconnaissance »⁶. On comprend dès lors mieux que les initiatives citoyennes n'arrivent pas à l'oreille des plus précaires.

Ceci dit, notre intention n'est pas de charger injustement les transitionneurs. Nous sommes parfaitement conscients que des personnes vivant une forme de précarité ne se dirigent pas vers ces initiatives en raison de freins qui leur sont propres : difficultés à s'investir sur du long terme, à s'insérer dans une organisation chronophage, problèmes de mobilité, de garde d'enfants, de santé, impossibilités financières de s'offrir une alimentation durable de qualité, le manque de confiance en soi provoqué par la pauvreté, etc.

Faut-il pour autant s'arrêter là et ne plus croire en une fusion des initiatives sociales et écologiques ? Faut-il créer un réseau Transition Bis pour les plus précaires ? Nous nous sommes vraiment posé la question.

D'un côté il est vrai que les personnes pauvres n'ont pas attendu les transitionneurs pour faire des potagers : ce sont eux les vrais acteurs de la décroissance, et ce depuis longtemps. Alors pourquoi viser une mixité sociale ?

⁵ TADLI D. « Transition et simplicité volontaire, une solution pour ceux qui n'ont pas d'options ? », Analyse 325, 2018, CPCP, [en ligne] : http://www.cpcp.be/wp-content/uploads/2018/01/transition_simplicit_e_volontaire.pdf, consulté le 3 mars 2022.

⁶ *Ibid.*, p.12

Ne serait-ce qu'un concept bourgeois pour se donner bonne conscience ? La réponse nous a été donnée par un groupe de femmes séduites par la mise sur pied d'un magasin participatif. Au bout de quelques semaines, elles réclamaient la possibilité de s'allier à des personnes plus « solides intellectuellement parlant » qu'elles, qui puissent être les moteurs dont elles ont besoin. Donc oui cette mixité mérite d'être tentée.

Ainsi, à l'instar de Jean-Yves Buron qui s'interroge sur la convergence des associations de lutte contre la pauvreté et des initiatives de Transition, nous sommes persuadés que : « Malgré l'existence de nombreux obstacles à la mixité sociale des alternatives, la collaboration entre actions de lutte contre la pauvreté et Initiatives en Transition semble intéressante tant les thématiques travaillées, les objectifs fixés et les dynamiques à l'œuvre paraissent comparables et complémentaires. En effet, beaucoup de thématiques travaillées sont les mêmes. Ce sont celles qui concernent les besoins fondamentaux de toute communauté humaine, comme l'accès à de l'énergie propre et bon marché, à une alimentation saine et équilibrée, à un lieu de vie convivial et adapté, à des moyens de transport commodes et à la citoyenneté, par exemple. D'un côté comme de l'autre, l'objectif est le même : expérimenter de nouvelles manières de vivre ensemble, plus respectueuses de l'être humain, des forces et des faiblesses de chacun, plus solidaires, plus juste socialement, plus équitables économiquement et écologiquement plus viables »⁷.

Évidemment tout le monde ne partage pas cet avis. C'est notamment le cas de Lotte Damhuis qui a mené une recherche-action⁸ et s'interroge sur la pertinence de la mixité sociale : « lorsqu'il s'agit d'inviter les populations les plus précarisées à rejoindre un idéal-type qui est pensé à partir des seules ressources et capitaux de ses concepteurs, on n'est jamais à l'abri de reproduire les inégalités que l'on tente pourtant de réduire »⁹.

⁷ BURON J.-Y., « entre lutte contre la pauvreté et Transition : des ponts à jeter ? », analyse 2014 – 03, Vivre-ensemble, p.12 [en ligne :] <https://vivre-ensemble.be/IMG/pdf/2014-03-transition-associations.pdf>, consulté le 3 mars 2022.

⁸ DAMHUIS L., MYAUX D., ROENZWEIG M., Solidarité en primeur, rapport final, Bruxelles, Fédération des services sociaux, 2019, [en ligne :] <https://solenprim.com/>, consulté le 19 juillet 2019.

⁹ L. DAMHUIS lors de son intervention au séminaire Démocratie au service de l'assiette pour tous. Comment assurer collectivement une transition vers des systèmes alimentaires justes et durables au niveau (supra) local ?, Saint-Servais, 19 février 2019, [en ligne :] https://www.rawad.be/sites/rawad.be/files/u64/S%C3%A9minaire%20RAWAD_19f%C3%A9v19_lotteDamhuis.pdf, consulté le 19 juillet 2019.

Alors, comment faire pour éviter cet écueil ? Pour passer outre ce constat qui semble sans appel ? Une des réponses réside dans la constante information et communication avec les personnes concernées, notamment dans des événements dévolus à la précarité et à la durabilité mais qui portent surtout sur l'alimentation saine et durable. On fait le constat – comme tant d'autres acteurs associatifs – que peu de personnes vivant dans une grande précarité sont susceptibles de s'orienter vers des systèmes alimentaires durables à moins d'être accompagnés par l'associatif. On connaît les freins. Mais qu'en est-il du non-alimentaire ? Et des autres personnes qui ne sont pas définies comme pauvres mais connaissent une situation précaire ? Des personnes qui vivent sur le fil mais ne sont pas mobilisées au sein d'une structure associative ou institutionnelle ? De toutes celles qui ne sont pas dans les radars de l'associatif ? Faut-il attendre que les personnes en situation précaire soient complètement appauvries pour s'en préoccuper ?

Quand certains pensent « précarité », s'affiche directement à leur esprit l'image de personnes sans domicile, de bénéficiaires d'allocations sociales ou de chômage. Or, la précarité touche aussi d'autres profils comme des personnes en situation d'invalidité, des pensionnés souvent isolés, des étudiants en danger alimentaire, des personnes qui apprennent à lire, des travailleurs pauvres, des artistes, des indépendants, des personnes dont le logement n'est pas adéquat et/ou qui n'ont pas accès aux soins de santé, etc. On peut être pauvre mais ne pas vivre en situation précaire car on a autour de soi les ressources nécessaires tout comme on peut être en situation précaire sans être pauvre. La précarité, c'est l'incertitude quotidienne¹⁰.

Avons-nous bien fait de nous entêter dans la poursuite de ce projet ? Indéniablement ! Il nous a permis toute cette réflexion sur les liens entre précarité et durabilité au niveau de l'action citoyenne, et d'y voir plus clair dans les intentions des transitionneurs et de toutes ces personnes en difficulté.

Ce projet nous a aussi permis d'identifier les freins de chaque côté avec la ferme intention d'y apporter des solutions. Et – last but not least – de nous confronter à quelques préjugés qu'il ne serait pas inutile de décortiquer.

¹⁰ « 48 % des travailleurs belges sont "pauvres", étude réalisée par Solidaris et Sud Presse, Le Soir, 9/12/2019, [en ligne :] <https://www.lesoir.be/265674/article/2019-12-09/48-des-travailleurs-belges-sont-pauvres>.

II. Les enquêtes en Wallonie et à Bruxelles ; échantillons et limites

En 2019, Citoyenneté & Participation a donc fait le pari de la mixité sociale et non de la création d'un réseau Transition bis pour les personnes précarisées. Nous ne pouvions pas concevoir que l'on puisse penser à un monde un peu meilleur en excluant les personnes en difficulté. Penser la transition écologique sans transition sociale était à ce moment-là exclu. Nous étions cependant prêts à entendre que le réseau Transition était frileux à l'idée d'intégrer cette dimension sociale dans ses projets.

De notre côté, nous avons des ponts à construire entre la transition et la précarité mais il était nécessaire de connaître la qualité du terrain avant de poser les fondations. Ce terrain, c'est celui des transitionneurs ; sont-ils tous excluants ? n'y a-t-il pas quelques exemples de transition inclusive ? de quelles expériences – positives comme négatives – pouvons-nous nous inspirer ? nous nourrir ? qu'est-ce qui empêche les transitionneurs d'être plus ouverts à la précarité ? de quoi ont-ils besoin ? de quelle manière Citoyenneté & Participation pourrait-il être utile ?

Nous avons donc contacté le réseau en Transition pour en discuter avec les coordinateurs. Et comme certains transitionneurs se posaient les mêmes questions que nous, nous avons collaboré pour diffuser notre questionnaire au sein du réseau.

A. L'enquête « Transition »

En novembre 2019, avec l'aide de notre stagiaire Manon Marescaux nous avons élaboré et diffusé un questionnaire à destination des membres du réseau en Transition :

- premièrement pour savoir s'il existait des initiatives du réseau qui ont intégré des personnes en difficulté (précarité financière, isolement social). Et connaître dans ce cas, ce qu'elles peuvent nous communiquer sur base de leur expérience.
- deuxièmement pour tenter de comprendre pourquoi, selon leurs points de vue et leurs réalités, leurs initiatives n'étaient pas suffisamment inclusives.

- troisièmement pour mesurer leur intérêt quant à une transition aussi solidaire qu'écologique
- quatrième pour faire le point sur leurs besoins afin de rendre leurs projets plus ouverts aux personnes en difficulté.

Nous avons bénéficié de l'appui du réseau Transition pour la dissémination de l'enquête. Le coordinateur nous disait alors faire face à ce genre de questionnement au sein de son association ; notre initiative tombait à point.

Un formulaire d'enquête en ligne a été élaboré et diffusé via le réseau Transition et la page Facebook de Citoyenneté & Participation. Cinquante-six personnes ont répondu à l'enquête mais nous n'en avons retenu que 46, les autres répondants n'étant pas dans une initiative de Transition ou un projet similaire. Pour faciliter la lecture de cette analyse, nous donnerons le nom de « Enquête Transition » à ce premier sondage.

B. L'enquête « précarité »

a. Les conditions de l'enquête

Suite à l'enquête menée auprès du réseau en Transition, nous avons poursuivi la collaboration autour de la construction d'un autre questionnaire destiné cette fois aux personnes en situation précaire. Nous donnerons le nom de « Enquête Précarité » à ce second sondage.

En effet, nous avons le point de vue et une sorte de photographie de la réalité des transitionneurs qui mettaient en avant des besoins et des questionnements. Il nous fallait maintenant avancer dans la satisfaction de ces besoins et voir de quelle manière les personnes confrontées à une forme de précarité pouvaient apporter elles-mêmes des réponses aux questions des transitionneurs et éventuellement collaborer activement à la mise en place de projets à la fois écologique et solidaire.

Les réponses de l'enquête Transition montraient un intérêt pour l'intégration d'une dimension solidaire. Ce qui était plutôt encourageant. Restait à voir du côté des personnes en situation précaire s'il existait un intérêt pour la transition écologique et dans l'affirmative, à quelles conditions.

La petite équipe de la « conso durable » de Citoyenneté & Participation a donc parcouru les rues de quelques villes à Bruxelles et en Wallonie (en veillant à couvrir toutes les provinces), en visant particulièrement celles qui connaissent

un taux de pauvreté élevé comme Colfontaine ou Saint-Josse. Nous avons eu la chance d'obtenir la collaboration de quelques associations (des EFT, des points de distribution de colis alimentaires, des écoles de promotion sociale, une association dévolue à l'alphabétisation, etc.) pour nous aider à disséminer le questionnaire et atteindre le nombre acceptable de 168 répondants. Bien sûr, nous ne sommes pas des professionnels des enquêtes et celle-ci connaît ses propres limites que nous décrivons ci-après.

Signalons aussi que le Covid nous a fortement ralenti dans nos démarches et nous a même parfois empêché d'activer des services comme les services sociaux pour étudiants qui avaient restreint leurs contacts avec les étudiants à de la visioconférence. Nous avons dû alors nous rendre à une manifestation estudiantine pour pouvoir les interroger.

Malgré ces difficultés et ces failles, nous avons pu obtenir des résultats significatifs sur certaines questions. Mais avant d'entrer dans le vif du sujet, il nous paraissait important d'abord de dévoiler comment nous avons procédé à la sélection, et ensuite de dépeindre le profil des personnes que nous avons interrogées et plus spécifiquement celles estimées en situation précaire.

b. Sélection des personnes en situation précaire au sein du panel

En démarrant donc cette enquête, nos besoins et nos questions concernant le profil des personnes précarisées, étaient multiples :

- Comment aider les transitionneurs et les futurs porteurs de projets citoyens à s'orienter vers les personnes plus susceptibles d'adhérer à un projet qui soit à la fois social et écologique ?
- Et comment faire le tri entre les personnes qui estiment être dans une situation financière relativement confortable et celles qui se serrent la ceinture au quotidien ? poser la question du ressenti est-elle suffisante ? n'est-elle pas trop abrupte ?

Nous avons cherché si – par horreur – il existait une sorte de classification de la pauvreté. Mais nous n'avons rien trouvé de concluant, rien qui pouvait nous aider à construire cette partie du questionnaire d'enquête qui nous permettrait éventuellement de faire cette distinction entre pauvres et très pauvres, précarité et grande précarité. Nous avons donc introduit nos propres questions pour tenter d'y voir plus clair, tout en ne voulant pas prétendre que ces questions soient totalement adéquates, même si indispensables à la réalisa-

tion du questionnaire.

Ces questions invitaient les personnes interrogées à se positionner sur une échelle de 1 à 6 face à une série d'affirmations, le « 1 » signifiant « pas du tout d'accord » et le « 6 » indiquant « tout à fait d'accord ».

Nous avons choisi, de manière arbitraire, de sélectionner les questionnaires répondant à la fois aux réponses 4 à 6 pour les items suivants :

- J'ai peur de ne pas avoir assez d'argent jusqu'à la fin du mois (logement, factures) ;
- Acheter à manger est une source de stress (sur le plan financier) ;
- Je me prive souvent de faire des achats ;
- Il m'arrive de reporter des soins de santé.

Et de 1 à 3 pour ceux-ci :

- Ma situation financière me permet de m'adonner à mes loisirs ;
- Je sais faire face à des dépenses imprévues ;
- Mon revenu me permet d'épargner chaque mois.

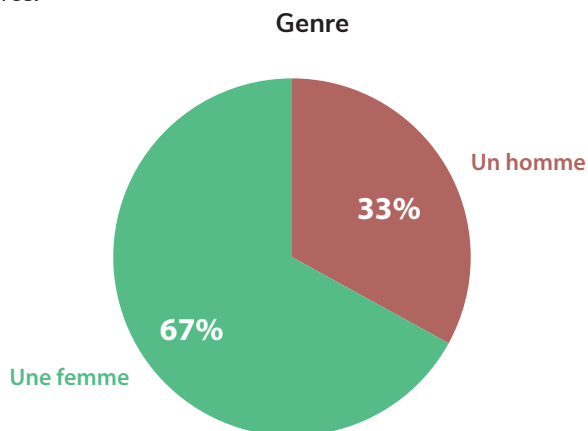
Notre échantillon est alors passé de 168 à 91 personnes pour ne retenir que celles qui craignent ne pas avoir suffisamment d'argent à la fin du mois, qui se privent d'effectuer certains achats, qui n'ont plus les moyens de se soigner, celles pour qui acheter de la nourriture est une source de stress et qui ne savent ni épargner, ni s'offrir un loisir, ni faire face à des dépenses imprévues.

C'est un choix arbitraire de notre part pour tenter de saisir les contours d'une précarité difficile à définir. Comme l'écrivent très bien Jean-Pierre Poulain et Laurence Tibère, « *la précarité rend compte de situations de fragilisation sociale qui se déploient sur un continuum allant de l'intégration à l'exclusion. La notion de précarité est donc plus large que celle d'exclusion et rend compte de situations instables, de situations qui, en principe, ne sont « pas faites pour durer* ». Elle décrit un phénomène complexe qui recouvre des réalités très diverses : personnes jeunes au chômage et parfois mal ou peu formées, populations des zones dites « sensibles », sans-abris, mais également personnes divorcées ou veuves, ou dont le parcours professionnel – et personnel – se trouve brusquement brisé. Les sources de fragilisation économique et sociale sont nombreuses et ses contours sont d'autant plus difficiles à appréhender qu'il n'existe pas de coupure très nette entre les individus précaires et les autres ».¹¹

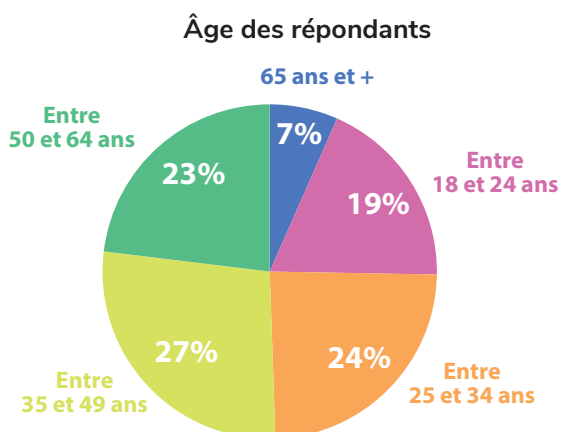
¹¹ POULAIN J-P et TIBÈRE L., « Alimentation et précarité, considérer la pluralité des situations », *Anthropology of food*, septembre 2008, [en ligne :] <https://journals.openedition.org/aof/4773#tocto2n1>, consulté le 31/01/2023.

c. Profil de l'échantillon des 91 personnes

L'échantillon est incontestablement en majeure partie féminin. Les femmes ont-elles été plus disponibles pour répondre à nos nombreuses questions ? Nous avons en tout cas le souvenir d'avoir croisé de nombreuses femmes sur les marchés et dans les associations dévouées à la distribution de colis alimentaires.



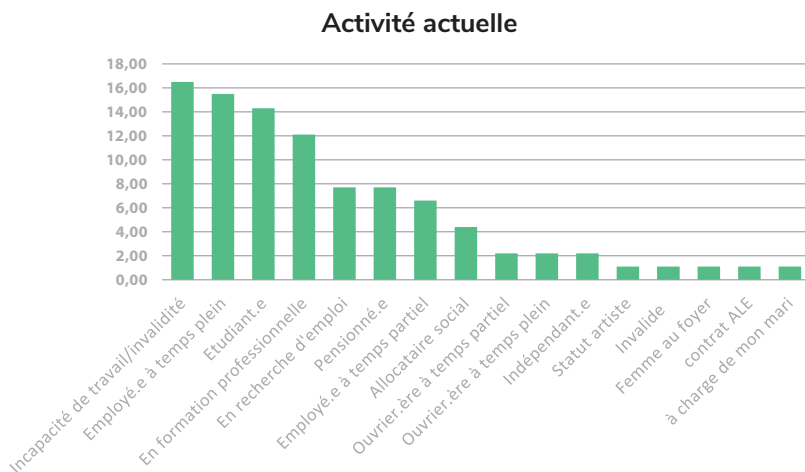
Les personnes interrogées sont aussi plutôt bien réparties au sein des différentes tranches d'âge. Un cinquième des répondants ont moins de 25 ans et nous avons pu rencontrer 7 % de personnes dont l'âge dépasse 65 ans.



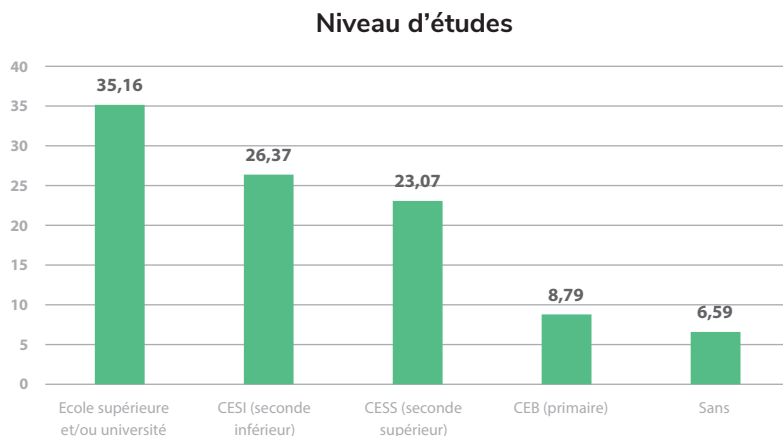
Il était important pour nous de pouvoir récolter les avis des personnes selon leur occupation.

Notre échantillon présente certains chiffres prévisibles comme le nombre de personnes en incapacité de travail (17 %) en formation professionnelle (12 %) et en recherche d'emploi (8 %), ces trois catégories représentant plus du tiers de la totalité. Par contre, le nombre d'employés à temps plein (16 %) était plus interpellant même si de plus en plus courant. Ensuite, comme nous l'avons expliqué plus haut, nous nous sommes rendus à une manifestation consacrée à la précarité étudiante et dans des centres de formation. C'est ce qui explique ces chiffres élevés (respectivement 15 et 13 %).

Ce tableau montre en tout cas que la précarité ne touche pas que des personnes que l'on pourrait supposer non actives (comme les pensionnés 8 % et les allocataires sociaux 5 %). Les personnes en recherche d'emploi représentent 7 % de notre échantillon, les employés à temps partiel 6 %, les ouvriers 5 % si on additionne les temps plein et temps partiel. Et nous avons aussi la chance d'avoir recueilli l'avis de quelques indépendants et artistes.



Quel est leur niveau d'étude ?



Certes, nous avons rencontré 15 % d'étudiants dans notre échantillon de personnes mais ce ne sont pas les seuls à atteindre le niveau d'études supérieure ou universitaire. Un tiers des personnes interrogées a atteint ce niveau mais ce tableau démontre qu'elles ne sont pas à l'abri de la précarité.

La moitié des personnes interviewées ont fait des études secondaires, 9 % d'entre elles n'ont pas dépassé les études primaires et approximativement 7 % ne disposent d'aucun diplôme.

d. Limites de l'enquête Précarité

Pour cette seconde enquête qui a été élaborée pendant les périodes de confinement dues au virus Covid-19, nous nous sommes appliqués à viser l'obtention de résultats aussi probants que possible sur le plan statistique. Pour cela, quelques calculs et arrondis s'imposaient :

Ainsi nous sommes partis du chiffre de 14,8 % (arrondi à 15 %) qui représente le taux de population à risque de pauvreté en Belgique en 2019 selon le sondage EU-SILC¹².

¹² Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale, Des faits et des chiffres, Bruxelles, 19/11/2020, [en ligne :] : https://www.luttepauvrete.be/wp-content/uploads/sites/2/2020/11/201119_nombrepauvres.pdf

Sachant que la population belge dans son ensemble en 2019 s'élevait à 11,46 millions de personnes (arrondi à 11 500 000), nous avons calculé que 15 % de 11 500 000 = 1 725 000

Ces chiffres ont été intégrés dans la calculatrice de Survey Monkey¹³ et nous ont amené à conclure que nous devons interroger 164 personnes pour avoir des résultats qui nous assurent un niveau de confiance de 80 % et une marge d'erreur de 5 %.

Malgré toutes nos bonnes intentions, force est de constater que nous avons commis quelques erreurs et touché quelques limites :

Premièrement nous avons questionné les personnes de diverses manières ; interviews en rue, sur les marchés, dans les files d'attente des colis alimentaires, avec tout l'inconfort que peut représenter le monde autour d'eux quand il s'agit de parler de situations financièrement gênantes. Pour d'autres, nous nous sommes rendus dans des instituts de formation et les répondants ont rempli eux-mêmes les questionnaires. Pour d'autres encore, nous avons eu la chance de nous appuyer sur des professionnels qui nous servaient de relais pour transmettre les questionnaires à leurs publics respectifs.

Ensuite, nous avons changé le questionnaire en cours de route et ce, pour deux raisons. Bien qu'il ait été testé en interne avant d'arpenter les rues wallonnes et bruxelloises, le questionnaire s'est révélé trop long, surtout avec un public fragilisé, particulièrement content de pouvoir parler et qui prend le temps de s'exprimer. Nous avons donc supprimé des questions dont les premières réponses ne montraient de toute façon pas de pertinence particulières. Elles concernaient, entre autres, la possession d'une voiture, son caractère essentiel ou non pour la vie quotidienne, le confort de vie que cela peut apporter. Les premières réponses se sont révélées trop évidentes. Les personnes interrogées qui possèdent une voiture reconnaissent la nécessité d'en avoir une et celles qui n'en ont pas déclarent que la voiture améliorerait effectivement leur confort de vie.

Ensuite, nous avons découvert le projet « cuisine de quartier » en cours de route. Le projet est tellement porteur en lui-même que ne pas en parler dans l'enquête de transition aurait frôlé l'erreur de jugement.

¹³ Calculatrice de la taille d'échantillon, Survey Monkey, [en ligne :] <https://fr.surveymonkey.com/mp/sample-size-calculator> (consulté le 03 mars 2019)

Enfin, le choix de la définition de la précarité est on ne peut plus arbitraire ; nous avons établi des critères et avons opéré des choix qui semblent relever du bon sens, mais un bon sens subjectif.

Ici aussi, pour faciliter la lecture de cette analyse, nous lui donnerons le nom de « Enquête Précarité ».

La description du public sollicité dans nos enquêtes et les limites étant posées, concentrons-nous sur l'objet de nos recherches, à savoir la place des personnes en situation précaire parmi les initiatives de transition.

III. Les personnes en situation précaire ont-elles déjà une place au sein du réseau en Transition ?

Pour bien comprendre la réalité du terrain, nous avons demandé aux transitionneurs si l'intégration des personnes en situation précaire était déjà une réalité au sein de leurs initiatives.

A. La transition est-elle déjà inclusive dans certaines parties de la Francophonie belge ?

À la question « Remarquez-vous la présence de personnes précarisées au sein de votre initiative ? », 17 personnes parmi les transitionneurs interrogés ont répondu « oui » et 27 ont répondu par la négative.

Ce oui est plutôt encourageant même si les personnes en situation précaires sont sans doute davantage des utilisateurs de l'initiative que des co-porteurs de projet. Les partages d'expériences sur ces initiatives sont extrêmement pauvres. Tout ce que nous savons est que parmi ces projets, nous retrouvons un SEL, un repair café, un marché gratuit.

B. Les raisons qui expliquent l'absence des personnes en situation de précarité dans les initiatives de transition

Nous leur avons ensuite demandé ce qui explique, selon eux, l'absence de personnes en difficulté dans les projets locaux. De manière générale, les réponses des transitionneurs mettent en cause soit des caractéristiques propres aux personnes fragilisées, soit des caractéristiques propres au réseau transition. Il arrive aussi que la cause soit partagée entre les deux parties.

Ainsi, en ce qui concerne les caractéristiques imputables aux transitionneurs, ceux-ci soulèvent :

- ▶ **Un problème de communication** : nombreux sont ceux qui pointent une mauvaise communication du réseau en transition vers ce public : « *la communication n'arrive pas jusqu'à eux* », « *Les modes de communication et surtout les réseaux sont différents* ». Certains mettent en cause le manque de communication autour d'un projet ou des difficultés que peut rencontrer ce public pour accéder à l'information, via internet notamment. On parle alors de fracture numérique. Enfin, bien communiquer serait aussi une question de méthode et certains se demandent si leur manière de communiquer serait bien adaptée au public précarisé et suffisamment efficace.
- ▶ **L'inaccessibilité géographique des initiatives** : des transitionneurs pointent des difficultés à se déplacer pour se rendre aux activités. Un frein énorme et bien connu. Nous sommes en effet confrontés à d'importants problèmes de mobilité, surtout en zone rurale.
- ▶ **La primauté de l'écologie sur le social** : les principes écologiques du réseau sont plus pris en compte que les principes sociaux qui visent à recréer du lien dans la société : « *On insiste peut-être trop sur les enjeux environnementaux de la transition et pas assez sur les aspects de justice et d'égalité économiques* ». L'un d'eux nous parle même d'un « *processus excluant, ils n'y ont pas accès* ».
- ▶ **Le décalage entre les activités proposées et les besoins des précaires** : ce n'est pas le cas de l'ensemble des initiatives de transition mais il est vrai que selon les activités proposées, l'on peut véritablement être confronté à un décalage entre les préoccupations strictement écologiques et la réalité économique et sociale des personnes

en situation précaire. Certains en parlent avec une certaine bienveillance, ils ont « l'impression de ne pas répondre aux problèmes prioritaires et plus urgents de ce public ».

- ▶ **L'entre-soi** : le projet est créé selon les affinités des initiateurs. L'inclusion de personnes d'autres horizons n'est pas une finalité du projet : les transitionneurs évoquent « beaucoup d'entre soi et on attend que les autres nous rejoignent, plutôt que de démarrer en collaboration avec d'autres publics/réseaux », « la cooptation entre amis et connaissances est forte et ce public précarisé ne fait sans doute pas partie de notre réseau ». Il est probable que c'est parce que les gens partagent des choses qu'ils ont tendance à se rassembler.
- ▶ **La distance culturelle** : selon les transitionneurs il s'agit d'une distance marquée par des niveaux d'étude et de vie fort dissemblables. « On s'adresse plus à un public de niveau socio-économique plus élevé, pouvant faire des choix de consommation, avec un certain niveau de connaissance sur la situation de la planète et une capacité de décryptage de la société de consommation ». Cette distance peut aussi être liée au jargon utilisé qui est trop scientifique pour toucher, atteindre les personnes en situation de pauvreté.
- ▶ **L'arrogance** : une autre personne nous parle aussi de « discours normatif », « bien-pensant » et/ou « culpabilisant » des acteurs de la transition. Dans le même esprit, un répondant semble regretter que « Les discours les plus véhiculés sur les enjeux environnementaux prennent la forme d'injonctions vécues comme une forme de violence et de jugement : véhicules trop polluants, produits agro-alimentaires...qui sont consommés par les classes populaires disposant de peu de moyens. Peu de ciblage des responsables macro et culpabilisation individuelle, face à laquelle certaines classes sociales ne peuvent prendre d'initiatives pour de multiples raisons ».
- ▶ **Le coût** : c'est la transition qui coûte trop cher : « La transition implique des changements de consommation, des circuits courts pas toujours faciles d'accès, parfois un peu plus chers ».
- ▶ **La barrière de la langue**
- ▶ **Un problème d'organisation** : en réalité ce problème ne concerne qu'une seule personne mais comme elle nous a fait sourire on le mentionne : « je suis nulle en organisation » !

D'autres raisons évoquées par les transitionneurs sont plutôt attribuées à la situation dans laquelle les transitionneurs pensent que se trouvent les **personnes en situation de précarité** :

- ▶ **Le manque de moyens financiers** : des personnes précarisées seraient freinées par le coût réel ou imaginé des initiatives de transition (alors qu'une partie des activités sont en libre accès). Le manque de moyens financiers empêcherait les personnes de se connecter sur internet et avoir accès aux informations relatives à la transition ou encore de se déplacer jusqu'à l'activité.
- ▶ **L'indisponibilité** : des transitionneurs sont assez lucides sur ce que peut représenter une vie de privation et l'ensemble des efforts à fournir au quotidien pour tenter de s'en sortir. Et nous les suivons volontiers quand ils affirment que les personnes pauvres n'ont pas la même disponibilité mentale que des personnes aisées, qu'ils ne vivent pas la même temporalité que les transitionneurs ; c'est l'urgence contre le long terme.
- ▶ **Des carences intellectuelles** : à en croire certains, le décalage entre les transitionneurs et les personnes précarisées s'expliquerait par une faiblesse du parcours scolaire, voire de leurs capacités cognitives : « Pauvreté signifie aussi souvent faible niveau d'études et difficultés d'entendre les discours de la transition, décalage trop important ». Pour certains, le manque de vocabulaire et de moyens d'expression (parfois aussi de compréhension) face à la « transition » qui utilise des concepts et des mots trop abstraits. Ou encore, « les concepts sont abordés et expliqués de manières trop complexes et/ou abstraites » et « le public précarisé est généralement peu éduqué et ne se doute pas de l'importance du problème climatique et de biodiversité ». Enfin, « il est difficile de se sentir inclus dans un groupe au niveau d'études plus élevé car le langage est non adapté ». Plus loin, nous pouvons lire : « La transition est assez "intellectuelle": on y parle de bouquins qu'on a lus, on fait des références à... , on donne son avis sur les actualités, sur les politiques communales ou régionales, etc. », « Les actions sont souvent plutôt réflexives ». À en croire ces propos, la personne précarisée serait donc un peu trop limitée intellectuellement pour comprendre les enjeux environnementaux. On y reviendra dans le chapitre consacré aux préjugés.
- ▶ L'un parle aussi de « **carence culturelle** » à cause de laquelle les précarisés « ne savent plus cuisiner, notamment ».

- ▶ **L'influence de la société de consommation** : selon une minorité des répondants, le marketing l'emporterait sur le développement d'une conscience écologique. Ainsi les personnes précaires ne viennent pas vers la transition à cause de « *l'impact que la publicité a sur eux, magasin pas cher, Lidl...* ». Ils « *sont pris dans la société de consommation, répondant à ses diktats pour avoir l'impression d'exister* ».
- ▶ **L'incapacité à devoir supporter une problématique supplémentaire** : « *Ces personnes étant déjà dans une certaine "merde", c'est possible qu'il n'y ait pas de motivation à s'intéresser à une "merde" d'une dimension globale et mondiale* ».
- ▶ **La distance culturelle** : les stéréotypes et les préjugés ne sont pas l'apanage des transitionneurs. Les personnes précarisées, elles aussi, ont des idées reçues et considèrent les transitionneurs comme étant des « *bobos écolos* ». On évoque du coup la peur d'être jugé comme « *intellectuels bourgeois* », voir « *gauchistes* » dont les préoccupations sont assez éloignées de celles de personnes précarisées. « *Les personnes précarisées ont peut-être peur de ne pas être comprises et acceptées* ».
- ▶ **La tendance à l'isolement** : submergées par les problèmes, les personnes ont tendance à se replier sur elles-mêmes.
- ▶ **Le désintérêt par rapport à la cause écologique** : lors d'une discussion avec une personne référente du resto du cœur, nous avons constaté un certain désintérêt de beaucoup de « *personnes dans une "merde" matérielle face aux crises environnementales (notamment)* ». « *Ainsi le précaire ne serait « pas concerné par la transition écologique » ; « Leur parler de transition, de transition intérieure, d'un monde meilleur, leur passe complètement au-dessus de la tête, sans compter que certains sont victimes d'assuétudes (drogue, alcool...) ou d'oisiveté qui leur fait perdre pied avec les problèmes du monde et la réalité. Vraiment pas facile de les intégrer... Et pourtant, il y aurait tant à apprendre d'eux et nous à leur donner quelques trucs pour consommer mieux et moins.* »

Alors ? Par quoi commencer ? Il y a tellement de préjugés, de condescendance et d'erreurs dans ces derniers propos qu'ils nous ont donné la furieuse envie de consacrer une partie de cette publication aux préjugés qui circulent au sujet des personnes en difficultés (voir infra). Dans la même veine, un autre transitionneur dans une autre ville parlera aussi « *d'addictions diverses* » histoire d'avoir un

portrait assez complet de ce qu'on imagine à propos d'une personne en situation précaire. Un autre encore nous parle de « deux mondes différents avec des préoccupations fondamentalement différentes ». Devons-nous entendre que les personnes en situation précaire ne se préoccupent pas de l'environnement ? Il n'est pas le seul à le penser : « le public précarisé a d'autres soucis que celui de protéger la planète. Quand on n'a qu'un pantalon et la peur de finir la fin de mois, je crois qu'on ne pense pas trop à l'avenir ». On peut l'entendre et nous sommes en partie d'accord, mais c'est encore une affirmation qui pose question. Quelle image se font-ils de la précarité ? Les personnes vivant des difficultés ont-ils tous le même profil ? Les problèmes financiers, de logement, de santé, les ruptures sociales nous rendent-ils sourds aux problèmes environnementaux ? C'est pour répondre à ce genre de questions que nous avons décidé de mener une enquête auprès de personnes vivant une forme de précarité.

Enfin, parmi les transitionneurs, certains ont pointé des **causes plus structurelles**, regrettant le fait que nous vivons dans une société au sein de laquelle « les secteurs restent très cloisonnés : soit social, soit environnemental, soit économique, soit circulaire, etc. avec une réflexion sur des enjeux qui restent eux aussi abordés et pensés de manière cloisonnée ».

Comme nous venons de le lire, les causes présentées, pressenties par les transitionneurs sont multiples. Elles sont parfois riches et démontrent une clairvoyance de la part des transitionneurs que nous pouvons rejoindre sur certains éléments (distance culturelle, indisponibilité, coût des activités, primauté de l'écologie sur le social, problème de mobilité, entre-soi, décalage entre l'offre d'activités et les besoins des précaires, cloisonnement des secteurs). Mais on se montre évidemment un peu plus circonspect par rapport à certaines affirmations qu'il serait bon de nuancer afin de ne pas sombrer dans la caricature la plus vile. Certains propos heurtent. Alors gardons à l'esprit que les personnes qui ont un budget dérisoire pour s'alimenter savent très bien qu'elles pourraient avoir accès à des produits de meilleure qualité. Ce n'est pas une question de sensibilisation ou d'éducation mais de moyens financiers. Quant à prétendre leur donner des leçons pour consommer moins, ce serait pour le moins une incroyable gageure car ce ne sont pas les plus

précaires qui consomment le plus. Par ailleurs, de nombreuses études démontrent clairement que les émissions de gaz à effet de serre des ménages sont corrélées au niveau de revenus de ceux-ci¹⁴.

C. Les transitionneurs souhaitent-ils une transition plus juste socialement ?

Avant même d'imaginer construire un projet visant l'inclusion des personnes précaires au sein des initiatives de transition, nous devons au minimum demander aux transitionneurs s'ils avaient un intérêt par rapport à cette mixité. Cette réponse était essentielle pour estimer si nos investigations valaient la peine d'être poursuivies ou non.

Sur les 45 répondants, six ont déclaré ne pas avoir d'intérêt pour l'inclusion de publics précarisés dans leurs projets. Quatorze disent être intéressés et mettre en place un projet allant dans ce sens. Pour les 25 derniers, l'intérêt est bien là mais en signalant tout de même que la mise en place d'un projet inclusif est compliquée. Ce que nous entendons volontiers. Et c'est pourquoi nous avons alors interrogés les transitionneurs sur leurs besoins. Que leur manque-t-il pour favoriser cette inclusion et co-construire des projets avec des personnes en situation précaire ?

IV. Les freins des transitionneurs et des précarisés

Avoir une fibre écologique et sociale ainsi que de la volonté à revendre ne sont malheureusement pas suffisants pour construire un projet. Les transitionneurs d'un côté et les personnes en situation précaire de l'autre connaissent des freins dont il serait bon de tenir compte avant de se lancer dans une jolie aventure environnementale et solidaire.

Examinons tout d'abord les freins identifiés par les transitionneurs.

¹⁴ Oxfam International and the Institute for European Environmental Policy, *Carbon inequality in 2030*, November 2021, [en ligne] <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621305/bn-carbon-inequality-2030-051121-en.pdf>, consulté le 21 mars 2023

A. Les freins des transitionneurs

La vie d'un transitionneur n'est pas toujours un long fleuve tranquille. Il ne faudrait pas perdre de vue que ce sont des personnes engagées de manière bénévole dans une action collective et on sait à quel point le bénévolat peut essouffler. C'est souvent difficile de tenir sur la longueur. Alors, il faut pouvoir entendre tous ces citoyens engagés, identifier leurs difficultés et voir de quelle manière nous pourrions peut-être les aider à passer outre ce qu'ils ont identifié comme étant leurs entraves ;

- Le manque d'énergie pour mettre en place un nouveau projet ;
- Le manque de relations avec les personnes précarisées ;
- L'incapacité à utiliser les termes adéquats ou un prisme de lecture qui répondent à celui des personnes vivant une forme de précarité ;
- La difficulté à se faire connaître dans la commune ;
- Le manque de bénévoles et donc la difficulté de s'engager dans un effort supplémentaire et de tenir sur du long terme ;
- La difficulté de communiquer avec des personnes précarisées.

Comme nous pouvons le constater, les obstacles sont plutôt de nature relationnelle et communicationnelle. Nous verrons dans le guide qui suit de quelle manière les soutenir dans leur bénévolat et leur permettre de passer outre ces obstacles (du moins, quand cela est possible).

Voyons à présent du côté des personnes plus fragilisées économiquement et socialement ce qu'elles en disent.

B. Les freins des précarisés, selon les précarisés

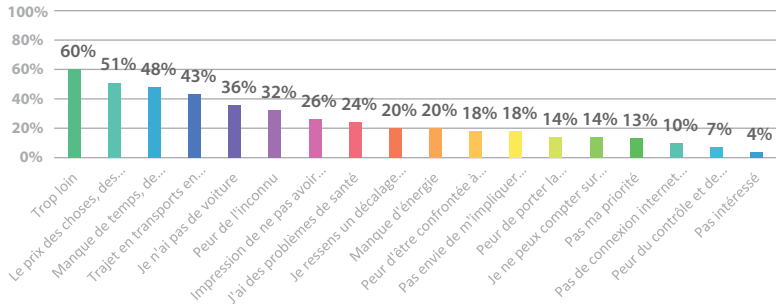
Grace à d'intéressantes études¹⁵, nous avons pris connaissance de toute une série d'entraves qui empêchent les personnes démunies d'accéder à une alimentation saine. Mais les initiatives de Transition n'étant pas cantonnées à l'alimentaire, nous nous sommes essayés à poser la question des freins aux personnes en situation précaire en proposant une série d'items.

Ainsi à la question « Quelles sont les raisons qui vous empêcheraient de participer à un projet citoyen ? », les répondants avaient la possibilité de cocher toutes celles qu'ils identifiaient dans leur vie quotidienne : « Trop loin ; j'ai des problèmes de santé ; je n'ai pas de voiture ; le trajet en transport en commun n'est pas facile (fréquence, horaire, pas de connexion internet pour faciliter les contacts,

peur de l'inconnu, de ne connaître personne ; impression de ne pas avoir de compétences à apporter au projet, de ne pas être utile ; peur du contrôle et de perdre des allocations ; peur de porter la responsabilité de l'échec du projet ; le prix des choses, des activités ; je ne peux compter sur personne pour garder mes enfants ; peur d'être confronté.e à des préjugés, de ne pas m'entendre avec des personnes qui ne partagent pas les mêmes envies, idées ou problèmes que moi ; je ressens un décalage entre l'écologie et mes besoins réels ; manque de temps, de disponibilité ; pas envie de m'impliquer sur du long terme ; manque d'énergie ; pas ma priorité ; pas intéressé ».

¹⁵ DAMHUIS L., *Solidarité en primeur*, rapport final, 2019, [en ligne] : <https://so-lenprim.com> ; ainsi que BEES coop et le Centre d'Etudes Economiques et Sociales de l'Environnement (CEESE) de l'Université libre de Bruxelles, recherche action participative Falcoop, acronyme de "Favoriser l'accès à une alimentation durable et de qualité pour un public représentatif de la diversité urbaine par l'implantation locale d'un modèle innovant de supermarché coopératif" (2015-2018), [en ligne :] <https://falcoop.ulb.be/qui-sommes-nous>, consulté le 8 mars 2020

Voici les résultats obtenus :



Comme nous pouvons le voir, les freins les plus importants touchent à la **mobilité** des répondants ; 60 % d'entre eux ne se déplaceront pas si l'activité proposée est trop éloignée de leur domicile. Les transports en commun sont difficilement envisageables pour 43 % des répondants et 36 % déclarent ne pas avoir de voiture. Il sera donc essentiel de tenir compte de la proximité de l'activité proposée par rapport aux personnes que l'on souhaite inclure dans le projet citoyen. Ou éventuellement de mettre en place un système de covoiturage.

Un second frein qui n'étonnera personne est l'aspect **financier**. De fait, la moitié des répondants risque de ne pas participer à l'activité si celle-ci est jugée trop onéreuse. Cela corrobore parfaitement les retours dont nous avons bénéficié, que ce soient des personnes en précarité, des transitionneurs ou encore des animateurs en éducation permanente.

Le **manque de temps et de disponibilité** concerne une personne sur deux.

Un quatrième type de freins touche plus à la **confiance** en soi des personnes interrogées ; 32 % disent avoir peur de l'inconnu, 26 % estiment ne pas avoir de compétences à apporter au projet et 18 % disent avoir peur d'être confronté.e à des préjugés et de ne pas s'entendre avec des personnes qui ne partagent pas les mêmes envies, idées ou problèmes qu'eux. Enfin, 14 % craignent porter la responsabilité de l'échec éventuel du projet. La mise en confiance des personnes sera donc un point d'attention essentiel dans le montage du projet citoyen que l'on souhaite voir se réaliser.

Ensuite, dans ce qui pourrait expliquer le manque de participation du public à un projet citoyen, retenons tout d'abord l'aspect **santé**. Un quart des personnes interrogées disent avoir des problèmes de santé et une personne sur

cinq se dit en manque d'énergie. La santé des personnes est malheureusement un facteur sur lequel il est difficile d'agir à notre niveau. Des problèmes de santé chroniques à l'incapacité de travail il n'y a qu'un pas ; une dame rencontrée dans le Borinage nous expliquait que ses problèmes de santé ne lui permettaient pas de travailler et que cet état l'isolait chez elle. Estimant qu'elle avait besoin de socialiser et de se rendre utile dans un projet en faisant des choses à sa portée comme accueillir des personnes ou faire du café, elle a sollicité une autorisation de la mutuelle pour être bénévole au sein d'une association mais celle-ci lui a été refusée. Aujourd'hui, elle s'enlise dans la solitude. Et l'on constate dans notre enquête que 7 % des personnes s'empêchent de participer à un projet citoyen en raison d'une crainte d'un contrôle suite auquel ils perdraient leurs droits aux indemnités.

Autre raisons de leur absence dans la construction d'un projet citoyen, le manque d'envie de s'impliquer tout simplement (pour 18 %) ou le fait que ce type de projet n'est pas une priorité (pour 13 %).

En ce qui concerne la nature même du projet, 20 % des personnes ne s'y retrouvent pas et estiment qu'il existe un décalage entre les activités proposées et leurs besoins.

En matière de communication, la nouvelle est plutôt bonne puisque 90 % des personnes interrogées disposent d'une connexion Internet. Restent 10 % du public par rapport auxquels la communication devra être plus créative si l'on souhaite les toucher.

Enfin, ce n'est pas l'intérêt des personnes en situation précaire qui manque ! Seules 4 % affirment ne pas être intéressées par ce type de projet.

V. Les préjugés sont aussi des freins

En examinant les réponses de l'« enquête Transition », nous nous sommes rendus compte que celles-ci véhiculaient parfois quelques préjugés dont certains étaient carrément heurtants. Impossible donc de faire l'impasse sur cette question qui nous est apparue comme un frein majeur.

Ainsi donc, les personnes en situation précaire n'échappent pas aux idées préconçues. On les met toutes dans le grand tiroir étiqueté « pauvre » qui ne serait pas éduqué, qui mangerait mal, consommerait mal et polluerait. C'est au point que l'on se permet de penser à leur place ; l'écologie, ça ne les intéresse pas, ça leur passe au-dessus de la tête. Mais comme nous le verrons à la fin de ce chapitre, les transitionneurs, eux aussi sont un peu victime d'une image tenace qui est celle du bobo-écolo.

Le souci est que tant que subsisteront ces préjugés, ils resteront un facteur d'exclusion et empêcheront la rencontre entre les personnes fragilisées et les porteurs de projets citoyens.

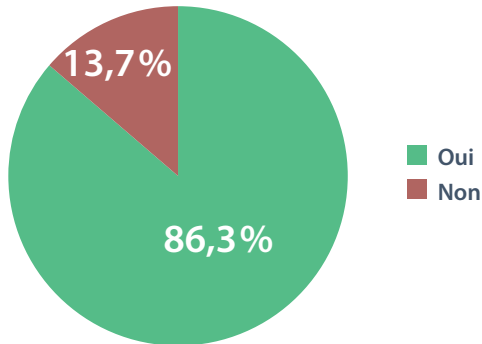
Ne serait-il pas temps de leur tordre le cou ?

A. Préjugé N°1 : la transition, ça n'intéresse pas les personnes en situation précaire

Avant de parler de désintérêt, peut-on tout d'abord se demander s'ils ont déjà entendu parler de ce mouvement ? S'ils connaissent ce terme ? On avait quelques doutes au départ. Mais comme le mouvement en transition n'est pas le seul à mettre en place des initiatives citoyennes, nous avons aussi – dans le cadre de notre « Enquête Précarité » – parlé du réseau des consommateurs responsables (RCR) qui s'est ensuite rebaptisé en 2022 « Réseaux de Collectifs en Recherche de Résilience ».

Force est de constater que dans la majeure partie des cas, le mouvement transition tout comme le RCR leur sont inconnus.

**Connaissez-vous le mouvement de la transition
ou le Réseau des consommateurs responsables ?**
(168 réponses)



Une fois que nous leur avons expliqué la nature de ces réseaux, en donnant des exemples d'activités comme le potager collectif ou le repair café, quelques personnes reconnaissent en avoir entendu parler via la famille, des amis, la presse écrite ou encore des documentaires. Les trois quarts du panel des 168 personnes pensent qu'il existe un projet en Transition près de chez eux. Et la moitié déclarent même y avoir participé. Quand on leur demande alors à quel type d'activités ils ont participé, ils nous parlent d'ateliers de sensibilisation, notamment au zéro déchets, de marche, de vélo, de potager, de permaculture, d'ateliers d'écriture, de repair café et de bénévolat envers les aînés. Il n'est pas certain, toutefois, que toutes ces actions aient été organisées par des bénévoles de la Transition ou du réseau des consommateurs responsables. Mais le vocable Transition est en tout cas suffisamment large pour que les répondants y incluent toute activité à visée écologique ou sociale. Ceux qui ne se sont pas dirigés vers ce type d'action avancent qu'il s'agit principalement d'un manque de disponibilité ou d'informations sur le projet.

B. Préjugé N°2 : les personnes en difficulté sur le plan économique n'ont que faire de l'écologie, c'est loin de leurs préoccupations

Nous aurions pu entendre ce genre de propos il y a une dizaine d'années mais nous avons vu les mentalités évoluer au sein de nos ateliers en éducation permanente.

On a rencontré, il est vrai, des personnes totalement hermétiques à l'écologie, mais on en a rencontré aussi bien d'autres qui tentaient, à leur échelle, de poser des gestes écologiques et nous faisaient part de leurs inquiétudes concernant l'avenir de leurs enfants et l'état de la planète. Les perturbations climatiques, la déforestation, la fin des énergies fossiles, la multiplication des déchets, la disparition de la biodiversité et leurs implications sur les êtres humains, sur les leurs, font partie de leurs craintes.

Mais comment faire la distinction entre les personnes en situation précaire qui se sentent concernés par le durable et ceux qui sont trop pauvres pour avoir la disponibilité mentale de s'en soucier ? Et donc, conséquemment, comment aider les transitionneurs à s'orienter vers les personnes les plus réceptives à collaborer à un projet ?

Dans l'« Enquête Précarité », nous avons invité les personnes à se positionner sur les affirmations suivantes afin d'estimer leur (dés)intérêt par rapport à l'écologie :

Les répondants étaient conviés à se positionner sur une échelle de 1 à 6 (le 1 signifiant « pas du tout d'accord » et le 6 « tout à fait d'accord » et à commenter leurs réponses s'ils le souhaitaient.

- Un monde écologique et socialement juste est possible.
- Le changement climatique est un danger pour moi (menace personnelle : chaleur, problèmes respiratoires,)
- La protection de l'environnement fait partie de mes préoccupations
- Je me préoccupe du monde que nous laisserons aux générations futures
- Pour avoir un comportement écologique, il faut des moyens financiers

Alors ? est-ce que les personnes en situation précaire n'ont aucun intérêt pour l'écologie ?

À l'affirmation « Un monde écologique et socialement juste est possible », 67 % des 91 personnes précarisées ont répondu par l'affirmative. La morosité n'a donc pas gagné la majeure partie des répondants vivant une situation complexe. Nombreux sont ceux qui ont encore de l'espoir quant à la construction d'une société plus égalitaire et écologiquement plus responsable.

Identifient-elles le changement climatique comme étant un danger, une menace personnelle ? Pour 70 % des répondant la réponse est oui. Des personnes nous parlent de leurs problèmes respiratoires dès l'arrivée de fortes chaleurs, nous disent ressentir davantage la pollution engendrée par les voitures depuis dix ans. D'autres ajoutent que « tout le monde est menacé » et que « plus nous détruirons, plus nous subirons les conséquences ». Le lien entre les problèmes environnementaux et la santé est clairement établi.

La protection de l'environnement fait-elle partie de leurs préoccupations ? Oui pour 82 % d'entre eux. Et il ne s'agit pas d'un oui modéré mais plutôt d'une forte majorité de « tout à fait d'accord ». Ils sont même 89 % à se déclarer préoccupés par le monde que nous laisserons aux générations futures. Un répondant commente : « c'est pour ça que je ne veux pas d'enfant ». Un autre s'interroge « comment vivront les enfants si on leur prend toute l'eau ? ». Ils sont anxieux, inquiets quant à l'avenir mais ils restent pour certains optimistes.

Enfin, les gestes éco-citoyens sont-ils l'apanage des personnes plus aisées ? Faut-il disposer de moyens financiers pour adopter un comportement écologique ? Pour 60 % des personnes précaires interrogées c'est le cas. Certains apportent des compléments de réponse : « les produits coûtent cher », « il faut des moyens pour l'isolation, la rénovation », « il faut investir pour consommer écologique ». Mais pour les 40 % restant « l'argent ne doit pas entrer en ligne de compte », « on peut respecter la Terre sans argent », « c'est une question d'éducation, ce n'est pas toujours plus cher ». Et beaucoup nous ont partagé leurs gestes quotidiens : le bannissement des pesticides et engrais chimiques au jardin, la récupération d'eau de pluie, la réalisation d'un compost, le tri des déchets, le fait de ne pas avoir de voiture, etc.

Ils ont tous raison et leurs réponses reflètent très bien la réalité des choses. Par contre, si certains gestes respectueux de l'environnement sont à notre portée d'autres sont inaccessibles aux précaires dès que l'on envisage l'isolation du logement ou l'installation de panneaux solaires.

C. Préjugé N°3 : le pauvre est oisif, est limité intellectuellement, n'a qu'un pantalon et connaît souvent des problèmes de toxicomanie

À lire les réponses des transitionneurs à notre enquête, on comprend aisément qu'une poignée d'entre eux ont une image très stéréotypée de la personne en situation précaire. Si on devait dresser son portrait-robot sur base de ce que nous avons lu, on l'imaginera – en poussant fort le trait – bien souvent dans la rue, habillé de manière très négligée, les traits marqués par des problèmes de consommation (alcool ou drogue) et avec qui il est difficile d'échanger quelques propos, encore moins s'il s'agit d'écologie et de tous les concepts qui l'accompagnent : biodiversité, résilience, etc.

Certains vont être surpris mais la précarité touche des personnes aux profils fort variés comme on a pu le réaliser dans notre panel. Et non, toutes les personnes en situation précaire ne sont pas des SDF ou des allocataires sociaux fréquentant les Restos du Cœur.

La peur et la certitude de ne pas avoir de quoi payer les factures, son loyer, les frais liés aux enfants, une nourriture en suffisance touchent aussi des familles qui travaillent, des familles monoparentales, des personnes âgées dont la pension ne suffit pas, des étudiants avec ou sans bourse.

Les accidents de la vie arrivent à tout le monde, même aux personnes diplômées que l'on pourrait croire mieux munies pour affronter la vie : la perte d'un emploi, un divorce, le décès d'un conjoint, le prix des factures qui explose alors que son salaire frise le seuil de pauvreté, etc.

D. Préjugé N°4 : le pauvre mange mal, il n'est pas éduqué à l'alimentation saine

Une bonne fois pour toutes, il faudrait arrêter de penser que toutes les personnes en situation précaire se nourrissent mal. Elles ne sont pas accrocs à la *junk food*. Elles cuisinent (quand elles disposent du matériel nécessaire) mais ne vont pas s'approvisionner chez les mêmes commerçants que les transitionneurs. Aussi, si vous pensez que ce qui prive les plus précaires d'un accès à l'alimentation saine n'est qu'une question d'éducation, votre « démarche éducative » risque de faire un flop. Car vous risquez de passer à côté d'un ensemble de facteurs déterminants comme l'offre alimentaire, les moyens financiers et matériels, les modes de vie, etc. Pour en savoir plus sur ce sujet, nous vous invitons à consulter une interview d'Alexia Serré et Lotte Damhuis, de la Fédération des Services sociaux ¹⁶. Cet article vous éclairera de manière pertinente sur ce sujet et vous évitera de commettre des impairs. Quand beaucoup de personnes doivent se contenter de produits blancs dont certains manquent cruellement de saveurs, ce n'est pas par choix. Inutile dès lors de les pointer du doigt.

E. Préjugé N°5 : le précarisé est piégé par la société de consommation. Il consomme pour avoir l'impression d'exister. Bref la consommation des précarisés est problématique

On va un peu se répéter mais la précarité est un phénomène qui touche des réalités fort différentes avec des fragilités économiques et sociales distinctes d'un individu à l'autre. La personne embarrassée économiquement a-t-elle envie d'acheter, de consommer ? Qui n'aurait pas cette envie d'avoir, de posséder... un peu ? Avoir de quoi ne plus se poser de questions ? Avoir de quoi ne pas avoir honte du manque ? Avoir à manger, de quoi s'habiller, de quoi

¹⁶ K. METTIOU, « Quels enjeux pour une alimentation durable pour toutes et tous ? », Bruxelles, Réseau Idées, [en ligne :] <https://www.reseau-idee.be/sites/default/files/media/etudes-analyses/pdf/interview-alimentation-durable.pdf>, consulté le 10 mars 2023.

mettre une collation dans le cartable du même, de quoi se chauffer ? C'est la privation qui donne cette envie de posséder quelque chose ne fut-ce que temporairement. La possession est furtive.

Cette soi-disant fièvre acheteuse dans le chef des moins nantis n'est qu'une fausse excuse, des œillères pour éviter de voir la réalité des choses, pour éviter de constater les inégalités, et des réalités qui sont bien plus complexes qu'on ne le croit, pour éviter de remettre la méritocratie – tellement confortable – en question.

Non, le problème ce n'est pas la consommation des personnes fragiles socialement et économiquement mais bien celle des gens qui ont les moyens de dépenser sans compter. N'écoutez plus ces personnes condescendantes qui prétendent avoir des choses à apprendre aux personnes appauvries, qui pourraient « leur donner quelques trucs pour consommer mieux et moins ». Là aussi, certains vont tomber de haut, car s'il y a bien des personnes qui peuvent nous donner des leçons pour consommer moins, ce sont bien les précaires.

F. Préjugé N°6 : les transitionneurs sont des bobos écolos qui n'ont pas la fibre sociale

Les transitionneurs ont parfois mauvaise presse. Bien souvent on leur reproche leur « entre soi ». Et surtout, on les qualifie de « bobo écolo », ce terme fourre-tout servant à dénigrer l'écologie dans son ensemble, faisant de cette préoccupation un phénomène déconnecté de la réalité du plus grand nombre. Il faut dire qu'en Belgique, les politiques écologistes visant à favoriser l'utilisation de voitures électriques aux prix inabordables alimentent cette déconnexion. Qui se soucie des préoccupations des moins nantis ? comment vont-ils se mouvoir quand ils abandonneront leur vieille voiture à énergie fossile ? En l'absence de réponses pragmatique, on comprend que l'écologie soit, sous certains aspects, perçue comme un luxe. Aujourd'hui, encore, à peu près à chaque fois qu'on parle d'écologie, il se trouve toujours une personne pour nous parler du prix des boissons qui a augmenté depuis l'instauration des écotaxes !

L'écologie serait donc un truc de riches, de bourgeois, de gauchistes, de moralisateurs, de « cultureux bien-pensants » un autre terme péjoratif désignant

ceux qui montrent un intérêt pour la culture, cet autre domaine financièrement inaccessible.

Bref, entre les adeptes de la transition écologique et ceux qui n'ont pas financièrement accès à toutes ces technologies vertes ou présentées comme telles, à toutes ces manières de vivre idéalisées, c'est le fossé. Et pourtant... l'écologie concerne tout le monde.

Alors oui c'est vrai on a rencontré des transitionneurs renfermés sur leurs acquis, leurs certitudes, leur fierté d'avoir choisi une voie (celle de la décroissance) plutôt qu'une autre, des personnes qui se gaussent d'être cultivées et éveillées au monde et d'œuvrer pour le bien-être de la planète et/ou de leurs enfants. Mais lorsqu'on a déjà tout, n'est-ce pas plus facile de se priver un tout petit peu ? Ces personnes, cependant, ne définissent pas l'entière du réseau en Transition et de tous ceux qui visent la résilience en dehors de ce réseau.

Tout comme le terme « précarisés » ne constitue pas un groupe social homogène, il s'agit ici aussi de prendre conscience que tous les transitionneurs ne sont pas que des personnes « pétées de tunes qui achètent leurs légumes bio au magasin chic du coin, s'offrent des voitures électriques, et blindent leur toit de panneaux solaires ».

Non, nous avons rencontré lors de notre enquête auprès des transitionneurs des personnes qui s'inquiètent vraiment d'élargir leurs activités à de nouvelles personnes en dehors de leur cercle habituel de relations. Il existe parmi tous ces citoyens actifs et concernés par les questions environnementales des personnes soucieuses d'intégrer une dimension solidaire à leurs projets et de mieux répondre aux besoins et défis quotidiens des personnes fragilisées socialement et/ou économiquement. C'est aussi grâce à elles que nous avons décidé de poursuivre notre travail sur la nécessaire convergence des luttes sociales et environnementales.

Au-delà de ces constats il serait bon, du côté des transitionneurs comme du côté des personnes plus fragiles socialement et économiquement de modifier notre vocabulaire. Les termes que nous utilisons n'ont rien d'innocent et sont porteurs de significations lourdes qui freinent la rencontre et la compréhension de l'autre. Comme l'écrit Renato Pinto¹⁷, « nous pouvons constater que la terminologie influence la mise en action collective. Les mobilisations pour

¹⁷ Renato Pinto est coordinateur régional en Hainaut au sein de l'association Vivre ensemble.

l'environnement, par exemple, ont pu à l'occasion être perçues comme « un truc de bobos », tandis que des catégories de population moins favorisées auraient d'autres préoccupations. Ceci en dépit de la diversité des profils représentés au gré des multiples actions.

Dès lors, comment (ré) concilier les enjeux de lutte contre la précarité et de préservation de l'environnement (pour ne citer que ces deux exemples), si l'on s'obstine à désigner différentes parties prenantes de manière péjorative ou stéréotypée ? Compliqué, dans de telles conditions, de créer un terreau favorable à la mixité sociale ou à une convergence des points de vue. »¹⁸

Conclusions

La transition écologique au niveau citoyen peut-elle aussi être solidaire et faire une place de choix aux personnes vivant une forme de précarité ? C'est là toute la question qui a mené Citoyenneté & Participation à effectuer deux enquêtes, la première au sein du réseau en Transition et la seconde auprès des personnes fragilisées.

Les résultats de ces deux enquêtes démontrent clairement qu'il existe bien un intérêt au sein de ces deux publics, à construire ensemble des projets qui soient à la fois écologiques et solidaires. Et ceci est plutôt rassurant et même motivant.

Cependant, les freins à l'insertion des personnes précaires au sein des initiatives de transition sont nombreux. Certains sont imputables au réseau en transition (problème de communication – les initiatives du RCR ou du réseau en Transition restent méconnues pour 83 % du public, manque de réseaux avec les précaires, manque d'énergie, primauté de l'écologie sur le social, décalage entre les activités proposées et les besoins des précaires, l'entre-soi, parfois l'arrogance ou bien-pensance), d'autres touchent au contexte socio-économique des personnes les plus fragilisées (problèmes de mobilité, de santé, de garde d'enfants, le prix des choses ou des activités, le manque de confiance en soi, le manque de disponibilité, la peur d'être confrontés à des préjugés, de porter la responsabilité de l'échec).

¹⁸ PINTO R., « Bobos, quand le vocabulaire entretient les divisions », analyse 2014 – 03, Bruxelles, Vivre-ensemble, [en ligne] : <https://vivre-ensemble.be/bobos-quand-le-vocabulaire-entretient-les-divisions>, consulté le 2 mars 2023

La plupart de ces freins sont concrets et d'autres sont supposés comme les carences intellectuelles et culturelles, le niveau d'études, l'influence de la société de consommation, le désintéret des précaires par rapport à l'écologie, etc. et traînent dans leur sillage tout un ensemble de préjugés.

Aussi, notre travail d'enquête nous a permis de mettre en évidence le fait que la précarité (phénomène large et complexe) touche des profils divers ; ils ont 18, 40 ou 70 ans, ils sont étudiants, ils travaillent à temps plein ou à temps partiel, ils sont en formation professionnelle, malades de longue durée, pensionnés, etc. Certains n'ont pas de diplômes et d'autres sont universitaires.

Toutes ces personnes expriment clairement leur crainte de ne pas avoir suffisamment d'argent à la fin du mois, disent se priver d'effectuer certains achats, se priver de soins. Ils disent aussi leur impossibilité d'épargner, de s'offrir un loisir ou de faire face à des dépenses imprévues.

Cette variété de profils permet en tout cas de tacler quelques préjugés particulièrement heurtants et nous laisse entrevoir la possibilité de ne plus entendre ou lire à l'avenir que « *Le public précarisé est généralement peu éduqué et ne se doute pas de l'importance du problème climatique* » ou encore que « *pauvreté signifie aussi souvent faible niveau d'études et difficultés d'entendre les discours de la transition* ». En ce qui concerne la transition écologique justement, notre enquête « Précarité » démontre de manière claire que 67 % du public interrogé croit encore à l'émergence d'« un monde écologique et socialement juste », et que pour 70 % d'entre eux, le changement climatique est vécu comme étant un danger, une menace personnelle. Enfin ils sont 82 % à se déclarer préoccupé par l'état de l'environnement. Sachant cela, il devrait être plus commode pour les transitionneurs d'aller à la rencontre de personnes en difficulté. Ils savent désormais qu'ils n'ont plus à convaincre de l'urgence climatique. Ce qu'ils croyaient être un obstacle n'en est plus un.

L'étude des freins du côté des transitionneurs comme du côté des personnes en situation précaire était une étape indispensable pour comprendre pourquoi ces publics ne se rencontrent que rarement. La perception que nous avons de tous ces éléments permet désormais à chaque porteur d'initiative citoyenne de pouvoir en tenir compte lors de la réflexion préalable à l'élaboration d'un projet.

Elle nous a – quant à nous – permis d'identifier les points d'attention sur lesquels se concentrer pour tenter de dégager des pistes de solutions qui feront l'objet d'une prochaine publication.

**

Diplômée en Sciences Politiques, en Sciences du Travail et en Communication, Karin Dubois, coordinatrice du pôle Formation chez Citoyenneté & Participation, est une enthousiaste de la consommation et du développement durables.

Lectures intéressantes/sites à consulter

- J-Y BURON, *Entre lutte contre la pauvreté et Transition : des ponts à jeter ?*, analyse 2014 – 03, Vivre-ensemble, [en ligne :] <https://vivre-ensemble.be/IMG/pdf/2014-03-transition-associations.pdf>.
- D. TADLI, *Transition et simplicité volontaire, une solution pour ceux qui n'ont pas d'options ?*, Analyse 325, 2018, CPCP, [en ligne :] http://www.cpcp.be/wp-content/uploads/2018/01/transition_simplicit_e_vo_lontaire.pdf.
- E. DE BOUVER ET C. DE MONGE, *La transition, c'est par/pour les riches ?*, FUCID, [en ligne :] <https://www.fucid.be/la-transition-cest-par-pour-les-riches/>.

A. Rapports

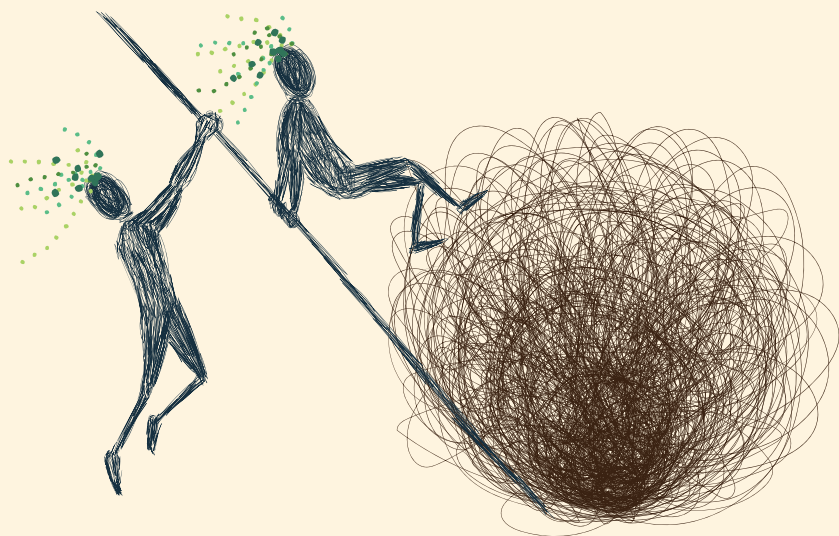
- Solidarité en primeur, rapport final, 2019, [en ligne] : <https://so-lenprim.com>.
- Commission d'accompagnement du service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale, « durabilité et pauvreté, 10ème rapport bisannuel, [en ligne :] <https://www.developpementdurable.be/fr/news/durabilite-et-pauvrete-10eme-rapport-bisannuel-du-service-de-lutte-contre-la-pauvrete-la>.
- Centre d'Etudes Economiques et Sociales de l'Environnement (CEESE) de l'Université libre de Bruxelles, [en ligne :] <https://falcoop.ulb.be/qui-sommes-nous>.

B. Des sites incontournables

- L'intelligence collective au service d'une résilience écologique et solidaire | Réseau de Collectifs en Recherche de Résilience. <https://asblrcr.be>.
- Réseau Transition.be – Acteurs du changement positif. <https://www.reseautransition.be>.

Faire sauter les freins Répondre aux besoins des transitionneurs et des personnes en situation précaire

Par Salomé Deguelle et Karin Dubois



Introduction

Dans la première analyse consacrée aux activités dites de transition initiées par des citoyens, nous nous sommes penchés sur des éléments de réflexions portant sur le rapprochement entre d'une part les initiatives de transition existantes et d'autre part les personnes vivant une forme de précarité (quelle qu'en soit la forme – problèmes financiers, de logement, d'accès aux soins de santé, isolement, etc.). Toute cette réflexion nous a conduit à mener des enquêtes en Wallonie et à Bruxelles auprès de ces deux publics, particulièrement sur la place qu'occupent actuellement les personnes vivant une forme de précarité au sein du réseau en Transition et sur les freins ressentis tant par les transitionneurs que par les personnes en difficulté.

Dans cette seconde analyse – davantage conçue sous forme de guide –, nous nous donnons pour objectif de soulever ces freins et de répondre aux besoins exprimés par les transitionneurs et les personnes vivant l'insécurité ou l'inconfort au quotidien et de fournir – autant que faire se peut – à tout citoyen désireux de porter un projet écologique et solidaire une série d'informations pratiques.

Quand nous avons demandé aux transitionneurs s'ils ressentaient le besoin d'être aidés pour faire de leur initiative axée sur l'écologie un projet socialement plus juste, un tiers d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Nous leur avons demandé alors de préciser leurs besoins et leurs questionnements que nous exposons ci-dessous. Ils sont à la recherche :

- de solutions pour répondre aux besoins des personnes en situation précaire ;
- de contacts avec l'associatif qui travaille avec des personnes en situation précaire afin d'envisager des ponts entre les deux types de projets : « comment favoriser la rencontre entre ces deux mondes ? », « comment mettre sur pied un réseautage » ;
- d'une formation sur la façon d'être pour être plus inclusifs : « une formation pour être mieux outillé afin qu'une personne en situation précaire trouve un cadre de sécurité dans l'initiative. ». Comment co-construire ? ;
- de conseils en matière de communication ;
 - ▶ Par quel biais ? quels canaux de diffusion ? Certains voudraient savoir « comment attirer d'autres personnes, qui en général ne vien-

draient pas », comment avoir « plus de relais pour toutes nos activités au niveau local (commune, centre culturel, etc.), pour pouvoir toucher plus de monde ».

- ▶ De quelle manière communiquer ?
- d'outils informatifs, destinés à des publics variés et démontrant l'intérêt de se mettre en transition ».

Du côté des personnes en situation précaire des besoins spécifiques ont aussi été mis en évidence. Ils touchent à leur confort énergétique, au soutien scolaire, aux aides administratives, à la mobilité, à la garde des enfants et aux droits aux allocations.

C'est donc à l'ensemble de ces besoins (ceux des transitionneurs et ceux des personnes en situation précaire) que nous tenterons de répondre dans cette seconde analyse consacrée aux projets écologiques et solidaires. Et bien que cela n'ait pas été particulièrement réclamé, nous avons consacré un chapitre de cette publication à la recherche de financement.

Des idées de projets inspirants ont aussi été sollicités par les transitionneurs et ceux-ci feront l'objet d'une troisième publication.

I. Pistes et conseils pour monter un projet écologique et solidaire

A. Élargir son groupe aux personnes en situation précaire

L'enquête menée auprès du réseau en Transition a mis en évidence la volonté de certains d'entre eux de s'ouvrir aux personnes fragilisées sur le plan social et/ou économique. Mais beaucoup s'interrogent sur la manière d'atteindre ce public afin de les inviter à construire ensemble un projet citoyen : quels canaux d'information utiliser et vers qui élargir son réseau de relations ?

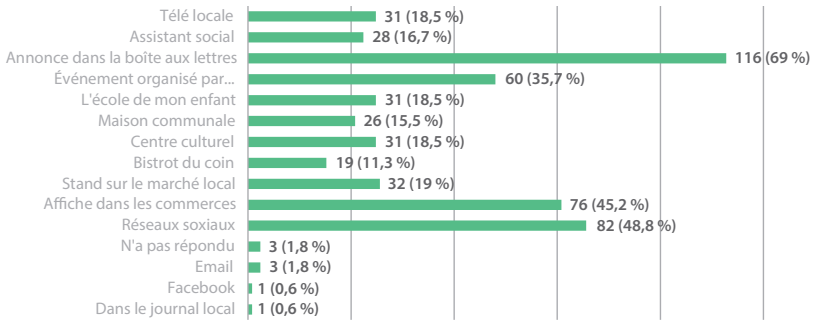
1. Les canaux d'informations sollicités par les personnes en situation précaire

La question de la communication étant cruciale, nous avons posé clairement la question à toutes les personnes en situation précaire qui ont accepté de répondre à nos questions en Région bruxelloise et en Wallonie.

Ainsi, pour leur faire savoir qu'un projet citoyen se met en place dans leur ville ou leur village, les canaux d'information les plus efficaces sont selon eux :

- une annonce dans la boîte aux lettres pour 69 % d'entre eux. C'est à n'en point douter la méthode la plus fastidieuse mais la plus sollicitée.
- les réseaux sociaux sollicités par 48,8 % des personnes
- Vient ensuite l'option des affiches dans les commerces pour 45,2 %.
- un évènement organisé par/dans la commune reste une très belle opportunité de communication pour 35,7 % des personnes interrogées.
- un stand sur un marché local est proposé par un cinquième des interviewés. C'est peu et portant, le contact humain, il n'y a rien de tel ! On peut plus facilement accrocher le public par une communication orale adaptée à l'interlocuteur qu'à l'écrit. Cette option mérite donc d'être gardée à l'esprit.
- viennent ensuite à égalité :
 - ▶ la télévision locale (18,5 %)
 - ▶ l'école de mon enfant (18,5 %)

- suivis de près par :
 - ▶ l'assistant.e social du CPAS (16,7 %)
 - ▶ la maison communale (15,5 %)
 - ▶ le bistrot du coin (11,3 %)



2. Réseauter vers les personnes mobilisées au sein de l'associatif

Outre les canaux sollicités par les personnes en situation précaire, il est également envisageable de s'appuyer sur une association qui travaille au quotidien avec un public fragilisé et d'envisager une collaboration. C'est l'option suggérée par un transitionneur qui déclarait avoir fait émerger un projet à partir d'une institution sociale. Mais la question qui se pose le plus fréquemment est : comment trouver les associations dans sa région ? Voici quelques pistes pour en trouver :

- a) Il y a le fameux Guide social. Toutes les associations n'y sont pas représentées puisqu'il faut payer une cotisation pour être visible sur le site, mais c'est un très bon début pour entamer des recherches. <https://pro.guidesocial.be/>.
- b) Le site Give a day dispose aussi d'un répertoire pour trouver une association près de chez vous : Des annonces de bénévolat ou volontariat pour les bénévoles et les associations (giveaday.be)
- c) Les centres d'information jeunesse disposent aussi de bons inventaires associatifs à destination des jeunes de moins de vingt-six ans. Pour les trouver : <https://inforjeunes.be/>
- d) Les sites internet des communes mais ce n'est pas gagné. Si seule-

ment toutes les communes étaient aussi bien organisées que celle de Schaerbeek pour mettre en valeur l'associatif, ça nous faciliterait les choses. Guide des associations et services | Schaerbeek (1030.be)

- e) N'oubliez pas les associations axées sur l'alphabétisation et l'apprentissage du français. Ce sont des relais incontournables pour informer et mobiliser les personnes qui ne pourront pas lire vos flyers et affiches. Les plus connus sont les centres Lire et écrire : Trouver un lieu d'alphabétisation – Lire et Écrire (lire-et-ecrire.be). Mais pas que ! Vous trouverez aussi une multitude d'adresses dans le répertoire bruxellois de l'alphabétisation et du FLE : Répertoire Associatif Bruxellois de l'alphabétisation et du FLE (alpha-fle.brussels) si vous vivez dans cette région. Pour la Wallonie, pour pouvez aussi faire une recherche dans le guide social en utilisant le mot-clé « alphabétisation et école de devoirs »
- f) Enfin, vous pouvez aussi faire votre recherche sur <http://www.ejustice.just.fgov.be/vzw/vzwf.htm> à l'aide d'un code postal et d'un mot-clé, mais ce site n'a pas été actualisé depuis 2003.

Ceci dit, même si s'appuyer sur une association ou une institution existante est avantageux pour diverses raisons, il a ses limites : cela vous prive notamment de toutes ces personnes –actives ou non- qui ne sont pas mobilisées dans une association comme les pensionnés, les étudiants, les travailleurs, les personnes en formation, etc.

D'autres stratégies doivent donc aussi être envisagées.

3. Ancrer sa communication sur un réseau local pour toucher les personnes non mobilisées au sein de l'associatif

Contrairement au point précédent, l'idée n'est pas ici de capter le public mobilisé dans l'associatif en imaginant une collaboration avec l'institution intéressée, mais bien d'élargir vos canaux d'informations.

Appuyez-vous sur des acteurs qui partagent vos valeurs et vous aideront à communiquer vers divers publics ; apportez-y des flyers, des affiches (en privilégiant des illustrations claires et en évitant des textes longs qui rebutent). Demandez-leur de relayer vos posts sur leurs réseaux sociaux. Mieux, demandez à rencontrer leurs publics, travailleurs, apprenants, etc. pour leur exposer pendant dix minutes votre idée de construction d'un projet collectif.

Et si vous avez suffisamment de main d'œuvre et d'énergie humaine à disposition, vous pourriez songer à une invitation cadeau comme attacher des graines à votre carton pour faire germer des fleurs, des légumes et peut-être des idées...

Outre les pistes proposées au point précédent pour trouver une association, n'hésitez pas non plus à vous orienter vers :

- g) les acteurs de l'Économie sociale. Vous les trouverez sur : Annuaire de l'Économie Sociale (economiesociale.be)
- h) les CISP – centre d'insertion par le travail – <https://www.interfedebel/le-secteur-cisp/trouver-un-cisp/>
- i) et bien sûr, n'hésitez pas à trouver des collectifs citoyens existant près de chez vous (GAC & AMAP, potagers collectifs, SEL, RES, Repair Café, etc. grâce à la cartographie du site du Réseau des Collectifs en Recherche de Résilience : <https://asblrcr.be/cartographie/>
- j) d'autres acteurs peuvent également être utiles pour diffuser vos informations. Repérez les espaces publics numériques EPN Trouver un EPN – EPN Ressources (epndewallonie.be), les maisons de quartier, les maisons de jeunes, les mouvements de jeunesse, les consultations ONE, les foyers et centres culturels, les mutualités, les maisons médicales, les centres de planning familial, les syndicats, les bibliothèques, les centres sportifs, les comités organisant des fêtes locales ainsi que les commerces locaux.

Profitez de vos prises de contact pour négocier la mise à disposition d'une salle pour les réunions de votre nouveau groupe. Il vous faut un lieu neutre, le plus proche possible des personnes qui ont des problèmes de mobilité.

De manière plus classique, pour mobiliser de nouvelles personnes, vous pouvez aussi :

- k) contacter la presse locale,
- l) utiliser les réseaux sociaux
- m) installer un stand sur un marché pour toucher un public non connecté.
- n) vous faire connaître auprès du PCS -Plan de Cohésion Sociale- de votre commune s'il y en a un. Pour le savoir, nous vous invitons à consulter en annexe la liste des communes disposant d'un PCS avec les pages web correspondantes¹.

¹ Liste des PCS communiquée par le Service Public Wallonie, Direction de la cohésion sociale, le 23/05/2023.

- o) collaborer avec la commune, mais c'est moins évident. Même si nos institutions locales disposent d'un Bulletin ou d'un Journal communal, il n'est pas facile cependant d'y insérer une information. Des communes peuvent en effet se montrer exigeantes. Sur le site de la commune de Waterloo, par exemple, on peut y lire que :
- « Les insertions dans le Waterloo info sont réservées aux ASBL dont le siège social est établi à Waterloo. Nous ne publions aucune annonce à caractère commercial.
- Avant toute première insertion, il vous est demandé de bien vouloir envoyer une copie des statuts publiés au Moniteur belge. Cette démarche ne devra être accomplie qu'une seule fois par an. Elle est destinée à nous assurer que l'organisme demandant une insertion dispose d'une personnalité juridique, à nous permettre d'identifier clairement ses membres effectifs et à vérifier que la demande introduite n'a pas de caractère commercial.
- De même, lorsqu'il s'agit d'activités organisées pour les enfants, nous demandons une copie de l'agrément ONE, ainsi qu'une attestation prouvant que l'ASBL organisatrice est en ordre d'assurance pour les activités projetées et aux dates envisagées »².

Notre enquête menée auprès de cent-soixante-huit personnes en Wallonie et à Bruxelles nous montre que le bulletin communal n'est pas un outil d'information fort sollicité par les personnes en situation précaire. On privilégiera donc les contacts directs.

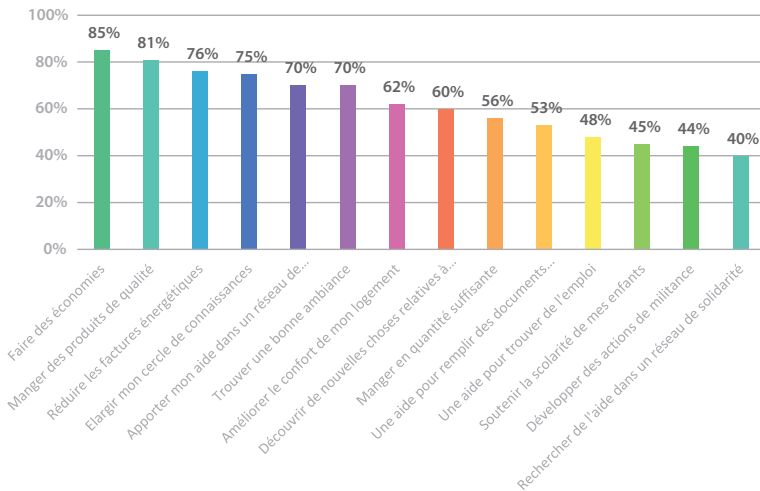
B. Les projets d'appel pour attirer l'attention des précarisés

Vivre dans la précarité, c'est être préoccupé H24 par des soucis récurrents qui vous rendent tout simplement indisponibles pour des activités citoyennes à moins que celles-ci ne puissent vous aider à alléger votre quotidien. Il faut penser « social » avant de penser « écologie ».

² Insertion dans le Waterloo info, [en ligne :] <https://www.waterloo.be/ma-commune/services-communaux/communication/waterloo-info/waterlooinfo-annonces>, consulté le 21/04/2023.

Savoir ce qui motive les personnes en situation précaire n'est donc pas une mauvaise chose. Nous leur avons posé la question lors de l'enquête « Précarité » que nous avons menée en Wallonie et à Bruxelles³.

De manière globale, les motivations paraissent claires : les répondants veulent faire des économies (85 %) y compris en matière énergétique (76 %). Améliorer le confort de leur logement est important pour 62 % d'entre eux. Ils veulent aussi manger en quantité suffisante (56 %), mais surtout manger des produits de qualité (81 %).



L'aspect social est très important puisque 75 % des personnes souhaitent élargir leur cercle de connaissance et 70 % se disent en recherche d'une bonne ambiance. Ces chiffres expriment tout le besoin des personnes à recréer du lien social.

Est-ce qu'ils ont besoin d'aide ? oui pour la moitié d'entre eux ; 53 % des répondants accepteraient volontiers une aide pour remplir des documents administratifs, 48 % pour trouver un emploi, 45 % pour soutenir la scolarité des enfants. Une personne nous a même suggéré une « aide en informatique car tout devient compliqué »

³ DUBOIS K., « Vers une transition écologique et solidaire. Réflexion sur la précarité et la transition écologique. État des lieux des freins à l'action citoyenne », Bruxelles, CPCP, Analyse n° 475, 2023, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/trans-ecolo-solid-1>.

Et si réseau d'aide il y a, ils sont plus nombreux à vouloir proposer la leur (70 %) qu'à en tirer parti (40 %).

Les résultats nous montrent sans surprise que l'aspect financier est essentiel et que les projets alimentaires sont susceptibles d'avoir la cote auprès du public précaire à condition, bien sûr, de faire tomber quelques obstacles comme la mobilité (voir plus loin)

Bien sûr, toutes ces motivations relèvent plus du social que de l'écologie, mais la découverte de nouvelles informations relatives à l'écologie reste tout de même une motivation pour 60 % des personnes interrogées. De même que la militance semble en séduire 44 %.

Ceci vous fournit donc déjà quelques pistes pour travailler l'aspect solidaire et vous faire connaître. Nous avons réuni ci-dessous quelques pistes pour vous aider à organiser ces projets qui devraient répondre en partie aux besoins des personnes fragilisées.

Comme l'expliquait très bien un transitionneur dans l'enquête menée au sein du réseau en Transition en 2019-2020, la nature des activités que vous proposez est fondamentale : *« Une donnerie par exemple, fait connaître l'initiative en transition. Des ateliers de fabrication de produits ménagers aussi, cela attire un autre public. Nous veillons à rendre les activités gratuites ou avec une participation "libre et consciente". Faire les activités dans un endroit "neutre" je pense que c'est une bonne idée (salle communale par exemple, plutôt que chez l'un ou l'autre "privé») »*

Un autre répondant préconise d'*« aller discuter avec les personnes sur leur terrain (du contact humain) et de la convivialité (organiser un p'tit déj', un quatre heures avec des enfants, un atelier Do It Yourself...) dans des endroits que fréquente déjà ce type de public. »*

Par contre, des initiatives sont à éviter comme les repas de type auberge espagnole car les personnes qui ont déjà des problèmes à joindre les deux bouts éprouveront des difficultés financières à vous proposer un plat qui correspondent à vos critères (local, bio et sans déchets). Le décalage ressenti par les participants risque tout simplement de mettre mal à l'aise le public que vous souhaitez fidéliser, voire de le faire fuir.

Enfin, comme l'écrit très justement le FUCID⁴, il vaudrait mieux aussi éviter les projets qui prétendent *« enseigner les principes d'une vie*

⁴ Forum Universitaire pour la Coopération Internationale au Développement.

meilleure : comment mieux se nourrir (bio, local, de saison...), comment cuisiner zéro déchet, comment communiquer de façon non violente... Si aucun dialogue n'a été établi au préalable, si aucun besoin n'a été exprimé et aucun projet créé collectivement, le résultat sera une impression pour la personne précaire d'un jugement sur son mode de vie. Le risque est aussi de nier les conditions objectives qui empêchent les plus pauvres de modifier certains de leurs comportements et de les voir comme des personnes qui n'ont pas compris et à qui il faut expliquer.»⁵

Alors, quelles sont les pistes pour répondre aux besoins des personnes en situation précaire avant même de parler d'écologie ? Quels genres de projets peut-on organiser pour leur offrir une aide concrète, alléger leur charge mentale, leur faire économiser du temps et les rendre plus disponibles pour envisager enfin une vie associative ? Grâce à notre enquête, nous avons identifié trois besoins sur lesquels il est possible d'agir : l'amélioration du confort énergétique de l'habitat (qui permettrait aussi de faire des économies), l'aide administrative et informatique et enfin le soutien scolaire des enfants. Outre l'énorme service que vous rendriez à vos voisins en luttant à votre manière contre les inégalités, nous parions sur le fait que ces projets vous rendront populaires et visibles au sein de votre commune. Vous trouverez donc ci-dessous des informations compilées rien que pour vous dans ces trois domaines !

1. Le confort énergétique des précarisés

De nombreuses personnes en situation précaire font face à un défi de taille : elles n'ont pas un accès adéquat au confort énergétique. L'accès à un logement correctement chauffé, éclairé et doté d'une source d'énergie est un droit fondamental pour chaque citoyen. Néanmoins, les coûts croissants de l'énergie rendent souvent cet objectif hors d'atteinte pour ceux qui luttent pour équilibrer leurs dépenses. Ces défis entraînent une précarité énergétique aux conséquences néfastes pour la santé, le bien-être et la qualité de vie de ces individus. Pour supprimer cet obstacle, des mesures tangibles s'imposent. Heureusement, il existe diverses initiatives capables de fournir un soutien précieux en matière de confort énergétique. Voici quelques exemples concrets qui illustrent comment ces initiatives et les citoyens qui s'en saisissent peuvent contribuer à améliorer la situation.

⁵ DE BOUVER E. et DE MONGE C., « La transition, c'est par/pour les riches ? Quelques pistes de réflexion », FUCID, 2019, p.4, [en ligne :] <https://www.fucid.be/wp-content/uploads/2019/11/2019.3.-la-transition-cest-par-pour-les-riches.pdf>, consulté le 10/01/2023.

- Lowtechlab

Low-tech Lab incarne une initiative open-source dont la mission est de mettre en avant et de disséminer des solutions low-tech. Ces solutions, caractérisées par leur simplicité, accessibilité et durabilité, visent à répondre aux enjeux environnementaux et sociaux. L'objectif central de Low-tech Lab est de rendre ces solutions accessibles à tous, indépendamment de leur niveau de compétence technique ou de leur situation économique.

En ce qui concerne le confort énergétique, Low-tech Lab propose un éventail de solutions qui permettent de réduire la dépendance aux énergies fossiles et d'accroître l'efficacité énergétique des habitations, en particulier pour les individus en situation précaire. Ces solutions se retrouvent sur leur site, <https://lowtechlab.org/fr>, sous forme de tuto à suivre dans leurs outils. Pour chaque tuto, il y a le niveau de difficulté, le temps de préparation, le matériel, le coût et bien sûr les étapes.

Parmi ces solutions, on peut citer notamment :

- Des systèmes de chauffage et d'isolation simples à mettre en place et économiques, comme un chauffe-eau solaire⁶, un poêle de masse semi-démontable⁷ ou un chauffage solaire en ardoise⁸.
- Des dispositifs d'éclairage naturel favorisant la luminosité tout en réduisant la consommation d'électricité, comme une lampe solaire à batterie de lithium récupérée⁹.
- Des techniques de gestion de l'eau et de récupération des eaux de pluie pour un usage plus efficient, comme un filtre à eau céramique¹⁰ ou un filtre biosable¹¹.

⁶ [en ligne :] https://wiki.lowtechlab.org/wiki/Chauffe_eau_solaire, consulté le 19/06/2023.

⁷ [en ligne :] https://wiki.lowtechlab.org/wiki/Poelito_-_Po%C3%AAle_de_masse_semi-d%C3%A9montable, consulté le 19/06/2023.

⁸ [en ligne :] https://wiki.lowtechlab.org/wiki/Chauffage_solaire_version_ardoise, consulté le 19/06/2023.

⁹ [en ligne :] https://wiki.lowtechlab.org/wiki/Lampe_solaire_%C3%A0_batteries_lithium_r%C3%A9cup%C3%A9r%C3%A9es, consulté le 19/06/2023.

¹⁰ [en ligne :] https://wiki.lowtechlab.org/wiki/Filtre_%C3%A0_eau_c%C3%A9ramique, consulté le 19/06/2023.

¹¹ [en ligne :] https://wiki.lowtechlab.org/wiki/Water_-_Biosand_Filter, consulté le 19/06/2023.

Low-tech Lab incite ainsi à la réflexion sur des alternatives concrètes et abordables pour améliorer le confort énergétique des foyers, favorisant ainsi une transition écologique et sociale inclusive¹².

- Les tuteurs énergie

Mais qu'est-ce que c'est ? Un tuteur en énergie, qu'il soit professionnel ou bénévole, se positionne comme un accompagnateur personnalisé offrant des conseils avisés aux ménages vulnérables ou en situation précaire pour gérer au mieux leurs questions énergétiques. L'objectif principal d'un tel tuteur consiste à guider ces ménages dans l'amélioration de leur utilisation de l'énergie, la réduction de leur consommation et l'adoption de pratiques plus durables.

Les fonctions primordiales d'un tuteur en énergie englobent :

1. Optimisation de l'efficacité énergétique : ce professionnel évalue la consommation d'énergie d'un foyer, repère les sources de gaspillage énergétique et formule des solutions visant à améliorer l'efficacité énergétique du logement.
2. Sensibilisation aux comportements énergétiques : le tuteur diffuse des connaissances aux membres du ménage concernant les comportements énergétiques responsables, comme l'utilisation judicieuse du chauffage, l'extinction des dispositifs en veille et l'adoption d'appareils électroménagers à faible consommation d'énergie.
3. Aides financières et droits sociaux : en aidant les ménages à accéder à des aides financières spécifiques pour réduire leurs coûts énergétiques, ainsi qu'à d'autres droits sociaux et programmes d'assistance existants, le tuteur en énergie allège le fardeau financier.
4. Assistance dans les démarches administratives : il peut apporter son soutien aux ménages pour remplir des formulaires administratifs en lien avec l'énergie, déchiffrer les factures d'énergie ou gérer d'éventuels différends avec les fournisseurs.
5. Sensibilisation à la précarité énergétique : les tuteurs en énergie jouent également un rôle crucial en informant les autorités et le grand

¹² [en ligne :] <https://lowtechlab.org/fr>, consulté le 19/06/2023.

public sur la précarité énergétique, soulignant l'importance de mettre en œuvre des mesures pour combattre ce phénomène.

En somme, le tuteur en énergie se propose comme un guide attentionné, fournissant des conseils concrets aux ménages en situation précaire. Son rôle central consiste à améliorer l'efficacité énergétique de ces foyers et à les aider à surmonter les défis liés à l'énergie. Les tuteurs en énergie, qu'ils opèrent au sein des CPAS ou d'autres initiatives, incarnent un maillon crucial dans la lutte contre la précarité énergétique et la promotion d'une transition énergétique équilibrée et respectueuse de l'environnement.

Selon le site Energie info Wallonie¹³, si vous souhaitez devenir tuteur en énergie, il est possible de suivre une formation certifiante de responsable énergie de 13 séminaires d'une journée, le tout à 800 euros¹⁴. Pour financer cette formation et développer de nouvelles activités au sein de votre initiative de Transition, nous vous invitons à consulter le chapitre consacré au financement de projet.

- Le CASE – Centre d'Appui Social Energie

Le Centre d'Appui Social Energie (CASE) se positionne comme un service d'accompagnement gratuit à la fois social et énergétique destiné aux foyers en situation de vulnérabilité énergétique et hydrique. Son objectif premier réside dans l'assistance à ces ménages pour l'amélioration de leur situation énergétique, à travers des conseils ciblés et des solutions adaptées à leur réalité. Pour les contacter, il est possible d'appeler lors des permanences téléphoniques au **02 526 03 00** du lundi ou vendredi de 9h30 à 16h ou d'envoyer un mail à socialenergie@fdss.be. Pour plus d'informations, voici leur site : <https://www.socialenergie.be/fr/>

Le rôle fondamental du CASE est d'apporter un soutien aux foyers qui font face à des défis tels que les difficultés à honorer leurs factures énergétiques, les logements insuffisamment isolés, les équipements énergivores ou les habitudes énergétiques peu efficaces. Les conseillers du CASE agissent de

¹³ [en ligne :] <https://www.energieinfowallonie.be/fr/quest-ce-quun-tuteur-energie>, consulté le 21/06/2023.

¹⁴ [en ligne :] <https://energie.wallonie.be/fr/formation-responsable-energie.html?IDC=9514>, consulté le 21/06/2023.

manière confidentielle et individualisée, évaluant la situation de chaque ménage pour ensuite proposer des mesures concrètes visant à améliorer leur confort tout en réduisant leurs dépenses en énergie.

Les services offerts par le CASE englobent notamment :

1. **Conseils pour une gestion énergétique optimale** : les conseillers du CASE fournissent des informations sur les pratiques responsables en matière d'énergie, aidant les foyers à adopter des comportements plus économes.
2. **Sensibilisation à l'efficacité énergétique** : le CASE éclaire les ménages sur diverses solutions pour rehausser l'efficacité énergétique de leur logement, telles que l'isolation thermique, le renouvellement d'appareils électroménagers ou la mise en place de sources d'énergie renouvelable.
3. **facilité d'accès aux aides financières** : le CASE guide les ménages pour l'obtention d'aides financières variées, permettant de réduire les factures d'énergie ou de financer des travaux pour améliorer l'efficacité énergétique.
4. **médiation avec les fournisseurs énergétiques** : en cas de différends avec les fournisseurs ou de litiges sur les factures, le CASE joue le rôle de médiateur pour trouver des solutions appropriées.
5. **soutien administratif** : Le CASE assiste les ménages dans la complétion de formulaires administratifs liés à l'énergie et la compréhension de leurs droits sociaux dans ce domaine.

En proposant ces services, le CASE œuvre à renforcer la résilience des ménages vulnérables face aux enjeux énergétiques, contribuant ainsi à réduire leur précarité dans ce domaine. Par sa démarche, le CASE favorise une transition énergétique davantage inclusive et pérenne.

En tant que porteur de projet citoyen, en quoi cela vous concerne-t-il ? En fait, dans un très grand nombre de cas, les personnes en difficulté sur le plan énergétique ne sont pas informées de l'existence de ce genre de service. Votre rôle ici consisterait donc à transmettre l'information à l'occasion d'une rencontre, d'un événement ou encore d'un atelier pratique sur le confort énergétique.

- Twiza

TWIZA se profile comme une plateforme collaborative en ligne qui se concentre sur la construction durable et écologique. Elle constitue une communauté dynamique où les utilisateurs partagent leur expertise et savoir-faire dans le vaste domaine de l'autoconstruction, de l'écoconstruction et du low-tech. Cela concerne davantage un propriétaire de logement qu'un locataire mais on peut être propriétaire et vivre dans la précarité ou à la limite ; si, par exemple, on a reçu une maison en héritage ou si on a eu accès au crédit social.

Ceci dit, gardons bien à l'esprit que tous les propriétaires ne pourront se permettre ce genre de travaux. Les projets sont essentiellement écologiques, ce qui rend leur coût plus élevé (en fonction du prix des matériaux). Par contre, ce qui est intéressant, c'est que les chantiers sont participatifs ; la main d'œuvre est bénévole et donc gratuite. Parmi ces bénévoles, il y a même des professionnels qui travaillent sur leur temps de vie privée. Ainsi, le propriétaire ne paie que les matériaux.

Et s'il souhaite réaliser les travaux par lui-même, il peut s'inscrire comme bénévole et apprendre directement lors d'un chantier participatif pour le prix de 36 euros (adhésion à l'année).

En outre, TWIZA offre la possibilité aux participants de publier une diversité de contenus tels que tutoriels, schémas, vidéos et récits liés à des projets de construction respectueux de l'environnement. Cette plateforme encourage la collaboration et la transmission d'expériences, créant ainsi une opportunité pour chacun d'apprendre et de se nourrir des pratiques du low-tech et de l'écoconstruction, de solutions techniques simples et durables, parfaites pour une construction responsable sur le plan environnemental.¹⁵

2. La mise en place d'un service d'aide administrative/informatique

Au cœur de notre société en constante numérisation, la maîtrise des compétences informatiques se dresse comme une compétence cruciale pour accéder à une multitude de services et d'opportunités. Cependant, pour de nombreuses personnes, l'informatique érige un véritable obstacle. Cette déconnexion de l'univers en ligne écarte ces individus de multiples avantages et services qui pourraient alléger leur quotidien.

¹⁵ [en ligne :] <https://fr.twiza.org>, consulté le 21/06/2023.

Les démarches administratives, qu'il s'agisse de remplir des formulaires en ligne ou d'accéder à des aides sociales, se dressent souvent en labyrinthe complexe et démoralisant pour ceux qui ne naviguent pas aisément dans le monde des nouvelles technologies. Cette situation insidieuse engendre un cercle vicieux, le déficit d'accès aux plateformes administratives en ligne pouvant renforcer l'isolement et la fragilité.

La solution réside dans l'existence de services d'aide à l'administration et à l'informatique, accessibles à tous. Heureusement, plusieurs initiatives fleurissent pour proposer un soutien précieux en matière d'accompagnement administratif et numérique. Dans les lignes qui suivent, voici quelques exemples concrets qui dépeignent comment ces démarches concrètes peuvent se muer en une précieuse ressource, contribuant à améliorer sensiblement la situation.

En tant que porteur de projet, votre mission (si vous l'acceptez) serait soit de jouer le rôle de passeur de savoirs auprès des personnes vivant ces difficultés sur le plan administratif et/ou informatique (un rôle essentiel), soit de jouer les intermédiaires en faisant le lien entre les services existants et les personnes en difficultés (en organisant par exemple des permanences décentralisées d'un écrivain public ou d'une aide informatique au sein d'un quartier), soit en mettant vous-même sur pied un tel service. Dans tous les cas, on a des informations pour vous aider à remplir cette mission.

- **Écrivains et écrivaines publics de la commune**

Un écrivain ou une écrivaine public communal se profile comme un individu qui offre un soutien indispensable en matière de rédaction, de lecture et de compréhension de documents officiels ou administratifs aux résidents d'une commune. Ces professionnels agissent généralement depuis les services sociaux ou les maisons de quartier des communes, exerçant souvent en tant que bénévoles ou employés municipaux.

La vocation première d'un écrivain public de la commune consiste à assister les individus dans le remplissage de formulaires, de demandes d'aides sociales, de correspondances administratives, de CV, de lettres de motivation, ainsi que d'autres types de documents d'importance. Leur intervention s'étend également à l'explication de courriers officiels, de notifications, ou de contrats, parfois complexes à décrypter pour certains.

Ces écrivains publics se tiennent aux côtés des citoyens pour les guider dans leurs démarches administratives et les appuyer dans leurs échanges avec les différentes instances gouvernementales, sociales ou professionnelles.

Pour dénicher un écrivain public près de chez vous, vous pouvez vous diriger vers :

1. Les centres sociaux et maisons de quartier ;
2. L'Hôtel de ville et l'administration communales;
3. Les associations d'aide sociale ;
4. Les bibliothèques et centres culturels ;
5. Les sites web et ressources en ligne : certaines communes mettent en avant des informations sur les écrivains publics sur leur site web officiel.

À titre illustratif, une collaboration avec l'ASBL Lire et Écrire Namur a donné lieu à la mise en place d'un service d'écrivains et écrivaines publics à l'Hôtel de Ville de Namur.¹⁶

- Informaticiens publics

Nous pouvons également parler des services et des ressources qui sont disponibles pour aider les citoyens quand ils ont des questions informatiques ou des besoins liés à la technologie.

Voici les différents services d'aide informatique :

1. Services communaux : certaines communes peuvent proposer des services d'aide informatique pour les citoyens, en particulier les personnes âgées ou celles qui ont des difficultés avec l'utilisation des technologies numériques. Ces services peuvent être disponibles dans les bibliothèques, les maisons de quartier ou les centres culturels.

¹⁶ [en ligne :] <https://www.namur.be/fr/ma-ville/administration/maison-des-citoyens/ecrivains-ecrivaines-publics>, consulté le 23/06/2023.

2. Centres sociaux et associations : on y trouve parfois des ateliers d'informatique, des séances de formation ou des permanences pour aider les gens à résoudre des problèmes informatiques spécifiques.
3. Espace public numérique (EPN) : c'est un espace d'apprentissage et de médiation des usages numériques qui peut être indépendant ou en collaboration avec un service public ou privé. Plus précisément, c'est une structure de proximité qui est ouverte à tous, équipée avec du matériel informatique et connectée à internet. En Wallonie, il en existe 163 que l'on peut retrouver sur le site : <https://www.epndewallonie.be/>.
4. Programmes d'inclusion numérique : certains organismes et initiatives se consacrent à l'inclusion numérique et offrent des cours gratuits ou à faible coût pour apprendre les bases de l'informatique et de l'utilisation d'Internet¹⁷.
5. Plateformes d'aide en ligne : il existe également des plateformes en ligne¹⁸ où les citoyens peuvent poser des questions et obtenir de l'aide de la part de la communauté ou d'experts en informatique. Ces forums et communautés en ligne peuvent être très utiles pour résoudre des problèmes techniques.
6. Services gouvernementaux en ligne : certaines administrations publiques¹⁹ proposent des services en ligne qui peuvent nécessiter un certain niveau de compétences informatiques. Les communes peuvent avoir des guichets numériques où les citoyens peuvent effectuer certaines démarches en ligne, et une assistance peut être disponible pour les aider à naviguer dans ces services.

Il est important de noter que les services d'assistance informatique peuvent varier d'une commune à l'autre et dépendent également des ressources disponibles dans la région. Pour obtenir de l'aide en informatique, vous pouvez vous informer auprès de votre commune, des bibliothèques locales, des centres sociaux ou des associations pour connaître les services proposés

¹⁷ [en ligne :] <https://emploi.wallonie.be/home/numerique/plan-dinclusion-numerique.html>, consulté le 23/06/2023.

¹⁸ [en ligne :] <https://www.123digit.be/fr>, consulté le 23/06/2023.

¹⁹ [en ligne :] <https://namur.guichet-citoyen.be>, consulté le 23/06/2023.

dans votre zone. Les écrivains publics mentionnés précédemment pour l'aide administrative pourraient également être en mesure de fournir une assistance en matière d'informatique pour accompagner les citoyens dans leurs démarches en ligne.

Et si tous ces services n'existent pas près de chez vous, mais que l'envie de les mettre sur pied vous titille, nous vous invitons à lire le point suivant qui vous sera alors très utile.

- ARC – Action et Recherche Culturelle

ARC – Action et Recherche Culturelle est une organisation qui se consacre à la promotion et au développement de projets culturels, sociaux et éducatifs, leur site est : <https://www.arc-culture.be/>. Elle vise à renforcer la cohésion sociale et à favoriser l'inclusion en utilisant la culture comme levier. Mais dans ce cas, comment cette organisation peut aider dans la mise en place d'une aide administrative ou d'une aide informatique ? Elle le fait de plusieurs manières :

1. Expertise en projets sociaux et éducatifs : ARC possède une solide expérience dans la conception et la mise en œuvre de projets sociaux et éducatifs axés sur la culture. Cette expertise est mise à profit pour développer un service d'aide administrative/informatique qui réponde aux besoins spécifiques des citoyens, en particulier ceux en situation précaire.
2. Approche inclusive : ARC a pour mission de promouvoir l'inclusion sociale et de favoriser l'accès à la culture pour tous. En appliquant cette approche inclusive au service de l'aide administrative/informatique, ARC veille à ce que les personnes les plus vulnérables bénéficient également de ces services.
3. Coopération avec les acteurs locaux : ARC entretient des partenariats avec de nombreuses institutions locales, telles que les écoles, les centres sociaux, les bibliothèques, etc. Ces partenariats peuvent faciliter la mise en réseau et la collaboration pour la mise en place du service d'aide administrative/informatique au niveau local.
4. Actions éducatives et ateliers : ARC propose déjà des actions éducatives et des ateliers culturels dans les écoles et les centres d'édu-

cation. Ces ateliers pourraient être étendus pour inclure des sessions d'aide informatique afin de renforcer les compétences numériques des élèves et des enseignants.

5. Sensibilisation et communication : En tant qu'acteur culturel, ARC est bien placé pour sensibiliser le grand public à l'importance des compétences informatiques et de l'aide administrative. L'association utilise ses canaux de communication pour promouvoir le service et encourager la participation des citoyens.

En combinant son expertise en projets sociaux et éducatifs avec son engagement en faveur de l'inclusion sociale, ARC contribue à renforcer la portée et l'impact du service d'aide administrative/informatique. L'association joue un rôle essentiel en soutenant la mise en place de ce service, en formant les intervenants et en mettant en avant l'importance de l'inclusion numérique dans la société.

3. La mise sur pied d'un soutien scolaire

Parmi les personnes en situation précaire interrogées lors de notre enquête, 45 % d'entre elles déclarent avoir besoin d'un soutien dans la scolarité de leurs enfants. Un des exemples d'initiative le plus connu est l'école des devoirs. Mais sa mise sur pied n'est pas simple. Dans le guide de bonnes pratiques locales, *Cohésion sociale, droits fondamentaux et pauvreté*, les différentes démarches à suivre sont brièvement expliquées, accompagnées d'exemples de réussites.²⁰

Le site www.ecolesdedevoirs.be est une ressource précieuse pour guider la mise en place d'une école de devoirs en Wallonie et à Bruxelles. Cette plateforme recense toutes les écoles de devoirs de la Région et est gérée par la Fédération francophone des Écoles de Devoirs.

²⁰ [en ligne :] <http://cohesionsociale.wallonie.be/publications/guide-des-bonnes-pratiques-2020>, p.13, consulté le 03/07/2023.

C. Tacler les freins vécus par les personnes en situation précaire

Comme on vient de le voir, pour rendre le public en situation de précarité plus disponible, il faut le libérer d'abord de certains problèmes pesant comme les tracas administratifs ou le soutien scolaire des enfants. Mais ce n'est pas tout.

La situation sociale et économique des personnes plus fragiles les confronte à d'autres types de freins ; ils n'ont bien souvent pas les moyens de se déplacer, ils n'ont pas de budget à consacrer aux loisirs, pas de ressources pour faire garder les enfants pendant qu'ils participeraient à une action citoyenne et craignent aussi un contrôle de la part d'une institution qui les menacerait de suspendre leurs droits aux allocations. Alors de quelles manières tenter de lever ces freins ? Voici quelques pistes à découvrir, à explorer, à cogiter de manière collective. Certaines sont plus laborieuses que d'autres à mettre en place, exigent plus de réflexion et de préparation comme les quelques solutions proposées pour améliorer la mobilité des personnes. En ce qui concerne le prix des activités ou la garde des enfants qui sont des freins énormes pour les personnes en situation précaire que nous rencontrons régulièrement ce sera bien moins complexes à mettre en place. Enfin, vous trouverez aussi ci-dessous des informations utiles pour rassurer les personnes qui craignent perdre leurs droits sociaux en participant activement à un projet citoyen. Nous allons maintenant nous concentrer sur quatre pistes bien précises : la mobilité, le prix des loisirs, socialiser sans perdre ses droits aux allocations et la garde des enfants.

1. Quelques pistes en matière de mobilité

La question de la mobilité joue un rôle essentiel dans notre quête d'une transition écologique et sociale. Nos déplacements quotidiens occupent une place centrale dans nos vies, mais ils peuvent également représenter un défi majeur pour certaines personnes et communautés en situation précaire. Face à de tels obstacles, promouvoir une mobilité durable et accessible devient d'une importance cruciale. Cela permettrait d'assurer l'inclusion de tous dans notre société, de réduire l'impact environnemental de nos déplacements et d'améliorer la qualité de vie de chacun.

Dans cette section, nous explorerons les initiatives et solutions novatrices permettant de surmonter ces obstacles et de tendre vers une mobilité plus inclusive et respectueuse de l'environnement.

- Wibee

Wibee est une plateforme de partage de voitures entre voisins. Privilégier ce service de partage à la possession d'un véhicule permet à l'utilisateur d'économiser en moyenne plus de 2 000 euros par an. Le fonctionnement repose sur un abonnement à tarif ajustable, offrant une flexibilité totale selon les besoins. Pour utiliser le service, il suffit de télécharger leur application pour réserver, déverrouiller et restituer les véhicules appartenant à vos voisins. De plus, vous avez la possibilité de louer des vélos, avec un partage basé sur un forfait, exempt d'exigence d'application.

Une autre option proposée par Wibee est Wiber. Bien qu'intégré à Wibee, cette alternative ne nécessite pas d'abonnement initial. Comment ça marche ? Vous rejoignez un groupe OPEN dans votre quartier, lequel est défini lors de l'activation de votre compte Wibee. Dans ce scénario, l'accès aux voitures est tarifé à partir de 2,50 euros par heure, avec un plafond journalier de 30 euros, incluant les taxes. Les kilomètres parcourus sont facturés à 0,30 euros par kilomètre, taxes comprises. Si aucun groupe n'est disponible dans votre quartier, vous avez la possibilité d'en créer un avec le soutien de la plateforme (services GS, AG et OPEN).²¹

Concernant les assurances, comment cela se passe si l'on fait un accident avec la voiture de son voisin ? Au titre de la location d'un véhicule, l'utilisateur dispose des assurances suivantes dont le coût est pris en compte dans le prix de la location :

- une assurance responsabilité civile pour les dommages causés aux tiers (« assurance RC ») ;
- une couverture individuelle pour les dommages corporels subis par l'utilisateur lorsque ce dernier est responsable d'un sinistre ;
- une assurance dommages/incendie/vandalisme/vol du véhicule (« assurance Omnium ») ;
- Une protection juridique.

En cas de survenance d'un sinistre durant la location dont le conducteur du véhicule est partiellement ou totalement responsable, il est redevable à Wibee d'un montant spécifique dans les conditions générales²².

²¹ [en ligne :] <https://www.wibee.be>, consulté le 12/06/2023.

²² [en ligne :] <https://www.wibee.be/legal>, consulté le 12/06/2023.

Sinon, si l'on n'a pas de groupe dans son quartier, on peut devenir ambassadeur. Cela consiste tout d'abord à en parler autour de soi (voisins, commune). Ensuite, Wibee fournit les clés pour créer votre propre groupe et répartir les différents rôles pour gérer les objets de partage. Il suffit de les contacter par email à l'adresse info@wibee.be.

- Cozywheels

Autre système de partage de véhicule : Cozywheels qui souhaite simplifier le partage de voitures et de vélos dans un quartier, tout en vous offrant des avantages financiers grâce à la répartition des coûts liés au véhicule entre les membres.

Les frais sont calculés en fonction du kilométrage, généralement dans une fourchette de 0,25 à 0,40 euros par kilomètre. Ce tarif global comprend divers éléments tels que le carburant, l'assurance, la taxe de mise en circulation, l'entretien annuel, le contrôle technique et un fonds de réserve pour les réparations imprévues (facultatif), d'un montant compris entre 0,02 et 0,05 euros.

Il est important de noter que le tarif couvre uniquement les frais réels du véhicule, sans possibilité de réaliser un profit pour le propriétaire d'un véhicule. Les paiements sont effectués en début du mois suivant, directement entre les membres. De plus, pour les réservations prolongées (au-delà d'une journée), un supplément journalier ou horaire peut être ajouté en fonction des besoins de l'utilisateur.²³

Alors, qu'est-ce qui distingue Cozywheels de Wibee ? Wibee ne fonctionne qu'avec des voitures alors que Cozywheels intègre aussi les vélos à son système. Les prix sont différents aussi : chez cozywheels il y a une affiliation annuelle et cela fonctionne au kilomètre. Alors que Wibee c'est soit un abonnement, soit au kilomètre.

- Ecov

Ecov est un projet français qui se positionne en tant que pionnier dans le domaine de la mobilité partagée, offrant une solution de lignes de covoiturage. Cette entreprise propose une approche similaire à celle des transports en commun, mais avec une touche de modernité et de durabilité pour réinventer la manière dont nous abordons nos déplacements quotidiens.

²³ [en ligne :] <https://www.cozywheels.be/fr>, consulté le 12/06/2023.

Si cette expérience est française, elle peut tout de même nous inspirer.

Comment cela fonctionne ? L'équipe d'experts en mobilité d'Ecov effectue une analyse minutieuse de votre zone géographique. Cette étude permet d'identifier les solutions de mobilité partagée les plus pertinentes pour répondre aux besoins spécifiques de la population, que ce soit à travers le covoiturage spontané ou planifié, le transport à la demande, le transport solidaire ou encore l'autopartage. L'objectif ultime est de déterminer comment ces solutions peuvent s'harmoniser de manière complémentaire avec les modes de transport collectif déjà en place.

Lorsque l'étude révèle le potentiel de mise en place de lignes de covoiturage spontané dans une région, l'équipe d'Ecov propose un diagnostic détaillé qui vise à affiner les axes et les emplacements stratégiques des points d'arrêt pour faciliter les déplacements.

En partenariat étroit avec les collectivités locales, Ecov introduit un tout nouveau concept de service public spécialement conçu pour les défis des régions périurbaines et rurales. Les lignes de covoiturage sans réservation deviennent ainsi une réponse pratique et adaptée aux besoins de déplacement quotidien.

Le fonctionnement du service est intuitif. Lorsqu'un passager souhaite se déplacer, il se dirige vers l'arrêt de covoiturage le plus proche. En utilisant un panneau à bouton, une application, un SMS ou un appel téléphonique, il indique sa destination. Cette information est relayée sur des panneaux lumineux et parvient aux conducteurs en route grâce à l'application Ecov. En quelques minutes, le conducteur effectue un arrêt pour accueillir le passager, qui sera ensuite déposé à l'arrêt désiré.²⁴

Ecov n'est pas encore présent en Belgique. Mais Harald Conde Piquer qui est responsable du service « Impact et gouvernance » chez Ecov nous dit être « très preneur de relais citoyens pour sensibiliser les élus sur le sujet ». N'hésitez donc pas à les solliciter : Ecov, opérateur de lignes de covoiturage pour les trajets du quotidien | Ecov – <https://ecov.fr/fr>

- Taxi social

On connaît tous le taxi social mais on connaît mal ses services et limites.

Ce service de transport adapté est spécialement conçu pour répondre aux besoins de mobilité des individus confrontés à des difficultés de déplacement.

²⁴ [en ligne :] <https://www.ecov.fr/fr>, consulté le 12/06/2023.

Cette initiative cible notamment les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, les individus à faible revenu ainsi que ceux souffrant de problèmes de santé.

Voici quelques éléments clés concernant le taxi social en Belgique :

1. Objectif et mode de fonctionnement : le taxi social vise principalement à promouvoir l'inclusion et la mobilité des individus en difficulté. Ce service opère en partenariat avec des associations, des organismes sociaux ou des communes pour coordonner les trajets et répondre aux demandes des utilisateurs.
2. Réservation : les utilisateurs du taxi social doivent généralement réserver leur déplacement à l'avance en contactant le service par téléphone ou en utilisant une plateforme en ligne dédiée.
3. Véhicules spécialisés : les taxis sociaux sont équipés de véhicules spécialement conçus pour accueillir les personnes à mobilité réduite ou en fauteuil roulant.
4. Tarification abordable : les tarifs du taxi social sont généralement inférieurs à ceux des taxis traditionnels. Certains services appliquent une tarification basée sur les revenus des utilisateurs, assurant ainsi un accès équitable au transport.
5. Zones de desserte : le taxi social couvre en général une zone géographique définie, englobant des quartiers urbains, des régions rurales et des zones moins bien desservies par les transports en commun.

Le taxi social joue un rôle crucial en améliorant l'accès des personnes en difficulté de mobilité aux services médicaux, sociaux et, c'est bon à savoir, aux activités de loisirs.

Cependant la demande est grandissante par rapport à l'offre. Il est donc difficile de se contenter de cette unique ressource pour faciliter la mobilité des plus vulnérables et les inclure dans votre initiative ou vos activités.

Comme on vient de le voir, Wibee, Ecov, Cozywheels et le taxi social apportent des solutions diversifiées pour répondre aux besoins variés des citoyens en matière de déplacements et d'accès à des services essentiels. Certains témoignent d'une approche moderne et inclusive, visant à améliorer

la qualité de vie, l'autonomie et l'inclusion sociale des individus, tout en contribuant à la préservation de l'environnement et à la construction de sociétés plus durables.

2. Le prix des activités, des choses

Le prix des activités proposées est clairement un frein majeur pour nombre de personnes. Et c'est une réalité, le nombre de personnes précaires est en augmentation. Il serait donc illusoire d'espérer les rencontrer en fixant un prix d'entrée pour une activité ou en vendant des aliments, des produits ou productions qui sont pour eux inabordables.

Nos échanges avec divers porteurs de projets ²⁵ nous montrent que le plus simple est de proposer un tarif différencié (voire la gratuité) pour que chacun ait accès à l'activité ou à la location d'un objet. Mais ce qui est essentiel, c'est de ne pas vouloir vérifier qui a droit à ce tarif ou non. Laissez les participants choisir le tarif auquel ils souscrivent. Il arrive que des personnes démunies demandent le tarif plein alors que d'autres qui en ont pourtant les moyens demandent le tarif préférentiel. Cela reste des exceptions. Si vous faites confiance aux gens, ça se passe bien.

3. Socialiser sans avoir peur de perdre ses droits aux indemnités (chômage, mutuelle...)

L'interaction sociale et la participation à des activités collectives revêtent une importance fondamentale pour le bien-être et l'épanouissement individuel. Cependant, pour ceux bénéficiant de prestations telles que l'assurance-chômage ou la sécurité sociale, s'engager dans des activités sociales représente le risque de compromettre leurs droits sociaux.

En quoi ce chapitre peut-il vous concerner en tant que porteur de projet ? Selon nous, votre rôle consisterait à rassurer ces personnes, à leur expliquer qu'il est possible d'envisager du volontariat à condition de prévenir son organisme indemnisateur :

²⁵ Dubois K., « Vers une transition écologique et solidaire. Quelques projets inspirants », Bruxelles : CPCP, Analyse n° 476, 2023, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/trans-ecolo-solid-3>.

- l'Onem pour le chômage ;
- le CPAS pour le revenu d'intégration ;
- le médecin-conseil de la mutuelle pour l'assurance maladie-invalidité.

Et si la personne le souhaite, vous pourriez l'aider à remplir le formulaire adéquat.

Pour une demande de volontariat auprès du médecin-conseil d'une mutuelle, c'est facile, vous trouverez le bon formulaire sur le site de la Plateforme bruxelloise pour la santé mentale : <https://platformbxi.brussels/fr/outils>;

Si votre interlocuteur dépend du CPAS, le mieux est d'en parler avec son assistant(e) social(e). si l'activité n'est pas rémunérée, il ne devrait pas avoir de soucis.

Selon l'ONEM, le bénévolat est envisageable. Il faut simplement en faire la déclaration auprès de l'organisme de paiement. Le futur bénévole doit se présenter auprès de son organisme de paiement avant le début de l'activité et faire une déclaration au préalable d'un formulaire que vous trouvez ici : Déclaration d'une activité bénévole pour le compte d'une organisation sans but lucratif (onem.be)

En tant que porteur de projet, vous serez appelé à remplir une partie de ce document.

Enfin, si votre projet devient suffisamment costaud pour envisager le développement d'un volet consacré à l'insertion socio-professionnelle, sachez qu'il existe un dispositif qui fera le lien entre votre association et les personnes bénéficiaires du revenu social d'intégration.

Le PIIS – Projet Individualisé d'Intégration Sociale – vise à accompagner l'individu vers une plus grande indépendance, autonomie et intégration sociale, et idéalement, vers une insertion professionnelle. Ce dispositif s'adresse aux plus de 25 ans.

L'idée est d'inscrire votre association en tant que service communautaire dans le cadre du PIIS. Si un service communautaire est intégré au PIIS, il devient alors un élément indissociable de celui-ci²⁶. Le PIIS contenant un service communautaire doit inclure les éléments suivants :

²⁶ Articles 11 et 13 de la loi du trois juillet 2005 relative au droit des volontaires, [en ligne :] https://etaamb.openjustice.be/fr/loi-du-03-juillet-2005_n2005022674.html, consulté le 03/07/2023.

La personne « recrutée » assure donc un service communautaire, un service qui bénéficie à la fois au développement personnel de l'individu et à la communauté²⁷. Si l'individu ne souhaite plus participer au service communautaire, il doit en informer son travailleur social. Ensemble, ils réévalueront les conditions du PIIS de manière concertée. Pas besoin d'être une ASBL pour avoir accès à ce dispositif d'insertion, ça fonctionne aussi pour une « association de fait » privée ou publique.

Les organisations « contractent une assurance pour couvrir les risques liés au volontariat, incluant au minimum la responsabilité civile de l'organisation, excluant la responsabilité contractuelle »²⁸. Le CPAS vérifie si une assurance couvre les dommages causés aux bénéficiaires ou à des tiers lors du service communautaire. Sans assurance adéquate, le service ne peut être effectué. En ce qui concerne les modalités d'indemnisation potentielle, il est également nécessaire d'expliquer les possibles répercussions sur le calcul du revenu d'intégration et les impôts. Lorsque des personnes effectuent un service communautaire aux côtés du personnel rémunéré au sein d'une organisation, cela concerne donc des tâches supplémentaires qui autrement ne seraient pas accomplies. Les indemnités que les bénéficiaires du RIS (revenu d'intégration sociale) reçoivent en tant que bénévoles sont prises en compte pour calculer le RIS uniquement si elles dépassent : 36,84 euros par jour ; ou 1.473,37 euros par an²⁹. Ces montants sont indexés chaque année. Les montants indiqués ci-dessus sont valables pour les indemnités versées à partir du 1^{er} janvier 2022. Si les indemnités de bénévolat ne dépassent pas ces deux seuils, elles ne sont pas prises en compte pour le calcul du RIS. Si les indemnités de bénévolat dépassent l'un des deux seuils, elles sont prises en compte pour le calcul du RIS.

²⁷ Articles 11 et 13 de la loi du trois juillet 2005, op. cit..

²⁸ Article 6, §1, de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires, [en ligne :] https://etaamb.openjustice.be/fr/loi-du-03-juillet-2005_n2005022674.html, consulté le 03/07/2023.

²⁹ Les bénéficiaires du RIS peuvent-ils faire du bénévolat ? | Droits Quotidiens - Le langage juridique clair, [en ligne :] <https://www.droitsquotidiens.be/fr/actualites/les-beneficiaires-du-ris-peuvent-ils-faire-du-benevo-lat#:~:text=Oui,compte%20pour%20calculer%20le%20RIS>, consulté le 03/07/2023.

4. La garde des enfants

La garde des enfants est un autre frein majeur pour de nombreuses personnes en situation précaire qui souhaitent s'engager dans des initiatives de transition écologique et sociale. Les contraintes liées à la garde d'enfants peuvent limiter leur participation à des projets communautaires, à des formations ou à des activités bénévoles.

Pour surmonter ce frein, il est essentiel de mettre en place des solutions qui permettent aux parents de concilier leurs engagements sociaux et environnementaux avec leurs responsabilités familiales. On peut penser notamment à :

- des programmes d'inclusion d'activités : on peut envisager des programmes d'activités inclusives où les enfants peuvent participer aux côtés de leurs parents. Des ateliers et des événements axés sur l'environnement peuvent stimuler une participation collective et renforcer les liens familiaux
- la création de réseaux entre parents : faciliter les interactions entre parents peut être avantageux pour établir des réseaux de soutien mutuel en matière de garde d'enfants. Les parents peuvent collaborer en communauté pour se soutenir mutuellement et partager la responsabilité de la garde
- la promotion et reconnaissance du rôle parental : il est crucial de sensibiliser la société à l'importance du rôle des parents et à la contribution des parents engagés dans la transition écologique. Reconnaître leur implication peut encourager des solutions concrètes pour faciliter leur participation.

En tenant compte de la dimension familiale et en proposant des solutions adaptées, nous pouvons encourager une participation active des parents dans la construction d'une transition écologique et sociale durable. Mettre en avant le rôle des parents et créer un environnement favorable à la garde des enfants permettra à ces parents engagés de jouer un rôle essentiel dans la transformation positive de la société.

D. Communiquer avec les précarisés et les mettre en confiance

La question de : « Comment parler aux personnes précarisées » est une question qui est revenue avec une certaine fréquence lors de l'enquête menée auprès des transitionneurs en 2019-2020 et on vous avoue qu'elle nous a quelque peu déconcertés. Alors, nous allons tout d'abord distinguer le fond de la forme.

1. Sur la forme

Existe-t-il vraiment une manière de parler aux personnes plus défavorisée que nous ? Non. Au CPCP nous parlons aux participants de nos ateliers comme on parle à nos collègues, à notre famille, à nos amis. Nous ne faisons pas de différence. Ils connaissent des situations difficiles et lorsqu'ils quittent leur domicile pour rencontrer d'autres personnes, c'est pour y trouver un espace dans lequel s'exprimer, trouver des solutions, du plaisir, des liens, une véritable pause dans leur situation insécurisante, la possibilité de penser à autre chose que les soucis qui occupent solidement leur esprit dès qu'ils ouvrent les yeux le matin, retrouver de la confiance, de l'estime, un bol d'air. Ils n'ont pas besoin que nos regards sensibles ou nos attitudes leur rappellent à quel point ils sont dans le besoin.

Évitez les regards emprunts de compassion, de misérabilisme, les manières de parler infantilisantes parce qu'elles se veulent charitables. Évitez aussi la condescendance. Vous avez fait des choix de vie dont vous êtes fiers et tant mieux pour vous. Évitez cependant de faire sentir aux autres que vous valez mieux qu'eux et que vos choix sont les seuls qui valent.

De l'écoute, de l'humour et du respect comme lorsque vous parlez à vos proches. C'est toute la recette du succès !

2. Sur le fond – Parler de la transition écologique avec des personnes précarisées

Comment ne pas se planter quand on veut parler d'environnement avec des personnes qui cumulent déjà nombre de tracas au quotidien ? Parler de la nécessité d'agir collectivement sans alourdir leur charge mentale ? Comment parler d'environnement sans s'engouffrer dans un vocabulaire trop technique et rebutant ? Ces points particulièrement pertinents, soulevés par des transitionneurs, ont attiré toute notre attention.

Vous trouverez donc ici quelques outils d'animation intéressants pour pouvoir aborder l'écologie de manière enthousiaste, déculpabilisante et intelligente.

Mais nos recherches et nos propres expériences avec des personnes vivant une forme de précarité nous poussent à vous suggérer d'envisager deux points supplémentaires pour autant qu'on s'interroge sur le fond du discours qu'on peut tenir quand il s'agit d'environnement et de climat. Et ces deux points nous semblent fondamentaux. Il s'agit d'une part de l'élaboration d'un récit positif qui fait jusqu'à présent cruellement défaut (et pas qu'aux personnes vivant dans la précarité). Et d'autre part de l'introduction progressive d'une réflexion au sein de votre groupe sur l'aspect politique de votre action. On sait que les plus importantes évolutions sociales sont venues de la base, de citoyens qui ont porté leurs revendications jusqu'à se faire entendre de la classe politique. On sait que ces combats sont lourds à porter et on comprend qu'on puisse préférer consacrer son énergie à agir au niveau local, pour son bien-être et celui de ses voisins qu'à un niveau plus régional ou fédéral beaucoup plus statiques. Nos collègues Louise Vanhèse et Boris Fronteddu, respectivement animatrice en éducation permanente et chercheur consacrent toute une analyse à cette imbrication, nécessaire³⁹ nous semble-t-il entre les niveaux citoyens et politiques. Nous nous contenterons donc d'attirer votre attention sur le fait que justice sociale et justice climatique sont irrémédiablement liées et qu'introduire des réflexions voire des combats plus politiques ne serait pas inopportun d'autant plus, comme nous l'a révélée notre enquête, qu'il existe un terreau favorable. Selon notre enquête, 44 % des personnes en situation précaire se disent favorable au développement d'action de militance.

³⁹ FRONTEDDU B. et VANHÈSE L., « Vers une transition écologique et solidaire. Une articulation indispensable entre initiatives citoyennes et politiques de transition juste », Bruxelles : CPCP, Analyse n° 477, 2023, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/trans-ecolo-solid-4>.

- Parler d'environnement

Nombre de transitionneurs ont exprimé le fait que l'utilisation d'un langage trop scientifique pouvait être un frein à leur rencontre avec des personnes disposant d'un niveau de scolarité plus faible. Ils sont donc en demande de conseils et s'interrogent sur les termes les plus adéquats à utiliser pour parler de transition écologique.

De notre côté, nous rencontrons –il est vrai- encore régulièrement des personnes qui n'ont pas la maîtrise du vocabulaire relatif à l'écologie. Ainsi, par exemple, si le terme « biodiversité » peut nous paraître assez banal et maîtrisé, nous avons pu constater sur le terrain qu'il n'en est rien. La plupart des personnes que nous rencontrons ont une idée de ce que cela représente, ils ressentent les choses mais n'ont pas les mots pour décrire et expliquer les concepts inhérents à la transition écologique.

Alors comment faire ? Nous avons contacté le Réseau Idées³¹ pour leur demander quelques conseils en matière d'outils informatifs à utiliser avec un public adulte sans tomber dans l'infantilisation. Natacha Sensique du service *Infos et pédagogie*, nous a ouvert le centre de documentation du Réseau Idées pour nous montrer et faire la démonstration de quelques outils intéressants.

01. Les saisons de l'engagement, produit par Ecotopie³²

Ce document très léger est un bel outil qui permet de favoriser les échanges, faire connaissance avec des nouvelles personnes qui intègrent le groupe, aider chacun à définir son engagement et déculpabiliser.

Quatre dessins illustrent les saisons et chacune d'elle correspond à une forme d'engagement ; à l'automne, on expérimente, on recycle, on récupère, on transforme son quotidien par des gestes simples. L'été est consacré à la convivialité, au tissage de liens, à la création de liens de solidarité. Le printemps est le temps de l'engagement, le temps d'investir l'espace public, de revendiquer. Et l'hiver on réfléchit à la culture de la société, on prend de la hauteur et on questionne le monde.

³¹ Le Réseau Idées créé en 1989 regroupe 145 associations actives en l'Education relative à l'Environnement (ErE) en Wallonie et à Bruxelles, [en ligne :] <https://www.reseau-idee.be/fr>.

³² Ecotopie est un laboratoire d'écopédagogie qui vise le développement de l'éco-citoyenneté. Ecotopie - Laboratoire d'écopédagogie, [en ligne :] <https://ecotopie.be>.

Chaque participant place un pion sur la (ou les) forme(s) d'engagement qui lui correspond(ent) le mieux. Ça permet de poser ses propres limites et de les exprimer devant le groupe. L'intérêt de cet outil est de montrer qu'il existe différentes manières de s'engager et que l'une n'est pas meilleure que l'autre. Comme le dit si bien Natacha Sensique : « C'est *déculpabilisant* car il permet de se dire qu'on est pas des super-héros, qu'on agit pas toujours en accord avec nos valeurs et que ce n'est pas grave. On dédramatise le fait de ne pas être parfait dans l'engagement »³³.

02. Citymagine, un jeu conçu par Empreinte³⁴

Ce jeu se déroule sur un plan où apparaissent six quartiers. Chaque équipe va lancer des initiatives citoyennes dans son quartier. Au fur et à mesure des tours, les joueurs vont se rendre compte de l'intérêt de communiquer avec les autres quartiers et de créer des liens qui vont les rendre plus forts, plus résilients face à des événements extérieurs et incontrôlables comme un cyclone (par exemple). L'intérêt de cet outil est de faire connaissance avec des initiatives qui sont encore souvent méconnues au sein d'un public plus fragilisé, mais surtout de rendre visibles les liens que l'on peut tisser autour d'un quartier et de voir à quel point ils nous renforcent.

Pour aller plus loin, des cartes vierges vous permettent aussi d'inventer votre propre initiative.

03. La toile de la biodiversité du WWF³⁵

Ce jeu de la ficelle permet une première sensibilisation à la notion de biodiversité. Des cartes représentant des milieux et des animaux sont distribuées. Des indications au dos de ces cartes vous permettent de repérer les connexions possibles avec les autres joueurs. Une fois que les interactions entre espèces sont construites, des problèmes surgissent comme la construction d'une autoroute au beau milieu d'une forêt. Ce sont des cartes qui illustrent

³³ Natacha Sensique (Service pédagogique du réseau Idées), entretien avec l'auteur, Bruxelles, 13 juin 2023.

³⁴ Empreinte est une organisation de jeunesse environnementaliste Empreintes - Pour des jeunes acteurs de leur(s) environnement(s), [en ligne :] <http://www.empreintes.be>.

³⁵ World Wide Fund for Nature est organisation non gouvernementale internationale bien connue créée en 1961 et dédiée à la protection de l'environnement et au développement durable., Le WWF-Belgique, pour la biodiversité en danger, [en ligne :] <https://wwf.be/fr>.

l'action de l'homme sur la nature et montrent concrètement la fragilité des écosystèmes.

L'intérêt de cet outil réside aussi dans les discussions qui vont suivre ce jeu. Quelles solutions imaginer ? Quelles formes d'engagement ?

Natacha Sensique nous explique qu'il existe diverses approches dans l'éducation à l'environnement :

- On peut protéger l'environnement en excluant l'humain. C'est le cas quand on délimite une réserve naturelle et protégée
- On peut mieux décider de mieux connaître cet environnement et donc de mieux le défendre
- Mais on peut aussi faire appel au sensoriel pour recréer du lien avec son environnement ; quel plaisir en tire-t-on ? quel souvenir a-t-on en lien avec une odeur en particulier ? Il faut réapprendre à observer, à écouter.

04. Cartes et rêves de Culture et Santé

Voici un outil qui peut aider votre groupe à répondre aux questions suivantes : comment habiter mon quartier ? Comment « faire » ensemble ?

Ici, nous sommes dans une approche plus artistique qui permet de rêver son quartier. Plusieurs étapes sont proposées : d'abord on exprime ses représentations personnelles, et puis on organise une balade sensorielle dans le quartier. On revient ensuite dans une réflexion collective sur ce qui nous fait rêver pour demain dans ce quartier. Et enfin on exprime le tout de manière colorée sur une carte géographique, une carte postale.

05. La mallette pédagogique du CNCD³⁶ sur les stéréotypes et les inégalités

Dans cette mallette on y trouve bon nombre d'outils dont l'un est particulièrement intéressant à utiliser dans un groupe qui vise la mixité. Il s'appelle « Bienvenue à Perfectus », une planète où vous irez vous installer avec d'autres personnes. Le souci est que tout le monde n'a pas les mêmes chances au départ. C'est un jeu qui met en évidence les logiques de domination sur l'hu-

³⁶ Le Centre national de coopération au développement est une coupole représentant plus de 70 ONG belges de solidarité internationale CNCD-11.11.11 - Pour un monde juste et durable, [en ligne :] <https://www.cncd.be>.

main, sur l'environnement. On y traite aussi de la domination culturelle, symbolique, sécuritaire et socio-économique.

Vous trouverez aussi quelques pistes et bonnes idées dans certains numéros de leur excellent magazine Symbioses :

- *Environnement & social : vers une alliance éducative ?* (2015) particulier la biblio et les adresses utiles : <https://www.symbioses.be/consulter/106/>
- *Précarité: une question d'environnement ?* (2008)
<https://www.symbioses.be/consulter/80/>

Bon à savoir : ce centre est ouvert à tous. Pour emprunter un outil pendant un mois, vous devrez juste verser une caution de 50 euros que vous récupérez au moment du retour de l'outil (qui doit être complet et en bon état). Prenez- rendez-vous !

Adresses des centres de documentation du Réseau Idées

À Bruxelles

266, rue Royale – 1210 Bruxelles

Tel : +32 (0)2 286 95 70 | GSM : +32 (0)495 87 62 31 | info@reseau-idee.be

À Namur

Mundo N

98, rue Nanon – 5000 Namur

+32 (0)81 39 06 96 | info@reseau-idee.be

- Parler de vos droits, de vos revendications politiques

Si vous souhaitez viser l'efficacité dans votre communication, vous ne devez pas vous contenter de simplifier des concepts, même si cette tâche est déjà assez ardue en elle-même. C'est souvent compliqué de faire simple ! Votre discours devra aussi aller au-delà de l'écologie pure pour y insérer une dimension politique et des perspectives positives d'avenir (notamment sur le plan économique)³⁷.

C'est dans ce sens que s'exprime l'historien Jean-Yves Buron³⁸ : « *les Initiatives en Transition devraient rendre leur discours plus accessible. Souvent trop conceptuel, il en devient excluant. De plus, il faudrait mieux expliquer les convergences entre les préoccupations écologiques et économiques puisqu'elles sont irrémédiablement liées et que, la plupart du temps, les solutions apportées dans le cadre de la Transition permettent de réaliser des économies* ». Il préconise aussi un : « *discours sur la Transition (qui) devrait être plus transversal et politisé. Ses militants devraient mieux expliquer que*

³⁷ FRONTEDDU B. et VANHÈSE L., « Vers une transition écologique et solidaire ; Une articulation indispensable entre initiatives citoyennes et politiques de transition juste », op. cit.

³⁸ Jean-Yves Buron travaille pour l'association Vivre ensemble.

la simplicité volontaire n'est pas "jouer aux pauvres" (...) Quand (la simplicité volontaire) est accompagnée d'un contenu politique, d'un nouveau projet de société qui combine justice socio-économique et prospérité partagée sans la dictature de la croissance du PIB, alors elle peut être comprise par les associations et par les personnes précarisées, qui ont tout à y gagner. ³⁹

N'hésitez pas, au passage, à déculpabiliser les personnes en situation de précarité afin de remettre les choses à leur place ! Car, contrairement à certains clichés critiquant leur consommation, ce ne sont pas elles qui posent le plus de problèmes sur le plan écologique. Bien au contraire. C'est l'empreinte écologique des nantis qui pose problème.

- **Élaborer un récit positif**

Enfin, ne serait-il pas temps de positiver l'écologie au lieu de la réduire à une masse d'informations déprimantes et anxiogènes sur l'état de la planète ou –à l'opposé– à des caricatures de discours assimilant la décroissance à un retour vers l'éclairage à la bougie ? Au risque de se répéter, il devient rare de rencontrer des personnes qui ignorent l'impact de l'activité humaine sur le vivant et le climat, mais comme l'a très bien exprimé une participante aux ateliers en éducation permanente de Citoyenneté & Participation, « moi je veux bien aller à des endroits où l'on parle d'écologie mais je veux qu'on me parle des solutions pas des problèmes ! ». Et cette tendance se généralise. Il y a un besoin croissant de pouvoir s'accrocher à un récit positif pour l'avenir. Le pédagogue brésilien Paulo Freire, auteur de *La pédagogie des opprimés* ne nous contredirait pas : « il n'y a pas de changement sans rêve comme il n'y a pas de rêve sans espoir »⁴⁰. Cela peut se faire de diverses manières toutes aussi créatives les unes que les autres.

³⁹ BURON J-Y., « Entre lutte contre la pauvreté et transition, des ponts à jeter ? », *Vivre ensemble*, 2014, p.8, [en ligne :] <https://archives.vivre-ensemble.be/IMG/pdf/2014-03-transition-associations.pdf>, consulté le 10/01/2023.

⁴⁰ EL ACHKAR S. « De la pédagogie de l'opprimé à la pédagogie de l'espoir », *ITECO, Revue Antipodes*, novembre 2019, [en ligne :] <http://www.iteco.be/revue-antipodes/paulo-freire-de-la-pedagogie-de-l-opprime-a-la-pedagogie-de-l-espoir/article/paulo-freire>, consulté le 14/06/2023.

E. Co-construire avec les précaires

Vous avez réussi à mobiliser un public pour votre première réunion de réflexion sur les projets les plus opportuns à monter près de chez vous et vous vous posez la question de la méthode à utiliser pour faire émerger des idées et construire un projet de manière collective.

Veillez à garder à l'esprit que vous ne montez pas un projet pour des personnes mais bien avec elles. Vous initiez un groupe où chaque personne est partenaire et non bénéficiaire.

Un transitionneur plein de bienveillance écrivait à ce propos dans l'enquête : « Il faut donc partir de leurs attentes, leurs demandes, leurs questions, leurs envies afin de construire avec eux ». Et la co-construction, nous en éducation permanente, on aime ça évidemment.

Notre expérience en la matière nous pousse même à ajouter ceci : construire avec des personnes fragiles en gardant comme valeur essentielle l'équité et non l'égalité. N'exigez pas de leur part la même somme d'investissement que vous êtes capable de donner. Pour rappel, la recherche menée par la chargée de recherche Lotte Damhuis de la Fédération des Services Sociaux, soulève des résultats ambivalents : « D'un côté, les participants ont apprécié de pouvoir retrouver un sentiment d'utilité et de se sentir reconnus dans leurs idées (là où elles sont généralement l'objet d'une disqualification sociale dans l'aide classique). Mais cette participation a aussi un coût – il faut se rendre disponible, donner de son temps, s'entendre dans un groupe, trouver des informations et des ressources concrètes pour le montage du projet, etc. – qui explique notamment pourquoi le soutien d'un travailleur social et d'une association leur paraît indispensable. Cela explique aussi pourquoi certains groupes se sont transformés dans le courant des trois années du projet. Mis à part un petit noyau dur, les groupes ont fait face à un turn-over, soit parce que le projet n'avancait pas assez vite, soit parce qu'ils retrouvaient un emploi, et n'étaient plus disponibles, soit parce que l'implication était trop lourde à porter. »⁴¹

⁴¹ L. Damhuis lors de son intervention au séminaire Démocratie au service de l'assiette pour tous. Comment assurer collectivement une transition vers des systèmes alimentaires justes et durables au niveau (supra) local ?, Saint-Servais, 19 février 2019, p.8. [en ligne :] https://rawad.be/sites/rawad.be/files/u64/S%C3%A9minaire%20RAWAD_19f%C3%A9v19_lotteDamhuis.pdf, consulté le 19/07/ 2023.

Soyez flexible ! Acceptez que nous ne sommes pas tous sur un pied d'égalité face au quotidien, que les situations de santé, familiales et économiques divergent, même si tout le monde, au sein de votre initiative, converge vers des objectifs communs. Ne soyez pas surpris par le manque de régularité de certains. C'est plus un souci à régler qu'un manque d'envie et de motivation.

Mais quelle technique employer pour construire un projet de manière collective ?

Il existe diverses manières de pratiquer la co-construction et d'inviter les participants à s'exprimer lors de vos premières réunions. Nous vous présentons ici quelques méthodes communément utilisées mais nous vous invitons à vous appuyer sur le chapitre D « Communiquer avec les précarisés et les mettre en confiance » qui vous donnera de bons procédés d'échanges entre ceux qui vivent la transition de manière choisie et ceux qui la vivent de manière subie.

Nous développons ici principalement trois manières de faire ; la première se construit sur base des situations insatisfaisantes. La seconde se construit sur un ton plus positif et léger en prenant comme base les valeurs et les idées du groupe. La troisième technique pour faciliter la prise de parole est parfaite pour ceux qui souhaitent entrer très rapidement dans le vif du sujet même si elle prive le groupe d'une belle réflexion collective sur les valeurs qui animent chacun.

1. L'analyse des situations insatisfaisantes

L'analyse des situations insatisfaisantes est une technique d'animation communément utilisée en éducation permanente pour faire émerger les idées de projets à construire ensemble.

Elle se déroule en quatre étapes :

- L'expression des attentes par les participants

Il s'agit de permettre à chacun d'exprimer des plaintes, des colères, des ressentis par rapport à la vie dans leur quartier, leur ville ou leur village par exemple. Aidez-vous d'un tableau ou d'un flipchart pour noter les idées et essayez de les regrouper selon les thématiques (problèmes d'insalubrité, isolement (des jeunes comme des séniors), problèmes intergénérationnels, manque d'accès à une nourriture de qualité, absence d'activités pour les enfants et les ados, etc.

Prenez note de tout même si vous sentez que l'idée émise dépasse vos possibilités d'action comme un taux trop élevé de chômage ou le prix de l'énergie et des denrées dans les magasins. C'est important de pouvoir entendre ce qui ronge les participants qui n'ont d'ailleurs pas souvent l'occasion de s'exprimer.

Faites ensuite le tri pour enlever ce qui n'est pas de la compétence du groupe comme faire pression sur les magasins du coin ou un fournisseur d'énergie pour faire baisser les prix.

L'idée ici est de s'attaquer à un problème concret que les participants pourront voir évoluer à court et moyen termes. Cela n'empêche cependant pas le groupe de songer à une action plus politique pour faire entendre leur mécontentement, voire leurs forces de propositions. Les activités proposées dans le cadre de la transition écologique et solidaire ne devraient pas être cantonnées à réparer les dysfonctionnements de la société en veillant, par exemple, à se procurer une nourriture saine via un potager collectif. Dès que la confiance en soi et dans le groupe devient solide, n'hésitez pas à approcher les associations et ONG qui portent la voix des citoyens sur un plan plus politique et revendicatif pour faire entendre celle du groupe. De cette manière, les participants auront la possibilité de déployer toutes les diverses dimensions de leur citoyenneté, en articulant progressivement le local et le global, l'individuel et le collectif, l'action sur le terrain et les revendications politiques.

- **L'analyse des situations et l'apparition du problème commun**

Cette deuxième étape consiste à prendre du recul par rapport aux idées émises et de s'interroger sur le dénominateur commun. Quel est le problème commun ? Recherchez alors ensemble des hypothèses qui pourraient expliquer ce problème (méconnaissance de son voisinage, manque d'investissement dans le quartier, etc.).

Le but est ici de comprendre pourquoi on est arrivé à ces situations insatisfaisantes, voire insupportables. Et donc de mieux maîtriser son contexte.

Pour cette étape vous pouvez faire appel à un outil intitulé l'arbre à problèmes.

L'intérêt de cet outil réside dans une meilleure compréhension des causes et des conséquences d'un problème et par conséquent dans une meilleure perception des actions qu'il est possible d'envisager.

- a) Indiquez le problème central sur le tronc de l'arbre.
Ex : isolement des familles, des personnes
- b) Identifiez ses causes principales et secondaires. Ce sont les racines du problème.
Ex : manque d'un espace convivial, méconnaissance du voisinage
- c) Ensuite, identifiez ses conséquences (sur les branches) et ses effets secondaires (sur les ramifications).
Ex : tristesse, dépression (voire maladie mentale chez des séniors), manque de soutien/de relais dans son quotidien, inaction dans le cadre de la transition écologique et solidaire, etc.

Ensuite, vous transformez l'arbre des problèmes en arbre des objectifs : le problème central devient l'objectif central, les causes deviennent des activités à mettre en place pour atteindre cet objectif et les conséquences deviennent des impacts.

Dans notre exemple :

- l'objectif devient : rompre l'isolement
- les activités à mettre en place sont : la création d'un espace de rencontre, des animations à la carte en faveur des personnes du village, etc.
- les impacts ou résultats attendus sont : augmentation du bien-être, aide dans son quotidien, action envisageable dans le cadre de la transition écologique et solidaire.

- Les pistes de solutions

Si vous n'utilisez pas l'arbre des problèmes pour identifier les solutions à envisager, voici les questions essentielles à envisager : comment peut-on changer les choses ? Comment peut-on se faire entendre ?

Toutes les idées créatives et farfelues sont les bienvenues. Laissez les participants se lâcher et invitez-les à ne pas s'autocensurer.

Pour sélectionner les projets que le groupe considère comme prioritaires, demandez à chacun de choisir trois projets par ordre d'importance pour établir des priorités. Pour ce faire, collez toutes les propositions de projets sur un mur et invitez chacun à mettre une pastille verte sur le projet qu'il préfère, une orange sur son deuxième choix et une jaune sur le troisième choix.

Discutez des résultats du vote ensemble pour déterminer le projet à construire en priorité.

- Les bases de la construction de projet

Pour cette dernière étape, veillez à ce que tout le monde soit bien d'accord sur le projet et définissez les grandes lignes :

- quelle est la finalité du projet ? La valeur qui vous anime ? Ex : le partage, l'entraide, etc.
- quel est le but à atteindre ? Ex : création d'un espace de rencontre inter-générationnel, un potager collectif, une bibliothèque d'objets, etc.
- quel est l'objectif final ? Le résultat concret visé à la fin du projet ? Ex : une meilleure connaissance des habitants du village, la création de liens sociaux ou d'un réseau d'entraide, une alimentation accessible pour les habitants, etc.
- quels sont les indicateurs d'évaluation qui permettront de vérifier si l'objectif final a été atteint. Ex : nombre de participants, émergence de nouvelles collaborations, etc.
- quels sont les objectifs intermédiaires ? Les objectifs qui permettent d'arriver à l'objectif final ? Ex : sondage d'intérêt, trouver un local, un terrain, etc.
- quels sont les indicateurs d'évaluation pendant le projet ? Les indicateurs qui vérifient les objectifs intermédiaires et permettent les réajustements.
- quels sont les moyens disponibles sur les plans matériel, humain et financier ? Faites l'inventaire.

Un budget et un planning peuvent s'avérer nécessaire selon les projets.

Toutes ces étapes ne doivent pas être réalisées lors d'une seule réunion. Laissez les idées arriver à maturité. Et encore une fois, soyez souples et laissez la porte ouverte aux modifications suggérées par le groupe même en matière de planning (eh oui !) car il est essentiel que chacun avance à son rythme.

2. Le cercle des valeurs et des idées

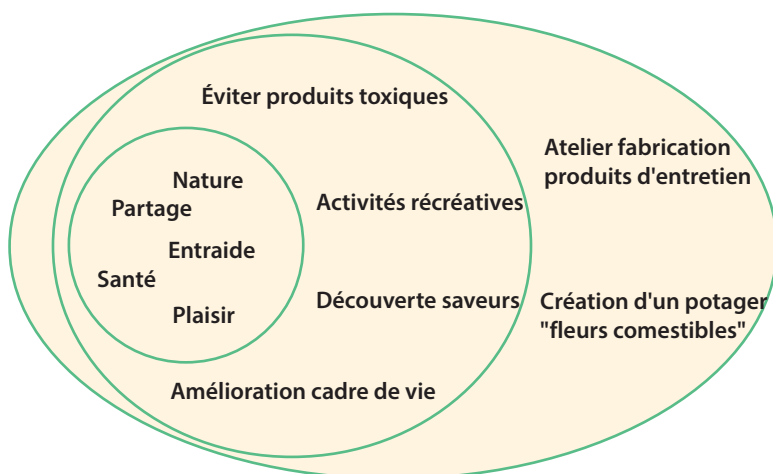
Une autre manière de construire votre première réunion est de démarrer à partir des valeurs qui sont importantes pour les participants. Les propositions risquant d'être nombreuses, veillez à les assembler selon les idées phares.

Inscrivez les valeurs les plus fortes au sein d'un cercle (limitez leur nombre). Cela peut être le partage, l'entraide ou le soin des autres, le plaisir, la nature, la santé.

Dans le cercle suivant, inscrivez de quelles manières on pourrait répondre aux besoins, satisfaire aux valeurs. On reste dans l'idée générale.

Enfin, dans un troisième cercle, il s'agit de définir plus précisément les actions à entreprendre par le groupe.

Parfois une action concrète permet de satisfaire deux besoins, voire plus.



Cet outil est inspiré de la fleur de la permaculture, mais en version simplifiée.

Nous voyons deux avantages à utiliser cet outil du cercle des valeurs et des idées par rapport à la première technique d'animation proposée et focalisée sur les situations insatisfaisantes :

Il permet d'entrée de jeu de se concentrer sur des valeurs positives et sans doute communes aux participants d'horizons divers. Mais surtout, dans ce contexte de mixité sociale, il évite aux participants plus fragilisés sur le plan social la peur du jugement. En effet, il est fastidieux pour des personnes en manque de confiance de s'exprimer en public. S'exprimer sur les problèmes que l'on vit au quotidien est rendu possible, dans les ateliers en éducation permanente, par le fait que les participants partagent des problèmes communs. Ils se reconnaissent mutuellement dans les vécus exprimés et cette

empathie favorise la prise de parole, c'est assez confortable. Par contre, en situation de mixité sociale, en présence de personnes plus favorisées, la parole de certaines personnes risque d'être bloquée par la peur du jugement que les personnes plus nanties ou plus diplômées pourraient avoir à leur rencontre.

3. Complétez les phrases

De manière plus classique, une bonne manière d'inciter les participants à s'exprimer est de les inviter à compléter des phrases comme :

- Ce qui me dérange (dans mon quartier, mon village), c'est...
- Si j'en avais le pouvoir, je ... Ou, je devrais avoir le droit de...
- Ce qui m'arrangerait dans mon quotidien, c'est ...
- On devrait profiter de ce groupe pour ...

Laissez les participants réfléchir à trois ou quatre propositions pour chaque phrase. Et ensuite, organisez un tour de table qui permette à chacun d'expliquer sa proposition.

Rassemblez les idées et choisissez collectivement des actions prioritaires.

F. Recruter des bénévoles

Nous avons déjà évoqué plus haut (dans le chapitre C *Tacler les freins vécus par les personnes en situation précaire*, point 3 *Socialiser sans avoir peur de perdre ses droits aux indemnités*) la question du bénévolat mais à partir de la situation du bénévole. Ici, nous allons aborder la question sous l'angle du recruteur.

Car co-construire un projet, le monter et le faire vivre, ça nécessite une énergie que l'on n'a pas tout le temps. Et puis avec le temps on s'essouffle. Alors comment recruter du sang neuf ? Amener cette nouvelle énergie insufflée par de nouvelles recrues ?

Si les premières pistes évoquées dans le premier chapitre en matière de réseautage et de communication ne sont pas suffisantes pour former une équipe assez large pour organiser une activité, peut-être faudrait-il songer à vous faire connaître via divers sites Internet dévolus au volontariat ; la plateforme francophone du volontariat, Give a day, Bonnes Causes ainsi que le Guide Social.

Comment cela fonctionne-t-il ? doit-on être constitué en ASBL ? ou peut-on juste être un groupement informel de citoyens pour bénéficier de ces services ? À quels critères faut-il répondre pour bénéficier d'une aide ?

Pour faire appel au volontariat, il faut être une association de fait ou une ASBL. Cette distinction est importante surtout au moment où vous assurez les volontaires.

Cette aide est-elle ponctuelle ou plus structurelle ?

Les deux ! Le cadre légal autorise l'engagement occasionnel comme celui à long terme.

Faut-il signer un contrat avec le volontaire ? Quel âge doit-il avoir ? Faut-il prévoir un défraiement ?

Selon le site levolontariat.be, la loi relative aux droits des volontaires⁴² ne prévoit aucune limite d'âge. Ainsi rien n'interdit aux mineurs d'exercer une activité bénévole. La loi interdit seulement aux mineurs d'être administrateurs d'ASBL ainsi que moniteurs dans les centres de vacances pour lesquels il faut avoir atteint l'âge de 16 ans.

Le volontariat est une activité « sans obligation » du volontaire à l'égard de l'organisation. Il ne nécessite donc pas de contrat, mais vous devez donner la preuve qu'une « note d'information » écrite a bien été fournie au bénévole. Cette note d'information doit comporter quatre éléments :

« Le statut de l'organisation, le but désintéressé et, dans le cas d'une association de fait, l'identité du ou des responsables.

Les contrats d'assurances qui couvrent l'action du volontaire. C'est le moment d'engager une discussion sur la nature des activités qu'il aura à mener et des risques encourus.

Les défraiements éventuels : l'organisation peut proposer le remboursement de certains frais engagés par le volontaire. Ce n'est pas une obligation mais si elle le fait, l'organisation doit respecter certains critères imposés par la loi.

Si la future fonction du volontaire l'impose, préciser qu'il doit respecter un devoir de discrétion ou le secret professionnel (et, dans ce dernier cas, l'informer des exceptions au secret professionnel prévues dans le code pénal⁴³)

⁴² Loi du trois juillet 2005 relative au droit des volontaires, [en ligne :] https://etaamb.openjustice.be/fr/loi-du-03-juillet-2005_n2005022674.html.

⁴³ Il s'agit, notamment, de la dénonciation obligatoire prévue par la loi et du témoignage en justice ou devant une commission parlementaire.

C'est le *minimum requis par la loi*. L'information communiquée au volontaire peut dépasser ces quelques éléments »⁴⁴.

Faut-il prévoir une assurance ?

Le site *levolontariat.be* nous explique que « la responsabilité civile du volontaire est différente selon le type d'organisation dans laquelle il exerce son activité et selon le type de faute commise.

- La loi oblige les organisations à prendre une assurance qui couvre au minimum la responsabilité civile de leurs volontaires.
- Seules les associations de fait qui ne comptent aucun travailleur rémunéré et qui ne font pas partie d'une structure plus large sont dispensées de cette obligation. Dans ce cas, le volontaire devra veiller personnellement à être couvert par une assurance familiale. La loi précise d'ailleurs que ces assurances familiales ne peuvent désormais plus exclure de leur champ d'application les dommages résultant d'une activité volontaire.
- Une organisation n'est pas responsable des dommages causés par un volontaire à autrui si la faute commise à un caractère grave, répétitif ou intentionnel.

La loi ne décharge en rien le volontaire de sa responsabilité pénale »⁴⁵.

Libre à vous, par la même occasion, d'opter pour une assurance dommages corporels et/ou une protection juridique.

Que coûte l'inscription de l'association et la diffusion d'une annonce ?

Toutes les associations qui créent un compte sur la plateforme du volontariat peuvent publier des petites annonces gratuitement pour leur recherche de bénévoles.

Chez Give a day, il n'y a pas de frais d'inscription pour s'inscrire sur la plateforme et publier des annonces. Cependant, les associations ne peuvent contacter que trois bénévoles par jour au maximum.

On peut devenir membre de Give a Day, en payant un abonnement de 180 euros par an, qui donne accès au secrétariat social (contrats, notes de frais,

⁴⁴ « Un contrat de volontariat ? Non mais ... », La plateforme francophone du volontariat, [en ligne :] <https://www.levolontariat.be/un-contrat-de-volontariat>, consulté le 01/06/2023.

⁴⁵ « Les volontaires sont-ils assurés ? », La plateforme francophone du volontariat, [en ligne :] <https://www.levolontariat.be/les-volontaires-sont-ils-assures>, consulté le 01/06/2023.

communication...) et permet de contacter autant de bénévoles qu'on le souhaite. Selon Give a day, « 99 % des associations ne respectent, en effet, pas leurs obligations légales. On veut, ici, les aider à bien gérer leur bénévolat »⁴⁶.

Associations à contacter :

- La plateforme du volontariat qui vous fournit toutes les informations juridiques concernant le volontariat en Belgique :
Plateforme du Volontariat | <https://www.levolontariat.be/>
- Give a day :
Des annonces de bénévolat ou volontariat pour les bénévoles et les associations (<https://www.giveaday.be/fr-be>)
- Pour les ASBL et non les associations de fait, il y a aussi le site « Bonnes causes » de la fondation Roi Baudouin :
<https://www.bonnescauses.be/>
- Enfin n'oublions pas le site du Guide social sur lequel vous pouvez mettre gratuitement une annonce faisant appel à des bénévoles :
<https://pro.guidesocial.be/>

G. Trouver du financement

Certaines actions nécessitant plus de fonds que d'autres, nous avons pris la liberté de consacrer un chapitre de ce guide au financement, même si cette question n'a pas été soulevée dans les résultats de notre enquête auprès du réseau en Transition. Nous ne doutons pas qu'il sera tout de même utile aux personnes qui- au sein ou en dehors de réseaux existants comme Transition ou le RCR² – auront l'ambition de monter un projet. Nous vous présentons donc ici quelques pistes pour financer un projet écologique et solidaire. Tels étaient les critères à partir desquels nous avons interrogé plusieurs plateformes de financement participatifs et fondations.

Nous complétons ces pistes en abordant les budgets participatifs ainsi que la récolte de fonds avec déduction fiscale organisée par la Fondation Roi Baudouin.

⁴⁶ Mathieu Jacobs (Coordination Générale chez Give a Day), entretien avec l'auteur, Bruxelles, 8 juin 2023.

1. Le Crowdfunding

Nous avons interrogé plusieurs plateformes de financement participatif afin de vous faciliter la tâche. Pour ce faire nous leur avons soumis un petit questionnaire auquel plusieurs d'entre elles ont bien voulu répondre.

Financent-elles des projets écologiques et solidaires ? Quels sont les projets porteurs ? Les critères pour proposer un projet ? De quelle manière travaillent-elles ? Quel montant espérer ? Voici quelques éléments qui devraient répondre à vos premières questions. Mais pas que ! Si vous êtes en recherche d'inspiration, consultez les liens que ces plateformes proposent sur les projets qu'elles estiment porteurs. Vous y découvrirez de magnifiques idées.

- La plateforme Growfunding

La plateforme Growfunding émane d'un projet de recherche piloté par la Hogeschool Odisee (Université des sciences appliquées dont les campus sont répartis en Régions flamande et bruxelloise). En 2012, un groupe de travail est constitué pour développer un outil qui permette de créer de nouvelles formes de solidarité et de participation en milieu urbain. En 2013-2014 les premières campagnes test sont lancées. En 2016, Growfunding s'affranchit de la Haute école et devient une ASBL indépendante.

La plateforme Growfunding finance des projets solidaires, écologiques ou parfois les deux ! Les projets qui attirent particulièrement son attention et qu'elle estime porteurs en termes de solidarité et de développement durable sont les suivants : un magasin où tous les objets sont gratuits en échange d'un merci, un restaurant qui offre des repas de qualité zéro déchet à des personnes précarisées, des vélos adaptés pour partager un moment avec des personnes fragilisées (vieillesse, handicap, maladie, solitude) et promouvoir la pratique du vélo, un café-couture où rien ne se jette mais où tout se transforme, un restaurant de quartier participatif à prix libre, ou encore un documentaire sur l'écocide.

- <https://www.growfunding.be/fr/projects/magasingratuit>
- <https://www.growfunding.be/fr/projects/KOMàlamaison>
- <https://www.growfunding.be/fr/projects/sacrebledu>
- <https://www.growfunding.be/fr/projects/cheveux-au-vent>
- <https://www.growfunding.be/fr/projects/r-usefabrikasbl>
- <https://www.growfunding.be/fr/projects/ecocide>

Parmi les projets qui ont été sollicités par les personnes en situation précaire interviewées par Citoyenneté & Participation⁴⁷, ceux qui auraient une chance de bénéficier d'un soutien sont : un Repair café, une épicerie sociale, un potager collectif, un système d'échange de fruits et légumes, une bibliothèque d'objets, une vélothèque, du prêt et don de vêtements pour être à son avantage lors d'une fête ou d'un entretien d'embauche, un SEL (système d'échanges local), un groupe de glanage, une coopérative énergétique, une cuisine de quartier, un Tiers-lieu ou café social, un poulailler collectif, une bibliothèque avec des cours et des livres de seconde main pour les étudiants.

Les démarches à effectuer pour demander leur soutien sont :

1. Tout d'abord remplir un formulaire de contact en ligne :
 - Quel est votre projet ?
 - Quel est votre besoin financier ?
 - Votre timing ?
2. Un premier entretien est prévu avec un.e membre de l'équipe. Le but de ce rendez-vous est de déceler l'adéquation du projet avec la plateforme et d'évaluer si elle est la meilleure solution pour le porteur de projet.
3. Les porteurs de projet sont invités à suivre un double atelier intitulé "Comment préparer une campagne de crowdfunding".
4. Avec un.e coach de l'équipe, le porteur de projet travaille et prépare les éléments nécessaires pour lancer sa campagne.

Les ressources à consulter sur leur site web :

<https://www.growfunding.be/fr/pages/start-a-project/how-it-works>

Offre-elle d'autres types de soutien que du soutien financier ?

Oui ! « Nous challengeons le projet tout au long de sa campagne pour faire en sorte que leur campagne soit la plus enrichissante possible (en termes de partenariats).

⁴⁷ DUBOIS K., « Vers une transition écologique et solidaire. Réflexion sur la précarité et la transition écologique. État des lieux des freins à l'action citoyenne », Bruxelles : CPCP, Analyse n° 475, 2023, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/trans-ecolo-solid-1>.

Nous partageons un maximum nos contacts et réseaux au bénéfice du projet (visibilité).

Nous mettons également à disposition du porteur, un espace pour qu'il puisse y organiser un événement en cours de campagne dans le centre de Bruxelles (Boulevard Anspach). Nous leur donnons les clés pour l'organisation d'un événement / Gestion de projet. »⁴⁸

Les critères pour proposer un projet sont :

- Le projet doit avoir un impact sociétal (participatif, durable, social, circulaire, solidaire, de quartier)
- Le projet doit être développé et actif en Belgique

Les campagnes vont de 1 500 euros à 15 000 euros. « Exceptionnellement nous avons déjà fait des campagnes qui vont au-delà mais avec des entreprises ou institutions qui financent une partie ».

- La plateforme Ulule

La plateforme Ulule est une plateforme française créée en 2010. Elle finance des projets solidaires et écologiques.

Les projets qui attirent particulièrement son attention et qu'elle estime porteurs en termes de solidarité et de développement durable sont des « projets solidaires, culturels, créatifs, entrepreneuriaux, etc. Nous sommes attentifs à ce que les projets aient une dimension collective et communautaire. Nous incitons également les projets qui se lancent en campagne sur Ulule à renseigner une section "Impact et Défis" où ils peuvent faire figurer leurs objectifs de développement durable. »⁴⁹

Tous les projets qui ont été sollicités par les personnes en situation précaire ont une chance de bénéficier du soutien de la plateforme (soit un repair café, une épicerie sociale, des ateliers DIY (Do It Yourself), un potager collectif, un système d'échange de fruits et légumes, une bibliothèque d'objets, une vélothèque, du prêt et don de vêtements pour être à son avantage lors d'une fête ou d'un entretien d'embauche, un SEL (système d'échanges local), un groupe de glanage, une coopérative énergétique, une cuisine de quartier, un Tiers-lieu ou café social, un poulailler collectif, une bibliothèque avec des cours et des livres de seconde main pour les étudiants.

⁴⁸ Elodie Dossogne (Chargée de projet chez Growfunding), entretien avec l'auteur, Bruxelles, 4 mai 2023.

⁴⁹ Lucile Tauvel (Directrice des activités crowdfunding chez ULULE), entretien avec l'auteur, Bruxelles, 2 mai 2023.

Pour lancer une campagne sur Ulule, il suffit de remplir un formulaire succinct sur cette page : <https://fr.ulule.com/projects/create/> avec une brève description de votre projet.

« Si le projet est accepté, un.e coach accompagnera le porteur ou la porteuse de projet tout au long de sa campagne (préparation, lancement, animation). Ulule est également un organisme de formation certifié et propose différentes formations dont une spécifique à la création de son entreprise ou son association via le crowdfunding ». ⁵⁰

Les ressources à consulter sur leur site web :

- Guides et conseils pour préparer sa campagne et se lancer via notre site <https://community.ulule.com/fr/> ;
- FAQ Ulule : <https://support.ulule.com/hc/fr-fr> ;
- L'ensemble des projets financés sur la plateforme sont également consultables et constituent une très bonne base d'exemples (plus de 43 000 projets) (<https://fr.ulule.com/discover/?sorting=amount&statuses=success&offset=0>).

Outre les formations à la création d'entreprise, Ulule organise de nombreux appels à projets avec des entreprises et fondations partenaires qui apportent visibilité et soutien financier à certains projets selon différentes thématiques. La plateforme propose aussi un accès à la boutique Ulule, où sont distribués certains projets financés sur la plateforme : <https://boutique.ulule.com/>

Les critères pour proposer un projet :

« Nous acceptons toutes sortes de projets, peu importe leur statut (particulier, entreprise, association) ou leur thématique (projets entrepreneuriaux, créatifs, solidaires, culturels, artistiques, etc.).

Nous refusons :

- les projets avec des contreparties financières sous forme de prêt ou prise de participatif au capital ;
- les projets qui portent atteinte à la dignité humaine, à caractère raciste, sexiste, violent, diffamatoire, qui incitent à la haine, etc. ;
- les projets de financement de parti politique ;
- les projets de financement de religion ou lieux de cultes.

⁵⁰ Lucile Tauvel (Directrice des activités crowdfunding chez ULULE), op. cit.

Pour se lancer sur Ulule, il faut également avoir un compte bancaire dans la Zone Sepa ou en Amérique du Nord »⁵¹.

Les campagnes collectent en moyenne 5 000 euros sur Ulule, ce qui représentent une centaine de soutiens (don moyen = 50 euros).

- **Miimosa : rencontre avec une porteuse de projets**

Cette plateforme d'origine française est dédiée aux projets d'agriculture et d'alimentation durable.

Sur leur site, on peut découvrir les types de projets qu'ils aident à financer ; ils touchent à la santé et au bien-être, au climat, à la biodiversité, à la bienveillance animale, aux énergies renouvelables, à l'amélioration du niveau de vie, à la cohésion sociale, à la réduction des déchets, à la souveraineté alimentaire, aux ressources naturelles.

Pour vous donner une idée des projets que la plateforme soutient, nous avons relevé quelques initiatives qui viennent d'être financées :

- Un atelier de production locale et de distribution de poteries d'arrosage Oyas
- La rénovation de la cuisine d'un restaurant aux valeurs environnementales fortes
- La restauration d'une marre
- Un poulailler mobile
- La mise sur pied d'une « école du dehors »

Comme on aime partager les expériences, nous avons décidé de rencontrer Victoria Dupont⁵², une porteuse de projet à Genly dans le Hainaut qui a eu recours à la plateforme Miimosa pour lancer la micro-ferme La Grange et ses jardins.

Grâce au crowdfunding, Victoria a pu construire des abris pour les animaux de la ferme, trois chèvres, des poules, deux ânes et un cochon qui cohabitent paisiblement et font le bonheur des enfants des écoles environnantes.

Pourquoi avoir choisi Miimosa pour lancer votre campagne de crowdfunding ?

⁵¹ Lucile Tauvel (Directrice des activités crowdfunding chez ULULE), op. cit. .

⁵² Victoria Dupont, créatrice de « la Grange et ses jardins », entretien avec l'auteur, Genly, 15 juin 2023.

« J'ai regardé diverses plateformes et c'était celle qui se rapprochait le plus du projet que je souhaitais développer. Il rentrait parfaitement dans leurs thèmes "biodiversité" et "agriculture". Le lien était cohérent.

Quels sont les démarches pour proposer un projet chez Miimosa ?

Il faut remplir questionnaire en ligne. Puis une personne te contacte pour te suggérer des modifications. Elle t'aide à décrire et étoffer le projet pour mieux le vendre.

J'ai fait un dossier avec un budget détaillé mais aussi avec les contreparties que je proposais.

J'ai vraiment bien été aidée du début à la fin. J'ai été épaulée tout au long du processus pour bien ajuster le timing dans la communication ; savoir quand relancer une information pour ne pas relâcher l'attention des crowdfunders et essayer d'élargir de réseau de donneurs potentiels.

Tout s'est fait par téléphone. »

Les démarches à entreprendre sont-elles pesantes ?

« Pas du tout. Comme c'était motivant de lancer le projet, ces quelques ajustements et démarches ne sont pas lourdes à supporter. Et puis tout est bien expliqué. On est bien guidé. Et on n'a pas à gérer de l'administratif pour rien. C'est clair et précis. Il y a même des vidéos qui expliquent comment ça fonctionne. »

Quel montant peut-on solliciter ?

« On peut demander une grosse somme. Je ne sais pas s'il y a une limite. Mais il faut s'y prendre par pallier. Par exemple, on ne demande pas 5 000 euros d'un coup. On va lancer une première campagne sur 1 500 euros puis 2 000 euros et enfin 1 500 euros. »

À chaque fois qu'un pallier est atteint, vous avez les dons, et on vous contacte pour définir la meilleure stratégie pour entamer le pallier suivant.

« Si un pallier n'est pas atteint, les dons sont reversés aux contributeurs. »

Ça dure combien de temps une campagne de dons ?

« Les contributeurs ont 30 jours. C'est court, mais avant il y a toute une préparation de 30 jours également avec l'employé de Miimosa pour te faire connaître et diffuser tes informations sur les réseaux sociaux. Et si le premier

pallier démarre bien on peut ajouter 10 jours.

La communication, c'est à moi de le faire sur mes réseaux. »

Quel souvenir gardez-vous de cette campagne ? les bons et mauvais moments ?

« Des bons ! À chaque fois que tu vois que ton projet bénéficie de soutiens et que les gens y croient, c'était vraiment chouette. En fait, on passe par plein de phases. On est déjà très content quand on atteint le premier pallier. J'ai réalisé aussi que j'aimais bien vendre ce projet.

Mauvais ? Pas vraiment. Ou peut-être quand ça stagne au début. Mais il faut du temps pour installer de la confiance. J'ai croisé une dame qui me disait vouloir soutenir le projet mais au moment où le site l'invitait à payer elle a eu peur. Ça a bloqué certaines personnes qui n'ont pas confiance en la plateforme parce qu'ils ne connaissent pas le crowdfunding. »

Quels conseils donneriez-vous à quelqu'un qui lance une campagne de crowdfunding pour la première fois ?

« De se lancer s'il croit en son projet. Ne pas hésiter, qui ne tente rien n'a rien ! »

2. Les Fondations

Nous avons contacté plusieurs fondations. Mais seule la fondation Mycelium a accepté de répondre à nos questions. Pour information, nous signalons l'existence dans ce chapitre de la fondation QiGreen et de BePlanet mais sans pouvoir vous fournir d'informations utiles.

- La fondation Mycelium

La fondation Mycelium est active depuis 2020. Elle finance des projets à la fois solidaires et écologiques.

Les projets qui attirent son attention sont « a priori tous les projets émergents/naissants qui ont une dimension collective, écologique, solidaire... radicale dans le sens mycélien du terme et qui ne disposent pas encore du cadre ou ne remplissent pas les critères de sélection pour obtenir des subsides auprès de pouvoirs publics et autres fondations plus traditionnelles (mainstream). Nous soutenons en particulier des initiatives transdisciplinaires, intersectionnelles,

décoloniales, écoféministes... »⁵³

Voir leur page sur les Initiatives soutenues – Fondation Mycelium – https://fondation.mycelium.cc/initiatives_soutenues/.

A priori, tous les projets qui ont été sollicités par les personnes en situation précaire lors de notre enquête (repair cafés, etc.) ont une chance de bénéficier du soutien de la plateforme mais « Dans la pratique ce type de projets peut souvent bénéficier d'autres sources de financement (budgets participatifs/citoyens, etc.) et donc ceux que nous soutenons ont une dimension particulière comme par exemple la place des personnes migrantes au cœur du projet, etc. »

Pour demander le soutien de la fondation Mycelium, il faut d'abord remplir deux formulaires ; l'un en ligne et un autre à remplir et envoyer par email.

<https://fondation.mycelium.cc/#participer>

Vous recevrez une réponse dans la semaine qui suit les réunions en Conseil d'octroi qui ont généralement lieu en juin et en novembre.

Les critères pour proposer un projet :

La fondation Mycelium soutient « essentiellement (mais pas exclusivement) des projets sur le territoire belge. Nous avons soutenu quelques initiatives françaises pour leur capacité à inspirer d'autres initiatives et à faire lien avec nous ».

Les critères de sélection qui servent de cadre de référence sont les suivants :

- « Alignement sur la raison d'être de la fondation, elle-même alignée sur la raison d'être de Mycélium en cohérence avec les principes qui nous guident : en particulier nous soutenons les initiatives qui œuvrent dans une éthique de justice, de soin et de non-domination. Des initiatives qui réinventent et agissent à partir de modes de fonctionnement autres que ceux fondés sur la dualité et la pensée binaire.
- Est-ce que le projet a une dimension collective ? Les personnes qui présentent un projet personnel se sont pas exclues d'office mais doivent pouvoir montrer que leur projet est au service d'un collectif ou d'une initiative collective dans laquelle elles s'engagent activement.

⁵³ Bénédicte Allaert pour la Fondation Mycelium, entretien avec l'auteur, Bruxelles, le 26/04/2023.

- *Énergisant et inspirant : Initiative et collectif audacieux et catalyseur, qui montre le chemin, qui inspire d'autres initiatives. Potentiel d'effet multiplicateur (pollen).*
- *Connecté à Mycélium: Quels sont les liens d'échanges qui sont déjà établis avec l'écosystème de Mycélium ? »⁵⁴*

Les porteurs de projets peuvent demander un soutien financier entre 500 euros et 10 000 euros. La plupart des bourses « racines et pollens » oscillent entre 2 000 et 5 000 euros. Ces dernières sont octroyées deux fois par an, au printemps et à l'automne.

www.fondation.mycelium.cc

- La fondation QiGreen

La fondation QiGreen a été fondée en 2018. Elle finance des projets à portée environnementale et sociale. Mais l'accent nous semble d'avantage mis sur l'écologie.

Les projets qui attirent son attention sont ceux « qui créent ou soutiennent des initiatives locales, qui s'engagent à longue échéance et qui présentent un effet démultiplicateur potentiel »⁵⁵. Cela va du recyclage de déchets plastiques à la création d'une cuisine équipée professionnelle pour des maraîchers et transformateurs, en passant par la réalisation de vidéos, le soutien des activités d'un tiers-lieu pour faciliter les rencontres et les savoir-faire ou la plantation d'arbres dans des écoles africaines.

Le projet que vous proposez « doit être compatible avec un des 14 objectifs défendus par la Fondation :

1. conserver la santé des sols ou les régénérer.
2. assurer une agriculture biologique.
3. maintenir ou développer des habitats naturels, par exemple par l'achat de prairies, marais, et forêts, pour lutter contre la bétonisation.
4. recoloniser certains milieux de vie.
5. lutter contre le déclin des populations d'abeilles et insectes pollinisateurs.

⁵⁴ La Fondation Mycelium - <https://fondation.mycelium.cc/#participer>, consulté le 05/05/2023.

⁵⁵ QiGreen, pour une transition écologique vers un développement durable – <https://qigreen.be>, consulté le 01/06/2023.

6. aménager les territoires pour favoriser le maillage écologique (circulation des espèces animales).
7. assurer le bien-être animal.
8. éviter la disparition des espèces animales et végétales, notamment en conservant leur patrimoine génétique.
9. soutenir l'enseignement de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement.
10. maintenir la qualité de l'eau en tant qu'élément essentiel du cycle de la vie.
11. promouvoir la production d'eau et l'irrigation en milieu asséché.
12. promouvoir la conscientisation citoyenne à l'urgence de répondre aux défis écologiques par des moyens tels que le soutien à l'édition d'ouvrages, la production de vidéos, l'organisation de conférences...
13. préparer les générations futures par une éducation au respect des êtres vivants et de la nature.
14. acquérir des terres pour y mettre en place les pratiques citées ci-dessus »⁵⁶.

Pour demander le soutien de la fondation QiGreen, il faut d'abord remplir un formulaire de soumission en dans lequel vous expliquez le projet, ses objectifs, les résultats attendus, la stratégie, les données financières, etc. Bref, le dossier doit être bien solide.

Une première analyse des demandes a lieu en avril et en octobre. Ensuite un comité de sélection se réunit pendant les deux mois suivants pour accepter ou non les projets soumis.

Nous n'avons malheureusement aucune idée des montants que la fondation peut octroyer aux projets qu'elle soutient.

QiGreen, pour une transition écologique vers un développement durable-
<https://qigreen.be/>

⁵⁶ La mission et les objectifs de la Fondation QiGreen - https://qigreen.be, consulté le 01/06/2023.

- La fondation BePlanet

La fondation BePlanet a été créée en 2015 pour, peut-on lire sur le site, « soutenir et accompagner des projets durables portés par des associations et des collectifs de citoyen.ne.s. »⁵⁷

Malheureusement on ne peut vous en dire plus car cette fondation n'a pas répondu à nos sollicitations et leur site web ne fournit pas d'informations claires sur la manière de soumettre un projet. Leur offre de service est floue. D'après ce que nous en comprenons, l'idée est d'organiser une campagne intitulée Proximity au sein de la commune. Mais est-ce votre commune qui doit solliciter un partenariat avec BePlanet ? Nous n'en savons rien et c'est bien dommage.

<https://www.beplanet.org/>

3. Les budgets participatifs

Le budget participatif est un mécanisme récent permettant aux citoyens de participer activement à la vie de la commune. Mais ce mécanisme n'est pas généralisé et ne concerne pas l'ensemble des communes. Renseignez-vous auprès de votre commune pour vérifier que ce mécanisme est en œuvre. Pour ceux qui n'en ont jamais entendu parler, il s'agit d'une partie du budget communal que le conseil communal décide d'affecter à des projets qui émanent de citoyens. Ces derniers doivent être constitués en comités de quartier ou en associations dotées de la personnalité juridique. Certaines communes sont cependant plus souples. À Tournai, par exemple, si vous êtes trois habitants d'un même quartier, vous pouvez présenter votre idée de projet.

Que l'on ne s'y trompe pas ; les citoyens ne se voient pas confier la gestion du budget participatif. Le principe est autre : le conseil communal lance un appel à projets accompagné de critères de sélection comme le fait de représenter un intérêt pour la commune. Cela peut être le reverdissement d'une place ou la rénovation d'un local, l'installation de mobilier urbain pour faciliter les rencontres ou encore l'aménagement d'un jardin collectif. Ensuite, un jury sélectionne un ou plusieurs projets qui bénéficieront de ce budget participatif dont les montants sont extrêmement variables d'une commune à l'autre.

En résumé, en tant que citoyen, il vous est loisible d'orienter la décision d'une commune en matière d'investissement, mais pas de recevoir un budget à gérer. Ceci dit, cela vaut tout de même la peine de vous renseigner auprès de votre commune.

⁵⁷ Be Planet - https://www.beplanet.org, consulté le 02/06/2023.

4. La récolte de fonds avec déduction fiscale

La Fondation Roi Baudoin vous permet de récolter des dons pour un projet précis et limité dans le temps. Il ne sert donc pas à financer vos frais de fonctionnement, ni un évènement, ni une formation.

Pour y avoir accès, vous devez soumettre votre projet accompagné d'un budget solide à la Fondation Roi Baudoin. Mais il faut aussi démontrer que votre association est capable d'organiser une collecte de fonds en mettant en place un plan d'action, une liste de contacts et un secrétariat pour gérer la collecte.

Votre projet sera étudié par le comité de philanthropie locale de la Fondation qui déterminera si votre projet est recevable.

Si c'est le cas, un compte est ouvert durant 18 mois maximum.

Il n'y a pas de somme minimale ou maximale. Dès que la somme désirée est atteinte ou que vous êtes arrivés aux termes des 18 mois, le compte du projet est clôturé.

Ce système permet de rassurer les donateurs qui, de plus, bénéficient d'une réduction d'impôt de 45 % sur un don minimum de 40 euros. Et c'est la Fondation qui fournit les attestations fiscales.

En échange de ces services, la FRB prélève 250 euros sur les premiers dons ainsi que 2 % sur une collecte dépassant la somme de 25 000 euros par an.

Une option intéressante à garder en tête.

Si vous désirez en savoir plus : <https://kbs-frb.be/fr/compte-de-projet>

Le site Donorinfo propose aussi au public de faire des dons à une association. Ceux-ci peuvent se faire en argent ou en matériel.

<https://www.donorinfo.be/fr>.

II. Que retenir ?

Comme nous venons de le voir les besoins, du côté des porteurs de projets comme des personnes en situation précaire sont nombreux ; des besoins de réseautage, de communication pour les uns et des besoins de résolutions concrètes de problèmes récurrents pour les autres.

À la lecture de l'ensemble des pistes que nous proposons, la tâche peut sembler immense et elle l'est en effet. Loin de vous décourager, nous espérons, au contraire que toutes ces informations vous motiveront pour vous lancer dans une nouvelle aventure humaine. Ce guide devrait en tous cas vous épargner bon nombre d'heures de recherche ou d'éventuels oublis.

S'il fallait résumer ce guide sous forme de to-do list, voici ce qu'il faudrait en retenir :

- réfléchir en équipe à la manière dont on pourrait rendre service à d'autres citoyens afin de se faire connaître mais aussi de les rendre plus disponibles pour construire ultérieurement un projet aux connotations plus écologiques. Quels sont les besoins à couvrir dans la région ? Si on hésite, on sonde les voisins. Devrait-on investir son énergie dans un service d'aide administrative et informatique ? Ou un service d'aide scolaire ? Se sent-on prêt à lutter contre la précarité énergétique ? À apprendre avec d'autres personnes à construire un chauffe-eau solaire ? À participer à des chantiers collaboratifs ? À se former pour devenir tuteur énergie ? Quels projets créatifs et enthousiasmant peut-on mettre en place pour répondre à ces besoins ?
- si cela n'a pas été organisé par la commune, lister tous les services disponibles (dans le domaine de l'aide administrative et informatique, du soutien scolaire, de l'amélioration du confort énergétique), mais qui doivent faire l'objet d'une communication. Puisqu'il s'agit de services aux citoyens, une collaboration matérielle avec la commune pourrait être envisagée.
- prévoir une équipe pour mettre en place un service essentiel mais qui fait défaut comme par exemple un écrivain public.
- prévoir une équipe qui gère la recherche de financement pour mettre le service en place ou apporter les fonds nécessaires à un projet plus important.

- ▶ Utilise-t-on une plateforme de crowdfunding ?
- ▶ Fait-on appel à une fondation ?
- ▶ S'oriente-t-on vers le financement participatif ? Pour autant que la commune soit concernée et qu'elle y voit un intérêt pour la collectivité ;
- réfléchir à la manière de lever les freins que sont la mobilité, la garde des enfants. Anticiper les problèmes pour annoncer les solutions que le groupe met en place. Cela rassurera les personnes de savoir qu'il existe des issues pour se rendre aux activités dévolues à la transition écologique et sociale.
 - ▶ Quelle solution adopter en matière de mobilité ? La mise en place d'un service de partage de voiture comme Wibee ou Cozywheels ? Le développement d'une véritable stratégie de déplacement, avec éventuellement Le soutien de l'entreprise française Ecov, en collaboration avec les autorités locales ?
 - ▶ Quelle solution mettre en place pour la garde des enfants ? Des animations ?
- prévoir une équipe communication pour gérer :
 - ▶ la conception et la distribution de flyers et d'affiches (textes courts et simples) à distribuer dans les boîtes aux lettres, les commerces et auprès des institutions de la région qui partagent les valeurs de votre groupe;
 - ▶ la création d'un stand attractif pour se rendre visible lors d'un événement local ;
- mais communiquer sur quoi ? Soit :
 - ▶ sur les services existant et non connus, en matière d'aide scolaire, administrative et énergétique
 - ▶ sur les services que votre groupe met en place pour pallier les lacunes dans ces domaines
 - ▶ sur des propositions de projets qu'il semble pertinent d'essayer, des

projets écologiques et solidaires comme une bibliothèque d'objets ou de vélos pour enfants,

- ▶ sur les solutions que votre groupe propose en matière de mobilité et de garde d'enfants
 - ▶ sur l'aide proposée par le groupe pour accompagner la personne, qui bénéficie d'une aide sociale, à faire les démarches nécessaires pour pouvoir être bénévole au sein de votre projet citoyen sans risquer de perdre ses droits sociaux.
- penser à apporter du sang neuf au sein de l'équipe car de nouvelles tâches émergent régulièrement qui exigent d'autres compétences, d'autres formes d'engagement. Des sites dédiés au volontariat comme la plateforme francophone du volontariat, Give a day, Bonnes Causes ainsi que le Guide Social peuvent être d'une grande aide.

Si le groupe parvient, par sa force de communication ou d'organisation de services, à aider et se faire connaître auprès des personnes vivant une forme de précarité, tout ce que l'on peut vous conseiller est de fêter cette première phase fondamentale ! La célébration, c'est important pour entretenir la dynamique et l'enthousiasme du groupe. Vous avez fait le plus difficile, d'autant plus que, pour certains, vous avez dû sacrifier votre part de militance écologique au profit du social uniquement. Chapeau bas !

Si tout va bien à ce stade, le groupe est désormais élargi. Il peut désormais se pencher sur des projets à la fois solidaires et écologiques. Mais comment ?

- Organiser une première réunion dont l'objectif est de mettre à l'aise et de déculpabiliser chacun par rapport à son niveau d'engagement. L'outil d'Ecotopie intitulé *Les saisons de l'engagement* nous semble l'idéal. Avec un peu de pratique, on peut même y faire participer les enfants.
- Construire de manière collective. Pour cela, on peut partir des situations insatisfaisantes vécues par les membres du collectif ou imaginer des projets à partir de valeurs communes.
- Garder comme valeur essentielle l'équité et non l'égalité. Chacun s'investit selon ses possibilités et les impératifs de la vie.
- Construire un récit positif, laisser de la place aux rêves.
- Et puis surtout, ne pas se mettre la pression, s'économiser, accepter l'idée que votre projet peut mettre du temps à se construire.

Vous êtes arrivé au bout de ce guide, on vous en félicite car nous sommes bien conscients de la quantité de matière que nous y avons insérée.

La publication suivante est, rassurez-vous, plus rafraîchissante et vous expose les expériences de quelques porteurs de projets qui ont réussi l'union entre l'écologique et le solidaire.

Conclusion

C'est l'histoire d'un mec ...

Non, en réalité c'est l'histoire d'approximativement 250 personnes qui ont toutes d'une manière ou d'une autre collaboré à ce projet ; des membres du réseau en Transition, des responsables d'associations, des porteurs de projets, des chercheurs, des formateurs et surtout 168 personnes (dont 91 vivent une forme de précarité) interviewées dans la rue, sur les marchés.

C'est aussi l'histoire de claques.

Celle que les précarisés se prennent gentiment quand ils découvrent – par l'intermédiaire des ateliers en éducation permanente de Citoyenneté & Participation – que des citoyens se mobilisent près de chez eux dans des projets enthousiasmants, qui pourraient les aider dans leur quotidien et leur recherche de liens sociaux, mais qui ne comprennent pas pourquoi ils n'en jamais entendu parler.

Celle qu'ils se prennent en pleine figure quand des porteurs de projets citoyens (au sein ou non du réseau en Transition) leur font bien comprendre qu'ils ne sont pas les bienvenus au sein de leur initiative, qu'ils ne sont pas à leur place. Et celle-là est particulièrement douloureuse.

Celle que nous nous sommes prises chez Citoyenneté & Participation quand notre collègue Dounia Tadli s'est penchée sur les raisons de cette distance entre les transitionneurs et les précarisés, un phénomène qui s'explique sociologiquement parce que « voyez-vous ma bonne dame, les transitionneurs, eux, sont conscients de l'état de la planète, ils sont bien éduqués, éveillés et ont pris une longueur d'avance sur le reste de la population ».

Celle que nous avons infligé, il est vrai mais avec beaucoup de précaution, aux coordinateurs du réseau en Transition quand nous les avons interrogés

sur la mixité sociale au sein du réseau. Heureusement ils l'ont plutôt bien pris car eux aussi se posaient les mêmes questions. Ce qui nous a permis de collaborer sur une première enquête en 2019 à laquelle une quarantaine de transitionneurs ont répondu.

Une claque encore quand nous avons analysé les résultats de cette enquête pour découvrir la violence de quelques préjugés.

Enfin, la gifle infligée par des chercheurs qui tentaient de nous convaincre de créer un réseau en Transition bis pour les personnes en situation précaire au lieu de tenter une mixité qui, selon eux, ne pouvait qu'aboutir à un échec puisque reproductrice d'inégalités sociales.

Alors quoi ? On se contente de mettre des poches de glace sur nos joues enflées et douloureuses et on laisse tomber ?

Le fait est que nous avons envie de tenter d'écrire une autre histoire parce que nous, on avait dans les mains le début d'un récit écrit par des personnes volontaires, généreuses, enthousiastes. Ces personnes, ce sont les personnes fragilisées par les aléas de la vie qui nous disaient avoir besoin de collaborer avec des voisins qui ont des compétences qu'elles n'ont pas pour créer et faire vivre un projet dans lequel elles souhaitaient s'engager. Ce sont aussi les transitionneurs qui se disaient prêts à tenter la mixité sociale mais ne savaient comment s'y prendre et nous livraient leurs réflexions, leurs questionnements et leurs besoins.

Si on ajoute à cela la conviction profonde que la solution à bon nombre de problèmes (notamment de santé mentale) est à chercher dans la création et le maintien de liens sociaux, alors cela valait la peine de s'engager dans un projet.

Le fait est que nous n'avions aucune idée, au départ, du type de projet qui nous attendait, aucune idée de l'ampleur qu'il allait prendre. Nous avons pris le pli d'avancer en fonction des réponses qui s'offraient à nous. Après avoir décortiqué les résultats de l'enquête menée au sein du réseau en Transition, nous aurions pu nous contenter de proposer des formations pour sensibiliser les transitionneurs aux diverses formes de précarité. Mais au nom de quoi ? Au nom de qui ? Et puis surtout nous n'avions pas suffisamment d'éléments en notre possession pour répondre aux besoins des transitionneurs qui souhaitaient ouvrir leurs activités à un public plus vaste et hétéroclite sur le plan social. Bien sûr nous avons travaillé avec des personnes en situation précaire qui étaient prêtes à se lancer dans une aventure citoyenne mais étaient-ils

nombreux en réalité ? Est-ce que la transition écologique, comme l'affirmaient des transitionneurs, n'intéressaient pas les personnes en difficulté ? à quelles conditions auraient-elles envie de co-construire un projet citoyen ? Qu'est-ce qui les motive ? Qu'est-ce qui les freine ?

On avait des informations pertinentes offertes par des transitionneurs, on devait à présent en chercher du côté des personnes vivant une forme de précarité. Alors on a préparé une seconde enquête pour aller à leur rencontre mais ce satané virus nous a contraints à suspendre notre travail.

Une fois déconfinés, nous avons pu aller trouver toutes ces personnes qui nous ont alimentées. Les résultats de cette seconde enquête étaient eux aussi très riches d'enseignements. Ils nous ont permis d'identifier les projets qu'ils souhaitaient voir se réaliser près de chez eux, ce qui les motivait, les canaux de communication à privilégier, leurs besoins, leurs motivations mais aussi leurs freins.

Et nous avons fait la connexion entre les résultats de nos deux enquêtes. Cependant ils ne nous offraient pas toutes les réponses que nous recherchions pour satisfaire les transitionneurs et les personnes fragilisées par le contexte socio-économique qui est le nôtre. Alors on s'est mis à rechercher des solutions quand il y en avait ou au moins des pistes pour répondre aux besoins de chacun. Et nous ne remercierons jamais assez les transitionneurs qui nous disaient être en manque de projets inspirants. Car cela nous a permis de rencontrer des personnes enthousiasmantes et débordant d'humanité qui ont réussi le pari de la mixité sociale parce qu'elles avaient construit des projets qui étaient à la fois écologiques et solidaires.

Là encore, naïvement, au moment d'aborder l'écriture, nous nous étions dit que nous allions rédiger une seule publication, un guide pour aider les citoyens à monter un projet écologique et solidaire mais au fur et à mesure des recherches et de l'écriture, nous sommes passés à deux, puis à trois et enfin à quatre publications pour ne pas sortir une brique indigeste qui effraierait n'importe quel lecteur. Ainsi la première traite de la question des freins qui empêche la rencontre entre les transitionneurs et les précarisés – préjugés compris, la seconde – celle que vous lisez actuellement – vous donne toutes les pistes que nous avons trouvées pour lever ces freins. La troisième permet de faire connaissance avec des porteurs de projets qui ont accepté de partager leurs expériences avec nous et enfin la quatrième prend un peu plus de hauteur et nous interroge sur l'imbrication des initiatives citoyennes et d'un rôle que nous attendons de l'État pour participer lui aussi à une transition écologique et solidaire plus efficace.

Nous venons donc d'arriver aux termes de quatre années de travail (interrompues par un virus) et quand on regarde le chemin parcouru, qu'on repense à toutes les personnes qui ont participé à ce projet, à toutes ces informations extrêmement riches qui nous ont été offertes ou que nous avons cherchées et que nous avons digérées, et bien on ne regrette rien. Si c'était à refaire, on le ferait encore car au-delà de l'utilité – nous l'espérons du moins – de ce guide, ce projet nous a donné toute une palette d'émotions de l'indignation à l'émerveillement sans jamais se décourager.

Car, ce qui nous animait profondément, c'était de vouloir répondre à tous ces transitionneurs actuels et futurs qui se posent les bonnes questions et ont pour ambition de participer à un monde plus juste et résilient.

Nous ne tenons aucune rigueur à ces personnes plus préoccupées par l'écologie que par la solidarité avec ceux qui n'ont pas bénéficié des mêmes cartes qu'eux dans la vie car elles nous ont appris énormément. Parmi elles, il est indéniable que certaines sont emprisonnées dans des préjugés. Mais à côté d'eux il y a certainement aussi des personnes qui ont tenté de lutter contre le système mais qui, épuisées, se sont résolus à en créer un autre, pour eux, pour leurs voisins et qui n'ont sans doute plus la force ou suffisamment d'optimisme pour envisager d'élargir leurs projets ou en construire un qui soit en adéquation avec des valeurs telles que la solidarité envers les plus affaiblis.

À ceux qui restent malgré tout accrochés à leurs préjugés délétères nous ne proposerons que les mots apocryphes de Gabriel Garcia Marquez : « *Un homme n'a le droit d'en regarder un autre de haut que pour l'aider à se relever* »⁵⁸

Il y a quatre ans encore, nous faisons partie des personnes qui se rendaient à des événements dévolus à la précarité et au développement durable en se demandant si l'équation entre ces deux phénomènes était concevable et si oui à quelles conditions. Nous y rencontrions des personnes intéressantes issues de l'associatif. On s'alimentait réciproquement, on pointait les mêmes problématiques mais nous en ressortions avec plus de questions que de réponses, avec plus de frustrations que de satisfactions. On ne se savait

⁵⁸ DESHÉDIN C., « INFOX : attention à la fausse lettre d'adieu de Gabriel Garcia Marquez », *W Wallonica*, 12 mai 2022, [en ligne :] <https://wallonica.org/blog/2022/05/12/infoc-attention-a-la-fausse-lettre-dadieu-de-gabriel-garcia-marquez/?fbclid=IwAR28VTEffbDRzXMyR3qELg63qZVeyBgQgeUs-FdIYe1k46mXbqHL52wimBg>, consulté le 21/09/2023.

toujours pas comment s'y prendre pour réaliser le lien entre précarité et durabilité, ni même si ce lien intéressait d'autres personnes que celles qui se réunissaient lors de ces évènements.

Aujourd'hui nous faisons partie de ceux qui savent que cette équation est possible. Aujourd'hui nous sommes en mesure de fournir des réponses et on a une idée de la manière dont nous pourrions nous y prendre pour monter un projet citoyen qui a pour ambition de s'intégrer dans la transition écologique et solidaire. Et ce qu'on sait aussi, c'est que ce type de projets intéresse de nombreuses personnes. Il y a un terreau favorable à l'émergence de beaux projets, des personnes qui sont prêtes à s'y investir, du côté des transitionneurs comme du côté de personnes en situation précaire. Cela valait donc la peine d'y travailler.

Toute cette étude vient de démontrer que la mixité sociale est possible pour autant qu'on construise des projets qui soient solidaires surtout et écologiques aussi. C'est le cas des bibliothèques d'objets et de vélos, c'est le cas des potagers collectifs et des repair cafés que l'on vous laisse découvrir dans la publication dévolue aux projets inspirants.

Annexe

Liste des communes disposant d'un PCS – Plan de Cohésion Sociale.

Ville/commune	Site Internet PCS
Aiseau-Presses	https://www.aiseau-presses.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale-pcs-animation-citoyennete
Amay	https://www.amay.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Andenne	https://www.andenne.be/entity/services-de-cohesion-sociale/
Anderlues	https://www.anderlues.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Anhée	http://www.anhee.be/commune/services-communaux/liste-des-services/cohesion-sociale/plan-de-cohesion-sociale-2020-2025/plan-de-cohesion-sociale-2020-2025
Ans	http://www.ans-commune.be/ma-commune/services-communaux/social-3emeage-sante
Antoing	https://www.antoing.net/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale-1
Arlon	https://www.arlon.be/ma-commune/social/plan-de-cohesion-sociale-2
Assesse	https://www.assesse.be/fr/ma-commune/social/cpas/plan-de-cohesion-sociale
Ath	https://www.ath.be/ma-commune/services-communaux/cohesion-sociale/infos-de-contact/infos-de-contact
Attert	https://www.attert.be/p-c-s
Aubange	https://www.aubange.be/boom3/index.php/administration/cohesion-sociale
Auwers	https://www.auwers.be/ma-commune/services-communaux/social
Aywaille	https://www.aywaille.be/fr/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale-1
Bassenge	https://www.bassenge.be/theme1/le-plan-de-cohesion-sociale
Bastogne	https://www.bastogne.be/ma-commune/social/plan-de-cohesion-sociale-pcs
Beaumont	https://beaumont.be/Plan-de-cohesion-sociale-1076
Beauraing	https://www.beauraing.be/ma-commune/vie-sociale/service-de-prevention-daccompagnement-et-de-cohesion-sociale
Beauvechain	http://www.beauvechain.eu/ma-commune/services-communaux/cohesion-sociale-sport
Beloëil	https://www.beloel.be/2020-05-27-17-51-08/le-social/le-service-des-affaires-sociales/plan-de-cohesion-social.html
Bernisart	https://www.bernisart.be/index.php/accueil/service-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Bertrix	https://www.bertrix.be/fr/annuaire/administration-communale/c-p-a-s/les-services-sociaux/plan-de-cohesion-sociale
Beyne-Heusay	http://www.beyne-heusay.be/fr/nos-services/cohesion-sociale
Bievre	http://www.bievre.be/page/service-plan-de-cohesion-sociale-pcs.html
Binche	https://www.binche.be/fr/annuaire/administration-communale/plan-de-cohesion-sociale
Blegny	https://www.blegny.be/plan-de-cohesion-sociale/#1573135230253-72c156e7-d576
Bouillon	https://www.bouillon.be/ma-commune/citoyennete/cohesion-sociale
Boussu	https://www.boussu.be/vie-sociale/plan-de-cohesion-sociale-1
Braine-le-Château	https://www.braine-le-chateau.be/ma-commune/services-communaux/jeunesse-et-cohesion-sociale
Braine-le-Comte	http://www.braine-le-comte.be/pages/pcs
Braves	https://www.braves.be/ma-commune/social/plan-de-cohesion-sociale
Bruglette	https://www.bruglette.be/ma-commune/services-communaux/accueil-telephonique
Brunehaut	https://www.brunehaut.be/873/ma-commune-brunehaut-plan-de-cohesion-sociale-de-brunehaut.html
Celles	http://www.celles.be/fr/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale/
Chapelle-lez-Herlaimont	https://chapelle-lez-herlaimont.be/services/administration/pcs/presentation
Charleroi	https://www.cpascharleroi.be/fr/battin-social/revitalisation-sociale-des-quartiers/plan-de-cohesion-sociale
Chastre	https://www.chastre.be/ma-commune/services-communaux/service-de-cohesion-sociale
Châtelet	http://www.chatelet.be/notre-vie/les-services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Chaufontaine	https://www.chaufontaine.be/administration/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale/
Chaumont-Gistoux	https://www.chaumont-gistoux.be/votre-commune/social/action-sociale/presentation-du-cpas-1
Chivères	https://www.chievres.be/ma-commune/social/plan-de-cohesion-sociale-pcs
Chimay	https://www.ville-de-chimay.be/ma-ville/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Chiny	https://chiny.be/administration/plan-de-cohesion-sociale-pcs
Ciney	http://www.ciney.be/Annuaire/personne/2727272199
Clavier	www.pcs-condroz.be
Colfontaine	http://www.colfontaine.be/index.php?option=com_content&view=article&id=719&Itemid=248
Comblain-au-Pont	https://www.comblainaupont.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale-p-c-s
Comines-Warнетon	https://www.villedecomines-warnton.be/fr/ma-commune/services-communaux/p-c-s
Courcelles	https://www.courcelles.eu/commune/services-communaux/service-plan-de-cohesion-sociale
Couvign	https://www.couvign.be/ma-commune/social/psliteration
Dalhém	https://www.dalhem.be/ma-commune/services-communaux/p-c-s
Dinant	http://www.dinant.be/services/administration/prevention
Dison	https://www.dison.be/commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Doische	https://www.doische.be/ma-commune/autres-services/centre-public-daction-sociale/actualites/02-07-notre-commune-sest-lancee-dans-un-plan-de-cohesion-sociale-cest-quoi-au-juste
Dour	https://www.communedour.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Durbuy	https://Maison-citoyenne-durbuy.com
Ecaussinnes	https://www.ecaussinnes.be/ma-commune/services-communaux/autres-services/pcs/pcs
Enghien	https://www.enghien-edingen.be/fr/ma-ville/services-communaux/service-social-plan-de-cohesion-sociale-p-c-s
Engis	https://www.engis.be/ma-commune/affaires-sociales/plan-de-cohesion-sociale-pcs
Erquelinnes	https://www.erquelinnes.be/ma-commune/social/pcs-relais-citoyen
Eseux	https://www.esieux.be/vie-pratique/plan-de-cohesion-sociale.html?lg=FR
Estampuis	http://www.estampuis.be/centre-administratif/les-services-2/plan-de-cohesion-sociale/
Estinnes	https://estinnes.be/administration/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale/
Farciennes	https://www.farciennes.be/ma-commune/social/plan-de-cohesion-sociale
Fauvillers	https://www.fauvillers.be/ma-commune/vie-sociale/plan-de-cohesion-sociale-pcs/
Flemalle	http://citoyen.flemalle.be/pages/index/index/id/1461/lang/fr
Fleron	https://www.fleron.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Fleurus	http://www.fleurus.be/site/fleurus2014/index.php?services-communaux-info31
Flobecq	http://www.flobecq.be/service-communal/PS2/cohesion-sociale
Floreffe	https://www.floreffe.be/theme-commune/jeux-projets/plan-de-cohesion-sociale/?searchterm=plan%20coh%C3%A9sion%20sociale
Florences	https://www.florences.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Florenville	https://www.florenville.be/ma-ville/social/plan-de-cohesion-sociale
Fontaine-l'Évêque	https://www.fontaine-leveque.be/administration/services/plan-de-cohesion-sociale
Fosses-la-Ville	http://www.fosses-la-ville.be/ma-commune/mon-administration/coordination-sociale

Frameries	https://www.frameries.be/ma-commune/services-communaux/maison-de-la-prevention/maison-de-la-prevention
Frasnes-lez-Anvaing	https://www.frasnes-lez-anvaing.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale-pcs
Froidchapelle	https://www.froidchapelle.be/ma-commune/services-communaux/pcs
Gembloix	https://www.gembloix.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale-ec
Genappe	https://www.genappe.be/commune/administration/services-communaux/social/plan-de-cohesion-sociale
Gerpinnes	https://www.gerpinnes.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Gesves	http://www.gesves.be/?s=coh%3%A9sion+sociale
Gouvy	https://www.gouvy.be/ma-commune/petitenfance-et-jeunesse/soutien-scolaire
Grâce-Hollogne	https://www.grace-hollogne.be/ma-commune/social/plan-de-cohesion-sociale
Habay	https://www.habay.be/ma-commune/social/plan-de-cohesion-sociale-habay-tintigny
Hamois	https://www.hamois.be/vie-communale/social/cpas/le-plan-de-cohesion-sociale?searchterm=plan+de+coh%3%A9sion
Haut-sur-Heure	https://www.haut-sur-heure-salines.be/la-commune/la-famille/plan-de-cohesion-sociale
Hannut	https://www.hannut.be/services-aux-citoyens/services-administratifs/affaires-sociales/
Hastière	https://www.hastiere.be/gpub/index.html?page/22307
Havelange	https://www.havelange.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Herstal	https://www.herstal.be/ma-ville/social/plan-de-cohesion-sociale
Herve	https://www.herve.be/nerve/information/plan-de-cohesion-sociale-pcs
Honnelles	https://www.honnelles.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Hotton	http://www.hotton.be/commune/services-communaux/secretariat-et-communication/cohesion-sociale
Houyet	https://houyet.be/ma-commune/contact/
Huy	https://www.huy.be/ma-commune/affaires-sociales-et-sante/cohesion-sociale
Incourt	https://www.incourt.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Ittre	https://www.ittre.be/ma-commune/autres-institutions/plan-de-cohesion-sociale
Jalhay	https://www.jalhay.be/administration/cpas/le-plan-de-cohesion-sociale/
Jemeppe-sur-Sambre	https://www.jemeppe-sur-sambre.be/commune/services-communaux/pcs/pcs-presentation
Jodogne	https://www.jodogne.be/jodogne/information/plan-de-cohesion-sociale
Juprelle	http://www.juprelle.be/WEBSITE/BEFR/05/Administration01.php
Jurbise	https://www.jurbise.be/ma-commune/services-communaux/directeur-general/directeur-general
La Bruyère	https://www.labruyere.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale-et-service-aux-aines
La Hulpe	https://www.lahulpe.be/ma-commune/services-communaux/social/plan-de-cohesion-sociale
La Louvière	https://www.lalouviere.be/ma-ville/services-communaux/action-de-prevention-et-de-citoyennete/plan-de-cohesion-sociale-pcs/plan-de-cohesion-sociale
Légisèe	https://www.communelegisee.be/autres-services/cpas/
Lens	https://cpaslens.be/le-plan-de-cohesion-sociale-pcs/
Les-Bons-Villiers	http://www.les-bons-villiers.be/ma-commune/services-communaux/cohesion-sociale
Lessines	https://www.lessines.be/ma-ville/services-communaux/affaires-sociales/jeunes
Leuze-en-Hainaut	www.leuze-en-hainaut.be
Libin	https://www.libin.be/plan-de-cohesion-sociale
Libramont-Chevigny	https://www.libramontchevigny.be/ma-commune/social/cpas/actualites/plan-de-cohesion-sociale
Liège	https://www.liege.be/fr/vie-communale/services-communaux/securite/plan-de-cohesion-sociale
Lierneux	https://lierneux.be/vivre-a-lierneux/plan-de-cohesion-sociale/
Limbourg	https://www.villelimbourg.be/page_CPAS-PCS-Plan-de-cohesion-sociale-Contacts_144.html
Lincent	https://www.lincent.be/vie-pratique/plan-de-cohesion-sociale
Lobbes-Merbes-le-Château	http://www.lobbes.be/vie-sociale/plan-de-cohesion-sociale/contacts/83-stephanie-adant-pcs.html
Malmédy	http://www.malmedy.be/fr/Administration/Services-communaux/affaires-sociales.html
Manège	https://www.manège-commune.be/social/plan-de-cohesion-sociale
Marche-en-Famenne	www.marche.be/social/plan-de-cohesion-sociale-pcs
Marchin	https://www.marchin.be/la-commune/action-sociale/pcs-plan-de-cohesion-sociale/elise-cornelis
Martelange	https://www.martelange.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale/plan-de-cohesion-sociale
Mettet	https://www.mettet.be/commune/vie-administrative/plan-de-cohesion-sociale-1
Momignies	https://www.momignies.be/commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale-pcs
Mons	http://www.pcs-mons.be/
Montigny-le-Tilleul	https://www.montigny-le-tilleul.be/ma-commune/social/cpas
Morlanwelz	https://www.morlanwelz.be/commune/social/plan-de-cohesion-sociale/PPP
Mouscron	https://www.mouscron.be/fr/ma-ville/administration/affaires-sociales
Namur	https://www.namur.be/fr/ma-ville/social/cohesion-sociale/pcs-ppsp/pcs
Neufchâteau	https://www.neufchateau.be/fr/ma-ville/services-communaux/cohesion-sociale
Neupré	https://www.neupre.be/neupre/information/objectif-du-plan-de-cohesion-sociale
Nivelles	https://www.nivelles.be/la-ville/services-administratifs/services-communaux/guichet-social.html
Onhaye	https://www.onhaye.be/commune/services-administratifs/plan-de-cohesion-sociale
Orp-Jauche	https://www.orp-jauche.be/ma-commune/social/plan-de-cohesion-sociale
Ottignies-Louvain-la-Neuve	https://www.olln.be/fr/ma-ville/services-au-public/cohesion-prevention-sociales/cellule-cohesion-sociale
Oupeye	https://www.oupeye.be/mon-cpas/les-horaires/maison-de-quartier-jolette-michaux/plan-de-cohesion-sociale-p-cs
Paliseul	http://www.paliseul.be/ma-commune/social/la-cohesion-sociale
Pecq	https://www.pecq.be/vie-administrative/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Pepinster	https://www.pepinster.be/Plan_cohesion.html
Péruwelz	http://www.peruwelz.be/page/contenu/118/plan-de-cohesion-sociale
Philippeville	https://www.philippeville.be/le-plan-de-cohesion-sociale
Plombières	https://www.plombieres.be/fr/ma-commune/services-communaux/pcs
Pont-à-Celles	https://www.pontacelles.be/services/pcs/
Quaregnon	https://www.quaregnon.be/ma-commune/social/plan-de-cohesion-sociale-pcs
Quevy	https://quevy.preprod.imio.be/ma-commune/social
Quiévrain	https://cpas.quevrain.be/index.php?categorie=social&id_articles=22
Ramillies	http://www.ramillies.be/cpas-social-sante/site du cpas/plan-de-cohesion-sociale-ramillies
Rebecq	https://www.rebecq.be/ma-commune/services-communaux/cohesion-sociale
Rixensart	http://dclix.rixensart.be/pole-cs/pcs/

Rochefort	https://www.rochefort.be/commune/services/pcs
Rumes	https://www.rumes-online.be/vie-administrative/les-services/plan-de-cohesion-sociale.html
Sainte-Ode	https://www.sainte-ode.be/ma-commune/autres-services/plan-de-coh%C3%A9sion-sociale/
Saint-Georges-sur-Meuse	https://www.saint-georges-sur-meuse.be/ma-commune/social/plan-de-cohesion-sociale
Saint-Ghislain	https://www.saint-ghislain.be/
Saint-Hubert	https://www.saint-hubert.be/pcs-plan-de-cohesion-sociale/
Saint-Léger	https://www.saint-leger.be/ma-commune/autres-services/cpas
Saint-Nicolas	https://www.saint-nicolas.be/vie-communale/services-communaux/espace-jeunes
Sambreville	https://www.sambreville.be/ma-commune/social-sante/plan-de-cohesion-sociale
Seneffe	https://www.seneffe.be/theme_commune/social/plan-de-cohesion-sociale
Seraing	https://www.seraing.be/les-services-communaux/services-delocalises/prevention/
Silly	https://www.silly.be/ma-commune/services-administratifs/plan-de-cohesion-sociale
Sivry-Rance	https://www.sivry-rance.be/ma-commune/social/plan-de-cohesion-sociale-pcs
Soignies	https://www.soignies.be/fr/commune/services/cohesion-sociale.html
Sombreffe	https://www.sombreffe.be/ma-commune/services-communaux/cohesion-sociale
Soumagne	https://cpas.soumagne.be/plan-de-cohesion-sociale/
Spa	https://www.villedespa.be/ma-ville/pole-social/cpas/tps-services/services-sociaux/plan-de-cohesion-sociale
Sprimont	https://www.sprimont.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Stavelot	http://www.stavelot.be/index.php?url=fr/vie-administrative/l-administration/les-services-communaux/plan-de-cohesion-sociale-pcs/
Tellin	https://www.tellin.be/commune/services-publics/plan-de-cohesion-sociale-pcs
Tenneville	http://www.tenneville.be/WEBSITE2/BFR/02/Administration12.php
Theux	https://www.theux.be/fr/ma-commune/services-communaux/jeunesse-enfance-prevention-sante
Thimister-clermont	https://www.thimister-clermont.be/commune/services-communaux/pcs
Thuin	https://www.thuin.be/ma-ville/social/plan-de-cohesion-sociale
Tournai	https://www.tournai.be/services-aux-citoyens/services-communaux-2.html
Trooz	https://www.trooz.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Tubize	https://www.tubize.be/administration-vie-communale-tubize/service-vie-citoyenne-communication
Vaux-sur-Sure	https://www.vaux-sur-sure.be/commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Verlaine	https://www.verlaine.be/ma-commune/social/plan-de-cohesion-sociale-pcs-1
Verviers	https://www.verviers.be/ma-ville/administration/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Vielsalm	https://www.vielsalm.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Villers-la-Ville	https://www.villers-la-ville.be/administration/services-communaux/affaires-sociales-pensions-agriculture-aines
Villers-le-Bouillet	https://www.villers-le-bouillet.be/ma-commune/vie-sociale/plan-de-cohesion-sociale-pcs
Viroinval	Plan de Cohésion Sociale — Commune de Viroinval
Virton	http://www.virton.be/Plan-de-Cohesion-Sociale
Vise	http://www.vise.be/espace-vie-sociale/chevalin-de-la-famille-et-de-la-citoyennete/plan-de-cohesion-sociale-pcs
Wesse-sur-Semois	https://www.wesse-sur-semois.be/fr/ma-commune/social/pcs
Walcourt	https://www.walcourt.be/le-plan-de-cohesion-sociale/
Walhain	https://www.walhain.be/ma-commune/social/cpas/plan-de-cohesion-sociale-pour-une-commune-encore-plus-dynamique-le-plan-de-cohesion-sociale
Wanze	https://www.wanze.be/commune/social/affaires-sociales/plan-de-cohesion-sociale-1
Waremme	https://www.waremme.be/ma-ville/social/plan-de-cohesion-sociale
Wasseiges	http://www.wasseiges.be/poisirs/pcs
Wavre	https://www.wavre.be/le-plan-de-cohesion-sociale
Welkenraedt	https://www.welkenraedt.be/commune/social/plan-de-cohesion-sociale
Wellin	https://www.wellin.be/ma-commune/social/cpas/le-plan-de-cohesion-sociale
Yvoir	https://www.yvoir.be/fr/ma-commune/social/plan-de-cohesion-sociale

Quelques projets inspirants

Par Karin Dubois



Merci à Tatjana, à Aurélie, à Sofie, à Amélie, à Mohammed, à Youssef, à Robert et à Xavier pour toute votre générosité et le partage de vos expériences. Discuter avec vous a fait un bien fou à mon humanité. J'ai adoré réaliser cette publication à partir de vos témoignages. Mille mercis ! Et longue vie à vos magnifiques projets !

Introduction

Si vous avez lu les publications précédentes consacrées à la transition écologique et solidaire, l'une traitant des freins et des préjugés, l'autre abordant de nombreuses pistes de solutions pour tenter de résoudre les problèmes pratiques soulevés par les porteurs de projets mais aussi par des personnes en situation précaire, bravo et merci pour votre intérêt. Nous espérons ne pas vous avoir déçus jusqu'ici.

Si vous lisez ces lignes, c'est que vous êtes vraiment motivé.e et (presque) prêt à vous lancer dans une belle aventure humaine.

Dans cette troisième publication, nous allons tenter de répondre à un besoin exprimé par des personnes impliquées dans des initiatives de transition qui est d'être nourri en expériences inspirantes.

Suite à l'expression de ce besoin, nous avons interrogé de nombreuses personnes vivant une forme de précarité pour identifier les projets citoyens qui récoltaient le plus d'opinions positives.

Vous trouverez donc dans cette publication un classement des projets les plus sollicités, certains sont des projets qui sont à la fois écologiques et solidaires, d'autres non. Certains encore sont très connus comme le repair café qui fait un véritable carton. Pour ces projets, cette publication vous renverra vers des guides existants (ne réinventons pas la roue) et des structures d'accompagnement qui ont fait leur preuve comme Repair Together ou le Réseau des collectifs en recherche de résilience.

Parmi ces projets appréciés et répandus, nous nous sommes toutefois intéressés à deux initiatives en particulier – le potager collectif et l'épicerie sociale – en nous interrogeant sur la participation effective des personnes précarisées au sein de l'initiative (et non pas seulement en tant qu'utilisateur).

On y découvrira aussi quelques sites et applications intéressantes qui pourraient soutenir les membres de votre groupe de citoyens dans leurs envies de partage en fruits et légumes, un projet fort sollicité par les personnes que nous avons interviewées. L'idée est ici de les faire connaître auprès du plus grand nombre et de les utiliser.

Enfin, vous (re)découvrirez des projets qui sortent des chemins battus et qui méritent d'être développés. Des projets qui répondent à la fois à des exigences solidaires et écologiques. Et vous verrez qu'il n'y a pas une seule manière de faire. Chacun doit trouver la sienne en fonction des moyens disponibles et des forces mobilisées. C'est ainsi que dans le cas des bibliothèques d'objets vous pourrez découvrir trois expériences distinctes en France, en Suisse et en Belgique, avec des modèles économiques différents.

Pour réaliser cette publication, nous avons rencontré des responsables de projets qui ont gracieusement accepté de partager leurs pratiques et leurs conseils pour toutes les personnes qui comme vous peut-être s'interrogent sur la mise sur pied d'un projet porteur. Ce sont leurs témoignages que vous trouverez dans les pages de cette publication.

Et on vous souhaite d'ores et déjà une très bonne lecture.

I. Les projets sollicités par les personnes en situation précaires

Comme l'affirmait un transitionneur, les personnes en situation précaire « n'ont, actuellement, pas de temps et d'énergie pour s'investir dans quelque chose qui ne répond pas à leurs besoins immédiats ». D'où la nécessité, selon nous, de s'interroger sur la nature et l'utilité des projets qui pourraient y répondre. Le cas des repair café est plutôt éloquent en matière de participation ; ce projet ne vise pas simplement à réduire le nombre de déchets. Il aide aussi les personnes à réduire leurs dépenses (en évitant des réparations ou des achats coûteux). Nous sommes dans un projet écologique mais aussi social. C'est ce qui explique probablement leur succès. Et c'est bien le retour que nous avons des transitionneurs qui organisent ce projet. Mais pas

seulement. Les résultats de notre enquête « Précarité » confirment tout à fait le choix judicieux que serait le développement de nouveaux repair cafés ou l'amélioration de la communication autour de ceux-ci.

Comme vous pourrez le constater à la lecture du tableau ci-dessous, les résultats ne rendent pas hommage comme il se doit aux cuisines de quartier. Et pour cause, nous ne connaissions pas ce projet lorsque nous avons démarré notre enquête. Ce n'est qu'au cours de nos interviews que nous avons pris connaissance de cette formidable initiative que nous avons alors tardivement intégrée dans nos questionnaires.

À tous ces projets que nous avons sélectionnés en raison de leurs vertus écologiques et/ou sociales, nous avons cependant ajouté, dans notre enquête « Précarité » la proposition d'une école démocratique et celle d'une formation à l'écologie puisque ces projets sont développés au sein du mouvement en transition. Quant à la bibliothèque humaine, c'est un concept que nous avons découvert sur Internet et qui nous permet de voir dans quelle mesure les personnes interrogées sont ouvertes aux expériences des autres.

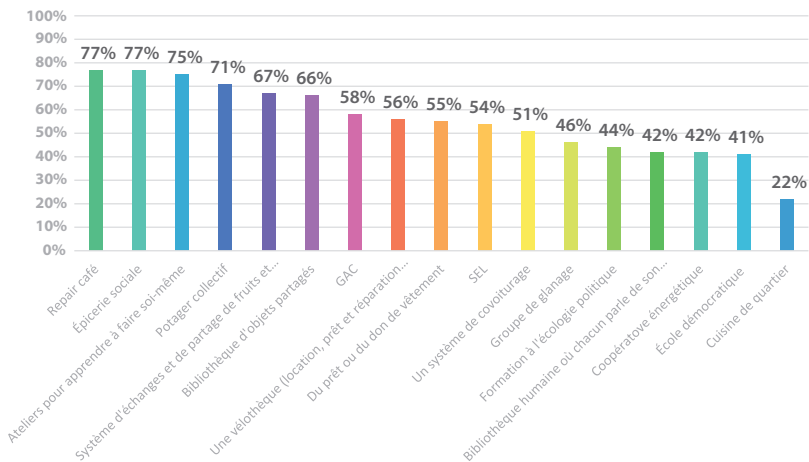
A. Classement des projets

De manière générale, les initiatives qui répondent à la fois à des exigences écologiques et sociales et qui remportent le plus de succès sont (par ordre décroissant):

- Un Repair café – 77 %
- Une épicerie sociale – 77 %
- Des ateliers pour apprendre à faire des choses soi-même – 75 %.
- Un potager collectif – 71 %
- Un système d'échange de fruits et légumes – 67 %
- Une bibliothèque d'objets – 66 %
- Un groupe d'achats en commun – 58 %
- Une vélothèque – 56 %
- Du prêt et don de vêtements pour être à son avantage lors d'une fête ou d'un entretien d'embauche – 55 %
- Un SEL (système d'échanges local) – 54 %
- Un groupe de glanage – 46 %

- Une coopérative énergétique – 42 %
- Et une cuisine de quartier -22 %- qui se retrouve bonne dernière parmi toutes les initiatives puisque proposée tardivement dans notre questionnaire d'enquête.

La bibliothèque humaine dont l'intérêt réside dans la découverte de l'autre et l'échange intéresse 42 % des personnes ; quant à l'école démocratique, c'est un concept qui en séduit 41 %. Enfin, une formation à l'écologie est sollicitée par 44 % des répondants.



Outre ces propositions, les personnes rencontrées avaient le loisir de nous faire part de leurs idées. Ainsi, ils ont proposé : des ateliers pour apprendre à cuisiner, un terrain de pétanque, un atelier pour papoter et rencontrer ses voisins, un café social, un poulailler collectif, une bibliothèque avec des cours et des livres de seconde main (surtout pour les étudiants !), un cinéma de quartier, des activités culturelles, du relooking, une coiffeuse bénévole, la prise en charge des courses des personnes âgées, des opérations rues propres, un endroit pour avoir un relais pour s'occuper des enfants, une sorte de crèche temporaire et des projets qui montrent de l'intérêt pour les personnes isolées.

Dans cette publication nous n'aborderons pas l'entièreté de ces projets ; certains sont trop vastes comme les ateliers Do It Yourself ou des GAC (Groupe d'Achat en Commun) ou au contraire dépassent nos compétences comme la création d'une coopérative énergétique ou d'une école démocratique.

Nous ne parlerons pas non plus des bibliothèques humaines puisque ce projet manque de la dimension écologique qui faisait partie de nos critères de sélection. Que cela ne vous empêche pas, cependant, de consulter le site de labibliothequehumaine.fr pour disposer de bons conseils¹.

On va vous fournir les repères nécessaires pour des projets comme le repair café, le partage de fruits et légumes ou la cuisine de quartier. Mais on va surtout s'attarder sur quelques témoignages liés à la création d'une épicerie sociale, d'un potager qui est devenu un véritable lieu de rencontre, de trois bibliothèques d'objets, d'une bibliothèque de vélos pour enfants et des cuisines de quartier.

Il existe des tas d'autres projets inspirants et nous comptons bien sur le fait de ne pouvoir jamais être exhaustif.

Si vous n'êtes pas rassasié.e en termes d'inspiration, allez faire un tour du côté de la publication précédente consacrée à la transition écologique et solidaire² dans la partie crowdfunding pour voir les projets financés via ces plateformes.

Enfin si l'envie de créer un lieu alternatif vous titille, nous vous conseillons la lecture du guide conçu par Alternatiba : Guide de création des lieux alternatifs, 2017, 68 p. :

Guide : <https://alternatiba.eu/wp-content/uploads/2017/11/Guidecreation-lieuxalternatifsAlternatiba-2017-.pdf>.

II. Repères et témoignages

Étant donné qu'il est difficile de classer les projets sollicités dans diverses catégories, nous avons choisi de vous les présenter selon leur succès auprès des personnes vivant une situation précaire. Commençons donc par le projet le plus demandé.

¹ Créer une Bibliothèque Humaine. <https://labibliothequehumaine.fr>.

² DEGUELLE S. ET DUBOIS K., « Vers une transition écologique et solidaire ; Faire sauter les freins. Répondre aux besoins des transitionneurs et des personnes en situation précaire », Bruxelles : CPCP, Étude n° 43, 2023, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/trans-ecolo-solid-2>.

A. Le Repair café

C'est un véritable succès pour le Repair Café qui est sollicité par 77 % des répondants à notre enquête Précarité³. Ces lieux où l'on répare ses objets à l'aide de bons bricoleurs bénévoles sont un must tant sur le plan écologique que solidaire.

Si vous souhaitez en lancer un dans votre quartier, Repair Together est LE partenaire indispensable.

Sur leur site web, vous pourrez y trouver toutes les adresses de Repair Cafés, plein de tutos pour vous initier à l'électronique et puis une belle offre de soutien ainsi que des outils et un kit de démarrage.

Tout sur les Repair Cafés en Belgique – <https://repairtogether.be/>.

Pour vous faire une première idée des premières étapes, vous pouvez déjà consulter un guide mis à disposition par les Repair Cafés des Hauts de France, Créer un repair café, Guide – <http://repaircafe-hdf.org/wp-content/uploads/2021/01/Guide-creer-un-Repair-Cafe-en-HdF.pdf>.

B. L'épicerie sociale

À égalité avec les Repair Cafés, l'épicerie sociale est un projet fort sollicité par les personnes en situation précaire. Mais ce qui nous intéressait dans ce cas était de savoir s'il en existait au moins une dans laquelle les personnes précarisées ne sont pas seulement utilisatrices du projet mais bien comme faisant partie intégrante du fonctionnement du projet. Nous avons donc interviewé Aurélie Proietti qui a lancé le Kotidien, une épicerie sociale qui fonctionne grâce à des étudiants en situation précaire.

Aurélie est chargée de mission au pôle académique Liège-Luxembourg depuis 2016. Un pôle dont la mission est d'établir des collaborations et de mutualiser les ressources entre universités et hautes écoles. C'est dans ce cadre qu'est né le Kotidien, une épicerie sociale pour étudiants au centre de Liège et gérée par des étudiants.

³ DUBOIS K., « Vers une transition écologique et solidaire. Réflexion sur la précarité et la transition écologique. État des lieux des freins à l'action citoyenne », Bruxelles : CPCP, Analyse n° 475, 2023, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/trans-ecolo-solid-1>.

La petite histoire ; comment est née l'idée de créer l'épicerie sociale avec des étudiants ?

« La réflexion démarre en avril 2019 suite à une étude demandée par le cabinet du Ministre Jean-Claude Marcourt sur les conditions de vie des étudiants de l'enseignement supérieur.

Des problématiques comme la mobilité et le logement avaient déjà été mises en évidence depuis longtemps. Mais deux nouvelles préoccupations émergent des résultats de cette enquête : l'accès à l'alimentation et la santé mentale. Ainsi, il apparaît clairement que nombre d'étudiants de l'enseignement supérieur sont en privation alimentaire. Les étudiants sautent des repas et ne mangent pas. De leur côté, les services sociaux de Liège partagent et confirment ces constats.

Or, et en matière d'aide alimentaire, l'une des bonnes pratiques est de créer une épicerie solidaire.

Alors je me renseigne sur le sujet, et je découvre que cela dépend surtout des CPAS. Certains ont des conditions d'accès assez strictes et les étudiants ne rentrent pas forcément dans les cases souhaitées. Et dans certaines épiceries solidaires, l'étudiant ne s'y reconnaît pas car les produits proposés visent davantage un public familial. »⁴

Alors des discussions s'amorcent avec la concertation de l'aide alimentaire. Aurélie planche sur les aspects philosophiques, sur les stéréotypes. Finalement elle conclut à la nécessité de créer une épicerie pour et avec des étudiants en difficulté sur le plan financier. Une épicerie où chaque étudiant a le droit de choisir ce qu'il a envie de manger. C'est une question de dignité humaine. Exit donc le modèle de paniers alimentaires.

Aurélie arrive ensuite à convaincre le Conseil d'administration du pôle académique que le phénomène de stress alimentaire n'est pas exagéré mais inquiétant. Elle propose un modèle avec une clé de répartition financière entre les différentes institutions de la région liégeoise qui adhèrent au projet.

La création de l'épicerie peut donc être envisagée. « On trouve un local neutre (non attaché à une institution) au centre de Liège. Et on engage une coordinatrice qui travaille à mi-temps ; elle gère les jobistes et contacte les fournisseurs ».

⁴ Aurélie Proietti (Chargée de mission au Pôle Académique Liège Luxembourg), entretien avec l'auteur le 26 avril 2023.

Comment cela fonctionne-t-il au quotidien ?

« On sort totalement de la philosophie de contrôle des revenus. On lui préfère la confiance. Ici l'étudiant atteste sur l'honneur qu'il vit une situation difficile et demande une aide alimentaire. Cela suffit.

Le premier jour il est accueilli par un étudiant qui lui explique les règles et le fonctionnement de l'épicerie. Certains comprennent alors qu'ils n'y ont pas leur place. Faire confiance c'est plus efficace.

Il faut arrêter de croire qu'on a affaire à des profiteurs. Demander une aide alimentaire c'est compliqué humainement parlant. On sait de plus que cette aide est temporaire. Quand un étudiant trouve un job, il ne vient plus pendant un moment.

Le Kotidien est ouvert trois jours par semaine (lundi, mercredi et vendredi) de 16 à 19 heures. Ce sont les étudiants qui ont choisi ces horaires. Cela leur permet de venir après leurs cours.

Ici, rien n'est gratuit. Même si régulièrement on vend à perte, c'est important pour les étudiants de contribuer. »

Ce projet peut-il être initié par un citoyen lambda ? ou une structure associative est-elle nécessaire ?

Avoir un statut d'ASBL est préférable, ne fut-ce que pour avoir accès à une banque alimentaire, demander des subsides auprès de la fondation Roi Bau-douin, etc.

Moi j'ai découvert tout ça sur le tas. Mais la concertation de l'aide alimentaire m'a aidé. J'ai pu réfléchir, avec eux sur le projet à développer. C'est vrai que logistiquement c'est plus facile d'organiser l'aide sous forme de paniers. Et c'est plus intéressant pour les coûts aussi car il ne faut pas prévoir de frais de stockage, de chambre froide, etc. Mais ce n'était pas l'option la plus favorable pour les étudiants.

En quoi le projet est-il à la fois écologique et solidaire ?

L'objectif solidaire est évident mais ce projet a aussi une visée écologique : « on a pensé ça de manière systémique. La génération climat c'est elle. Les achats des fruits et légumes se fait auprès des producteurs locaux. On paie plus cher mais c'est important que ce soit du local et non des grosses structures qui détruisent la planète. On a des œufs aussi qui n'ont pas tous le label bio mais on sait que les producteurs travaillent de manière raisonnée.

On a du vrac aussi. On a récemment acheté des légumineuses, des pâtes et du riz. Pareil pour le savon en lessive. Et on a un vélo cargo électrique pour chercher les invendus chez les commerçants du centre-ville ».

Comment les personnes en situation précaire sont-elles intégrées à l'équipe organisationnelle ?

On tourne avec quatre à six étudiants par semaine. C'était facile de mettre sur pied cette équipe. On a affaire à des étudiants qui cherchent un boulot qui a du sens. Ils sont payés au tarif jobiste mais ils sont satisfaits « oufti ici je fais un job utile. Ça fait sens »

On a même des anciens étudiants qui font des dons maintenant qu'ils travaillent. Ils nous disent : « Je sais ce que c'est. À l'époque je ne savais pas me le payer. J'étais dans la merde quand j'étais étudiant. Aujourd'hui j'ai envie de contribuer à ma façon à ce projet ».

Des chiffres pour épater la galerie

On a autour de cinq-cents bénéficiaires inscrits.

Les moyens à mobiliser.

a. Moyens financiers

« Financièrement, chaque année il faut 120 000 euros pour payer le local et les produits. C'est un projet qui est financé par l'université de Liège, HELMO, toutes les institutions d'enseignement supérieur, six hautes écoles, trois écoles supérieures des arts.

On a aussi l'enseignement de promotion sociale qui ne donne pas car elle n'a pas de moyens mais l'accès de l'épicerie reste ouvert à leurs étudiants. Il était important que l'aide alimentaire ne soit pas un argument de concurrence entre les écoles. On ne choisit pas ses études en fonction de la nécessité de manger ».

b. Moyens matériels

On a fait de la recup' à gauche et à droite. Les étagères viennent de l'université, le bureau d'une école. Le comptoir a été réalisé dans une école de menuiserie avec des ados. Ce qui est super valorisant pour les élèves. Ils sont super fiers.

Pour la décoration, on a travaillé avec une étudiante artiste pour que le lieu soit chaleureux.

Pour la chambre froide, on a fait appel à la fondation roi Baudouin et à la région wallonne.

Des pièges à éviter quand on monte un tel projet ?

Non, pas de pièges mais il faut bien définir ce qu'on veut et se renseigner sur les épiceries existantes.

En travaillant sur ce projet je me suis rendu compte qu'on est nous-mêmes victimes de stéréotypes et d'idées reçues. Il faut prendre conscience qu'on peut être dans le faux.

Il faut échanger avec les bénéficiaires, se renseigner sur les études qui ont été menées sur l'aide alimentaire. Et garder la dignité humaine comme ligne de mire, c'est très important.

Votre meilleur souvenir, c'est ...

Tout le travail en amont jusqu'à l'ouverture. Puis il y a eu le moment de transition quand ma mission s'est achevée et que le relais a été passé à la coordinatrice. Mais c'est super !. Ça fait un an...

Votre pire souvenir, c'est...

J'ai eu des hauts et des bas en me demandant si j'allais y arriver mais non, pas de mauvais souvenir.

Êtes-vous disposé à accompagner la création de nouveaux projets en Belgique francophone ?

Avec grand plaisir. Je serais très contente de pouvoir réfléchir avec d'autres personnes car c'est important de ne pas faire ça seul.

Pour vous contacter, le plus facile c'est ...

Mail : aurelie.proietti@polell.be

Vos conseils en matière de ressources disponibles

Il faut joindre la Concertation de l'aide alimentaire. Ils ont plein de ressources, d'études, de manuels pour construire son épicerie. Ça m'a beaucoup aidé.

C. Le potager collectif

Ici aussi notre souhait était de rencontrer des porteurs de projets qui vivent une situation difficile pour discuter autour de leur expérience de gestion d'un potager collectif.

Nous avons donc rencontré Youssef Bourras et Mohamed Bouattale qui ont généreusement répondu à nos questions. Ils ont développé et gèrent encore aujourd'hui Humana Terre, une association de fait née d'innombrables conversations avec des personnes sans-papier qui se sont exprimées sur leurs situations bouleversantes.

L'idée d'un potager collectif a émergé autour d'une question fondamentale : « Comment garantir l'accès aux droits fondamentaux quand on est précarisés ? ». Au début des discussions, nous étions alors en 2009, en période de régularisation des sans-papiers, et l'objectif était de trouver une activité qui puisse répondre à cette question, en attendant une réponse de l'Office des étrangers. L'idée du potager s'est imposée et la VUB y a fortement contribué en cédant une partie de son terrain à Jette, une terre sauvage avec quelques pommiers et poiriers.

Mohammed est le créateur du projet. Quant à Youssef, il a rejoint le projet en 2014. Ils nous racontent qu'au début ils étaient onze personnes (huit sans papiers et trois Belges) à aller visiter ce terrain mais ils se sont pratiquement tous désistés en réalisant tout le travail de préparation que cela exigeait. Du groupe de départ il ne restait plus que trois sans-papiers mais ils ne se sont pas découragés. Dès le début, ils ont installé un système de solidarité entre eux : chacun essaie de venir avec de la nourriture, des graines, des contacts ou du matériel. Et le projet s'est construit petit à petit. Aujourd'hui, le potager est devenu un bel espace de rencontres et d'échanges qui réunit un groupe de dix personnes qui entretiennent le potager de manière régulière et d'autres personnes qui viennent plus occasionnellement pour profiter des lieux. Des tables d'hôtes s'organisent le dimanche et depuis 2018 ils ont même un four à pain construit grâce à une contribution de 3 000 euros de la part de Good Food⁵.

⁵ Good Food est une initiative de Bruxelles Environnement qui vise à faciliter l'accès des Bruxellois.e.s à l'alimentation saine et durable.

Au-delà de l'aspect solidaire bien évident, le potager collectif est-il aussi écologique ?

Il y a une réelle approche écologique car seule la moitié du terrain est occupée. Youssef nous explique : « On a appris à vivre avec les animaux. On leur laisse une partie et on garde une partie pour nous. On fait quatre mois de pause en hiver et de mars à octobre on travaille le potager. On organise des tables d'hôtes sur le terrain tous les dimanches et les personnes donnent un prix libre. On ne reçoit aucun subside ».

« Tout est bio, on n'utilise pas de produits chimiques et donc il y a parfois des problèmes pour éviter les insectes, les limaces, etc. Parfois on fait appel à des aides extérieures, à des personnes qui s'y connaissent en jardinage, en taille d'arbres ». D'ailleurs, ils reçoivent régulièrement un coup de main d'une maison de jeunes pour la taille des petits arbres.

Et le fonctionnement au quotidien ?

« L'organisation du potager collectif est plus souple que la gestion d'une parcelle cédée par la ville. Si tu ne l'entretiens pas, la ville donne le terrain à quelqu'un d'autre. Ici, tu viens quand tu veux ». Ce qui a suscité la jalousie de la part de quelques personnes qui ne comprenaient pas qu'on puisse céder un terrain gratuitement à des sans-papiers. Pourtant, comme le mentionne Youssef, « ils pourraient très bien venir participer au projet ! ». La porte reste ouverte.

Ici, ce que l'on prône, c'est ma méthode canadienne : beaucoup de pratique et peu de théorie ! On expérimente, on échange les savoirs entre nous. Il n'y a pas de chef.

En termes de communication, ils ont un site internet HumanaTerre – <https://www.humanaterre.be/fr> et une page facebook : https://www.facebook.com/profile.php?id=100068235990361&ref=embed_page.

Et le projet ne fait que se développer : ils ont créé une serre à partir de bois de palettes, ils organisent des tables de conversations en néerlandais, ils font de la sensibilisation au traitement écologique d'un potager auprès des enfants qui visitent le lieu une fois par semaine grâce à des ateliers pratiques, et un jardin des plantes aromatiques et médicinales occupe désormais le terrain.

Pour rassembler le matériel nécessaire, vous faites comment ?

De la récupération et des dons. On a récupéré des serres. Quand on a un besoin, on l'écrit sur Facebook et les gens nous le donne gratuitement. Notre objectif maintenant est d'avoir des citernes d'eau pour récolter l'eau de pluie.

On organise aussi une Journée des semences ; les gens font des échanges de graines ou les donnent.

Chaque année, on reçoit des fruitiers. Il y a aussi une ruche mais c'est une autre organisation qui la gère pour concilier les deux projets. Et pour occuper les enfants, il y a aussi un trampoline et des jouets.

Pour le financier ?

C'est la débrouille. On fait des paniers de fruits et légumes avec prix libres. On donne aussi à d'autres familles qui n'ont pas les moyens de payer.

On produit aussi quatre-cents litres de jus de pommes que l'on vend. On utilise une presse à Ternat (qui coûte 1,50 euros le litre) et on vend le jus quinze euros pour un pack de cinq litres.

La VUB donne 1 000 euros chaque année pour acheter du matériel. Et on fonctionne avec des dons.

À un moment on s'est retrouvé avec quarante poules mais c'est trop, elles mangent trop de graines ! Dix c'est suffisant !

Des conseils à communiquer à ceux qui se lancent ?

- Prévoir la récupération d'eau dès le début pour arroser le potager
- Échanger des graines et miser sur la récupération pour éviter l'achat
- Planter des légumes qui fonctionnent bien : courgettes, potirons, tomates (serres), fraises, haricots, pommes, poires, figes.
- Opter pour la permaculture : au début c'est beaucoup de travail, mais après c'est beaucoup plus facile.
- Être un groupe de dix personnes c'est l'idéal
- Faire un tableau chaque année pour la rotation des cultures.
- Prévoir aussi un tableau des tâches à cocher pour éviter d'arroser deux fois par exemple
- Privilégier la méthode canadienne : beaucoup de pratique et moins de théorie. Chacun expérimente, teste et apprend. Le nécessaire dans un potager collectif, c'est peut-être l'expérimentation, le partage et l'apprentissage

Et Youssef de conclure, « Quand on a la volonté, la connexion et l'amour pour la nature, on y arrive ! »

Des bons souvenirs à partager ?

Il y en a beaucoup ; le passage par le potager de la marche européenne pour l'immigration, la construction du four, le court métrage avec Bruxelles laïque lors du festival des libertés en 2013.

Des mauvais souvenirs ?

On sent que Youssef et Mohammed n'ont pas vraiment envie d'en parler mais ils nous parlent finalement des préjugés qu'ils ont subis. Des voisins et des promeneurs ont découverts des déchets près du terrain, qu'ils ont très vite associé aux réfugiés. Mais depuis des contacts ont été établis et ça va mieux. On leur a volé du matériel aussi.

Prêt à donner des conseils ? Pour vous contacter, le plus facile c'est ...

Oui avec plaisir. On donne des conseils pour préparer les sols. On a des fiches techniques sur l'azote, le compost, les espaces entre les plantes.

Mohamed Bouattale: [0465/94.2929](tel:0465942929)

Youssef Bourras : [0484/634.226](tel:0484634226)

Email : info@humanaterre.be ou youssefbourras70@gmail.com

Le potager est ouvert à tous que ce soit pour visiter le jardin, donner à coup de main ou y faire une activité avec une classe d'enfants.

Quant à eux, ils sont toujours en demande de bonnes informations sur le potager, de bon compost et de formations gratuites si le cœur vous en dit.

D. Le système d'échange de fruits et légumes

Pour ce projet fort sollicité, nous vous conseillons diverses ressources, certaines sont numériques et d'autres vous donnent des conseils pour organiser un événement dédié à l'échange de fruits et légumes, de fleurs, de graines.

Du côté numérique, deux sites Internet sont déjà actifs et une application se trouve pour l'instant en cours de développement. Le souci que nous avons avec ces outils numériques est qu'ils ne sont pas accessibles pour l'ensemble

de la population. Les personnes en situation de vulnérabilité numérique devront donc être accompagnées pour pouvoir en bénéficier.

Le site Eco-partage est le premier site belge consacré au partage de plantes, fleurs, fruits, légumes et graines. D'utilisation très simple il ne demande qu'à être alimenté par chacun.

<https://www.eco-partage.be/>.

N'oublions pas non plus **Fruit and Food**. Si le site est français, ses concepteurs assurent que cette solution peut complètement s'adresser à un public belge : « En effet, notre plateforme repose sur un système de géolocalisation et il est donc tout à fait possible de s'inscrire également en Belgique »⁶.

<https://www.fruitandfood.fr/>.

Enfin, une nouvelle application devrait apparaître au printemps 2024 ; « **Dans le potager d'à côté** ». C'est le Belge Julien Geets qui porte ce projet. Sa première opération de crowdfunding a échoué mais Julien reste motivé et convaincu par ce projet de partage⁷. Alors il continue d'y travailler.

Pour ceux qui préfèrent la version « old school » au numérique, nous avons trouvé deux ressources pour vous aider à organiser une bourse aux plantes :

- CréathéClaire, Organiser un troc aux plantes en bibliothèque (ou ailleurs) :

<https://biblouisemichel.wordpress.com/2020/10/08/organiser-un-troc-aux-plantes-en-bibliotheque-ou-ailleurs/>.

- Promesse de Fleurs, Troc ou bourses aux plantes ; nos conseils pour s'organiser :

<https://www.promessedefleurs.com/conseil-plantes-jardin/ficheconseil/troc-ou-bourse-aux-plantes-nos-conseils-pour-sorganiser>.

⁶ Ines Bazillier (Co-Fondatrice de Fruit and Food), Entretien avec l'auteur, Bruxelles, le 8 mars 2023.

⁷ Julien Geets, Initiateur du projet «Dans le potager d'à Côté», TV Com, [en ligne :] https://www.tvcom.be/video/info/julien-geets-initiateur-du-projet-quot-dans-le-potager-d-a-cote-quot_32277.html?fbclid=IwAR2DtY-GBc1fcuSGDR14g-caiADRSNIT5TUzHq8SmBZrcGZ119QX_c2AJTs.

E. La bibliothèque d'objets

La bibliothèque d'objets occupe une belle place dans le classement des projets sollicités par les personnes en situation précaire. Ce que l'on appelle aussi une objethèque est un endroit où vous pouvez emprunter à prix modique des objets que vous n'utilisez que rarement comme une tente de camping, une échelle ou un appareil à raclette. Si ces objets vous encombrant, vous pouvez aussi les prêter à vos concitoyens. Vous gagnerez de la place et des points de karma. Comme ce concept n'est pas très connu on aurait tendance à croire que c'est nouveau. Qu'on se détrompe ! Selon un article de Shareable, « Ce que l'on croit être la première bibliothèque d'outils est en activité depuis 1943 à la bibliothèque publique de Grosse Point, au Michigan. Il y avait au moins une vingtaine de bibliothèques d'outils dans les années 1970, mais beaucoup ont fermé en raison d'une combinaison de difficultés à fonctionner manuellement (sans solutions technologiques), de la montée de la culture de consommation, de la « thérapie de détail » et de la disponibilité de produits bon marché souvent fabriqués à l'étranger dans des endroits sans les mêmes exigences environnementales ou de main-d'œuvre »⁸

Bien qu'il subsistait encore quelques bibliothèques d'objets d'origine, le mouvement a connu un rebond considérable à partir de 2008 en raison de deux facteurs : la crise financière mondiale qui a projeté des millions de personnes au chômage, dans l'incapacité d'entretenir leur maison ou de se lancer dans un nouveau projet professionnel, mais aussi le développement de logiciels et autres technologies grand public dont les coûts diminuaient, rendant de ce fait la création de bibliothèque d'objets plus aisée. « Le fait que l'inventaire soit facilement consultable en ligne a été un facteur clé de la croissance rapide de la bibliothèque d'outils, car il a permis aux membres de la communauté de voir et de s'enthousiasmer pour les centaines, voire les milliers d'outils qu'ils pouvaient emprunter. »⁹

Au-delà de l'aspect écologique indéniable, ce projet fait sens en termes de collectivité ; les gens se rassemblent, échangent et parfois construisent d'autres projets ensemble comme des ateliers de réparation, de bricolage, de menuiserie où se tissent des liens intergénérationnels.

⁸ LLEWELLYN T., « Comment les bibliothèques d'objets renforcent la résilience, luttent contre le changement climatique et rassemblent les communautés », Shareable, 17 Avril 2019, [en ligne :] <https://www.shareable.net/how-libraries-of-things-build-resilience-fight-climate-change-and-bring-communities-together>, consulté le 17/03/2023.

⁹ Ibid.

Une bibliothèque d'objets n'étant pas forcément l'autre, nous avons interviewé plusieurs porteurs de projets. La première personne à se prêter au jeu des questions est Tatjana de la BOM à Montreuil.

a. La BOM de Montreuil

Nous avons eu la chance en mars 2023 de rencontrer Tatjana Uskokovic de l'objethèque (c'est le nom que des Français utilisent) à Montreuil, près de Paris.

Au départ elle se destinait aux droits de l'Homme. Elle en a fait ses études. Elle a aussi travaillé dans le domaine du droit d'asile, de la lutte contre la pauvreté et maintenant dans l'écologie. Aujourd'hui elle se définit comme « salariée assez précarisée ». Elle n'a pas été à l'initiative du projet mais elle coordonne la BOM (Bibliothèque d'Objets de Montreuil) depuis août 2022.

Et comme elle est aussi généreuse, elle a accepté de nous consacrer un peu de son temps pour répondre à toutes nos questions.

La petite histoire ; comment est née l'idée de créer la bibliothèque d'objets à Montreuil ?

À la base, c'est une initiative d'une association appelée « laboratoire du partage » qui a pour mission d'observer l'économie du partage et de la justice sociale sur un territoire donné. « *Dans une société capitaliste basée sur l'accumulation des choses et tout ce que cela suppose en termes de déchets, il faut s'interroger sur les alternatives viables en termes de partage. Mais aussi sur la manière de satisfaire des besoins sans accumuler des biens qui sont au final destructeur de la planète* »¹⁰.

Sylvain Mustaki, qui deviendra le fondateur de BOM décide il y a quelques années d'organiser un évènement sur « les routes du partage » à Montreuil. Le principe était d'occuper les espaces publics pour mettre en avant les initiatives locales d'apprentissage, culturelles, et d'autres domaines. « *L'opération ayant bien fonctionné Sylvain Mustaki et le maire de la ville de coloration communiste (ce n'est pas négligeable) se sont posé la question : et maintenant on fait quoi ? (...) donc ce projet ne partait pas d'un besoin exprimé par citoyens mais d'une observation et de l'envie de faire un test* ».

Dans un article du site Shareable, le président et fondateur de La BOM, Syl-

¹⁰ Tatjana Uskokovic (coordinatrice de la BOM), entretien avec l'auteur, Bruxelles le 17 mars 2023.

vain Mustaki relate : « Construire une communauté basée sur le partage et l'entraide est la meilleure chance pour les gens de traverser des moments difficiles. Nous devons faire quelque chose »¹¹. Son ambition est de suppléer à un système économique qui prive les personnes en difficulté financière de leurs droits, de donner l'occasion à chacun de partager des objets parfois coûteux et ainsi de réduire le nombre de déchets. Le projet est donc à la fois écologique et solidaire.

C'était en 2019 mais le Covid-19 a retardé le lancement du projet à avril 2022.

Ce projet peut-il être initié par un citoyen lambda ? Ou une structure associative est-elle nécessaire ?

La meilleure façon c'est de commencer petit et de démarcher les amis, les voisins pour les inviter à partager leurs objets. Nous on s'y est pris à l'envers (...) Une structure associative, c'est très bien pour chercher du financement, mais le cœur du projet ce sont des personnes qui partagent des objets.

Est-ce que des personnes en situation précaire ont co-organisé avec vous la mise sur pied du projet ?

Non car ne n'était pas une réponse à un besoin exprimé. Ceux qui ont porté le projet ne vivent pas la précarité. Mais maintenant on commence doucement à parler de gouvernance. On aimerait bien intégrer la voix des adhérents dans le conseil d'administration et que ça tourne, que ce ne soit pas toujours la même personne qui porte cette voix pour avoir accès à des horizons et des réalités économiques différentes.

Comment envisagez-vous de les intégrer davantage ?

On organise des ateliers de réparation (repair cafés) qui connaissent un fort succès auprès des personnes en situation précaire. Des habitués viennent souvent avec des appareils cassés.

On envisage des cours de réparations dans les bas d'immeubles dans les quartiers prioritaires pour toucher plus de public et faire connaître la bibliothèque. On a aussi l'idée de faire des points relais dans des lieux comme un centre social, avec des permanences tous les vendredis pour mettre à disposition une dizaine d'objets bestseller comme des perceuses.

¹¹ <https://www.shareable.net/author/tina-jenkins-bell>, La fabrication de La BOM : la nouvelle bibliothèque d'objets et de partage de Montreuil, Shareable, <https://www.shareable.net/2022/12>, <https://www.shareable.net/the-making-of-la-bom-montreuil-new-library-of-things-and-sharing-hub>.

Est-ce que les prix sont accessibles pour les personnes en situation de précarité ?

Le coût de l'adhésion est de 10 euros par an mais il existe aussi un tarif réduit à cinq euros et un tarif solidaire à un euro. C'est compliqué cette question de tarif car cela demande de l'intelligence sociale. Pour l'instant l'accueil est géré par deux garçons en service civique et c'est délicat pour eux de faire une distinction entre les nouveaux adhérents alors c'est le client qui décide.

Les frais de location varient de cinq euros par semaine pour les articles d'une valeur inférieure à 100 euros à 50 euros par semaine pour les objets coûtant plus de 1 000 euros. Mais là encore ça dépend.

Mais nous, il faut qu'on vive. On a besoin de ces ressources financières. Nous on a choisi ce modèle économique, mais on interroge ce modèle. Et ce que nous avons constaté est que les objets qui reviennent pas c'est ceux qui sont gratuits. On considère que c'est normal de payer ne fut-ce qu'un petit tarif. 80 % des objets sont gratuits ou sont à cinq euros. On a un an d'existence. On ne va pas changer maintenant. Mais on réfléchit à d'autres modèles. Ça peut être une adhésion de 20 euros et la possibilité d'emprunter un certain nombre d'objets gratuitement sur l'année et de participer aux ateliers. On ne sait pas. L'idée est d'être moins cher et de faire fonctionner la bibliothèque d'objets. C'est dur mais passionnant comme débat.

Fonctionnement au quotidien

Nous, on a décidé de centraliser les objets. La bibliothèque est ouverte deux jours par semaine, le mercredi et le samedi. Mais à Lille c'est un autre modèle, c'est une plateforme de particuliers et c'est un modèle qui marche bien.

Dans notre cas, avoir un lieu fixe permet la rencontre des gens. On peut entendre des conseils, des recommandations et cela permet de développer d'autres projets.

À Lille il n'y a pas de lieu donc peu de dépenses. Le lien de confiance fonctionne bien quand le groupe n'est pas trop important, mais quand tu commences à grossir c'est important d'avoir une structure ne fut-ce que pour entretenir ou réparer des objets cassés. Ça sécurise énormément.

Quand on veut un objet, on le réserve comment ? par internet ? d'une autre manière ?

Les Américains ont développé le logiciel myturn qui est utilisé par 80 % des bibliothèques d'objets. C'est un catalogue en ligne sur internet. On peut ré-

server des objets mais pas payer leur location à ce moment-là. C'est au moment où le client vient chercher l'objet qu'il paie la location. Mais la majorité des gens viennent à la bibliothèque pour réserver.

Que faites-vous quand on ne vous rend pas un objet ou quand on vous le rend abîmé ou cassé ?

C'est rare ! Et sur le logiciel, les retards s'inscrivent directement. En vrai les gens reviennent au bout d'un moment. Une fois un objet n'est jamais revenu. C'est du vol mais c'est le jeu. Après tu bannis la personne de la bibliothèque pour toujours.

En cas de casse, c'est au cas par cas. Si tu empruntes des verres à champagne et que tu en casses un ou deux, on ne dit rien. Tant pis. Si c'est la moitié qui disparaît on demande au client de participer au rachat des flutes.

Notre stock c'est 80 % de dons. On a aussi quelques prêts. On les stocke ça débarrasse de l'espace chez le prêteur. Celui-ci peut venir rechercher ses objets à tout moment. On a une convention pour le prêt. Si la panne est due à une usure normale, on n'est pas tenu responsable. S'il s'agit d'une casse on s'engage à racheter un objet au prêteur. Et celui qui emprunte participe. C'est au cas par cas.

BOM, ce n'est pas seulement une bibliothèque d'objets ?

Les 600 m² de bâtiment permettent d'organiser des événements sur la transition, d'avoir un studio de musique et d'autres activités... Ça nous fait de l'argent

On réfléchit à une offre vers les entreprises ; des cours de réparation destinés au personnel par exemple.

Des chiffres pour épater la galerie

Rien que sur les dix premiers mois d'existence, la BOM a séduit 700 adhérents. Parmi eux, on dénombre 361 emprunteurs.

En mars 2023, le nombre de locations d'objets s'élevait à 632 .

Les moyens à mobiliser ainsi que des conseils pour rassembler ces moyens.

a. Moyens humains

Combien de personnes ? cela dépend du volume de la bibliothèque. La question est surtout celle des compétences. Si tu n'as pas de bricoleur c'est la cata. Il faut entretenir le matériel, conseiller les gens, fournir les bons consom-

mables, ce qui implique d'avoir des connaissances pour poser les bonnes questions aux clients -tu veux percer quoi ? du métal, du bois ?

Il faut aussi une personne pour accueillir les clients et vérifier que tout revient.

Moi je passe beaucoup de temps à communiquer pour nous faire connaître dans les quartiers, collecter des dons, faire lien avec autres associations. Parfois il faut faire des achats de première ou seconde main.

Idéalement il faut quelqu'un pour la veille informatique pour activer ou désactiver les objets, les référencer (tester, nettoyer.). Tout ça prend du temps.

Pour l'instant on est trois salariés mais à Chicago ça fonctionne uniquement avec des bénévoles.

b. Moyens matériels

La bibliothèque compte cinq-cent-vingt objets répartis dans 70 m² de stockage. On a aussi un espace réparation de 30 m². Avoir 100 m² c'est bien.

Pour le transport, on utilise nos voitures personnelles. Au début, pendant l'effort de collecte d'objets parfois volumineux, un véhicule utilitaire a été nécessaire.

c. Moyens financiers

Les coûts de fonctionnement de la bibliothèque sont élevés car le loyer est à 3 000 euros, et les salaires s'élèvent à 12 000 euros. C'est un vrai souci.

On a des colocataires : une entreprise d'insertion professionnelle en menuiserie, un réparateur de vélos, une association et bientôt un groupe de jeunes avec une imprimante 3D qui bossent sur la technologie de manière générale. C'est comme ça qu'on se débrouille.

Notre objectif est d'arriver à se financer à 50 % tout seul au bout de trois ans. Donc oui on dépend de subvention publiques. Cela veut dire que l'on va devoir développer de nouvelles activités.

Un partenariat est-il nécessaire ? lequel ?

La BOM a bénéficié du soutien de la communauté ainsi que des fondations, du gouvernement régional et du maire de Montreuil.

Pièges à éviter quand on monte un tel projet

Commencer gros, être trop ambitieux. Mieux vaut commencer dans un garage.

Votre meilleur souvenir, c'est ...

L'inauguration avec le public et des officiels. On a bloqué la rue, il y avait des stands avec des partenaires comme des associations de partage de livres, des associations de compostage, des fresqueurs, des ateliers de fabrication d'instruments de musique en matériaux de récupération, un concert et un atelier d'idéation.

Votre pire souvenir, c'est...

Avec toutes les idées de développement j'ai plein de moment de pression car j'ai 600 m² à gérer. Raison de plus pour ne pas commencer trop grand.

Aussi, j'ai un CA bienveillant et de bonne volonté mais ils ne connaissent rien aux contrats de travail, à l'adhésion à la mutuelle, aux dossiers de ressources humaines. Or, c'est super important. C'est un travail d'être employeur.

Pour avoir un conseil, le plus facile c'est...

Le réseau des bibliothèques d'objets.

Email : bonjour@objetheque-lereseau.fr

Sources sur Internet

- Le réseau des objethèques françaises :
<https://www.objetheque-lereseau.fr/>

Il est fort probable que la mise en réseau des forces vives des bibliothèques d'objets aboutisse sur la création d'un guide en français. Affaire à suivre.

- Myturn, l'outil suggéré pour gérer votre stock :
<https://myturn.com/>

À lire :

<https://www.shareable.net/the-making-of-la-bom-montreuil-new-library-of-things-and-sharing-hub/>

b. La Manivelle de Genève

Direction la Suisse où nous avons rencontré Robert Stitelmann qui a bien voulu nous raconter son expérience. Il a créé La Manivelle et depuis, vous le verrez, le projet a fait beaucoup de petits.

La petite histoire ; comment est née l'idée de créer la bibliothèque d'objets ?

L'histoire de la Manivelle est née, nous dit Robert, d'un besoin égoïste. Il avait une vingtaine d'années, il était étudiant et il vivait dans un bâtiment voué à disparaître avec un bail précaire. Il n'avait pas d'argent, pas de place mais l'envie de faire plein de choses sans devoir acheter et stocker. Bref, c'était le terreau parfait pour faire émerger une idée de projet.

Alors il crée dans un premier temps un free shop dans un garage à Lancy dans la banlieue de Genève ; les gens déposent des objets qui sont pris par d'autres. Ça fonctionne très bien et Robert se dit qu'il y a tellement de choses qui pourraient servir à d'autres personnes.

Lors de recherches sur Internet en 2013 il découvre le projet « la remise » à Montréal. Il se dit que « c'est trop bien ». Et l'idée reste dans un coin de sa tête pendant qu'il poursuit ses études en gestion et protection de la nature.

Cinq ans plus tard, Robert se retrouve au chômage et « ce projet génial de la remise » lui revient en mémoire. Alors il se renseigne sur différents forums et se lance. Il réalise que c'est une véritable entreprise à gérer et qu'il n'est pas formé pour cela mais il se lance tout de même. Aujourd'hui il trouve que c'est plutôt « gratifiant de faire 15 métiers en parallèle ». Des amis viennent en soutien mais c'est Robert le moteur du groupe, la colonne vertébrale et comme le projet séduit beaucoup de monde, il bénéficie de quelques bons coups de main.

En quoi le projet est-il à la fois écologique et solidaire ?

Pour Robert ce projet est avant tout un projet « très solidaire car c'est un projet de biens communs. L'objectif principal est de donner à tous un accès à des ressources à bas prix, de donner aux gens la possibilité de faire des choses qu'ils ne feraient pas par manque de moyens financiers. C'est plus social qu'écologique en fait. Les gens viennent parce que c'est pratique pour eux, pas parce que c'est écologique. Ils empruntent une luge au lieu de la payer 50 francs (suisse) dans un magasin. Notre vision de la société c'est une société de partage et de mise en commun. C'est pareil en ce qui concerne la gouvernance. Nous ne sommes pas une entreprise qui veut faire de l'argent »¹².

Et aujourd'hui la Manivelle s'est développée au point de faire de la formation en insertion pour des jeunes de 15 ans qui découvrent logistique.

¹² Robert Stitelmann (entrepreneur de la transition écologique et sociale et fondateur de La Manivelle), entretien avec l'auteur, Bruxelles, le 4 avril 2023

Ce projet peut-il être initié par un citoyen lambda ? par des personnes en situation précaire ? ou une structure associative est-elle nécessaire ?

La Manivelle nous démontre qu'une bibliothèque d'objets peut très bien être lancée par un citoyen lambda et non par une structure associative. Faut-il vivre confortablement pour porter un tel projet ? Et bien non puisque Robert nous déclare vivre lui-même en dessous du seuil de pauvreté. Tout comme ceux qui l'accompagnent dans ce projet : « nous sommes une bande de travailleurs pauvres ! »

Aujourd'hui la Manivelle se constitue d'une équipe de quatre salariés engagés à 60 ou 80 % ainsi que cinq à sept stagiaires non rémunérés.

Est-ce que les prix sont accessibles pour les personnes en situation de précarité ?

Les utilisateurs de la Manivelle paient un abonnement annuel à 100 francs suisses (ou 102 euros) ou un abonnement mensuel à 20 francs. Cet abonnement permet d'emprunter autant d'objets que l'on souhaite. Et tout est à moitié prix pour ceux qui n'ont pas les moyens : « On fonctionne à la confiance. On laisse les utilisateurs décider quel type d'abonnement ils veulent prendre »

Mais depuis janvier 2023, la structure permet aussi aux utilisateurs de ne pas payer d'abonnement et de louer un objet à un prix modique : cinq ou dix francs selon l'objet.

« Aujourd'hui la moitié des utilisateurs sont des personnes précaires. Ils sont venus naturellement comme les autres clients ».

Fonctionnement au quotidien

La Manivelle est ouverte du mardi au samedi. Cela leur permet d'accueillir 20 ou 30 personnes par jour.

« Le fait est que ce n'était pas un succès au départ. On a galéré. C'est long de changer les habitudes des gens. Il faut dire que je ne suis pas un communicant. C'est donc le bouche à oreille qui a fonctionné. Nous avons aussi pris quelques contacts avec des associations et avons utilisé les réseaux sociaux pour nous faire connaître. La communication, c'est un vrai enjeu. »

Que faites-vous quand on ne vous rend pas un objet ou quand on vous le rend abîmé ou cassé ?

C'est assez rare. Quand cela arrive, on trouve une solution.

Des chiffres pour épater la galerie

La Manivelle c'est 10 000 prêts en 2022 et 1 000 utilisateurs actifs.

Les moyens à mobiliser (au départ) ainsi que des conseils pour rassembler ces moyens.

a. Moyens humains

« Cela dépend d'énormément de choses. Le mieux est d'organiser un sondage d'intérêt à diffuser aux associations et de réunir les gens intéressés. Cela permet de voir dans quel quartier tu peux développer une bibliothèque d'objets, avec quels horaires et de repérer combien de personnes sont disposées à prendre un abonnement, combien d'objets à donner seraient disponibles pour commencer à construire une base de données de futurs utilisateurs. »

Idéalement prévoir dans l'équipe un webmaster pour mettre en place la base de données d'objets sur base des logiciels qui existent déjà. Selon Robert, il n'est pas nécessaire d'avoir un bon bricoleur dans l'équipe. Quand un outil doit être réparé, il est confié à un réparateur. Cela fait fonctionner aussi l'économie locale.

b. Moyens financiers

La Manivelle a utilisé le financement participatif ; une plateforme typiquement genevoise qui leur a permis de décrocher 20 000 francs suisses. « L'avantage, c'est que cela te fait une belle communication. On a pu bénéficier d'articles dans les journaux. En plus, ça commence à te donner de la matière pour aller voir les communes environnantes comme le nombre de personnes intéressées. »

c. Moyens matériels

1) Locaux

La manivelle a commencé le projet en louant un local à 400 francs. Mais la situation a vite évolué.

Aujourd'hui, La Manivelle et d'autres associations occupent un local de 1 200 m² cédé par la ville de Genève. C'est gratuit mais La Manivelle a dû faire des travaux pour 180 000 francs. C'est passé par un emprunt que La Manivelle rembourse pendant cinq ans mais « si tu dois louer un tel espace, le modèle économique ne tient plus ! »

Une injection d'argent public est nécessaire ; « À terme cela pourrait tourner sans subsides. Mais pour l'instant le projet génère peu de marge. La plus-va-

lue est avant tout sociale et écologique. Malheureusement le système économique aujourd'hui ne valorise pas ce genre de plus-value ».

2) Transport

On peut très bien s'en passer. De temps en temps on fonctionne avec des vélos-cargo.

3) Biens, outils...

« Les objets proviennent à 90 % d'appel aux dons. Parfois on reçoit de l'argent de la part de communes et de fondations pour acheter de nouveaux biens. Mais franchement, la récolte d'objets ce n'est pas un problème ».

Quelle méthode de travail préconisez-vous ?

Tout d'abord mettre en commun tous les savoirs. Il faut s'inspirer d'autres bibliothèques d'objets. S'imprégner des expériences en cours.

Puis commencer quelle que soit la taille et la forme du projet. Il faut construire brique par brique. Si tu attends que le projet soit parfait tu ne te lances jamais. Il faut y aller au bluff. Nous on a dit aux gens ce qu'on allait faire et comment cela allait fonctionner. On s'est payé un local à 400 francs de loyer. Les objets sont arrivés. À ce moment-là les communes nous riaient encore au nez. Mais à partir du financement participatif, elles nous ont pris au sérieux. Alors, tu atteints les cinquante utilisateurs. Du coup, tu cherches plus grand. Il faut fonctionner étapes par étapes, le succès appelle le succès et ne pas avoir peur de l'échec. Même un village de 1 000 personnes c'est suffisant pour démarrer. Si on y va de manière progressive, on ne se plante pas. Par contre si tu empruntes de l'argent en anticipant des revenus qui n'arrivent pas, là tu peux te planter ». Robert nous explique qu'il pensait que beaucoup plus de personnes allaient s'inscrire ; « cela fait quatre ans qu'on existe, on a bénéficié d'une bonne couverture presse. Mais on a que 1 000 personnes alors que la ville de Genève c'est 200 000 habitants ».

Pièges à éviter quand on monte un tel projet

On peut les éviter si on commence doucement. En tout cas il faut éviter de rester seul. Il faut sonner à toutes les portes et là on se rend compte qu'il y a énormément de gens qui ont envie d'aider. Il faut oser demander aussi. Par exemple, après 18 mois d'existence, lors d'une conférence où l'on m'a demandé de prendre la parole, j'ai osé dire que la Manivelle avait besoin d'argent. À la fin de la conférence, un chef d'entreprise est venu discuter avec moi et a

fait un don de 20 000 francs. Il faut se donner l'ambition de voir grand mais ne pas décourager ceux qui n'ont pas de subvention. Au départ il faut juste un local, quelques objets et une connexion internet. Et surtout oser demander.

Votre meilleur souvenir, c'est ...

« La Manivelle, c'est des milliers de petites victoires tous les jours, quand on voit que les gens sont heureux d'emprunter ». Et puis il y a d'autres types de victoire. La semaine qui a précédé l'interview avec Robert, la Manivelle a reçu 200 000 francs d'une fondation pour développer son activité.

Le jour du lancement de la Manivelle reste aussi un très bon souvenir ; « voir tous ces gens qui amenaient des objets. Ce jour-là on a fait connaissance de personnes qui intégreront l'équipe par la suite. » Ce qui motive Robert avec la Manivelle c'est cette « capacité à mettre des gens qui ne se connaissent pas autour d'un projet commun. Plusieurs personnes écrivent régulièrement pour voir s'il y a possibilité de créer la Manivelle ailleurs en Suisse. On y va, on fait une soirée de présentation et 15 personnes super motivées rejoignent le comité. Aujourd'hui il y a 22 Manivelles en suisse. »

Robert accompagne ces projets naissants la plupart du temps. Mais son objectif serait d'avoir suffisamment de fonds pour pouvoir en accompagner davantage et avoir un poste au niveau national.

Votre pire souvenir, c'est...

« Il y a des moments où on se sent seul. C'est une grosse entreprise. J'avais beaucoup d'ambitions – je trouve que ça devrait être partout, gratuit et financé- et au début j'ai passé pas mal de temps auprès des maires de communes qui me disaient non on n'a pas d'argent. C'est compliqué des fois d'être face à l'inertie du monde. » Il nous explique que la couleur politique ne joue pas ; « parfois il y a des droitards plus pragmatiques que des pseudo-verts. Je suis pour dépasser ce clivage. »

Vos conseils en matière de ressources disponibles

Pour commencer vos recherches, La Manivelle vous préconise de commencer par le site www.sharestarter.net lancé par l'équipe de Robert.

et www.sharestarter.org : Share Starter – Lending Library Alliance – Renforcer la résilience par le partage

Pour vous contacter c'est...

Email : info@manivelle.ch

le site de la Manivelle : www.manivelle.ch

c. Usitoo (Bruxelles et Brabant wallon)

Xavier Marichal et Fred Chomé sont les Fondateurs d'Usitoo. Pour ce projet de publication, c'est Xavier que nous rencontrons à Court-Saint-Etienne le 18 avril 2023.

Usitoo, c'est une entreprise – une société coopérative pour être plus exacte – qui a développé une plateforme qui vous permet de louer à prix modique des objets que vous utilisez en général une à trois fois par an. Il faut toutefois habiter dans le Brabant Wallon ou à Bruxelles et utiliser les points-relais pour en profiter. Vous devrez aussi vous délester d'un prix de livraison (raisonnable et qui permet une rémunération correcte du livreur) sauf si vous vivez à Bruxelles-Ville ou Watermael-Boitsfort qui assurent la gratuité. Nous sommes toujours dans la catégorie des bibliothèques d'objets mais avec un autre modèle économique.

Alors Xavier, il a plusieurs bras et plusieurs têtes. Ses semaines sont donc bien occupées ; en plus d'être CEO d'Usitoo, il est consultant environnemental, conseiller communal et donne des formations à l'Université Saint-Louis de Bruxelles, sans compter ses activités dans l'association Quatre quarts. Bref, sur le plan social et environnemental, c'est quelqu'un d'impliqué.

La petite histoire ; comment est née l'idée de créer Usitoo ?

« L'idée est née dans un bureau de conseil en Développement Durable, d'une volonté d'une partie de l'équipe de dire on gagne notre vie correctement, on fait des recommandations qui passent souvent à la trappe et si on se penchait sur un projet en lien avec la durabilité d'autant plus qu'aucun acteur privé ne s'y intéresse. Le problème des objets est arrivé en 2012. Nous sommes dans l'époque du zéro déchet, mais ce zéro déchet ne s'attaquait qu'aux déchets d'emballage. Or, le vrai problème ce sont les objets. Les emballages ce n'est que le sommet de l'iceberg. Il faut regarder ce qu'il y a en-dessous. On extrait beaucoup plus de matières pour la fabrication d'objets que pour des emballages. Les parcs à conteneurs débordent surtout d'objets en fin de vie. La frénésie de la consommation est liée aux objets et non aux emballages. On ne parle pas assez de ces objets »¹³.

Alors l'équipe se penche sur la rédaction d'une note de synthèse, la réalisation d'un site web, fait de la sensibilisation à cette problématique des déchets. Une enquête est menée auprès de 800 personnes et Xavier est surpris par les

¹³ Xavier Marichal (Fondateur et CEO d'Usitoo), entretien avec l'auteur, Court Saint Etienne le 18 avril 2023

résultats ; il constate que ce n'est pas un problème de connaissance ; les répondants sont bien conscients qu'ils devraient louer plutôt qu'acheter mais ça ne rentre pas dans leur mode de vie. Ils sont conscients de l'intérêt personnel et de l'intérêt écologique d'un projet qui consisterait à utiliser plutôt qu'acheter un objet mais, selon eux ; cela n'a pas de sens sur le plan économique ; pourquoi louer une machine à 20 euros plutôt que d'acheter une machine à 100 euros pour toute sa vie ? même si la qualité n'est pas bonne. Les répondants mettent en évidence un frein psychologique « Je ne serais pas rationnel de louer à ce prix-là ».

Autre frein que l'on connaît bien ; le temps ; « je n'ai pas le temps pour tout ça » quelle que soit son activité et la situation familiale ; « Aller au magasin de location ça prend trop de temps. Sur une plateforme d'échange d'objets entre citoyens, je dois envoyer un mail, parfois cela prend dix échanges de mail pour trouver un rendez-vous qui convienne à tout le monde. Parfois c'est trop long de faire 15 km pour avoir un taille haie et 15 km pour le retour. Avec les SEL je sais que je vais devoir tailler une petite cosette avec la personne qui me rend service, ça prend du temps ! »

Troisième point dont il faut tenir compte selon, Xavier, c'est le risque de propriété. Il y a souvent voire toujours un risque de tension entre l'utilisateur et le propriétaire de l'objet. On craint de ne pas récupérer son objet en bon état, on craint des remarques éventuelles (même entre les membres d'une famille). Tout cela peut être réglé avec un dépôt de garantie. Mais ce système de dépôt, ça bloque les gens. Ce n'est notamment pas dans les moyens des préca-risés. De plus, ce système de dépôt de garantie n'est pas sécurisant pour les utilisateurs qui craignent qu'on les gruge avec une location qui s'avère plus chère que ce qu'on lui a annoncé.

Xavier évoque alors Airbnb « Dans le peer to peer, ce qui fait le succès de Airbnb, c'est qu'il a prévu de garantir chaque location à 1 000 000 d'euro si les propriétaires ne sont pas bien assurés. C'est la clé du succès. S'il n'y avait pas eu cette assurance Airbnb aurait-il connu le même succès ? Bref il faut rassurer les utilisateurs. Mais en location d'objet cette assurance serait trop chère.

Les trois freins étant identifiés, il fallait désormais imaginer une solution qui permette de les soulever.

Ils ont donc décidé que Usitoo serait une plateforme en ligne car « c'est un accélérateur de temps. Ce qui n'est pas le cas au Brico où vous devez faire la file au service de location de matériel et où vous n'êtes pas garanti non plus

d'avoir une machine si vous n'êtes pas le premier client dans la file. Tout doit aller vite ».

L'expérience avec Usitoo leur montre que l'essentiel des réservations se fait après 22h00. « En deux minutes, le client sait si l'objet est là dans un point relais (qui peut être une boutique, une recyclerie, une ressourcerie (qu'on doit convaincre d'être complémentaire). Aujourd'hui, on y est et ça prend ».

Il faut s'adapter, trouver des solutions aux problèmes soulevés, imaginer de nouvelles pistes de développement. « On a arrêté de livrer tous les jours car ça coûte une fortune. On loue un objet pour une semaine et on ramène les livraisons sur une seule journée, le mercredi ». La livraison à domicile est possible mais plus chère (20 euro).

Les transactions se passent en ligne. Le client paie avec une carte bancaire. On travaille fort sur la confiance. Avoir un email et un numéro de carte bancaire suffisent.

Dans la foulée, Xavier et Fred ont décidé de ne pas demander de dépôt de garantie. On leur a dit qu'ils étaient fous mais selon eux l'entreprise doit correspondre à une vocation sociale et environnementale. De toutes façons, on garde le nombre de couacs à 1 %. L'expérience a montré que certains objets posent soucis comme les appareils multifonction thermique pour jardin qui reviennent souvent en panne. Les gens l'utilisent mal malgré des modes d'emploi que les gens n'ont pas envie de lire. Alors, on arrête avec ce type d'outils.

Le développement du projet

Le Covid est venu complètement bouleverser le développement d'Usitoo (on vous l'explique plus bas). Mais Xavier est résolument orienté solutions et ne s'avoue pas vaincu. Aujourd'hui Usitoo développe une collaboration avec Agricover de Gembloux. Pourquoi ? parce qu'ils livrent les mêmes adresses et qu'ils peuvent se soutenir mutuellement dans leurs propres activités ; ainsi Usitoo peut profiter du système de livraison des acteurs de l'économie sociale qui sont, quant à eux, formés à l'utilisation de sa plateforme pour faciliter la préparation des commandes. La mise en place de synergies permet de pérenniser Usitoo.

Objectifs du projet :

Permettre à chacun de vivre une sobriété heureuse, de bénéficier d'un certain confort sans passer par la case achat. Et bien sûr, limiter l'impact environne-

mental de notre mode de vie. Sa vocation, c'est d'être un élément qui transforme la société.

Un conseil toutefois de la part de Xavier si vous voulez « vendre » votre projet : « parlez de votre soutien à la consommation des précaires, des économies que votre commune réalisera en devant gérer moins de déchets mais n'avancez pas en premier lieu l'argument environnemental. Politiquement c'est trop connoté « écolo » et ça passe mal ! »

Pourquoi avoir opté pour l'option 'entreprises' plutôt que 'associative' ?

Car on veut démontrer que ce projet peut être pérenne économiquement. Sans doute notre biais cognitif. Il faut que cela tienne la route financièrement tout seul. On pense que dans le monde désirable de demain, il faut un équilibre financier qui est seul garant de l'emploi sans devoir faire appel aux subides. On pense qu'il faudra dix ans avant que cela soit viable.

C'est un projet destiné aux familles. On compte sur le fait que chaque année, dans chaque famille il y aura bien un entretien de la maison, sans doute une fête et aussi des vacances. Ce qui représenterait trois locations par an. Ce qu'il faut c'est trouver 5 000 ménages récurrents.

Mais cela prend du temps de se faire connaître et de changer les mentalités.

La communication sur ce projet est très compliquée. Car dans ce cas-ci on ne passe pas à l'utilisation concrète comme dans le cas du vrac ou des trottinettes qu'on peut essayer très vite. Il faudrait en parler six à dix fois par an pour espérer un impact. Xavier a déjà beaucoup communiqué sur Usitoo dans divers évènements. Les réactions du public sont sensiblement les mêmes « c'est chouette et c'est vrai je devrais consommer de cette manière » mais personne ne passe à l'action. Il y a une adhésion intellectuelle mais on utilise le conditionnel. Ce qui est une manière de ne pas projeter son action dans le futur ; « on devrait mais je n'y arriverai pas demain ».

Le bouche à oreille fonctionne bien mais c'est lent.

Maintenant la stratégie est celle des réseaux croisés et de s'organiser avec des acteurs comme les Petits Riens¹⁴ et Agricovert¹⁵, se greffer à d'autres modes de comportement positifs.

¹⁴ Les Petits riens, c'est une entreprises d'économie sociale créée en 1937, un habitat solidaire qui s'est vite spécialisé dans le tri et la revente d'objets de seconde main.

¹⁵ Agricovert est une coopérative agricole écologique vendant des produits locaux à prix juste pour assurer aux producteurs une activité viable.

Est-ce que des personnes en situation précaire ont co-organisé avec vous la mise sur pied du projet ?

On avait eu deux des trois personnes demandeurs d'emploi. Avec bon niveau de compétences. On nous a proposé d'engager des « article 60 » et on a pris un stagiaire Actiris ; il était très chouette, avec de bonnes compétences mais aussi avec un besoin de coaching permanent à côté. Ce sont des besoins qu'Usitoo ne pouvait pas suivre. D'où la conviction de devoir se greffer sur d'autres partenaires comme les Petits Riens.

Est-ce que les prix sont accessibles pour les personnes en situation de précarité ?

Les prix de location sont bas donc accessibles. De plus, Usitoo bénéficie d'un soutien forfaitaire de 25 000 euros chaque année de la part de Bruxelles-Ville, ce qui lui permet d'assurer, en échange, une livraison gratuite dans les point relais de cette commune et d'employer un code de réduction de 50 % pour les personnes en situation précaire. Ceci dit, cet aspect ne rapporte rien à Usitoo. Bien au contraire.

Que faites-vous quand on ne vous rend pas un objet ou quand on vous le rend abîmé ou cassé ?

Il faut accepter que les objets vieillissent. Quand l'objet est cassé, il y a deux cas de figure possibles. Soit vous le déclarez spontanément, on voit la nature du souci on trouve solution la moins onéreuse possible. Si, par contre, le client remet une machine cassée sans le déclarer, Usitoo facture tout le temps passé à comprendre la panne.

Plus les gens comprennent la philosophie du projet, plus ça marche et moins ça casse. Il faut que les gens comprennent qu'on ne se fait pas du fric sur leur dos. Du coup on dégage du respect.

Les moyens à mobiliser (au départ et pendant l'exécution du projet) ainsi que des conseils pour rassembler ces moyens.

a. Moyens humains

Usitoo tourne aujourd'hui avec un équivalent 1/3 temps qui doit pouvoir tout faire : « Rien n'est compliqué mais il y a un peu de complexité. Chaque opération est simple mais faut les faire dans le bon ordre avec un chef d'orchestre qui gère la complexité. C'est un métier de logistique ordinaire qui fait appel à pléthore de compétences dont quelques-unes en informatique pour gérer la plateforme et répondre aux questions. Par contre, on a supprimé le support

téléphonique notamment parce que malgré des prix bas, il y a toujours des gens qui essaient de négocier les prix. C'est chronophage.

b. Moyens matériels

Un local pour stocker

1) Transport

C'est un prestataire extérieur qui gère.

2) Biens, outils, ...

On rachète aux citoyens des objets qu'ils n'utilisent plus (contre un crédit sur le compte Usitoo). On est pour le zéro objets inutiles. Ces achats représentent 95 % du catalogue. Pour les 5 % restant on achète en seconde main.

3) Moyens financiers. Comment avez-vous rassemblé les premiers fonds pour démarrer ?

Un appel à coopérateurs. Ils sont devenus actionnaires d'Usitoo. La levée de fonds a permis de rassembler 150 000 euros. Mais aujourd'hui, la part ne vaut plus que 12 % de sa valeur initiale. On continue de se battre pour ne pas tout perdre. Du côté des actionnaires, pas de tracas ; ils savaient que c'était risqué et font comme si c'était un don.

Pièges à éviter quand on monte un tel projet

L'excès d'enthousiasme. Car il faut être conscient que ça va être lent. Mais ça en vaut la peine.

J'arrive au bout de ce que je peux donner. Je porte tout tout seul mais je suis sur les genoux. Il faut un chouette collectif, être plusieurs pour porter le projet et être ouvert pour avoir du sang neuf, de nouvelles personnes pour relayer celles qui s'épuisent.

Il faut toujours questionner ce qui marche et ce qui ne marche pas. Il faut s'adapter.

Peut-être que les temps ne sont pas assez mûrs surtout si Amazon continue à livrer des marchandises à bas prix qui ne tiennent pas compte du coût vérité. Si on tenait compte de ce coût vérité il n'y aurait plus de foreuse à vendre en dessous de 400 euros et donc des plateformes ou bibliothèques d'objets auraient plus de succès.

Votre meilleur souvenir, c'est...

Les retours enthousiastes des utilisateurs.

Xavier nous partage une mini anecdote : un jour une personne âgée, une veuve, est venue vendre deux valises de voyage qui encombraient son hall d'entrée mais qui lui étaient encore fort utiles pour aller voir sa fille à l'étranger. En s'en délestant, la dame lui a déclaré : « vous m'avez mis un rayon de soleil dans la journée ; vous me libérez de l'espace dans mon appartement et je vais pouvoir louer les valises quand je partirai chez ma fille ».

Votre pire souvenir, c'est...

Quand on a vu le modèle s'effondrer avec le Covid. Du jour au lendemain, le CODECO a déclaré le confinement. Les 40 demandes de réservations à ce moment-là sur le site ont été supprimées. Pas parce que les gens avaient peur du virus mais parce qu'ils ne savaient pas ce qu'ils pouvaient faire ou non. Là on s'est dit qu'on n'allait pas y arriver.

Etes-vous disposer à accompagner la création de nouveaux projets en Belgique francophone ? en quoi consiste votre accompagnement ? à quelles conditions ?

Xavier vous accompagnerait avec plaisir mais son agenda est compliqué. Il veut bien intervenir comme témoin et challenger mais il faut d'abord potasser, avoir lu tout ce qu'il faut savoir sur les bibliothèques d'objets (comme cette publication par exemple, les forums, les FAQ sur le site d'Usitoo etc.) : « Les bibliothèques d'objets sont toutes différentes. Il faut prendre le temps de lire et de comprendre ce qui fait la différence entre un Usitoo, un Tournevie ou un autre projet. S'ils hésitent entre deux versions, je viens volontiers répondre aux questions et poser des questions pertinentes.

On vous conseille aussi de trouver un petit subside pour le faire intervenir et couvrir ses frais.

Pour vous contacter, le plus facile c'est...

De passer par le site Usitoo : <https://www.usitoo.be/FR/index.awp>

Autre site à consulter : la bibliothèque d'outillage Tournevie : <https://www.tournevie.be/francais>.

F. La bibliothèque de vélos pour enfants

Les enfants, ça grandit vite. Si le vôtre aime pédaler, l'achat de vélos de différentes tailles de ses deux à douze ans peut représenter un budget conséquent. Et si vous échouez dans vos tentatives de revente des vélos devenus trop petits, ils vous restent sur les bras, encombrant vos espaces ou terminent à la déchetterie.

Nous avons rencontré Sofie Neyens qui est innovatrice sociale pour *beweging.net* (un réseau d'organisations sociales en Flandre) où elle travaille sur de multiples projets touchant à la mobilité.

Elle nous a donné rendez-vous à Ixelles dans une des nombreuses vélothèques lancées grâce au réseau flamand *Fietsbieb/Vélothèque*.

C'est quoi le principe de cette vélothèque ? quels sont les objectifs ? comment ça fonctionne ?

L'idée d'une vélothèque, c'est de mettre des vélos à disposition d'un jeune public en échange d'une cotisation annuelle de 20 euros. La première fois que votre bambin ira chercher son premier vélo, vous devrez aussi déposer 20 euros de garantie que vous récupérerez quand votre enfant aura atteint l'âge de 12 ans ou s'il souhaite abandonner le vélo plus tôt.

Au fur et à mesure de sa croissance, il viendra échanger gratuitement son vélo contre un plus grand, plus adapté à sa taille.

Si un vélo pour enfant traîne encore chez vous, qu'il est en bon état et que vous ne savez quoi en faire, échangez-le à la vélothèque contre une carte de membre valable un an que vous pouvez offrir à un enfant de moins de 12 ans.

Ce projet peut-il être initié par un citoyen lambda ? ou une structure associative est-elle nécessaire ?

Une poignée de citoyens bénévoles pourraient porter le projet mais ici nous sommes dans le cadre d'un réseau de vélothèques assez conséquent porté par une structure efficace ; 98 vélothèques réparties sur la Région bruxelloise et la Flandre.

Le projet *Fietsbieb/Vélothèque* est particulièrement bien rôdé et chaque acteur joue un rôle bien défini : la commune fournit un local gratuitement, finance le starter kit et s'engage à communiquer sur le projet.

De son côté, beweging.net se charge de constituer et fournir un kit de démarrage qui contient 30 vélos en très bon état de différentes tailles, une pompe et un set d'outils pour réparer les vélos. Ce kit contient aussi des outils promotionnels comme des flyers, un rool-up et un stop-trottoir. Et comme on ne fait pas les choses à moitié chez Fietsbieb/Vélothèque, on pense aussi à former les bénévoles au fonctionnement de la vélothèque, à l'entretien des vélos et à tout ce qu'il faut savoir pour bien conseiller les petits clients.

Nous ne connaissons pas de pendant francophone à ce réseau. Ce qui implique de devoir vous-même constituer votre propre kit de démarrage en cherchant le matériel et/ou en mobilisant des fonds (voir le chapitre sur le financement de projets dans la publication précédente)¹⁶

Mais d'après Sofie, les communes sont vraiment enthousiastes quand vous leur proposez le projet et nombreuses sont celles qui financent le kit de démarrage.

En quoi le projet est-il à la fois écologique et solidaire ?

C'est un projet circulaire. On récupère des vélos d'enfants qui seront utilisés par d'autres. On augmente leur durée de vie. C'est d'autant moins de déchets à traiter.

Mais c'est aussi un projet solidaire car en remplaçant l'achat par l'usage, l'on permet à de nombreuses familles de réaliser des économies. Pour le prix d'un vélo neuf (approximativement 200 euros) votre enfant aura accès à quatre voire cinq vélos en bon état entre ses deux et douze ans. Ce n'est pas négligeable¹⁷.

Mais ce projet va plus loin sur le plan solidaire. Aujourd'hui, des CPAS bruxellois avec lesquels collabore Fietsbieb/Vélothèque offrent des cartes de membre valables un an à des familles vivant une situation précaire afin de faciliter leur accès à la vélothèque. Quand on a plusieurs enfants, c'est plutôt bienvenu !

Et comme ces cartes de membres sont identiques à celles que vous pouvez recevoir contre le don d'un vélo, disposer de cette carte n'a rien de stigmatisant. Et ça c'est plutôt bien pensé !

¹⁶ DEGUELLE S. et DUBOIS K., « Vers une transition écologique et solidaire. Faire sauter les freins. Répondre aux besoins des transitionneurs et des personnes en situation précaire », op. cit.

¹⁷ Sofie Neyens (innovatrice sociale pour beweging.net), entretien avec l'auteur, Ixelles le 22 avril 2023.

Selon Sofie, aujourd'hui dans toutes les vélothèques, les profils des utilisateurs sont variés. En termes de mixité sociale, c'est donc une réussite.

Est-ce que des personnes en situation précaire ont co-organisé avec vous la mise sur pied du projet ?

Pas au début mais on remarque que des utilisateurs dont on sait la situation précaire deviennent des bénévoles au bout d'un moment.

Que faites-vous quand on ne vous rend pas un vélo ou quand on vous le rend abîmé ou cassé ?

Le principe est que tant que tu ne rends pas le vélo que l'on t'a prêté, tu reçois du courrier te signalant que ta cotisation est prolongée. Il y a des gens qui ne sont pas corrects mais cela représente un dixième des utilisateurs. À Tervuren, on a dû faire une liste d'utilisateurs qui n'ont pas payé leur cotisation.

Et si jamais un marmot malhonnête vole le vélo que votre enfant a emprunté à la vélothèque, celle-ci vous réclamera la somme de 50 euros.

Munissez-vous de cadenas !

Des chiffres pour épater la galerie

De manière générale, une vélothèque ouvre une fois par mois. Et à chaque ouverture, ce sont en moyenne six familles qui viennent s'inscrire ou échanger un vélo.

À Tervuren où la vélothèque a ouvert ses portes en octobre 2021, nous comptons aujourd'hui 229 familles utilisatrices et plus de 300 vélos en stock !

Les moyens à mobiliser (au départ) ainsi que des conseils pour rassembler ces moyens.

a. Moyens humains

Le nombre de bénévoles varie d'une équipe à l'autre. Ils peuvent être quatre, six ou encore dix-neuf.

Ils s'organisent eux-mêmes et bénéficient du soutien du réseau pendant toute la première année.

b. Moyens matériels

1) Locaux

On sait que des projets peuvent se monter sans la collaboration de la commune où on vit. Mais c'est quand même mieux de les avoir comme partenaire

d'autant plus qu'elles sont souvent enthousiastes ; elles offrent de l'argent pour constituer le starter kit, fournissent un local mais ne doivent engager personne pour faire fonctionner la vélothèque. Aucun employé communal n'est mobilisé pour ce nouveau service aux citoyens. Ça participe à leur enthousiasme.

2) Transport

Pas besoin

3) Biens, outils...

On cherche en priorité des vélos de seconde main, mais ceux-ci doivent vraiment être en bon état. Cela peut être coûteux de réparer un vélo et parfois l'achat d'un vélo neuf se révèle plus intéressant étant donné le nombre de vies qu'il va connaître.

Il faut tenir compte aussi du fait que les vélos 24 pouces sont fort demandés. On doit donc parfois en acheter pour s'assurer que le stock de vélos est bien complet et que chaque utilisateur en trouvera un à sa taille.

Le système est informatisé ; chaque vélo se voit attribué un numéro de série gravé sur un autocollant solide dont le coût de production a été assuré par un sponsor. Dès qu'une famille emprunte un vélo ou l'échange, il est automatiquement enregistré dans le système.

Ainsi donc, disposer d'une connexion internet au sein du local est un plus pour éviter de tout noter sur une feuille et ramener des devoirs à la maison.

c. Moyens financiers. Comment avez-vous rassemblé les premiers fonds pour démarrer ?

Quand les communes financent le starter kit, c'est facile. Mais « à Halle, un projet inclusif a été développé en faveur d'enfants porteurs de handicap qui exigent des vélos d'un autre type. Ils ont investi dans des vélos à trois roues et dans 16 vélos tandems grâce à un crowdfunding qui a permis de rassembler très rapidement la somme de 10 000 euros grâce aux dons des habitants et des entreprises de la Région.

Dans ce cas, on a aussi adapté le montant des cautions pour être plus cohérent avec la valeur des vélos adaptés ; on passe à 50 euros pour un vélo non électrique et à 100 euros pour un électrique. Mais la cotisation annuelle reste la même.

Quelle méthode de travail préconisez-vous ?

Une fois par mois c'est suffisant. Parfois on choisit d'organiser plus d'ouver-

tures quand la météo est bonne pendant les « mois cyclistes ». Ce sont les bénévoles qui décident. Souvent une vélothèque est ouverte de 10 à 12 heures.

Pièges à éviter quand on monte un tel projet

C'est un projet que toutes les communes aiment avoir. Ils sont fans ! Mais il ne faut pas être seul pour porter ce projet. Il est nécessaire de constituer une petite équipe.

Il faut être au clair aussi sur ce qui est ou non de la responsabilité de la vélothèque. Par exemple, on a un stock de casques pour les enfants que des clients nous donnent mais comme on ne sait pas s'ils sont de bonne qualité, on préfère avertir le client et lui faire signer un document dans lequel nous expliquons que la vélothèque n'engage pas sa responsabilité en cas d'accident.

Votre meilleur souvenir, c'est ...

Il y en a tellement ! Récemment on a collaboré avec les organisateurs du Tour des Flandres. Le 26 mars les enfants ont donc eu droit aussi à leur Tour des Flandres organisé à Bruges. Il ne faisait pas beau mais l'opération a été un véritable succès.

Et puis, cette année, on sait que la 100^e vélothèque va ouvrir ses portes. C'est aussi un évènement !

Des difficultés ?

Paradoxalement ce qu'il faut gérer c'est l'enthousiasme des communes que l'on rencontre car elles souhaitent qu'on s'installe du jour au lendemain. Le souci est qu'il faut tout de même un peu de temps pour construire une équipe solide avant une ouverture. Il faut un peu de patience.

Pour trouver tous les bénévoles nécessaires, on fait de la promo dans des écoles, les bibliothèques, à la commune.

Etes-vous disposer à accompagner la création de nouveaux projets en Belgique francophone ? en quoi consiste votre accompagnement ? à quelles conditions ?

Oui. On n'est pas contre. Mais attention le mot vélothèque est déposé. Il faudra donc trouver un autre nom.

Pour vous contacter, le plus facile c'est...

elsene@fietsbieb.be

Vos conseils en matière de ressources disponibles

Fietsbieb.be/francs – [Fietsbieb.be](https://fietsbieb.be) – Fietsbieb.be/en

G. Un GAC (groupe d'achat en commun), un SEL (système d'échanges local)

On ne va pas réinventer la roue. Le RCR² – le réseau de collectifs en recherche de résilience – met à votre disposition un site web pour découvrir les initiatives qu'ils soutiennent et surtout un guide très bien fait pour vous alimenter en informations pratiques.

Vous y trouverez aussi une carte interactive pour repérer les projets citoyens près de chez vous. Vous n'y trouverez pas que des SEL ou des GAC mais aussi des RES (Réseau d'échange de savoirs), des donneries, des potagers collectifs et des repair cafés.

Outil – Manuel des Initiatives :

<https://asblrcr.be/wp-content/uploads/2023/01/Outil-Guide-a-lusage-des-initiatives-citoyennes.pdf>.

H. La cuisine de quartier

Ça n'en a sans doute pas l'air mais la cuisine quotidienne à plusieurs mains est en passe de devenir un véritable phénomène international. L'histoire commence au Québec en 1985 quand Jacynthe et Sylvie Ouellette, deux sœurs, unissent leurs chaudrons pour économiser le budget épicerie. Elles se mettent à cuisiner ensemble. Très vite un organisme communautaire s'y intéresse (parce qu'avec un petit budget, il y a moyen de remplir son frigo) et la presse s'en mêle. Les cuisines collectives deviennent alors très vite des endroits où s'organisent les repas et la solidarité. On se réunit à plusieurs, on décide d'un budget, on élabore des menus sains et équilibrés, on fait les courses, on cuisine et on rentre tous/toutes chez soi avec des repas pour plusieurs jours et pour toute la famille.

Cette initiative a vite fait des petits. Elle ne touche pas que des personnes précarisées. D'ailleurs une cuisine collective n'est pas l'autre ; chaque groupe a ses propres critères, ses propres objectifs ; végétarien, collations pour enfants,

valorisation des invendus, productions locales, produits bio, etc. Aujourd'hui il en existe dans plusieurs régions du monde et toutes ont pour vertu de lutter contre la précarité alimentaire et de créer du lien social.

Depuis 2019, cette innovation se développe en Belgique. L'ASBL « Cuisines de quartier » soutient le développement de groupes de cuisines à Bruxelles. Et des groupes commencent petit à petit à naître ailleurs en Belgique. Actuellement, ils sont une vingtaine à Bruxelles. Les groupes sont rassemblés en Mouvement : le Mouvement des Cuisines de quartier

Sur leur site <https://cuisinesdequartier.be/>, vous trouverez plein d'outils utiles pour vous organiser, penser aux diverses tâches et au matériel à rassembler. Et bien sûr quelques excellentes recettes réalisées au sein des cuisines de quartier.

Pour ce projet qui diffère des précédents (nombre de participants limité. Homogénéité sociale au sein des groupes, mais mixité sociale au sein du Mouvement), nous avons interviewé Amélie Daems, coordinatrice de l'ASBL. Et comme elle l'indique très bien : « On parle bien de Mouvement et non de réseau car le Mouvement implique une dimension politique vers les questions de démocratie alimentaire. Les cuisines de quartier militent pour le droit à l'alimentation pour tous. Ce que ne ferait pas forcément un réseau »¹⁸.

L'accompagnement des cuisines de quartier se fait surtout sur la Région bruxelloise. Mais le mouvement a aussi des contacts avec des acteurs wallons (comme la Croix-Rouge de Verviers). Si une cuisine de quartier se développe en Flandre ou en Wallonie, les porteurs de projets sont invités à participer aux formations.

À votre avis, une cuisine de quartier peut-elle être à la fois solidaire et écologique ? **De quelle manière ?**

C'est un projet solidaire car il s'agit de favoriser des situations d'entraide au sein du groupe autour des repas du quotidien. Certains groupes se donnent aussi pour mission d'aider des personnes en difficulté alimentaire comme cela a été le cas lors des inondations. Il y a aussi de la solidarité entre groupes : les groupes peuvent se conseiller, se transmettre des bons plans, se soutenir les uns les autres. L'aspect solidaire a donc plusieurs dimensions ; à l'intérieur du groupe, entre groupes et vers des acteurs extérieurs.

¹⁸ Amélie Daems (coordinatrice du mouvement des cuisines de quartier), entretien avec l'auteur, Bruxelles, le 29 juin 2023.

C'est aussi un projet écologique car on cherche à concilier le droit à l'alimentation et la transition écologique. On défend l'accès à des produits de qualité et on tente de concilier les enjeux solidaires et les enjeux de transition alimentaire par la mise en connections de cuisines de quartier avec des projets de petit maraichage, de récupération d'invendus etc. On organise des visites sur petites des exploitations maraichères, des boulangeries qui travaillent avec de la farine bio et du levain naturel. Notre idée est de trouver des manières de concilier ces enjeux de justice sociale, de justice alimentaire et de promotion de la santé.

Est-ce que des personnes en situation précaire organisent ou co-organisent la mise sur pied de cuisines de quartier et l'initiative vient-elle de personnes assez aisées, avec un bon bagage culturel ? Ou d'une association ?

Le projet se revendique de manière hétérogène en termes socio-économiques. On s'adresse à tous les Bruxellois quels que soient leurs niveaux de vie. Par contre on met prioritairement les moyens de l'asbl à disposition des groupes qui en ont moins (qui vivent une précarité financière ou sociale ou alimentaire)

Au sein du Mouvement, il y a à peu près 65 % de personnes vivant une situation de précarité économique. Les membres des groupes de cuisine sont des personnes qui fréquentent des centres d'aides alimentaires, des maisons médicales, des centres d'alphabétisation, des maisons de quartier, des CPAS. Certains groupes réunissent aussi des personnes en grande précarité comme des personnes hébergées au Samu social.

Dans ce cas, nous nouons des partenariats avec des structures et les accompagnons dans le démarrage et la pérennisation d'un groupe de cuisine.-

Au sein du mouvement il existe aussi des groupes autonomes mais ceux-ci disposent davantage d'un niveau socio-économique plus élevé.

Avez-vous remarqué au sein des cuisines de quartier une certaine mixité sociale ?

Assez peu. Il faut dire que lorsqu'on travaille autour de la question de la cuisine, on touche à l'intime, aux moyens financiers, aux habitudes familiales et culturelles. C'est un sacré pas de partager ces choses-là avec d'autres personnes. C'est plus facile quand on partage une situation commune comme l'origine

ou une situation financière. On peut alors parler sur un terrain de confiance. On milite pour une hétérogénéité à l'échelle du Mouvement des Cuisines de quartier mais on ne force pas cette mixité au niveau des groupes.

Démarrer un projet de cuisine de quartier, c'est entamer toute une série de négociations autour de questions délicates. Les objectifs sont distincts d'un groupe à l'autre ; des plats à zéro euro pour certains, des plats réalisés à partir de produits bio achetés chez des petits producteurs pour d'autres. Tout le monde n'a pas les mêmes moyens. Si ces moyens sont différents au sein d'un groupe, cela peut engendrer des situations gênantes. Or, une cuisine de quartier, c'est une histoire de construction de relations de confiance qui s'établissent de manière progressive. C'est aussi à ça que servent les outils créés et mis à disposition sur le site web. Ces outils permettent de structurer les réflexions du groupe qui se met en place : qu'est-ce qu'on trouve bon ou pas ? Quelles sont nos exigences en matière d'hygiène en cuisine ? Tout cela est très personnel et délicat. On avance donc pas à pas dans les réflexions.

Au Québec le projet est parti de mamans solo. Elles partageaient une situation commune, elles partageaient un même problème. C'est donc plus simple de s'accorder sur les objectifs du groupe.

Pour que cela fonctionne bien, combien de personnes minimum et maximum peut-on accueillir dans un groupe ?

L'idéal est un groupe de trois à quatre personnes. Parfois il y en a plus, mais elles ne cuisinent pas toutes ensemble. Mais dans des grands groupes, il peut y avoir un roulement ; chacun cuisine à son tour mais ce qui est intéressant, c'est que tous les membres du groupe peuvent avoir des portions même s'ils n'ont pas cuisiné ce jour-là.

Le site regorge déjà de nombreux outils pratiques mais vous proposez aussi un accompagnement. En quoi consiste-t-il ?

On propose une formation au lancement et à l'accompagnement d'une cuisine de quartier. On prévoit deux jours de formation pour les acteurs qui sont en phase de démarrage, pour ceux qui ont un groupe ou une solution pour une cuisine, qui sont déjà en projet. On aide aussi des groupes à trouver une cuisine. Dans cette formation, on explique le mode fonctionnement d'une cuisine de quartier et on met les personnes en situation. On soutient aussi les groupes dans leur réflexion et leurs stratégies pour chercher leur mode d'approvisionnement mais on ne finance aucune denrée.

Cet accompagnement est-il payant ?

Actuellement, l'accompagnement n'est pas payant. Par contre nous sommes en réflexion sur l'hybridation du modèle économique car pour l'instant nous sommes financés à 100 %, ce qui nous met dans une situation de fragilité. On réfléchit à une formule à prix variable.

La formation s'adresse aussi à des acteurs relais qui vont eux-mêmes accompagner des groupes qui se mettent en place.

On pense aussi à mettre en place un système d'ambassadeurs où des groupes existants parrainent des groupes qui débutent. Il y a donc partage d'expérience concrètes.

Qu'offrez-vous comme autres services aux membres du réseau ?

On reste en contact avec les groupes. On est toujours joignable en cas de difficultés. Et on organise des réunions toutes les six semaines, ou à la demande. On organise aussi, tous les trois mois, des rendez-vous thématiques sur des questions qui préoccupent les groupes : l'hygiène, l'approvisionnement, la découpe, la communication, la gestion de conflits, etc.

Les groupes de cuisine se rencontrent également chaque année durant une journée avec des ateliers et un grand banquet ouvert à tous : c'est la rencontre annuelle des Cuisines de quartier. Et de manière régulière, on tente de répondre aux demandes des groupes par la mise sur pieds d'ateliers sur le séchage, la conservation des parts, la stérilisation, la lactofermentation. Ça a plus de sens de faire ça en groupe.

Des chiffres pour épater la galerie ?

Le projet est récent mais en 2023, on compte déjà 22 cuisines de quartier dans la région bruxelloise. Et ça grandit de manière exponentielle.

Nous avons comptabilisé 10 000 portions cuisinées dont le coût tourne aux environs de 1 à 1,15 euros par portion.

On dispose aussi d'une vingtaine de lieux d'espaces de cuisine mis à disposition des groupes (les personnes ne cuisinent pas chez elles) et ce nombre devrait augmenter dans les années à venir. L'idée étant d'identifier des cuisines « sous exploitées » dans chaque quartier et de trouver des accords pour l'occupation de ces cuisines. Être dans un lieu neutre et non personnel, ça met tout le monde sur un même pied.

Quels conseils donneriez-vous à la personne qui lit cette publication et qui se demande si c'est vraiment une bonne idée de lancer une cuisine de quartier... des conseils pour bien le guider dans ses premiers pas et le rassurer ?

C'est une bonne idée. Il faut se lancer ! Les outils créés sont vraiment une bonne base pour ne pas se lancer sans filets et ils permettent d'éviter des soucis dans le groupe.

Parce qu'évidemment, nous ne sommes plus habitués à partager cette intimité avec d'autres personnes. Ça peut être délicat de se mettre d'accord sur qui a payé quoi ou sur des règles d'hygiène. Le fait qu'il y ait des outils auxquels on fait référence permet de déminer des situations délicates.

Avant de se lancer, le mieux est d'aller prendre un verre ou partager un repas avec des personnes qui pourraient être intéressées. C'est l'occasion de s'interroger et se mettre d'accord : « dans quel objectif on le fait ? qu'est-ce qu'on veut y trouver ? ça soude le groupe et ça permet de revenir dessus : « On s'était dit qu'on cuisinerait local ou invendus ». Ça rappelle les bases.

Il ne faut pas hésiter à rentrer en contact avec le Mouvement car cela permet de se sentir entouré. On a pas mal de vidéos sur le site qui peuvent être utiles à regarder. C'est vraiment une belle aventure collective.

Ça a l'air de rien mais ça révolutionne les pratiques alimentaires. C'est très excitant comme projet et on en tire de vrais bénéfices en termes social, économiques, de partage et de plaisir

Quels sont les pièges à éviter quand on monte un tel projet ?

Croire que ça va se mettre en place seul juste avec de bonnes intentions. Ça a l'air de rien mais c'est exigeant de cuisiner ensemble.

Le piège est de ne pas se dire les choses, ne pas évaluer régulièrement ce que l'on fait. L'évaluation est une phase importante. Sinon, des automatismes qui ne conviennent pas peuvent se mettre en place. Par contre, si on désamorce ces faux plis dès le début, on donne plus de chances au groupe d'aller loin.

Votre meilleur souvenir, c'est...

Travailler sur des propositions relatives à la conservation. L'an dernier un jeune maraîcher nous a contacté car il avait plein de tomates en surplus et qu'il avait envie qu'elles servent à un chouette projet. Il nous a alors demandé si nous étions intéressées de les acheter à un prix concurrentiel. On a mis un

message sur le WhatsApp du mouvement : qui veut faire de la passata ? Et cinq groupes sont venus. Ça arrangeait tout le monde. Et nous avons pu expérimenter la conservation en grandes quantités.

Votre pire souvenir, c'est...

Parfois des relations avec des partenaires se passent moins bien car il y a un malentendu sur les objectifs. Les cuisines de quartier ne sont pas un cours de cuisine et on se rend compte que ce n'est pas facile à transmettre comme valeur. On s'est donc retrouvées en conflit avec une structure qui critiquait ce que les personnes cuisinaient. Pour nous ce n'est pas acceptable. La souveraineté des groupes et leurs choix sont des éléments essentiels.

On n'a pas de leçons à donner sur ce qu'est une cuisine de qualité, une bonne cuisine. Que ces plats maison soient 100 % carnés ou fait avec de l'huile ce n'est pas notre souci. On parie sur l'émulation collective et le contexte agréable qui vont démultiplier les compétences, les réflexions et induire des changements dans les habitudes au fur et à mesure.

L'alimentation n'est pas une question d'éducation mais d'accès au matériel et aux biens alimentaires.

Dans les cuisines de quartier, la liberté de choix fait partie du projet. On sait qu'on doit davantage végétaliser les assiettes par exemple mais on estime que ça doit venir progressivement et de manière volontaire.

Parallèlement à ça, avec le Mouvement, nous continuons à demander des solutions structurelles pour favoriser l'accès de tous et toutes à une alimentation de qualité : la question alimentaire doit d'urgence être portée au rang des priorités politiques. Les capacités réelles à se nourrir correctement ne changeront pas tant qu'il n'y a pas une réelle volonté politique d'avancer vers une transition alimentaire juste ET durable.

Pour vous contacter, le plus simple c'est ...

info@cuisinesdequartier.be | +32 471 52 09 03

Sources sur Internet

Le web documentaire : Tous à la même enseigne – <https://falcoop.ulb.be/>, fruit de la recherche action participative Falcoop.

Le Regroupement des cuisines collectives du Québec : <https://www.rccq.org>

À lire :

- « Cuisiner ensemble pour le quotidien », Éducation Santé, Une alimentation durable, accessible à tous ? Défis et pistes, n°394, Décembre 2022, pp.9-11.
- « Il était une fois les Cuisines de quartier... », Croque-Notes (Journal du Regroupement des Cuisines Collectives du Québec), Volume 25, n°1, Février 2022, pp.11-17.
- « Les Cuisines de quartier » dans Filières locales de qualité et accessibilité pour tous : équation impossible?, RAWAD, IEW, Espace Environnement, Observatoire de la santé de la province du Hainaut, Région wallonne, 2022, pp.57-60.
- Quand bien manger devient un luxe. En finir avec la précarité alimentaire, de Benjamin Sèze, éditions de l'Atelier, 2023.

Conclusions

Quand on voit le classement des projets les plus sollicités par les personnes vivant dans la précarité (financière, sociale, etc.), on perçoit bien ceux autour desquels chacun peut s'y retrouver, tant ceux qui ont choisi la sobriété que ceux que l'on exclut progressivement du monde de la consommation. Repair café, potager collectif, échange des fruits et légumes, bibliothèques d'objets et de vélos sont autant de projets qui peuvent être fédérateurs même si les motivations initiales de chaque personne sont distinctes ; quand les uns allègent le budget familial, les autres allègent leur empreinte carbone.

Par contre, dans le cas des cuisines de quartier cette mixité n'est pas souhaitable parce qu'on cuisine en fonction de ses moyens et qu'unir des personnes aux préoccupations distinctes en matière alimentaire est le meilleur moyen de faire capoter une telle initiative.

On a vu que des projets pouvaient être portés par des individus, d'autres par des associations. On a rencontré des porteurs de projets formidables, des personnes que l'on devrait rencontrer plus fréquemment, tellement leur humanité et leur créativité sont revigorantes. Et l'on retiendra, parmi leurs conseils :

- commencer petit et construire le projet brique par brique ;
- ne pas rester seul, former un groupe et le faire évoluer pour amener du sang neuf et de nouvelles énergies ;
- oser le contact ; oser demander ;
- développer des synergies avec des acteurs locaux qui partagent vos valeurs ;
- faire confiance aux utilisateurs de votre projet ;
- garder la dignité humaine comme ligne de mire ;
- accepter de remettre ses idées en questions, les examiner régulièrement ;
- accepter –dans le cadre d'un projet consistant à prêter des objets de toutes sortes- qu'il y a un pour cent des utilisateurs qui ne respectent pas les règles. Alors on ne s'arrête pas à eux, on avance ;
- ne pas vous arrêter à la couleur politique de votre bourgmestre. Les expériences des porteurs de projets nous montrent bien que cette couleur ne veut rien dire.
- et enfin accepter que le changement des mentalités est un processus d'une lenteur épouvantable. Votre projet a beau être excellent comme dans le cas d'une bibliothèque d'objets, ce qui vous freine c'est la mentalité des personnes qui préfèrent l'achat, la possession, l'utilisation très égoïste d'un objet.

Une mixité à tout prix ?

Notre expérience nous montre que la mixité est clairement désirée par une partie des personnes en situation précaire car elles connaissent leurs limites par rapport à l'investissement qu'elles peuvent apporter à un projet et ne souhaitent pas porter seules de telles initiatives (voir analyse sur les magasins coopératifs¹⁹). C'est ce qui explique que nous sommes restés mobilisés sur ce projet. Selon Nicolas Marion, « ce sont toujours les mêmes populations – précarisées – qui sont amenées à devoir se mélanger, aimer la diversité, s'intégrer

¹⁹ DUBOIS K., « Les magasins coopératifs et participatifs ne sont pas une solution à la précarité alimentaire à moins que... », Bruxelles : CPCP, Analyse n° 396, 2020, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/magasins-participatifs-cooperatifs-2>, consulté le 9 mars 2023.

dans un tissu social ouvert »²⁰. On l'entend. Cependant, notre intention n'a jamais été de « gentrifier » les personnes précaires, de disposer une couche de vernis un peu bourgeois sur un public en difficulté pour qu'il se fonde mieux dans la masse des initiatives de transition. Lui « apprendre » à bien se tenir, à bien manger, à bien parler écolo. Non, notre objectif était autre. Il s'agissait avant tout de permettre à des personnes qui ont des besoins spécifiques de s'orienter vers des initiatives qui peuvent être des solutions à actionner dans leur quotidien, de leur permettre ce choix quand elles l'estiment nécessaire. Mieux, de construire ces solutions ensemble selon les disponibilités de chacun, selon un principe d'équité et non d'égalité.

On a bien conscience (on l'a entendu, on l'a lu) que la rencontre entre des transitionneurs et des personnes en situation précaire ne se fera pas partout. Mais elle n'est pas impossible. Elle se fait déjà et elle se développera. Car il y a des deux côtés des personnes qui sont prêtes à ça.

Maintenant il faut aussi accepter que tous les transitionneurs n'ont pas la mixité sociale en ligne de mire. Comme nous le signalait une dame investie dans un magasin participatif : « nous on se préoccupe de manger sainement et d'aider les producteurs locaux. Nous n'avons pas vocation à aider les pauvres du quartier ». Il y a des combats difficiles à mener de front.

De surcroît, on ne peut reprocher à quelqu'un de ne pas en faire assez. Chacun envisage son engagement comme il l'entend, l'un ne vaut pas mieux que l'autre.

Notre objectif, chez Citoyenneté & Participation, est de permettre la rencontre de toutes ces petites formes d'engagements pour faire sens et envisager une autre forme de société sans exclure les plus précaires.

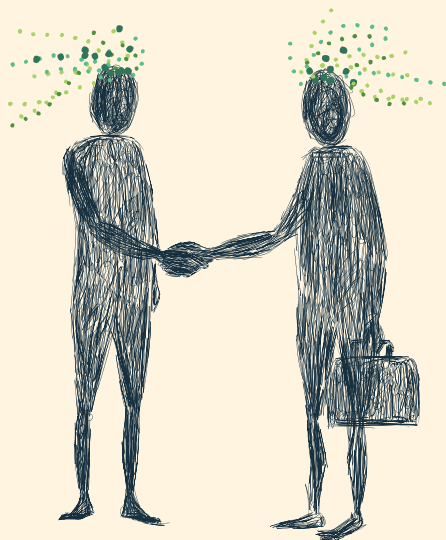
**

Diplômée en Sciences Politiques, en Sciences du Travail et en Communication, Karin Dubois, coordinatrice du pôle Formation chez Citoyenneté & Participation, est une enthousiaste de la consommation et du développement durables.

²⁰ MARION N., « Toute mixité est-elle bonne à prendre ? », La mauvaise herbe, Université populaire d'Anderlecht, page 7, [en ligne :] <https://universitepopulaire-danderlecht.be/index.php/revues/bruxelles-diversite-a-tout-prix#consulter-revue>, consulté le 9 mars 2023.

Une articulation indispensable entre initiatives citoyennes et politiques de transition juste

Par Boris Fronteddu et Louise Vanhèse



Introduction

Dans les trois autres analyses du dossier *Vers une transition écologique et solidaire*, nous nous sommes concentrés sur la dimension citoyenne de la transition. Plus particulièrement sur les initiatives de transition mises en place dans le cadre du *Mouvement de la Transition*¹ initié par Rob Hopkins en 2015 en Angleterre.² La première analyse avait pour but d'analyser les résultats de notre enquête sur l'accès des personnes précarisées aux initiatives du Mouvement en Belgique francophone. La deuxième, quant à elle, avait pour objectif d'opposer les résultats de l'enquête aux stéréotypes et préjugés dont sont victimes les personnes précarisées au sein de ces-mêmes initiatives. La troisième analyse, quant à elle, recensait des exemples d'initiatives citoyennes inspirantes pour une transition écologique et solidaire. Pour cette quatrième analyse, nous avons fait le choix de prendre de la hauteur en nous intéressant à la dimension politique et à l'articulation nécessaire entre les niveaux d'action citoyens et institutionnels.

Premièrement, nous ferons un état des lieux des tentatives politiques qui ont pour but de concilier les questions sociales et environnementales via le concept de « transition juste ». Celui-ci part du principe qu'il ne devrait pas revenir aux plus précaires d'assumer de manière disproportionnée les coûts socioéconomiques de la transition vers une société plus sobre en carbone. En effet, lorsque les considérations sociales sont ignorées ou du moins, pas suffisamment prises en compte, lors de l'élaboration de politiques environnementales (par exemple dans le cadre de la tarification carbone), les plus précaires sont les premiers à en supporter le coût. Cela peut, légitimement, donner lieu à des mouvements sociaux comme celui des *Gilets jaunes* faisant suite à l'instauration en 2014, en France, d'une taxe carbone injuste. Rappelons aussi que malgré les stéréotypes entourant les pauvres et leur manière

¹ Mouvement au sein duquel des citoyens s'organisent afin d'anticiper différents défis qui nous attendent ou auxquels nous devons déjà faire face : le pic du pétrole, le changement climatique, les dégradations environnementales et les crises systémiques qui en découlent.

² HAXELTINE A & SEYFANG G., « Transitions for the People: Theory and Practice of «Transition» and «Resilience» in the UK's Transition Movement », Norwich: Tyndall Centre for Climate Change Research, 2009, p. 5.

de consommer supposément polluante³, les grandes entreprises du BEL20 émettent autant de CO₂ que les 3,87 millions de belges les plus pauvres du pays, soit 34 % de la population.⁴

Deuxièmement, nous poserons un regard critique sur les initiatives lancées dans le cadre du Mouvement de la Transition et donc, la transition du côté citoyen. Nous nous intéresserons aux potentiels de celles-ci qui résident principalement dans le nouveau récit positif qu'elles véhiculent pour les individus. Nous serons par contre particulièrement attentifs à leurs limites et à leur nécessaire corrélation avec la création d'un cadre politique permettant une réelle transition vers une société plus sobre en carbone.

Réfléchir à la fois à la dimension citoyenne et politique ainsi qu'à la façon dont celles-ci peuvent s'articuler en vue de mettre en place une transition socialement juste permet d'élargir les perspectives et de ne plus penser la transition comme un concept flou, mais comme une réelle piste de solution pour l'avenir.

I. Décliner la « transition juste » en politique

A. De la revendication syndicale à l'implémentation politique

L'idée que la transition écologique devrait intégrer une composante sociale afin d'être « socialement juste » est née au cours des années 1970 aux États-Unis. Ce concept a, en effet, vu le jour dans le sillon des revendications syndicales des travailleurs américains des secteurs pétrolier, chimique et nucléaire revendiquant un soutien financier face à l'impact des réglementations environnementales sur leurs emplois. En ce sens, le concept de « transition juste » vise à répondre à une « situation de « double dépendance » des travailleurs : dépendance à un environnement viable d'une part et dépendance à un emploi de l'autre. Cette double dépendance est une contradiction majeure que

³ DUBOIS K., « Vers une transition écologique et solidaire. Réflexion sur la précarité et la transition écologique. État des lieux des freins à l'action citoyenne, Bruxelles : CPCP, Analyse n°475, 2023, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/trans-ecolo-solid-1>.

⁴ OXFAM, communiqué de presse : « L'empreinte carbone moyenne du BEL20 équivaut aux émissions annuelles des 34% les plus pauvres en Belgique », 21 juin 2023, [en ligne :] <https://oxfambelgique.be/cprapportbel20>

doivent résoudre, ou du moins prendre en compte, les organisations syndicales surtout lorsqu'elles sont actives dans des secteurs fortement dépendants de l'environnement (ne serait-ce que du fait des régulations publiques qui affectent ces secteurs) »⁵. Depuis, le concept de « transition juste » a été régulièrement intégré aux revendications syndicales aux États-Unis et en Europe, notamment via la Confédération européenne des syndicats (CES).⁶

En ce qui concerne l'appropriation de ce concept par les instances internationales, il faut attendre 2015 pour que celui-ci soit formalisé par l'Organisation internationale du Travail (OIT). La transition juste est alors déclinée en une série de principes directeurs censés encadrer l'implémentation d'une « transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous ». Bien que ceux-ci restent vagues, il convient de souligner d'une part, la place centrale accordée au dialogue social et, d'autre part, le fait que l'OIT entend concilier « croissance économique et objectifs sociaux et environnementaux ».⁷ La même année, l'Assemblée générale des Nations unies adopte 17 Objectifs de Développement durable (ceux-ci se déclinent en 169 sous-objectifs). Les Objectifs concernent, à la fois des problématiques sociales telles que la réduction des inégalités et l'élimination de la pauvreté ainsi que des problématiques environnementales telles que la lutte contre le réchauffement climatique et la protection de la vie terrestre et aquatique. L'approche des Nations unies est intéressante dans le sens où ces objectifs doivent être appréhendés comme étant « indissociables et ne faisant qu'un ». En d'autres termes, les Nations unies établissent un lien direct et pérenne entre justice sociale et environnementale.⁸ Toujours la même année, l'Accord de Paris signé dans le cadre de la Conférence des Parties 21 (COP 21)⁹ mentionne

⁵ FELLI R. et STEVIS D., « La stratégie syndicale d'une « transition juste » vers une économie durable », *Mouvements*, 2014, n°80, pp. 111-118, [en ligne : <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2014-4-page-111.htm>, consulté le 21 juin 2023.

⁶ Voir cette sélection d'articles publiés par la CES à propos de la transition juste: <https://www.etuc.org/en/issue/just-transition>, consulté le 3 août 2023.

⁷ *Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous*, Genève : Organisation internationale du travail, 2015, ISBN 978-92-2-330627-4.

⁸ « Objectifs de développement durable (SDGS) », *Developpementdurable.be*, s.d., [en ligne :] <https://www.developpementdurable.be/fr/themes/objectifs-de-developpement-durable-sdgs>, consulté le 21 juin 2023.

⁹ Pour aller plus loin, voir : DETHIER T., *Réchauffement climatique : origines, développement, actualité et quelques perspectives. Petite initiation citoyenne à cet enjeu crucial contemporain*, Bruxelles : CPCP, Analyse n° 465, 2022, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/rechauffement-climatique>, consulté le 1^{er} août 2023.

également la nécessité d'une « transition juste » notamment par le biais « de la création d'emplois décents et de qualité ». ¹⁰ Trois ans plus tard, en 2018, dans le cadre de la COP 24, une déclaration spécifique sur la « solidarité et la transition juste » a été adoptée par près de 50 chefs d'État et de gouvernement dont la Belgique. ¹¹

À ce titre et, outre le fait que la Belgique soit partie prenante des instances internationales mentionnées plus haut, l'accord de gouvernement Vivaldi signé le 30 septembre 2020 prévoit la création d'une Conférence nationale pour une transition juste (sur base des lignes directrices édictées par l'OIT). ¹² Celle-ci se tiendra les 8 et 9 novembre 2023 et est organisée par Zakia Khattabi, la Ministre fédérale du Climat, de l'Environnement, du Développement durable et du Green Deal, en coopération avec l'Institut fédéral du développement durable. L'objectif est de « réunir les ministres compétents des Régions et Communautés qui souhaitent s'impliquer, afin d'outiller la Belgique sur le chemin de la transition », ¹³

Dans ce cadre, fin mai 2022, la Ministre Khattabi, annonçait la mise sur pied des États Généraux pour une transition juste de mai 2022 à octobre 2023. Dans le détail, ceux-ci se composent de quatre organes. Le premier, le « Haut Comité pour une Transition Juste » est composé de 22 experts issus de différentes disciplines telles que l'économie, les sciences sociales, « l'innovation démocratique » et les sciences de la terre. Son rôle est de conseiller le gouvernement et les « parties prenantes » dans le cadre de l'organisation de la

¹⁰ Accord de Paris, Paris : Organisation des Nations unies, 2015, [en ligne :] https://unfccc.int/files/essential_background/convention/application/pdf/french_paris_agreement.pdf, consulté le 22 juin 2023.

¹¹ « Solidarity and Just Transition Declaration », *Industrial-europe.eu*, décembre 2018, [en ligne :] https://news.industrial-europe.eu/documents/upload/2018/12/636797104665663270_Solidarity%20and%20Just%20Transition%20Silesia%20Declaration.pdf, consulté le 21 juin 2023.

¹² Accord de gouvernement, Bruxelles : gouvernement fédéral de Belgique, 30 septembre 2020, p. 56, [en ligne :] https://www.belgium.be/fr/la_belgique/pouvoirs_publics/autorites_federales/gouvernement_federal/politique/accord_de_gouvernement, consulté le 22 juin 2023.

¹³ Entretien de l'auteur avec Adrien Volant, Chef Cabinet adjoint de la Ministre Khattabi en date du 14 juillet 2023.

Conférence. Ils sont également chargés de la rédaction d'un rapport visant à répondre à la question « Comment organiser et instituer la transition juste en Belgique ? ». ¹⁴

Le deuxième organe, s'intitule « le Forum » et vise à récolter l'input de la société civile. La Ministre a, à cette fin, invité 125 organisations de la société civile à se réunir autour des questions « se loger, se déplacer, se soigner et se nourrir » entre septembre et mars 2023. Le travail du Forum a donné lieu à cinq demandes d'avis adressées au Conseil Central de l'Économie, au Conseil national du Travail, au Conseil fédéral du développement durable, à l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes et au Service de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ces avis devront ensuite servir de base de travail à la Conférence. ¹⁵

L'« Agora », pour sa part, réunit 75 citoyens âgés d'au minimum 16 ans. Les citoyens qui participent à l'Agora ont été sélectionnés via deux tirages au sort dont un « réalisé sur base d'un algorithme calibré sur les données de représentativité de la population belge (âge, genre, province, régime linguistique, niveau socio-économique, etc) » ¹⁶. L'objectif est d'amener ces citoyens à débattre durant quatre week-ends autour de la question « à quelles conditions la transition sera-t-elle juste? ». ¹⁷ Enfin, le quatrième organe des États Généraux de la transition est un groupe de travail destiné aux administrations du gouvernement fédéral qui ont identifié les « défis et les risques » liés à l'intégration de la dimension sociale dans la transition écologique. ¹⁸ D'après Adrien Volant, Chef cabinet adjoint de la Ministre Khattabi, « Les suites

¹⁴ Pour aller plus loin : Avis sur l'organisation d'une conférence nationale sur une transition juste vers une économie et une société écologiquement durables pour tous, Bruxelles : Conseil fédéral du Développement durable, novembre 2020, 8 p., [en ligne :] <https://frdo-cfdd.be/wp-content/uploads/2023/03/2020a11f.pdf>, consulté le 21 juin 2023

¹⁵ Contribution de la société civile organisée. États Généraux de la Transition Juste, Bruxelles : Institut fédéral pour le Développement Durable, 2023, 60 p., [en ligne :] <https://www.justtransition.be/fr/contribution-de-la-societe-civile-organisee>, consulté le 3 août 2023.

¹⁶ Entretien de l'auteur avec Adrien Volant, Chef Cabinet adjoint de la Ministre Khattabi en date du 14 juillet 2023.

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Voir le portail de la transition juste en Belgique : <https://www.justtransition.be/fr/transition-juste>, consulté le 21 juin 2023.

politiques dépendront des résultats de la conférence ». ¹⁹ Cependant au vu du timing, elles risquent surtout de dépendre de la composition du prochain gouvernement fédéral.

B. Le Pacte vert européen et la transition juste

Le 11 décembre 2019, la Commission européenne annonçait le lancement du Green Deal (le « Pacte vert » en français), la nouvelle stratégie de long terme de l'UE à faire de celle-ci un territoire « climatiquement neutre » à l'horizon 2050. ²⁰ L'un des piliers sur lesquels repose le Pacte vert est la volonté d'entreprendre une transition écologique socialement juste. Dans sa communication présentant le Pacte, la Commission note que cela implique, notamment, « des investissements visant à fournir des solutions abordables à ceux qui sont affectés par les mesures de tarification du carbone, par exemple dans les transports publics, ainsi que par des mesures ciblant la précarité énergétique et encourageant la reconversion professionnelle » (p. 20).

À ce titre, une communication de la Commission européenne publiée le 14 janvier 2020 et intitulée « Plan d'investissement pour une Europe durable » prévoit que 100 milliards d'euros soient alloués à un Mécanisme pour une Transition juste (MTJ). ²¹ L'objectif est d'accompagner et de soutenir la transition écologique des régions dont le tissu socio-économique sera le plus affecté par la transition. Dans le détail, le MTJ se compose de trois piliers :

¹⁹ Entretien de l'auteur avec Adrien Volant, Chef Cabinet adjoint de la Ministre Khattabi en date du 14 juillet 2023.

²⁰ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions. Le pacte vert pour l'Europe, Bruxelles : Commission européenne, 11 décembre 2019, COM(2019) 640 final, [en ligne :] <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=COM%3A2019%3A640%3AFIN>, consulté le 11 septembre 2023.

²¹ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions. Plan d'investissement pour une Europe durable. Plan d'investissement du pacte vert pour l'Europe, Bruxelles : Commission européenne, COM (2020) 21 final, 14 janvier 2020, [en ligne :] <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A52020DC0021>, consulté le 21 juin 2023.

- 1) Un dispositif spécifique au sein d'InvestEU²² censé attirer 45 milliards d'euros d'investissements privés et disposant d'1,8 milliard d'euros de garanties publiques.
- 2) Un mécanisme de prêts publics attribuant des fonds de la Banque européenne d'investissement (BEI) ;
- 3) Un Fonds pour la transition juste (FTJ) qui servira d'instrument d'aide à la reconversion pour les régions les plus dépendantes des secteurs économiques à forte intensité carbone. Celui-ci dispose d'un budget de 40 milliards d'euros.

Le règlement établissant un Fonds pour une transition juste indique que, dans le cadre de la transition écologique, certains secteurs économiques devront entrer en déclin et « cesser ou considérablement réduire leurs activités ». ²³ Il s'agit, par exemple, des centrales à charbon. D'autres secteurs devront, pour leur part, « modifier leurs activités, leurs procédés et leurs productions ». ²⁴ Par exemple, l'électrification de l'industrie automobile modifie en profondeur la façon dont est organisée cette industrie. Éviter que cela ne se traduise par des plans massifs de licenciements, nécessitera une approche politique globale et des investissements considérables, puisque de nombreux travailleurs de l'industrie devront être requalifiés pour s'adapter aux nouvelles chaînes de production, voire être dirigés vers d'autres filières. ²⁵

De plus, afin d'éviter que les travailleurs des secteurs économiques les plus polluants ne s'opposent à la transition écologique, il conviendrait de leur garantir des conditions au moins similaires à celles de leurs emplois actuels en termes de salaires et d'avantages sociaux. Or, ceux-ci peuvent être considérablement plus élevés que dans d'autres secteurs moins polluants, pour des travailleurs ayant des qualifications similaires. C'est par exemple, le cas

²² InvestEU est un programme de l'Union européenne visant à financer des « investissements durables pour l'innovation et la création d'emplois ».

²³ Règlement (UE) 2021/1056 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 établissant le Fonds pour une transition juste, Bruxelles : Union européenne, JO L 231 du 30 juin 2021, pp. 1-20, [en ligne :] <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=celex:32021R1056>, consulté le 21 juin 2023.

²⁴ Ibid.

²⁵ LEFEUVRE A.-G. et GUGA S. (2019) « Troubled waters ahead: what's next for the European automobile industry and jobs? », in GALGÓCZI B. (sous la direction de), *Towards a just transition: coal, cars and the world of work*, Bruxelles : ETUI, pp. 157-191.

des travailleurs du secteur pétrochimique en Belgique. Celui-ci offre, en effet, les salaires les plus élevés du pays. Et pour cause, les salariés de ce secteur perçoivent une rémunération 54 % plus élevée que la moyenne nationale.²⁶

C. La transition juste dans le Hainaut ?

Le Fonds pour une transition juste prévu par le « Plan d'investissement pour une Europe durable » européen, repose sur une coopération étroite entre la Commission européenne et les autorités nationales et locales. Le schéma de gouvernance de cette collaboration s'inscrit dans le cadre plus large du Semestre européen²⁷ et est basé sur des plans de transition territoriale fournis à la Commission par les États membres. Ceux-ci devront définir les défis environnementaux, sociaux et économiques auxquels sont confrontées les régions candidates à un financement. À cet égard, le 26 février 2020, les rapports nationaux publiés dans le cadre du cycle 2020 du Semestre européen ont fourni, en annexe, une liste des régions éligibles à un financement. Pour la Belgique, sont mentionnés les arrondissements de Tournai, Mons et Charleroi. Cela est dû au fait qu'il s'agit des régions à haute intensité carbone (rapport entre les émissions de gaz à effet de serre et la valeur ajoutée pour l'industrie), notamment, en raison de l'implantation des secteurs cimentier, chimique et électrique dans ces régions. De ce fait, l'emploi au sein de ces régions est particulièrement vulnérable aux conséquences sociales de la transition écologique. Par ailleurs, le fait qu'il s'agisse de régions dont le tissu socioéconomique reste fortement marqué par la désindustrialisation a

²⁶ BAUDÉ M., « Voici les dix professions les mieux rémunérées en Belgique », *Lavenir.net*, 27 septembre 2022, [en ligne :] <https://www.lavenir.net/actu/societe/emploi/2022/09/27/voici-les-dix-professions-les-mieux-remunerees-en-belgique-CNEMGTH5MZCNTIWQDGT7WPHHH4>, consulté le 21 juin 2023.

²⁷ Le semestre européen est un « exercice annuel de coordination des politiques économiques, budgétaires, sociales et de l'Emploi au sein de l'Union européenne ». Voir : <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/european-semester>, consulté le 21 juin 2023.

également été pris en compte.²⁸ Ce choix a néanmoins suscité des critiques communautaires, notamment, de la part de la NV-A qui l'a jugé trop défavorable à la Flandre.²⁹

Dans le détail, la Belgique perçoit 182,6 millions d'euros de financements européens dans le cadre du Fonds pour une Transition Juste sur une période s'étendant jusqu'en 2027.³⁰ La Belgique ne perçoit donc que 0,9 % du financement européen dégagé dans le cadre de ce Fonds. Le communiqué de la Région wallonne annonçant l'accord indique que « le programme 2021-2027 vise une Wallonie plus intelligente et compétitive, plus verte, plus connectée, plus sociale, plus proche des citoyens.ne.s et orientée vers une transition juste, en cohérence avec les autres politiques de développement régional ». ³¹ Les paradoxes persistants, de nombreuses fois soulignés au sein du monde académique entre le développement de la digitalisation, la compétitivité économique (au sens néoclassique du terme) et les objectifs climatiques et environnementaux³² apparaissent bien loin des préoccupations politiques régionales. Il conviendrait, dans ce cadre, de définir ce que recouvre l'expression « une Wallonie plus intelligente » ...

Afin de sélectionner les projets qui seront éligibles à ces subventions, des experts indépendants devront analyser et classer les projets. Le gouvernement

²⁸ Overview of Investment Guidance on the Just Transition Fund 2021-2027 per Member State, Bruxelles : Commission européenne, Semestre européen 2020, Annexe D, 27 février 2020, [en ligne :] https://commission.europa.eu/system/files/2020-02/annex_d_crs_2020_en.pdf, consulté le 21 juin 2023.

²⁹ « Un pacte vert trop favorable au Hainaut ? Zuhail Demir (N-VA) descendue de toutes parts suite à sa sortie », *Lalibre.be*, 5 février 2020, [en ligne :] <https://www.lalibre.be/belgique/politique-belge/2020/02/05/un-pacte-vert-europeen-trop-favorable-au-hainaut-zuhail-demir-n-va-descendue-de-toutes-parts-suite-a-sa-sortie-HVSEKCMN3FH2BFPCGMNTK2DQAA>, consulté le 21 juin 2023.

SCHOEN C., « Le Fonds de transition juste ravive les tensions régionales en Belgique », *Alterechos.be*, 26 février 2020, [en ligne :] <https://www.alterechos.be/le-fonds-de-transition-juste-ravive-les-tensions-regionales-en-belgique>, consulté le 21 juin 2023.

³⁰ Pour aller plus loin, voir : *SFC2021 Programme soutenu par le FEDER (objectif «Investissement pour l'emploi et la croissance»)*, le FSE+, le Fonds de cohésion, le FTJ et le Feampa — article 21, paragraphe 3, Namur : Gouvernement wallon, 21 décembre 2022, 264 p., [en ligne :] <https://europe.wallonie.be/sites/default/files/2022-12/sfc2021-PRG-2021BE16FFPR001-1.3.pdf>, consulté le 21 juin 2023.

³¹ « 2021-2027 : le programme FEDER et FTJ est approuvé », *Europe.wallonie.be*, 21 décembre 2022, [en ligne :] <https://europe.wallonie.be/actualites/2021-2027-le-programme-feder-et-ftj-est-approuve>, consulté le 21 juin 2023.

³² FRONTEDDU B., « Le pacte vert pour l'Europe des paroles aux actes manqués », *Gresea.be*, 14 octobre 2021, [en ligne :] <https://gresea.be/Le-pacte-vert-pour-l-Europe-des-paroles-aux-actes-manques>, consulté le 21 juin 2023.

wallon retiendra sur cette base une série de projets dans le courant de l'année 2023.³³ 40 millions d'euros devraient être alloués aux énergies renouvelables et 68 millions à l'efficacité énergétique.³⁴ Une part de ce financement devrait également servir à la dépollution d'anciens sites industriels et aux activités de recherche et d'innovation.³⁵ En parallèle, comme l'a confirmé le Ministre-Président wallon Elio Di Rupo, ces financements serviront également pour des subventions à certains industriels tels que les cimentiers.³⁶

D. Pour une compréhension politique du concept

La crise socioéconomique liée à la pandémie de Covid-19 a démontré les faiblesses d'un concept aussi large que celui de transition juste dans un contexte de crise. En effet, pour atténuer les impacts économiques de la pandémie, la Commission européenne a permis aux États de renflouer massivement certains secteurs économiques. La Commission a, dans ce cadre, autorisé un nombre d'aides aux entreprises dans des proportions jusque-là inconcevables, se chiffrant à plusieurs milliers de milliards d'euros. Et tout cela sans véritable cohérence avec les objectifs climatiques et environnementaux européens. Et pour cause, certaines aides d'État conséquentes ont été octroyées à des secteurs tels que l'automobile et l'aviation. En parallèle, au cours de l'année 2020, la Banque centrale européenne (BCE) a lancé, en urgence, un programme spécial d'achat d'actifs. Il apparaît que la BCE a acquis dès le

³³ SAHLI M., « Question écrite – La programmation 2021 – 2027 FEDER », Namur : Parlement de Wallonie, 14 février 2023, [en ligne :] <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=28&iddoc=118734>, consulté le 21 juin 2023.

³⁴ « Pacte vert européen : Tournai, Mons et Charleroi identifiés comme zones à privilégier », Rtbef.be, 26 février 2020, [en ligne :] <https://www.rtbef.be/article/pacte-vert-europeen-tournai-mons-et-charleroi-identifies-comme-zones-a-privilégier-10442015>, consulté le 21 juin 2023.

³⁵ « Politique de cohésion de l'UE : Près de 183 millions d'euros pour une transition climatique juste en Belgique », Belgium.representation.ec.europa.eu, 21 décembre 2022, [en ligne :] https://belgium.representation.ec.europa.eu/actualites/politique-de-cohesion-de-lue-pres-de-183-millions-deuros-pour-une-transition-climatique-juste-en-2022-12-21_fr

³⁶ CRUCKE J.-L., « Question écrite – La validation par le Gouvernement du Just Transition Fund (JTF) et ses implications pour les acteurs industriels en Région wallonne », Namur : Parlement de Wallonie, 6 mars 2023, [en ligne :] <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=28&iddoc=119045>, consulté le 21 juin 2023.

début de ce programme plus de 7 milliards d'euros d'actifs dans l'industrie fossile, bénéficiant ainsi à des multinationales pétrolières comme Total, Eni et Repsol.³⁷ Cet épisode démontre toute la complexité d'articuler, de façon cohérente, les politiques économiques, sociales et environnementales. Et cela est d'autant plus vrai dans une période de crise qui nécessite une réaction rapide des autorités publiques.

La Commission européenne a néanmoins tenté de recentrer les politiques de sortie de crise socioéconomique autour de ses objectifs de « double transition », écologique et digitale. En effet, le 27 mai 2020, la Commission présentait sa proposition de plan de relance en réaction à la pandémie. Ce plan est articulé sous forme de prêts et subventions aux États membres sur base de leurs plans de relance nationaux devant prévoir 37 % de dépenses liées à l'environnement et 20 % de dépenses liées à la digitalisation. Reste à définir ce que recouvre une dépense liée à l'environnement. À titre d'exemple, la proposition de la Commission européenne sur les matières premières critiques estime qu'il pourrait être pertinent de qualifier certains investissements dans le secteur minier de « vert » puisque nécessaires au développement des technologies de la « double transition ».³⁸ Dans le même sens, la Banque européenne d'investissement a classé près de 25 % d'un prêt de 250 millions d'euros à la société Ericsson dans sa catégorie « action climatique ». Ce prêt visait le déploiement de la 5G et, d'après la BEI, celle-ci permettrait de réaliser des gains d'efficacité énergétique et était donc cohérent avec la lutte contre le réchauffement climatique.³⁹ On le voit, la notion d'investissement durable peut poser de sérieuses questions en termes de cohérence...

En effet, bien que les objectifs climatiques et environnementaux de l'UE soient présentés comme fondés sur la science (c'est-à-dire basée sur le fait que les activités humaines sont largement responsables de la crise climatique), leur

³⁷ FRONTEDDU B., *op. cit.*

³⁸ Proposition de règlement du Parlement et du Conseil établissant un cadre visant à garantir un approvisionnement sûr et durable en matières premières critiques et modifiant les règlements (UE) n° 168/2013, (UE) 2018/858, (UE) 2018/1724 et (UE) 2019/1020, Bruxelles : Commission européenne, 16 mars 2023, COM(2023) 160 final.

³⁹ Le fil vert, Kirchberg : Banque européenne d'investissement, Rapport d'activités 2019, 2020.

opérationnalisation, pour leur part, demeure fondamentalement politique.⁴⁰ Ainsi, le fait que la Région wallonne estime les cimenteries éligibles aux subventions du Fond pour une Transition Juste interroge. Ne reviendrait-il pas aux actionnaires de ses entreprises de financer la baisse de leurs émissions ? Quelles sont les garanties assurant que les entreprises bénéficiaires de subventions ne choisiront pas, *in fine*, de délocaliser vers des régions aux règles environnementales moins strictes ? Le cas de la délocalisation d'Arcelor Mittal après avoir profité massivement des « crédits carbone » constitue, à ce titre, un précédent éloquent.⁴¹

À ce titre, le CEBRIG (le Centre Emile Bernheim de Recherche Interdisciplinaire en Gestion de l'Université libre de Bruxelles) a publié, en février 2023, une étude particulièrement intéressante intitulée *Just Transitions Visions : An Analysis of the Perception of Belgian Actors*.⁴² Celle-ci se base sur les résultats de questionnaires soumis à 295 personnes issues de la « société civile » au sens large (ONG, syndicats, fédérations patronales...) ainsi que des administrations, des mouvements citoyens et de la recherche. Les résultats démontrent clairement qu'il existe de nombreuses compréhensions différentes de la transition juste. Certains y associent une refonte du système politique et économique, d'autres considèrent que l'enjeu central, voire unique, dans le cadre de la transition juste, se situe autour des questions liées au travail, d'autres ont mis au cœur de leurs réponses la nécessité de développer une sécurité sociale en phase avec la transition écologique. Les fédérations patronales, pour leur part, ont développé une vision centrée sur les bénéfices économiques.⁴³

Nous l'avons vu, dans la pratique, il est extrêmement complexe d'articuler objectifs sociaux, environnementaux et économiques tout en gardant un cadre

⁴⁰ SABATO S. et FRONTEDDU B., « A socially just transition through the European Green Deal? », *Etui.org*, Working Paper, août 2020, [en ligne :] <https://www.etui.org/sites/default/files/2020-09/A%20socially%20just%20transition%20through%20the%20European%20Green%20Deal-2020-web.pdf>, consulté le 21 juin 2023.

⁴¹ « ArcelorMittal : l' « aberration » du CO2 lui rapporte 70 millions d'euros », *Trends.levif.be*, 23 février 2012, [en ligne :] <https://trends.levif.be/entreprises/arcelormittal-laberration-du-co2-lui-rapporte-70-millions/>, consulté le 22 juin 2023.

⁴² ADRIANO L. et al., « Just Transitions Visions : An Analysis of the Perception of Belgian Actors », *Cebrig*, février 2023, [en ligne :] https://www.researchgate.net/publication/368831312_Just_Transition_Visions_An_Analysis_of_the_Perception_of_the_Belgian_Actors, consulté le 21 juin 2023

⁴³ ADRIANO L. et al., op. cit.

politique cohérent. En ce sens, il convient de s'interroger sur les missions fondamentales de l'État. Et de se poser la question : peut-on penser un État dont les structures ont pour objet premier la préservation de l'environnement et, dans le même temps, l'assurance contre les risques sociaux ? La deuxième partie de cette analyse vise, dans ce cadre, à esquisser les contours de ce que recouvrirait le passage d'un État social vers un État social-écologique.

II. Transition citoyenne et rôles de l'État : deux dynamiques complémentaires

*« La question n'est pas de savoir si, pour opérer la transformation écologique et sociale urgente que la situation appelle, il faut "plus d'État" ou "moins d'État". La question est de savoir quel type d'État nous voulons [...] ».*⁴⁴

Quels liens tisser entre ces politiques de transition juste nationales et internationales et les initiatives citoyennes ? Ce sont effectivement deux niveaux d'actions bien distincts mais loin d'être incompatibles. Tout d'abord, pour pouvoir enclencher cette transition juste, il faut comprendre que l'on n'a pas énormément de temps devant nous comme l'explique Éloi Laurent, professeur à Sciences-Po Paris et à l'Université de Stanford, chercheur à l'Observatoire français des Conjonctures économiques (OFCE), dans une interview pour Novethic le 7 novembre 2021. Selon lui, la transition, en latin, signifie le passage et ce passage est étroit, car il nous reste huit, neuf, voire dix ans pour comprendre qu'on ne pourra pas continuer avec des systèmes économiques qui détruisent le bien-être de la population. Nous allons être obli-

⁴⁴ DION C., Préface de DE SCHUTTER, O & DEDEURWAERDERE T., « L'État partenaire : transition écologique et sociale et innovation citoyenne », Louvain-la-Neuve, Presses Universitaires de Louvain (PUL), 2022, 316p.

gés de repenser le système⁴⁵. Une tâche loin d'être facile tant elle suppose de repenser nos modes de vie et nos systèmes économiques et politiques. De plus, en termes d'avenir pour notre société, il est souvent question de récits catastrophistes que ce soit au niveau des citoyens ou des médias. Les politiques, quant à eux, mettent en place des plans censés faire office de solution pour limiter, par exemple, le changement climatique. C'est le cas du Plan national énergie climat qui vise notamment à réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais qui, dans les faits, fait souvent l'objet de compromis entre politiques environnementales et politiques visant la croissance économique.⁴⁶ Une partie de la population commence à comprendre qu'on ne peut pas continuer de la sorte car nous fonçons droit dans le mur, mais qu'y a-t-il après ce mur ? Est-il possible de l'éviter ? Si oui, comment ? Comme l'explique Pablo Servigne⁴⁷, célèbre collapsologue, interviewé également par Novethic le 13 avril 2021, face à ce mur, il y a un deuil à faire. Il s'agit du deuil de l'avenir que l'on s'était imaginé dans notre société. Ce deuil ne se fera pas en un claquement de doigts mais par la succession de cinq étapes⁴⁸. Mais alors, où en est-on aujourd'hui et, surtout, comment faire ? Il faut créer des nouveaux récits, de nouvelles histoires qui nous font vivre. On doit construire des possibles qui nous ouvrent l'horizon, qui nous font nous associer, nous entraider. Dans ce sens, les initiatives citoyennes de transition telles que les potagers collectifs, les Systèmes d'échanges locaux (SEL) et bien d'autres remplissent pleinement ce rôle. Recréer du lien, agir dans son quotidien, non pas comme

⁴⁵ ROGELI, J., D. SHINDELL, K. JIANG, S. FIFITA, P. FORSTER, V. GINZBURG, C. HANDA, H. KHESHGI, S. KOBAYASHI, E. KRIEGLER, L. MUNDACA, R. SÉFÉRIAN ET M.V. VILARIÑO, 2018: Mitigation Pathways Compatible with 1.5°C in the Context of Sustainable Development. Dans: Réchauffement climatique de 1,5°C. Rapport spécial du GIEC sur les impacts d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels et les trajectoires connexes des émissions mondiales de gaz à effet de serre, dans le contexte du renforcement de la réponse mondiale à la menace du changement climatique, du développement durable et des efforts visant à éradiquer la pauvreté [Masson-Delmotte, V., P. Zhai, H.-O. Pörtner, D. Roberts, J. Skea, P.R. Shukla, A. Pirani, W. Moufouma-Okia, C. Péan, R. Pidcock, S. Connors, J.B.R. Matthews, Y. Chen, X. Zhou, M.I. Gomis, E. Lonnoy, T. Maycock, M. Ignoror et T. Waterfield (éd.)]. Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni et New York, NY, États-Unis, pp. 93-174, doi:10.1017/9781009157940.004.

⁴⁶ FRONTEDDU B, « Politiques environnementales et climatiques en quête de cohérence. Pour un nouveau paradigme politique », Bruxelles : CPCP, Analyse n° 466, 2022, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/poli-tiques-climatiques>.

⁴⁷ Co-auteur de « Comment tout peut s'effondrer » et de bien d'autres livres s'intéressant particulièrement à la transition écologique et à l'effondrement de notre société thermo-industrielle.

⁴⁸ Selon la psychiatre, Elisabeth Kübler-Ross, il s'agit du déni, de la colère, du marchandage, de la dépression et, enfin, l'acceptation.

seule solution pour changer le système, mais comme l'un des vecteurs indispensables pour y parvenir. Évidemment, cela peut tout de même s'effondrer, mais cela ne doit pas nous empêcher d'essayer. La réinvention de l'État doit également partir d'un nouveau récit ouvrant d'autres perspectives politiques. Ci-dessous nous allons nous pencher sur deux manières de voir l'État : l'État social-écologique et l'État partenaire.

L'État social-écologique et l'État partenaire sont de nouvelles manières de voir l'État : un État dont le fonctionnement ne repose plus uniquement sur les perspectives de croissance économique, mais sur le bien-être et des liens sociaux, une certaine qualité de vie. Comme l'expliquent Ian Gough, professeur de politique sociale à l'Université de Bath, Associé à l'institut de recherche Grantham sur le changement climatique et l'environnement, et James Meadowcroft, professeur à la School of Public Policy & Administration et travaillant sur les politiques environnementales, les politiques liées à l'énergie et au climat et également aux notions de gouvernance pour un développement durable:

« Les États-providence contemporains reposent sur un modèle économique expansionniste, qui suppose une hausse constante du niveau de vie matériel, une augmentation progressive de la population et une croissance économique continue. Ce modèle crée des emplois et des opportunités commerciales, génère des recettes fiscales qui financent les programmes de protection sociale et offre des possibilités qui découragent les demandes radicales de redistribution des richesses. Mais – du moins jusqu'à présent – elle produit également une empreinte environnementale croissante dont les émissions de gaz à effet de serre sont l'une des manifestations. »⁴⁹

Or, la possibilité d'un découplage entre croissance économique et pressions environnementales est aujourd'hui largement remis en question, y compris, par l'Agence européenne de l'environnement elle-même.⁵⁰ Déboiser une fo-

⁴⁹ GOUGH I. et MEADOWCROFT J., « Decarbonising the welfare state », DRYZEK J., NORGAARD R. et SCHOLSBERG D. (sous la direction de) *The Oxford Handbook of Climate Change and Society*, Oxford : Oxford Academic, 2011, pp. 490-503, [en ligne:] <https://academic.oup.com/edited-volume/28186/chapter-abstract/213117110?redirectedFrom=fulltext>, consulté le 23 juin 2023.

⁵⁰ « Growth without Economic Growth », [Eea.europa.eu](https://www.eea.europa.eu), 11 janvier 2021, [en ligne :] <https://www.eea.europa.eu/publications/growth-without-economic-growth>, consulté le 26 juin 2023.

rêt entière et vendre le bois fait grimper le PIB⁵¹. Est-ce vraiment un modèle souhaitable ? Qui se réveille le matin en pensant à la croissance économique ? Cela doit être réservé à une faible portion de la population mondiale et encore... Sans doute préfèrent-ils avant tout être en bonne santé ?!

III. Création d'un État social-écologique

Le concept d'État social-écologique nous semble être une piste prometteuse pour faire évoluer nos États afin que ceux-ci prennent en compte à la fois le risque social et le risque écologique dans le but d'atteindre ce que l'on nomme ci-dessus, la transition juste.

Ce concept d'État social-écologique n'est pas nouveau. Le premier décret que l'on peut qualifier de social-écologique, car ayant un impact majeur sur la santé et sur l'environnement, remonterait à plus de 700 ans lorsque le roi d'Angleterre Édouard Ier a essayé d'interdire l'utilisation du charbon à Londres pour risques sanitaires. Cela n'a évidemment pas été mis en place de suite et il a fallu attendre le smog de 1952 et la mort de 4 000 londoniens pour que soit voté le Clean Air Act.⁵² Le parallèle avec l'inertie politique actuelle face au changement climatique semble alors plus qu'évident.

Afin d'appréhender cette nouvelle notion d'État social-écologique, quelques détours nous semblent nécessaires. Tout d'abord, l'État-Providence ou État-social est une construction de l'État moderne marquant une rupture avec la conception libérale de l'État car celui-ci s'occuperait également du bien-être social des citoyens.⁵³ Cet État, comme nous le connaissons aujourd'hui dans nombre de pays occidentaux, couvre des risques sociaux via un système de sécurité sociale afin que les droits sociaux de chaque citoyen soient assurés.⁵⁴

Un autre modèle permet de mieux appréhender ce concept d'État-social écologique, c'est le Welfare State – « L'État du bien-être », le pendant an-

⁵¹ NGUYEN VAN P., AZOMAHOU T, « Déforestation, croissance économique et population. Une étude sur données de panel », *Revue économique*, 2003/4 (Vol. 54), p. 835-855. DOI : 10.3917/reco.544.0835. URL : <https://www.cairn.info/revue-economique-2003-4-page-835.htm>

⁵² LAURENT E., « Progrès social-écologique et État social-écologique », *Annale des Mines- Responsabilité et environnement*, 2015/3, n°79, page 5.

⁵³ MERRIEN F-X., « L'État-providence », *Que sais-je ?*, Presses universitaires de France (PUF), 2007, 128p.

⁵⁴ *Ibid.*

glo-saxon de l'État-providence. Même si historiquement les philosophies de ces deux modèles n'étaient pas tout à fait identiques, notamment sur les principes et les conditions d'accès aux prestations sociales, nous retiendrons uniquement ici ce qui nous intéresse, la prise en compte du bien-être de la population peu importe ses revenus sur base d'un modèle contributif.

L'État social-écologique irait donc un pas plus loin que les modèles expliqués ci-dessus, en prenant en charge non pas uniquement les risques sociaux, mais également les risques écologiques. En effet, ce modèle part du principe que ceux-ci sont étroitement liés et qu'on ne pourra pas résoudre l'un sans tenir compte de l'autre. Pour reprendre les mots d'Éloi Laurent, économiste et chercheur à l'Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE), dans un séminaire organisé par le Centre d'études du développement durable et le Pôle environnement et société de l'ULB en 2019 intitulé *Justice et soutenabilité : Vers un État social-écologique*, la transition sera sociale-écologique ou ne sera pas. Comprenons donc que nous ne pourrons pas relever les défis écologiques si nous ne relevons pas en même temps les défis sociaux auxquels nous sommes confrontés⁵⁵.

Pour passer philosophiquement de cet État-providence à cet État social-écologique, il y a, selon Eloi Laurent, deux chemins possibles. Premièrement, celui du risque social qui malheureusement comprend aujourd'hui des risques environnementaux. Prenons par exemple le cas des inondations survenues en Belgique en juillet 2021, un risque à assurer car ce sont des événements qui vont sans aucun doute s'intensifier et qui risquent de coûter à la société si aucune mesure n'est mise en place. Un article du *Financial Times* relate d'ailleurs ce problème aux États-Unis et particulièrement en Floride, où certaines assurances sont en train petit à petit de stopper leur couverture car le risque est trop grand, notamment à cause des aléas naturels dus au changement climatique.⁵⁶ Le second chemin à envisager est celui du bien-être et il est reconnu que les conditions environnementales influent sur celui-ci.⁵⁷

⁵⁵ LAURENT E., « Pas d'économie environnementale sans justice sociale », *Cogito*, le magazine de la recherche, 11 février 2020, [en ligne :] [⁵⁶ FOROZHAR R., « What to do when the US becomes uninsurable », *Financial Times*, 12 juin 2023, \[en ligne:\] <https://www.ft.com/content/a801a8e0-c977-449a-af26-a19500820007>](https://www.sciences-po.fr/research/cogito/home/pas-deconomie-environnementale-sans-justice-sociale/#:-:text=C%E2%80%99est%20particuli%C3%A8rement%20vrai%20du%20changement%20titanesque%20dans%20les,simultan%C3%A9ment%20les%20d%C3%A9fis%20sociaux%20dont%20ils%20sont%20porteurs, consulté le 12 juin 2023.</p></div><div data-bbox=)

⁵⁷ LAURENT E., « Progrès social-écologique et État social-écologique », op. cit., p. 4

En résumé, selon Eloi Laurent dans *justice et soutenabilité*, il y a quatre chantiers à venir pour la mise en place de cet État social-écologique :

- La mise en place d'une politique sociale-écologique pour protéger les citoyens des risques environnementaux face auxquels nous ne sommes malheureusement pas tous égaux. Les injustices se jouent entre le Sud et le Nord de la planète et au sein des pays du Nord entre riches et pauvres. Par exemple, en Belgique, les personnes les plus exposées aux particules fines sont celles vivant dans des logements précaires au bord des grands axes routiers⁵⁸ et ce sont ces mêmes personnes qui ont moins facilement accès aux espaces verts alors que ceux-ci sont sources de bien-être.⁵⁹ Intégrer la prise en compte des risques environnementaux dans la protection sociale permettrait alors une transition écologique juste. Un exemple de politique sociale-écologique pourrait être de diminuer la vitesse sur les axes autoroutiers permettant de réduire la pollution sonore et de l'air et ce, principalement pour les ménages à faibles revenus habitant aux abords de ceux-ci.
- La mise en place d'une fiscalité carbone juste. En guise de contre-exemple de mesure environnementale juste socialement, il y a la taxe carbone mise en place en France en 2014⁶⁰ qui a donné lieu aux manifestations des gilets jaunes. Cette taxe pesait alors injustement plus lourd sur les ménages aux plus bas revenus.⁶¹ Pour contrer ces effets néfastes, une solution pourrait être de mettre en place une redistribution juste de la taxe carbone. Les ménages les plus précaires recevraient sous forme de chèque climat, un soutien pour contrer les taxes mises en place.⁶²

⁵⁸ FRONTEDDU B, « La mobilité en Belgique. Plongée au cœur des inégalités environnementales », Bruxelles : CPCP, Analyse n° 431, 2021, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/mobilite-belgique>.

⁵⁹ PIRON J., « Vers un État social écologique », etopia, 13 novembre 2019, [en ligne :] <https://etopia.be/blog/2019/11/13/vers-un-etat-social-ecologique>, consulté le 12 juin 2023.

⁶⁰ Information disponible sur le site du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires et du Ministère de la Transition énergétique via ce lien : <https://www.ecologie.gouv.fr/fiscalite-carbone>, consulté le 12 juin 2023.

⁶¹ DASSETTO F., « Les « gilets jaunes » : un fait révélateur d'une transition écologique injuste et tronquée ? », *Le Soir*, 20 novembre 2018, [en ligne :] <https://www.lesoir.be/191168/article/2018-11-20/les-gilets-jaunes-un-fait-revelateur-dune-transition-ecologique-injuste-et>, consulté le 12 juin 2023.

⁶² BERRY A., LAURENT E., « Taxe carbone, le retour à quelles conditions ? », OFCE working paper, juin 2019, <https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/dtravail/OFCEWP2019-06.pdf>, consulté le 12 juin 2023.

- Travailler sur les inégalités environnementales. Par exemple, la végétalisation des espaces urbains souvent limitée qui permet de réduire la température⁶³ et de rendre ces espaces plus vivables pendant les fortes chaleurs. Et ce, d'autant plus lorsque l'on vit dans un appartement exigu sans accès à l'extérieur.
- Sortir de la croissance qui est d'ailleurs le titre d'un des livres d'Eloi Laurent publié en 2021. L'Agence Européenne de l'Environnement a, elle aussi, publié une note en 2021 visant à alerter sur la nécessité de repenser les notions de croissance et de progrès afin d'aller vers une société plus durable. Ce rapport fait notamment l'aveu d'un découplage peut-être impossible entre croissance et consommation de ressources⁶⁴, ce qui remet fondamentalement en question nos sociétés occidentales. Dans de nombreuses disciplines, des chercheurs tels que Dominique Méda⁶⁵, Ian Gough⁶⁶, Max Koch⁶⁷, Giorgos Kallis⁶⁸, Olivier Vidal⁶⁹, s'interrogent sur la pertinence d'une compréhension et d'une organisation du monde fondée sur les impératifs de croissance économique. La croissance est un imaginaire voire même un chant de sirènes pour reprendre les mots d'Éloi Laurent.⁷⁰ Pour donner un exemple de mesure permettant de sortir de la croissance, il propose que les États cessent d'inciter (via les finances publiques) les mesures nuisibles à la biosphère : la non-taxation du carburant pour les avions en est une bonne illustration⁷¹. D'autant plus lorsque

⁶³ CROSEMARIE P, « Inégalités environnementales et sociales : identifier les urgences, créer des dynamiques. L'avis rendu par le Conseil économique, social et environnemental (CESE) », *Annales des Mines - Responsabilité et environnement*, 2015/3 (N° 79), p. 26-30. DOI : 10.3917/re1.079.0026, [en ligne:] <https://www.cairn.info/revue-responsabilite-et-environnement-2015-3-page-26.htm> , consulté le 2023.

⁶⁴ STRAND, R., KOVACIC, Z., FUNTOWICZ, S., BENINI, L., JESUS, A., « Growth without economic growth », European Environment Agency, 14p, [en ligne:] <https://www.eea.europa.eu/publications/growth-without-economic-growth/growth-without-economic-growth>, consulté le 12 juin 2023.

⁶⁵ Philosophe et sociologue.

⁶⁶ Professeur de politique sociale.

⁶⁷ Professeur de politique sociale et durable.

⁶⁸ Économiste.

⁶⁹ Directeur de recherche au CNRS à l'Institut des Sciences de la Terre de Grenoble.

⁷⁰ LAURENT E., *Sortir de la croissance*, Paris, Les liens qui libèrent, 2021, p. 15.

⁷¹ LAURENT E., *op. cit.*, p 224.

L'on sait que 80 % de l'humanité n'a jamais pris l'avion⁷² et que 1 % de la population mondiale qualifiée de super émettrice causerait la moitié des émissions de CO₂ du secteur.⁷³

Ce nouvel État s'articulerait, selon Jonathan Piron, chercheur pour Etopia, autour de trois piliers : la prévention, la protection et le soutien.⁷⁴

IV. Création d'un État partenaire

L'État partenaire, tout comme l'État social-écologique, part du principe que notre modèle actuel est totalement insoutenable et que la croissance économique ne doit plus être le moteur de la société. L'évaluation de la santé des pays sur base du PIB ne garantit en aucun cas la santé, le bonheur, bref la qualité de vie des populations ; plusieurs études convergent pour le prouver⁷⁵. Et, c'est cette même croissance économique qui est grandement responsable de la situation environnementale dramatique que nous vivons aujourd'hui. Mais si l'État ne nous promet plus la croissance, quels rôles pourrait-il endosser ?

L'État partenaire ne prétend pas, tout comme l'État social-écologique, effacer l'État providence, il entend le faire évoluer. Il part du principe que pour progresser vers une société socialement et écologiquement justes, un apprentissage collectif et des innovations sociales de grande ampleur seront nécessaires. Les innovations locales sont alors envisagées selon quatre

⁷² LAVOCAT L., « Seuls 4% des Français prennent l'avion régulièrement », Reporterre, 2 avril 2021, [en ligne :] <https://reporterre.net/Seuls-4-des-Francais-prennent-l-avion-regulierement>, consulté le 12 juin 2023.

⁷³ CARRINGTON D., « 1% of people cause half global aviation emissions-study », The Guardian, 17 novembre 2020, <https://www.theguardian.com/business/2020/nov/17/people-cause-global-aviation-emissions-study-covid-19>, consulté le 12 juin 2023.

⁷⁴ PIRON J., « Vers un État social écologique », etopia, 13 novembre 2019, [en ligne :] <https://etopia.be/blog/2019/11/13/vers-un-etat-social-ecologique>, consulté le 12 juin 2023.

⁷⁵ DE SCHUTTER O et DEDEURWAERDERE T., « Introduction » in DE SCHUTTER O et DEDEURWAERDERE T (sous la direction de), *L'État partenaire : transition écologique et sociale et innovation citoyenne*, Louvain-la-Neuve, Presses Universitaires de Louvain (PUL), 2022, pp. 9-34.

scénarios comme voies de transformation de la société : cela va de la création d'alternatives à la nouvelle norme jusqu'à la cooptation par le régime voire jusqu'à la modification du régime dominant.⁷⁶

La théorie de l'État partenaire part du principe que l'innovation sociale locale (car la solution à un problème sera d'office différente en fonction du contexte local) nécessaire au changement sociétal doit être encouragée par l'État afin de ne pas rester marginale, le risque étant cependant qu'elle soit cooptée par les entreprises en tant que nouvelle opportunité de profit ou utilisée par l'État comme justification de son inaction.⁷⁷

À la grande différence de l'État actuel, l'État partenaire, ne se positionne pas comme un État qui prétend tout savoir et que si transition il y a, celle-ci sera imposée de manière descendante. Il part du principe que visiblement nous nous trouvons dans une impasse et qu'aujourd'hui l'État seul n'a pas la solution. Il s'agirait alors « d'un État qui accepte d'apprendre en appuyant l'expérimentation locale et en donnant à celle-ci les moyens de se déployer, et même de se tromper – car la transition écologique et sociale, dans le contexte dynamique et incertain qui est notre condition, ne peut procéder que par un processus répété d'essais et erreurs ». ⁷⁸ Penchons-nous maintenant ci-dessous sur les initiatives citoyennes, leurs potentiels et leurs limites et surtout sur leur articulation possible avec une transition juste.

⁷⁶ PETEL M., « Renouveler la régulation des modes de vie par les outils de l'économie comportementale » in in De Schutter, O & Dedeurwaerdere T (sous la direction de), *L'État partenaire : transition écologique et sociale et innovation citoyenne*, Louvain-la-Neuve, Presses Universitaires de Louvain (PUL), 2022, pp. 99-128

⁷⁷ FOSSATI CALLORDA E., DEGRAVE F., LÉVESQUE B., « Innovations sociales et transitions soutenable. Regard situé de deux approches complémentaires du changement social », in De Schutter, O & Dedeurwaerdere T (sous la direction de), *L'État partenaire : transition écologique et sociale et innovation citoyenne*, Louvain-la-Neuve, Presses Universitaires de Louvain (PUL), 2022, pp.169-265

⁷⁸ DE SCHUTTER, O & DEDEURWAERDERE T., *op. cit.*, p. 30

V. Initiatives de transition, moteurs d'une transition juste ?

Les critiques du Mouvement de la transition et des initiatives⁷⁹ en découlant sont rares, ces initiatives étant principalement perçues positivement. Nous pointerons cependant certaines limites et relèverons également leurs potentiels.

A. La transition citoyenne a ses limites

1. Rôles de l'État et articulation avec les initiatives citoyennes

Sans vouloir être défaitistes, la transition à l'échelle des citoyens ne sera pas suffisante pour inverser la tendance et pour résoudre les défis sociaux et environnementaux auxquels nous sommes déjà confrontés. Ce n'est pas que nous ne croyons pas au pouvoir des citoyens, d'autant plus s'ils sont nombreux, mais les combats à mener sont parfois hors d'atteinte et ce, d'autant plus pour les plus précaires d'entre nous. C'est notamment le cas de notre modèle de société centré sur la croissance. Nous pourrions être des millions de convaincus par la nécessité de changer drastiquement notre société dans un but de transition écologique et solidaire que cela ne suffirait pas. Passer d'une société centrée sur la croissance à une société centrée sur le bien-être de la population (comme proposé ci-dessus) est un choix politique.

D'ailleurs, un des articles compilés dans le sixième rapport du GIEC paru en août 2021⁸⁰, indique qu'afin d'atteindre le scénario SSP1⁸¹, celui qui nous permettrait de limiter le réchauffement à 1,5 °C à court terme, autrement dit, le plus optimiste des cinq scénarios, il est nécessaire de passer d'une société

⁷⁹ Initiatives telles que des potagers collectifs, des repair café, des groupes d'achat en commun et bien d'autres.

⁸⁰ GIEC, 2021 : Résumé à l'intention des décideurs. In: Changement climatique 2021: les bases scientifiques physiques. Contribution du Groupe de travail I au sixième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [publié sous la direction de Masson-Delmotte, V., P. Zhai, A. Pirani, S.L. Connors, C. Péan, S. Berger, N. Caud, Y. Chen, L. Goldfarb, M.I. Gomis, M. Huang, K. Leitzell, E. Lonnoy, J.B.R. Matthews, T.K. Maycock, T. Waterfield, O. Yelekçi, R. Yu, et B. Zhou]. Cambridge University Press.

⁸¹ Les scénarios proposés par le GIEC proposent différents futurs plausibles pour les émissions de gaz à effet de serre et leurs impacts sur l'augmentation des températures par rapport à l'ère pré-industrielle.

centrée sur la croissance à une société centrée sur le bien-être humain et la réduction des inégalités⁸². Cela prouve effectivement l'importance des États dans la transition juste et l'intérêt de la mise en place d'un État social-écologique.

Simon De Muynck, coordinateur du centre d'écologie urbaine de l'ULB déplore un cloisonnement strict entre transition citoyenne et transition au niveau de l'État. Les initiatives veulent rester indépendantes, notamment financièrement, ce qui les freine pour se développer et prendre de l'ampleur. Elles veulent également résoudre des problématiques locales, elles-mêmes enchâssées dans des problématiques globales.⁸³

2. Manque de mixité

Simon de Muynck met également le doigt sur une limite qui ne nous surprend guère car c'est de là que découle notre travail sur la transition écologique et solidaire. Effectivement, ces initiatives seraient majoritairement mises en place par une certaine catégorie de population, des personnes avec de hauts diplômes, un horaire réduit, des valeurs environnementales fortes, vivant dans une ville de taille moyenne avec des élus locaux eux-mêmes sensibilisés aux enjeux écologiques. Le meilleur exemple est Totnes, l'endroit où tout a commencé pour le Mouvement de la Transition grâce au désormais célèbre Rob Hopkins.⁸⁴

Ces initiatives, comme nous en avons fait le constat⁸⁵ ne sont pas mixtes socialement et de nombreux freins viennent alimenter cette problématique. Cependant, nous souhaitons nous arrêter sur la manière de mettre en place des initiatives de transition solidaire et d'autre part sur le public des initiatives en transition.

- 1) Lors d'un débat qui suivait une conférence gesticulée à Namur le 23 mai, Christine Mahy, directrice du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP), alertait quant aux échecs de mixité de ce genre d'initiatives. Effectivement, parfois des porteurs de projet d'initiatives de transition

⁸² RIAHI K, VAN VUUREN D, KRIEGLER E et al., « The shared socioeconomic pathways and their energy, land use, and greenhouse gas emissions implications : an overview », *Global environmental change*, janvier 2017, n°42, pp.153-168.

⁸³ DE MUYNCK S., « Initiatives de transition : les limites du mouvement », *Barricade*, décembre 2011, [en ligne :] http://www.barricade.be/sites/default/files/publications/pdf/simon_-_limites_du_mouvement.pdf, consulté le 12 juin 2023.

⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁵ DUBOIS K., *op. cit.*

(citoyennes) viennent trouver le réseau car ils trouveraient pertinent de proposer leur projet à un public précarisé car selon eux cela les aiderait dans leur quotidien. Cependant, cette méthode ne fonctionne pas et ce n'est pas une fois un projet créé que l'on peut l'imposer à d'autres a) qui n'ont rien demandé b) qui ne se reconnaissent peut-être pas dans le projet car ils n'en sont pas à l'initiative.

- 2) Concernant le public de ces initiatives de transition, le Mouvement de la Transition se base sur un élan citoyen, collectif, mais tout de même assez individualisant dans le sens où chacun fait le choix de participer à tel ou tel projet, d'acheter en GASAP⁸⁶ plutôt qu'au supermarché, de s'inscrire à un SEL⁸⁷ pour créer du lien. De là, la frontière est mince pour affirmer que les précaires « n'ont qu'à » en faire de même, que cela sera bénéfique pour leur budget, leur santé, leurs liens sociaux et qui sait tous les autres domaines sur lesquels les plus précaires sont souvent critiqués. Cependant, outre les freins cités par notre collègue Karin Dubois dans l'analyse « État des lieux des freins à l'action citoyenne »⁸⁸, la notion de choix est prépondérante. Comme l'affirme Christine Mahy, les plus précaires sont souvent dans le non choix pour toute une série de décisions que d'autres prennent de leur propre chef et pour lesquelles ils n'imagineraient en aucun cas la situation inverse.⁸⁹ Citons par exemple des choix qualifiés de responsables, de durables, d'écologiques, autant de qualificatifs attribués à des comportements souvent imposés aux plus précaires : ne pas prendre l'avion, utiliser les transports en commun plutôt que la voiture qu'ils n'ont peut-être pas, manger moins de viande, acheter en seconde-main, etc. Alors, dire que « les précaires n'ont qu'à mieux consommer, n'ont qu'à s'inscrire dans une initiative de transition », ce n'est plus de l'ordre du choix individuel, c'est une obligation. Et, la réponse des plus précaires sera alors potentiellement négative car conditionnée par plein d'autres causes sociales qui ne peuvent être résolues uniquement par les citoyens, mais bien par l'État aussi, d'où la nécessité de considérer les problématiques environnementales et sociales comme un tout.

⁸⁶ Groupe d'achat solidaire à l'agriculture paysanne.

⁸⁷ Système d'échange local.

⁸⁸ DUBOIS K., op. cit.

⁸⁹ MAHY C., interviewé par Agir par la Culture : BERTHIER A., « La transition à l'épreuve de l'égalité », *Agir par la Culture*, 1 juillet 2019, [en ligne :] <https://www.agirparlaculture.be/la-%e2%80%89transition%e2%80%89-a-lepreuve-de-legalite/>.

3. Dépolitisation et manque de coordination

La dépolitisation des initiatives de transition et l'aspect consensuel du nouvel imaginaire peuvent également être perçus comme une limite⁹⁰. Si le peuple ne se révolte plus et ne se rassemble plus pour s'indigner des aberrations de notre système économique ou des injustices sociales, ne va-t-il pas perdre en pouvoir ? Et, laisser encore plus la place au libéralisme ? Cela contribue à rendre plus difficile encore la construction d'un système politique alternatif. « Mais le choix fait par les initiatives de transition de déconnecter les questions de résilience de celles d'égalité est à notre avis risqué. Si le prix à payer pour cette déconnexion est l'affaiblissement des solidarités institutionnelles (la Sécurité sociale et les services publics) au profit des seules solidarités interpersonnelles, ce qu'on aura perdu en chemin n'est rien moins qu'une partie des droits et des conquêtes sociales de la population ». ⁹¹

Selon Pablo Servigne, Gauthier Chapelle et Raphaël Stevens dans le livre « Une autre fin du monde est possible », il manque également aux initiatives de transition une coordination efficace. Ils se permettent alors un parallèle avec la seconde guerre mondiale, sa mobilisation générale et la reconstruction à grande échelle ayant eu lieu après la chute de l'ennemi commun. Cet imaginaire de mobilisation générale pourrait alors servir au Mouvement de la Transition qui pour le moment ne rassemble pas les foules car l'ennemi est diffus (le changement climatique) et la politique des petits gestes véhiculée est loin de faire consensus dans la société. ⁹²

Même après avoir cité plusieurs limites aux initiatives citoyennes, la principale étant, selon nous, le périmètre d'action limité des citoyens, nous ne pouvons nier leurs potentiels. Les limites que nous avons pointées ne remettent en aucun cas en cause ces initiatives, mais pointent quelques défaillances potentielles. Cependant, force est de constater, que les initiatives de transition sont un premier pas dans la bonne direction et sont à valoriser malgré les limites et les faiblesses évoquées. ⁹³ Il n'y a dès lors pas de raison de

⁹⁰ JONET C. et SERVIGNE P., « Initiatives de transition : la question politique », *Mouvements*, 2013/3 (n° 75), p. 70-76., [en ligne :] : <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2013-3-page-70.htm>, consulté le 13 juin 2023.

⁹¹ *Ibid.*

⁹² SERVIGNE P., STEVENS R. et CHAPPELLE G., *Une autre fin du Monde est possible*, Paris, Éditions du Seuil, 2018, 278p, pp. 154-155.

⁹³ JONET C. et SERVIGNE P., « Initiatives de transition : la question politique », *Mouvements*, 2013/3 (n° 75), p. 70-76., [en ligne :] : <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2013-3-page-70.htm>, consulté le 13 juin 2023.

les décrédibiliser. Il vaut mieux expérimenter (ce qui implique de se tromper), créer des initiatives imparfaites que de rester les bras croisés face aux défis environnementaux qui nous attendent.

4. Potentiels des initiatives de transition

Le Mouvement de la Transition s'inspire grandement du travail de Joanna Macy⁹⁴ et du récit qu'elle nomme « Changement de Cap ». Cela signifie que nous sommes à un moment charnière de l'Histoire, à un moment où nous pouvons rêver une autre société, rêver de changer de modèle, faire un pas de côté.⁹⁵ Selon elle, nous pouvons choisir délibérément d'agir et d'aller vers une révolution consciente de nos modes de vie grâce notamment à l'issue incertaine à la fois des crises que nous rencontrons mais aussi à l'impact difficilement mesurable de nos actions.⁹⁶ Elle tient à insister sur le fait que ce qui compte pour les personnes participant aux initiatives de transition, n'est pas nécessairement de réussir, mais d'agir pour ce qui leur importe.⁹⁷ Elle ajoute que ce n'est pas pour autant que tout se passera bien, qu'il n'y aura pas de souffrance et qu'il est alors nécessaire que les individus s'entraident.⁹⁸ On peut alors pointer l'aspect relationnel des initiatives de transition. Elles sont effectivement créatrices de liens sociaux nécessaires dans notre monde actuel.

Les initiatives de transition et plus largement le Mouvement de la Transition sont un nouveau récit citoyen positif qui nous permet de nous mobiliser. Prendre le pas de dire que tout est foutu ou que seuls les États peuvent agir ne sont pas des récits positifs. Comme Rob Hopkins le fait remarquer dans une interview pour le livre *Demain en 2015*, l'espèce humaine est forte pour imaginer l'apocalypse, pour créer des films de zombies avec des fins atroces, mais par contre, pour imaginer un futur porteur d'espoir, il y a beaucoup moins d'adeptes⁹⁹. Pourtant, aujourd'hui, nous avons besoin d'espoir. Il n'est pas question d'espoir passif, mais d'espoir actif, celui qui met en mou-

⁹⁴ Joanna Macy est une autrice, spécialiste de l'éco-psychologie et créatrice de la méthodologie du « Travail qui relie » qui permet de se reconnecter à la terre et au vivant tout en se préparant aux risques d'effondrement.

⁹⁵ SERVIGNE P., STEVENS R. et CHAPELLE G., op. cit., p. 153.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 156.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 86.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 157.

⁹⁹ DION C., *Demain : un nouveau monde en marche*, Arles, Actes Sud, novembre 2015, 349 p., p. 334.

vement¹⁰⁰. C'est ce récit positif qui porte le Mouvement de la Transition. Et, il est également créé, à l'inverse, par l'action locale mise en place dans le cadre des initiatives car elle donne aux citoyens impliqués, une vision positive « leur permettant de sortir du déni et de l'impuissance »¹⁰¹. Cette impuissance face aux nombreuses crises que nous vivons pour le moment peut d'ailleurs mener certains d'entre nous à ressentir ce que l'on appelle l'éco-anxiété¹⁰². S'impliquer de la sorte peut alors permettre aux individus de se sentir utiles et donc d'améliorer leur santé mentale en ayant l'impression de faire de leur mieux. Nous pouvons alors qualifier d'individuel ce premier impact positif des initiatives de transition.

D'un point de vue sociétal, ces initiatives ont surtout un rôle de laboratoire. Un laboratoire social, un endroit où on expérimente différentes choses qui pourront potentiellement servir de base après l'effondrement de notre société thermo-industrielle. Même si, soyons bien clairs, cet effondrement, nous y sommes déjà. L'effondrement d'une civilisation n'aurait pas lieu en un coup, mais de manière progressive par une succession de chocs qui ont déjà eu lieu et qui auront encore lieu¹⁰³. Comme l'écrivent Pablo Servigne et Christian Jonnet en 2013, « *Si demain la crise économique et sociale s'amplifie au point de faire vaciller l'ancien système, la grande force de ce mouvement de la transition résidera à l'évidence dans ses réalisations concrètes, ses expériences de terrain, ses modèles économiques alternatifs, ses liens d'entraide puissants, ses îlots d'autonomie ou ses entreprises autogérées [...]. À ce moment, il apparaîtra peut-être que c'est précisément l'apparente naïveté du mouvement qui lui aura permis de grandir discrètement, tel un rhizome, en multipliant efficacement des pratiques anti-productivistes et anticonsuméristes profon-*

¹⁰⁰ SERVIGNE P., STEVENS R. & CHAPELLE G., op. cit., page 84.

¹⁰¹ R. Hopkins, Manuel de transition, Écosociété/Silence, Montréal/Lyon, 2010, p. 75 dans <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2013-3-page-70.htm#-no4>, consulté le 13 juin 2023.

¹⁰² « L'"éco-anxiété" est un terme qui rend compte des expériences d'anxiété liées aux crises environnementales. Il englobe "l'anxiété liée au changement climatique" (anxiété spécifiquement liée au changement climatique anthropique), tout comme l'anxiété suscitée par une multiplicité de catastrophes environnementales, notamment l'élimination d'écosystèmes entiers et d'espèces végétales et animales, l'augmentation de l'incidence des catastrophes naturelles et des phénomènes météorologiques extrêmes, la pollution de masse mondiale, la déforestation, l'élévation du niveau de la mer et le réchauffement de la planète. » (Teaghan L. Hogg, Samantha K. Stanley, Léan V. O'Brien, Marc Wilson et Clare R. Watsford, « The Hogg Eco-Anxiety Scale: Development and validation of a multidimensional scale », Global Environmental Change, novembre 2021).

¹⁰³ SERVIGNE P., STEVENS R. et CHAPELLE G., op. cit., page 15.

dément subversives. Mais il sera alors trop tard pour le casser ou le décrédibiliser, ses racines seront trop puissantes. La mauvaise herbe aura recouvert une trop grande partie de l'ancien monde », ¹⁰⁴ Ces initiatives ont donc bien un rôle clé à jouer et oserait-on alors les juger insignifiantes ? Les personnes impliquées dans ces initiatives innove pour le collectif et non pas uniquement pour leur unique personne. ¹⁰⁵

Malgré les critiques émises, ces initiatives sont bel et bien sources de retombées positives dont voici une liste non exhaustive : « du lien social, de la convivialité, de la sobriété énergétique, de l'autonomie, de la solidarité, de l'acquisition de nouvelles compétences, de la réappropriation d'anciens savoir-faire, des questionnements salutaires (sur le rôle de la monnaie notamment), une relative déconnexion du mode de vie consumériste, un renforcement des circuits courts, de l'agriculture paysanne et des commerces de proximité, etc ». ¹⁰⁶ Cependant, les initiatives en transition ne peuvent se limiter aux changements de comportements individuels, mais doivent vouloir dépasser un public et un territoire pour s'orienter vers un processus de mobilisation plus large qui permettra une portée réellement sociétale et étatique. C'est à travers un ancrage structurel avec les pouvoirs publics que ces initiatives en transition pourront dépasser les limites évoquées pour parvenir à la nécessaire articulation entre initiatives citoyennes et mise en place d'un État social-écologique.

¹⁰⁴ JONET C. et SERVIGNE P., « Initiatives de transition : la question politique », *Mouvements*, 2013/3 (n° 75), p. 70-76., [en ligne :] <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2013-3-page-70.htm>, consulté le 13 juin 2023.

¹⁰⁵ DE SCHUTTER O et DEDEURWAERDERE T., « Introduction » in DE SCHUTTER O et DEDEURWAERDERE T (sous la direction de), *L'État partenaire : transition écologique et sociale et innovation citoyenne*, Louvain-la-Neuve, Presses Universitaires de Louvain (PUL), 2022, 9-34p, page 14.

¹⁰⁶ JONET C. et SERVIGNE P., « Initiatives de transition : la question politique », *Mouvements*, 2013/3 (n° 75), pp. 70-76., [en ligne :] <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2013-3-page-70.htm>, consulté le 13 juin 2023

Conclusions

L'action politique — en tant qu'action émanant d'une autorité publique — et l'action citoyenne en vue d'une transition écologique socialement juste constituent les deux faces d'une même pièce. Et sans articulation cohérente, elles semblent toutes deux d'ores et déjà se heurter à de sérieuses limites. D'un côté l'opérationnalisation politique de la transition juste se voit confrontée à d'autres impératifs politiques et, notamment, celui de stimuler la croissance économique. En outre, nous l'avons vu, en cas de crise telle que celle induite par la pandémie de Covid-19, les autorités publiques mettent rapidement en œuvre une série de mesures visant à en limiter l'impact socioéconomique, quitte à subventionner massivement des industries fortement polluantes. Or, ces mesures nuisent profondément au travail de long terme que suppose la mise en place d'un cadre politique cohérent pour la réalisation de politiques aussi ambitieuses que « la neutralité carbone » au sein de l'UE d'ici 2050.

Dans le même temps, les initiatives citoyennes entreprises dans le cadre du Mouvement de la transition, si elles permettent aux citoyens de se projeter dans l'action directe, peinent, pour la plupart, à attirer en leur sein les populations précarisées. En outre, le fait que ces initiatives soient si éparpillées et éclatées dans le temps et l'espace tend à dépolitiser la question de la transition, à en faire une question d'engagement individuel pour certains, voire parfois de hobby pour d'autres. Or, nous l'avons vu, la compréhension et l'opérationnalisation d'un concept telle que la transition juste est, par nature, politique. En effet, celui-ci repose sur la mise en place de nouvelles politiques sociales et touche inévitablement à des questions éminemment politiques telles que la redistribution des richesses, le rôle de la sécurité sociale et la question de la répartition des coûts induits (directement et indirectement) par le réchauffement climatique. Telle qu'évoquée dans cette analyse, la réalisation d'une transition juste pourrait exiger jusqu'à la création et la conceptualisation d'un nouveau type d'État social.

En ce sens, le travail entrepris par la Ministre fédérale du Développement durable pourrait être particulièrement pertinent, en particulier, en ce qui concerne la création d'une Agora visant à réunir des citoyens en situation de précarité autour du concept de transition juste. Il reste à voir si les éléments qui en ressortiront donneront lieu à de véritables engagements politiques. On a pu voir par exemple sous cette législature les contradictions du gouvernement entre la volonté de plafonnement de consommation des terres

artificialisées et le développement du géant du commerce en ligne Alibaba¹⁰⁷. Plus fondamentalement, à la lumière des éléments soulevés dans cette analyse, il apparaît urgent d'intégrer des considérations sociales en amont et en aval des politiques environnementales tout en offrant un soutien et un cadre favorable aux initiatives de transition citoyennes. Pour ce faire, l'État devrait subordonner la recherche de croissance économique à la lutte contre le réchauffement climatique et au renforcement de la sécurité sociale, assurant aux plus précaires qu'ils ne porteront pas de façon démesurée les coûts des dégradations climatiques et environnementales. En parallèle aux mesures politiques nécessaires pour protéger les précarisés, les initiatives citoyennes de transition pourraient activement participer à leur intégration dans les dynamiques d'engagement¹⁰⁸ vers un monde plus sobre en carbone. C'est l'unique voie possible pour une véritable transition juste.

**

Boris Fronteddu est chargé de recherche dans la thématique Consommation durable, au sein du pôle Recherche & Plaidoyer. Il est titulaire d'un master en journalisme ainsi que d'un master en politiques européennes.

Louise Vanhèse est conseillère en développement durable et possède un master interuniversitaire en transitions et innovations sociales. Elle coordonne la thématique Consommation durable au sein du pôle Éducation permanente chez Citoyenneté & participation.

¹⁰⁷ FRONTEDDU B., Politiques environnementales et climatiques en quête de cohérence, pp.11-12, Bruxelles : CPCP, Analyse n° 466, 2022, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/wp-content/uploads/2022/11/politiques-climatiques.pdf>, consulté le 11 septembre 2023.

¹⁰⁸ Pour plus de précisions sur les solutions pour lever les freins à la participation des plus précaires au sein des initiatives de transition, nous vous suggérons de lire l'analyse 2 de notre travail sur la transition écologique et solidaire : « Transition écologique et solidaire. Faire sauter les freins et répondre aux besoins des transitionneurs et des personnes en situation précaire » et l'analyse 3 : « Transition écologique et solidaire. Quelques projets inspirants ».

Conclusion

Les questions que nous nous posions initialement dans ce projet portaient sur la place des personnes en situation précaire au sein des initiatives citoyennes s'inscrivant dans la mouvance de la transition écologique ; la transition est-elle uniquement écologique ou revêt-elle aussi un aspect solidaire dans la partie francophone du pays ? Si oui, à quelles conditions peut-elle s'organiser en veillant à ce que la personne en situation précaire ne soit pas qu'utilisateur du projet mais aussi porteur, co-organisateur. Quels exemples et quels conseils pouvons-nous alors donner aux personnes qui ont envie de participer à leur manière au soin de l'humain irrémédiablement lié à son environnement ? Y-a-t-il seulement un intérêt des transitionneurs à s'ouvrir à de nouvelles personnes et envisager d'élargir leurs réflexions à l'aspect solidaire de leurs projets ? Doit-on se résoudre à voir se développer des initiatives enthousiasmantes dans lesquelles les personnes qui souffrent le plus des conséquences climatiques n'auraient pas leur place ?

Si ce n'est pas le cas, si les initiatives citoyennes de transition écologique n'arrivent pas encore à organiser la mixité sociale, de quelles manières pourrions-nous leur être utile ? Quels outils pourrions-nous fournir à tout citoyen désireux de s'investir dans un projet écologique ET solidaire ?

Des questions se posaient de même du côté des personnes vivant une forme de précarité que nous avons interviewées ; trouvent-elles un intérêt à participer à ce mouvement ? à quelles conditions ? Quelles sont leurs priorités ?

De ces questions liminaires, deux enquêtes ont été réalisées, l'une auprès des membres du réseau en transition, l'autre auprès de personnes en situation précaire.

Dans la masse d'enseignements que nous ont fourni ces enquêtes, on retiendra essentiellement qu'il existe de part et d'autre des personnes qui se soucient de l'avenir de leurs enfants et de l'évolution du climat (on ne doit plus les convaincre de l'urgence), que parmi elles des citoyens de tous milieux, de tous niveaux d'éducation et d'âges, sont tout à fait disposés à construire des projets ensemble, quel que soit le vécu de chacun. Car ce qu'il leur fait défaut, surtout, ce sont les liens sociaux, c'est même une question de santé mentale.

Alors construire ensemble, oui mais à certaines conditions ! Et on l'entend. Il ne suffit pas de dire qu'on a envie de faire un chouette projet entre voisins. Si on veut construire de la solidarité, le chemin n'est pas simple ; il faut parler des freins comme la mobilité, le manque de confiance ou les préjugés, des moyens à mobiliser pour les lever. Il faut parler des mini-projets qui ont avant tout une vocation solidaire (comme l'aide administrative qui est fortement

sollicitée et qui représente un sujet de préoccupation majeur) afin de dégager de la disponibilité et se faire connaître. Sans cela, il sera difficile de voir des voisins fort préoccupés participer aux réunions. Il faut parler d'équité et non d'égalité et respecter les formes d'engagement de chacun ; l'une n'est pas meilleure qu'une autre.

Parler aussi de stratégie de communication, de financement, de nouvelles forces vives et de nouvelles rencontres. C'est tout l'intérêt du guide que nous avons élaboré¹.

Toute l'étude qui a été menée montre que la mixité sociale est possible à condition de construire des projets qui sont avant tout solidaires et ensuite écologiques comme les bibliothèques d'objets et de vélos ou encore les repair cafés.

Nous étions tout à fait prêts à entendre qu'il n'y avait aucun intérêt, aucun terreau favorable tant du côté des transitionneurs que des personnes vivant la précarité vis-à-vis de la transition écologique et solidaire. On en aurait tiré une leçon aussi. Le fait est que nous avons vu et entendu un intérêt réel de ces publics à contribuer à cet assemblage de compétences et de vécus divers que représentent les initiatives citoyennes (au sein ou en dehors du réseau transition, peu importe). Il y a donc une place pour pas mal de monde si on veut bien se serrer un peu, et toutes ces personnes valaient bien la peine de s'atteler à la réalisation de ce projet.

Les porteurs de belles initiatives comme les bibliothèques d'objet nous démontrent eux aussi que cette mixité est possible et que cela a du sens. S'il y a bien une chose à retenir, c'est celle-là.

Mais jusqu'à quel point cela a-t-il du sens si on n'inscrit pas ces initiatives dans une sphère plus politisée ? Cette question a été traitée avec dextérité dans la quatrième analyse de ce cahier portant sur l'ajustement entre les initiatives citoyennes et une politique de transition que l'on veut juste et équitable.² Encore faut-il s'entendre sur ce concept. Il faut en effet reconnaître que les conceptions de la transition juste évoluent sans arriver à trouver un cap cohérent, tout simplement parce qu'articuler objectifs sociaux, environne-

¹ DEGUELLE S. et DUBOIS K., « Vers une transition écologique et solidaire ; Faire sauter les freins. Répondre aux besoins des transitionneurs et des personnes en situation précaire », Bruxelles : CPCP, 2023.

² FRONTEDDU B. et VANHÈSE L., « Vers une transition écologique et solidaire ; Une articulation indispensable entre initiatives citoyennes et politiques de transition juste », Bruxelles : CPCP, 2023.

mentaux et économiques est extrêmement complexe dans le schéma sociétal qui est le nôtre.

N'est-il pas temps, alors, de remettre les choses à plat et de penser un État dont les missions prioritaires sont à la fois la préservation de l'environnement et le bien-être social ? Comment passer d'un État social vers un État social-écologique ? Car rappelons-nous les propos d'Éloi Laurent, « la transition sera sociale-écologique ou ne sera pas »³

Tout est à repenser ; nos modes de vie, nos systèmes politiques et économiques. Et les initiatives citoyennes peuvent contribuer à cela car elles construisent de nouveaux récits positifs pour élargir l'horizon des possibilités. Certains de ces récits réinventeront l'État et interrogeront l'illusion de la croissance parce qu'on ne voit pas beaucoup d'autres alternatives et parce que les seules solidarités interpersonnelles ne suffiront pas à assurer le bien-être de chacun. Oui, on se sent utile et ça fait du bien mais la réponse doit venir de l'État.

En attendant, continuons d'expérimenter sur tous les fronts, d'innover sur le plan social, politique, économique, pour soi mais surtout pour le collectif.

³ LAURENT E., « Pas d'économie environnementale sans justice sociale », Cogito, le magazine de la recherche, 11 février 2020, in Fronteddu B. et Vanhèse L., *op. cit.*, page 18.



Citoyenneté & Participation (CPCP ASBL)

Avenue des Arts 50\6 – 1000 Bruxelles

02 318 44 33 | info@cpcp.be

www.cpcp.be | www.facebook.com/CPCPasbl

Toutes nos publications sont disponibles en téléchargement libre :
www.cpcp.be/publications/